

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

GUÉRILLA NUMÉRIQUE URBAINE : STRATÉGIES ET TACTIQUES DE
RÉSISTANCE À L'ÉTREINTE TECHNOLOGIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN DESIGN DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

JOFFREY PAILLARD

NOVEMBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Étudier à Montréal, et plus particulièrement à l'Université du Québec à Montréal, à été une opportunité exceptionnelle, tant intellectuellement qu'humainement, que je dois en grande partie à ma famille. Je vous serai éternellement reconnaissant de m'avoir permis de faire cette aventure étudiante que je n'oublierai jamais : un grand merci à Christine, Michèle et Gérard, Renée et Louis, je n'en serais pas là sans vous et votre soutien.

À Nicolas Reeves, mon directeur de mémoire, qui a su me recadrer et m'apporter énormément de connaissances théoriques tout en me laissant assez libre dans la conception final du mémoire. Ce fût un réel plaisir.

À Thomas-Bernard Kenniff et Carole Lévesque, deux professeurs d'exceptions que j'ai eu le plaisir d'avoir lors de ma maîtrise en Design de l'Environnement et avec qui j'ai pu m'épanouir lors de travaux et de discussions dans leurs différents cours.

À l'École de design, qui m'a ouvert ses portes et m'a permis de connaître un type d'enseignement jusque là inconnu. La formation proposée et la manière dont sont construits les cours sont très professionnalisantes tout en respectant la liberté et l'individualité des élèves et de leur centre d'intérêt.

À Manola Antonioli, qui a cru en moi et m'a poussé dans la voie de la recherche, il y a de cela plus de deux ans, je n'en serais peut-être pas là sans la passion théorique que vous avez su me transmettre.

À toi Jordan, qui n'a pas eu peur de tout plaquer en France et qui a traversé l'Atlantique pour me retrouver ici. Plus qu'un soutien, tu as été un pilier dans les moments de joie comme dans les moments de doute.

À vous mes chers colocs, Benoît, Marianne, Antoine, Maryline, Hélène, Étienne, Florent et Amalia, avec qui j'ai découvert cette magnifique ville et traversé ces rudes hivers, avec qui j'ai fait la fête et vécu au quotidien durant deux très belles années.

Et enfin à vous amis de très longue date, et plus particulièrement à Sarah, Tiffanie, Leslie, qui m'avez apporté soutien et réconfort quand le temps me paraissait long, merci pour toutes ces heures passées sur Skype et autres moyens de communication numérique actuel.

AVANT-PROPOS

J'ai toujours été intéressé par la ville, comme phénomène et comme objet d'étude : son effervescence, ses cultures, ses événements... J'ai eu l'occasion, au cours de mes études, de connaître plusieurs villes très différentes : Chalon-sur-Saône, là où j'ai fait toutes mes études pré-universitaires et surtout là où j'ai grandi pendant dix-huit ans ; Nîmes ensuite, durant trois ans, où j'ai décidé de partir faire ma Licence. Une première ville de très petite taille (44 985 habitants en 2014 avec une superficie de 15.22 km²) et une seconde de taille moyenne (151 075 habitants en 2014 avec une superficie de 161.85 km²). Puis, j'ai décidé de prendre une année loin des études, année qui s'est révélée être le déclencheur de cette recherche. Il y a eu plus précisément deux éléments, qui peuvent paraître très disjoints, mais qui ont pourtant été à la base de beaucoup de mes préoccupations actuelles. Le premier a été mon départ pour Londres, pour une durée de six mois (de janvier à juin), et le second a été l'acquisition de mon premier *iPhone*. Il est légitime de se demander quel peut bien être le rapport entre un départ à l'étranger et l'achat d'un téléphone. Au début, je ne le réalisais pas non plus, mais très vite je me suis aperçu de quelque chose : j'avais beau être dans une ville (très grande cette fois-ci) que je ne connaissais pas du tout, je n'étais pourtant pas le moins du monde perdu : je savais où j'allais et comment y aller ; je savais aussi où aller pour boire une bonne bière dans un endroit sympa, tout comme je connaissais les restaurants à éviter ; je savais aussi à quelle heure mon prochain bus de nuit passait et ce qu'il y avait au cinéma : je n'avais ni guide touristique continuellement avec moi, ni carte de la ville ou du métro dans mon sac, ni même mon ordinateur. Juste moi et ce fameux téléphone.

Après ces mois plus que formidables, et quelques galères de batterie (qui m'ont bien obligé à tout de même acheter une carte de la ville de Londres), j'étais plus qu'intrigué quant aux nouvelles possibilités que ce téléphone « intelligent » allait m'offrir : qu'est-ce que j'allais pouvoir découvrir, faire autrement, faire de nouveau ou justement ne plus avoir à faire ?

C'est à mon retour en France, et suite à mon intégration à l'École Nationale Supérieure d'Art et de Design de Dijon, que j'ai vraiment pu commencer à comprendre, grâce à de nombreuses lectures et à mes cours théoriques, ce renouveau urbain qui commençait à voir le jour un peu partout. J'avais choisi l'option design, option qui se spécialisait dans le design d'espace et plus particulièrement celui de l'espace public.

Au fil du temps et de mes expériences, je voyais de plus en plus la ville comme un nouvel espace des possibles, tel un énorme laboratoire à ciel ouvert où designers, architectes, artistes, urbanistes proposaient des projets, des services ainsi qu'une panoplie extraordinaire de nouveaux usages tant de l'espace que dans notre quotidien. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai fait mon mémoire de fin d'études (2015) dans cette École sur ce sujet, abordant de manière générale : les technologies numériques et la ville.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	iii	
LISTE DES FIGURES.....	ix	
RÉSUMÉ.....	xi	
INTRODUCTION.....	1	
CHAPITRE I		
CONTEXTE POLITIQUE, PERSPECTIVES THÉORIQUES ET ESPACES D'ACTION POSSIBLES.....		27
1.1	Du droit à la ville aux pratiques écosophiques.....	27
1.1.1	L'état de guerre global.....	28
1.1.2	La vision d'Henri Lefebvre.....	36
1.1.3	Les écologies de Félix Guattari.....	44
1.1.4	Traces de la multitude.....	53
1.1.5	Conclusion : cité subjective et urbanités inattendues.....	66
1.2	Technocosme en chantier.....	71
1.2.1	Retour sur la ville « intelligente ».....	72
1.2.2	Numérique et politique.....	83
1.2.3	Hackers et cyberspace urbain.....	91
1.2.4	Éditorialisation de l'espace public et cartographies.....	101
1.2.5	Conclusion : la force de l'empowerment technologique.....	110
CHAPITRE II		
HÉTÉROTOPIES URBAINES : LIEUX D'EXPÉRIMENTATION, DE REPRÉSENTATION ET DE RÉSISTANCE.....		117
2.1	La ville politique : espace(s) public(s) et urbanité.....	117
2.1.1	La crise de l'espace public.....	118
2.1.2	La ville réseau.....	126
2.1.3	De l'écran numérique à la ville physique.....	132
2.1.4	Espaces interstitiels, machines de guerre et TAZ.....	140

2.1.4.1	Espaces interstitiels.....	141
2.1.4.2	La machine de guerre de Deleuze et Guattari.....	143
2.1.4.3	Zone autonome temporaire (TAZ).....	145
2.1.5	Conclusion : l'espace public oppositionnel.....	148
2.2.	Agir politique : agir en commun.....	152
2.2.1	Utopies urbaines à l'ère numérique.....	153
2.2.2	Nouveaux agencements collectifs.....	160
2.2.3	L'essaim comme stratégie d'action.....	168
2.2.4	La fabrication du Commun.....	174
2.2.5	Conclusion : vers une ville liquide ?.....	179
CHAPITRE III		
DISCUSSION AUTOUR DE QUATRE PROJETS.....		
3.1	PARK(ing) DAY : le l'acte militant à la sortie familiale.....	185
3.1.1	L'amalgamegrammatical.....	186
3.1.2	Engouement créatif ou engagement critique ?.....	188
3.1.3	Une évolution contraire à son origine.....	191
3.1.4	Une suite logique ?.....	193
3.2	Barcelone numérique, Barcelone démocratique ?.....	195
3.2.1	Genèse du changement barcelonais : de « l'indignation » aux élections municipales.....	196
3.2.2	Retour de chantier.....	198
3.2.3	Fablab barcelonais et communautés de tiers-lieux.....	203
3.2.4	Alors : ville « intelligente », ville durable, ville en commun. ?.....	207
3.3	Dead drops : de l'espionnage au <i>peer to peer</i>	214
3.3.1	Les Dead drops : des origines peu connues.....	214
3.3.2	Une évolution tournée vers le partage communautaire.....	215
3.3.3	Un réseau « hors réseau ».....	217
3.3.4	Les Dead drops : aux frontières de l'interstice et de la tactique.....	220
3.3.5	Vers des espaces plus ludiques ?.....	224
3.4	Sous-surveillance : de la surveillance à l'autosurveillance.....	226
3.4.1	Historique et mise en place.....	228

3.4.2	De l'inefficacité à la dérive d'un système qualifié de sécuritaire.....	230
3.4.3	Vers une société panoptique horizontale : la surveillance comme demande sociale.....	238
3.4.4	Un contre mouvement qui prend de l'ampleur.....	240
CONCLUSION.....		247
ANNEXE A		
« HE WILL NOT DIVIDE US ».....		257
BIBLIOGRAPHIE.....		265

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1	Localisation des villes « intelligentes » en Europe selon les six caractéristiques des villes « intelligentes »	6
2	Exemple de rapport concernant les problèmes urbains sur le site internet FixMyStreet	77
3	Cartographie dynamique en temps réel du réseau sans fil sur le campus du MIT	81
3.1	Visualisation du nombre de SMS échangés à Amsterdam pour le nouvel an de 2008	81
4	Liste des hobos signs que l'on retrouve communément dans ce langage vernaculaire	106
4.1	Hobos signs disposés dans l'espace public	106
5	Réappropriation des places de parking lors du PARK(ing) DAY de l'édition 2016 à Montréal	192
6	Exemple de ce que l'on entend par « boulevard intelligent », le cas de Nice	202
7	Cartographie des différents « smarts citizen kits » à travers le monde	208
7.1	Architecture de la carte Arduino et de ces différents capteurs qui permettent de mesurer la qualité de l'environnement	208
8	Dead Drops utilisés pour de l'espionnage en milieu urbain	216
9	Cartographie des Dead Drops à travers le monde	219
10	Différentes Dead Drop numériques installées par des Dead-Droppeur dehors	222
10.1	L'artiste Aram Bartholl nous explique comment créer notre propre Dead Drop	222

11	Différents tweets concernant la mise en place de Dead Drop dans l'espace public	225
12	Photos de différents Invaders prises à Paris et à New York	227
13	Cartographie des caméras de vidéosurveillance sur deux grandes places, l'un à Paris, et l'autre à Montréal	242
14	Militant devant le projet « He will not divide us » au musée de l'image animée à New York	252

RÉSUMÉ

L'émergence du concept de ville « intelligente » au début des années 2000 a fait suite à une technologisation de la ville et de ses différents espaces, permettant la multiplication d'outils numériques, l'automatisation de la gestion des infrastructures, l'amélioration de la qualité des services urbains, augmentant considérablement le nombre de puces et de capteurs dans l'espace urbain.

Parallèlement à cela, le nombre de téléphones « intelligents », d'applications et d'écrans a lui aussi augmenté, multipliant les dispositifs numériques grâce auxquels les utilisateurs sont à même de laisser des traces numériques, des plus banales aux plus intimes et privées, en rapport avec leurs déplacements, leurs transactions et leurs achats en ligne, leur historique internet...

Par leur efficacité, toutes ces technologies numériques sont à même de générer de puissants dispositifs de contrôle et de surveillance. Toutefois, cette même efficacité les rend aussi aptes à réinjecter du hasard, de l'imprévu, de l'inattendu et de l'imprévisible au sein de la ville, et à mettre en place, si nécessaire, des dispositifs de lutte, de résistance voire de contre-pouvoir. Pour cela, il faut les voir comme susceptibles de produire des tactiques de guérilla – autrement dit, d'être détournés en vue d'une réappropriation citoyenne de l'espace public.

De tels détournements induisent potentiellement la création de nouveaux modes d'existence collectifs qui se pensent et s'inventent quotidiennement autour de nous dans l'espace urbain, et invitent de ce fait, une multiplicité d'acteurs très divers : architectes, artistes, designers, paysagistes, chercheurs, philosophes, sociologues, étudiants, collectifs, citoyens, habitants... Ces structures de résistance s'immiscent dans les espaces délaissés, interstitiels ou décentrés, c'est-à-dire dans tous les lieux « autres » de l'espace urbain. Elles permettent de concevoir et de mettre en pratique d'autres types d'espaces urbains, d'autres façons d'être dans la ville, enracinées dans le faisceau des possibilités citoyennes, politiques, militantes, artistiques et poétiques.

Mots clés : action politique ; écosophie ; réappropriation citoyenne ; espace public ; ville ; phénomène urbain ; design urbain ; guérilla numérique.

Keywords : political action ; ecosophy ; reappropriation of citizenship ; public space ; city ; urban phenomenon ; urban design ; digital guerrilla.

INTRODUCTION

Les transformations socio-économiques de ces dernières années ne sont pas sans conséquence sur la ville. Elles en modifient l'espace et l'usage, les échelles et les territoires, le visage et l'approche. Nous sommes entrés dans un nouvel âge urbain, l'âge postindustriel, qui correspond à une nouvelle révolution économique avec un nouveau type de ville et un néo-urbanisme¹ : des problèmes inédits émergent qui attendent des solutions nouvelles.

Beaucoup d'indices et d'analyses laissent à penser que les transformations de notre société en général et des villes en particulier n'en sont qu'à leurs débuts. Les sociétés occidentales sont en effet en mutation intensive et entrent dans une nouvelle phase de la modernité qui voit évoluer profondément les manières de penser et d'agir, les sciences et les techniques, les relations sociales, l'économie, la politique, les inégalités sociales, les formes de démocraties. Ces mutations impliquent et rendent nécessaires des changements importants dans la conception et la gestion des villes. Elles induisent une nouvelle révolution urbaine qui, comme les deux premières, changera à jamais la ville et les façons de la vivre. Cette troisième révolution urbaine survient après celle de la ville classique et celle de la ville industrielle. Nous sommes à l'approche d'une nouvelle ère, celle de la ville réseau, connectée et « intelligente ».

À ce sujet, Henri Lefebvre fait une analyse très fine, voire une prédiction lorsqu'il écrit :

« Aujourd'hui seulement, nous commençons à saisir la spécificité de la ville (des phénomènes urbains). La ville eut toujours des rapports avec la société dans son ensemble, avec, ses éléments constitutifs (campagnes et agriculture, puissance offensive et défensive, pouvoirs politiques, États, etc.)

1 François Ascher discerne trois types d'urbanisme correspondant à chaque modernité et sa révolution urbaine : le paléo-urbanisme, l'urbanisme et le néo-urbanisme - *Les nouveaux principes de l'urbanisme suivi de Lexique de la ville plurielle*, édition de l'aube, 2010, p.69.

avec son histoire. Elle change donc lorsque la société dans son ensemble change.² »

La ville devient connectée tout comme l'homme l'a été juste avant elle. Mais cette révolution urbaine questionne : quelles transformations le nouveau contexte idéologique, économique et politique de la société postindustrielle a-t-il induit sur la ville, sa forme et son mode de production ? Qu'est-ce que cela implique pour le citoyen et son mode de vie ? Quel est alors le nouveau rapport citoyen/ville dans ce nouveau contexte urbain ? À quels problèmes urbains doit-il faire face aujourd'hui et quelles solutions nouvelles a-t-il imaginé ?

Intitulé *Sous les pavés la technologie*³, un premier mémoire m'a servi d'introduction approfondie pour explorer ces profonds changements que j'avais pu observer pendant quelques années. Je voulais comprendre, au travers de cette recherche, pourquoi ces technologies étaient tant utilisées, dans quel but et à quelle(s) fin(s). Comprendre par la même occasion ce que nous entendions derrière le terme de ville « intelligente » : pourquoi était-elle si intelligente, et pour qui ? Voir aussi si cet apport technologique avait changé nos rapports à la ville et à ses différents espaces, analyser ce renouveau urbain à travers de nombreux exemples pour commencer à dégager des pistes de réflexion. Il était important d'orienter ma réflexion théorique vers cet espace, qui se transformait de plus en plus en *E-space*, engendrant de nouveaux usages, de nouvelles manières de faire et d'être ainsi que de nouvelles modalités quotidiennes. Pratiquer la ville industrielle était-il la même chose que pratiquer la ville « intelligente » ?

Ce travail a été l'occasion d'explorer différentes pistes avec des applications de ces technologies aussi diverses que variées : tantôt créatives, ludiques, voire récréatives ; tantôt des applications citoyennes engagées, à la frontière du militantisme. Architectes,

2 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Édition Anthropos, 1968, 3ème édition, Paris, 2009, p.44.

3 Joffrey Paillard, *Sous les pavés la technologie, la ville du XXe siècle : aux frontières du sensible et du virtuel*, écrit à Dijon lors de mon Master 2 à l'École Nationale Supérieure d'Art et de Design, Mémoire écrit sous la direction de Manola Antonioli et soutenu le 09 avril 2015.

urbanistes, artistes, mais aussi sociologues, anthropologues, universitaires et citoyens essayaient des choses, proposaient des projets, pensaient le futur : chacun voulait, à son échelle et dans son domaine, comprendre, bidouiller, manipuler, exploiter la ville et ses nouvelles fonctionnalités.

Les villes occupent aujourd'hui 2 % de la surface de la Terre, mais représentent 80 % de la production des émissions de CO₂. En 2013, 50 % de la population mondiale vivait en ville, mais cette proportion devrait atteindre 70 % en 2050. Selon les Nations Unies, « d'ici à 2050, il y aura 2,2 milliards de personnes en plus sur la planète (on passerait de 6,9 à 9,1 milliards d'habitants)⁴ ». « Face à cette urbanisation galopante des territoires, il devient nécessaire de diminuer l'impact environnemental des villes et donc de les rendre plus intelligentes. Faire de nos villes des "Smart Cities", tel est l'objectif⁵ », explique Rudolf Giffinger, professeur à l'université de technologie de Vienne en Autriche et expert en recherche analytique sur le développement urbain et régional.

Architecture numérique, projets communautaires, applications pour téléphone, mobilier et espace urbain connecté, jeux urbains et réseaux en tout genre : la ville « intelligente » c'est un peu tout ça à la fois. C'est une ville qui utilise les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour « améliorer » la qualité des services urbains ou encore réduire ses coûts. Ce concept désigne un type de développement urbain apte à répondre à l'évolution ou l'émergence des besoins des institutions, des entreprises et des citoyens, tant sur le plan économique, social, qu'environnemental. Une ville peut être qualifiée d'« intelligente » quand les investissements en capitaux humains, sociaux, en infrastructures d'énergie (électricité, gaz), de flux (humains, matériels, d'information) alimentent un développement économique durable ainsi qu'une qualité de vie élevée,

4 <http://www.atelier.net/trends/articles/concept-de-ville-intelligente-saffine-se-concretise>, consulté le 13.02.17.

5 Pour plus de détails sur la ville intelligente se rendre à : https://www.digitalcorner-wavestone.com/wp-content/cache/wp-rocket/www.digitalcorner-solucom.fr/2013/03/smart-city-la-ville-intelligente-la-ville-communicante/index.html_gzip, consulté le 12.02.17.

avec une gestion avisée des ressources naturelles, au moyen d'une gouvernance participative et d'une utilisation efficiente et intégrée des TIC. Une ville intelligente serait donc capable de mettre en œuvre une gestion des infrastructures communicantes (eau, énergies, information et télécommunications, transports, services urgence, équipements publics, bâtiments, gestion et tri des déchets.), adaptables, durables et plus efficaces, automatisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens, dans le respect de l'environnement. Selon Rudolf Giffinger⁶ encore, les villes intelligentes peuvent être identifiées et classées selon six dimensions principales : une « économie intelligente », une « mobilité intelligente », un « environnement intelligent », des « habitants intelligents », un « mode de vie intelligent » et une « administration intelligente », mais il relativise tout de même ses propos en disant que « le rôle de la Smart City n'est pas de sauver le monde, mais de diminuer l'impact environnemental et de repenser les modes de consommations et de vie en ville.⁷ »

On comprendra que le concept de ville « intelligente » est un projet complexe, pluriel et total, avec comme composante première les technologies numériques, croisant développement urbain et développement humain à des fins environnementales et écologiques.

En janvier 2014, la commission « Industrie, recherche et énergie » du Parlement européen a publié l'étude *Mapping Smart cities in the EU20*⁸. Le Parlement définit la ville « intelligente » de la façon suivante :

« Les technologies de l'information et de la communication (TIC) permettent aux villes de relever ces défis de manière "intelligente". Une ville intelligente est une ville ayant au moins une initiative visant une ou plusieurs des six caractéristiques suivantes : gouvernance intelligente, personnes intelligentes, vie intelligente, mobilité intelligente, économie intelligente et environnement intelligent. Les TIC relient et renforcent les réseaux de

6 *Ibid.*

7 *Ibid.*

8 [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET\(2014\)507480_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET(2014)507480_EN.pdf), consulté le 20.02.17.

personnes, d'entreprises, d'infrastructures, de ressources, d'énergie et d'espaces, tout en fournissant des outils intelligents d'organisation et de gouvernance⁹. »

Inscrite dans le contexte de la stratégie « Europe 2020 », cette étude a passé au crible les 468 villes européennes de 100 000 habitants ou plus afin de les classer selon une échelle selon quatre niveaux de « maturité des villes intelligentes », prenant comme point de comparaison leur situation en 2011. Niveau 1 : la ville dispose d'une politique ou d'une stratégie de ville intelligente – ce qui suffit selon le rapport à la classer comme ville intelligente – ; niveau 2 : en plus du niveau 1, la ville s'appuie pour sa politique ou sa stratégie sur une planification ou une vision ; niveau 3 : en plus des niveaux précédents, des initiatives-pilotes de ville intelligente sont implémentées ; niveau 4 : en plus des niveaux précédents, une initiative de ville intelligente au moins a été complètement lancée ou implémentée. 240 villes européennes de 100 000 habitants ou plus atteignent le niveau 1 et sont donc identifiées comme villes intelligentes¹⁰ ; 6 villes présentent un niveau de maturité élevé : Amsterdam, Barcelone, Copenhague, Helsinki, Manchester et Vienne¹¹. Plus en détail, l'étude identifie comme ville intelligente¹² : 43 % des villes européennes de 100 000 à 200 000 habitants et près de 90 % des villes européennes de plus de 500 000 habitants.

Il apparaît clairement à la suite de cette lecture, et surtout à la consultation des cartes associées (voir fig.1, p.6), que la France était loin derrière ses voisins de l'Europe centrale (ce qui peut être aussi le cas pour l'Europe de l'Est) en ce qui concernait les avancées « intelligentes » dans ce renouveau urbain, mais surtout que ce phénomène était encore une fois centré en particulier sur Paris et sa périphérie, chose qui est beaucoup moins

9 *Ibid*, p.9.

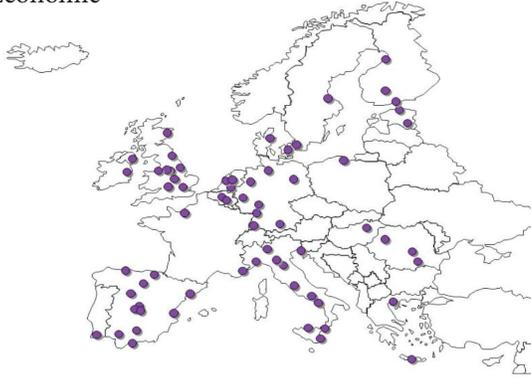
10 *Ibid*, p.32.

11 *Ibid*, p.10.

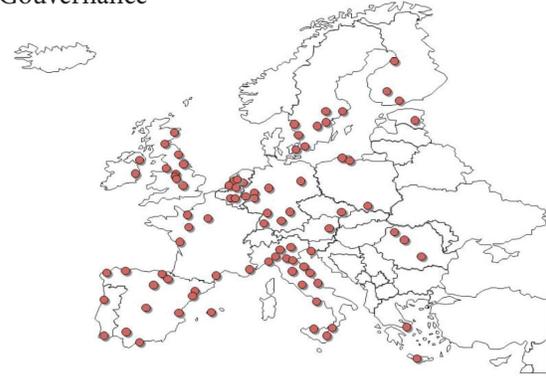
12 *Ibid*, p.9.

Figure 1 : Localisation des villes « intelligentes » en Europe selon les six caractéristiques des villes « intelligentes ».

Économie



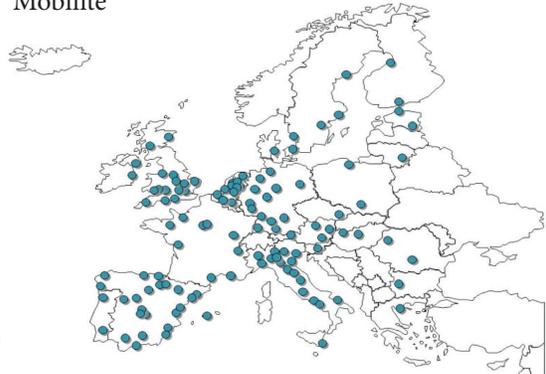
Gouvernance



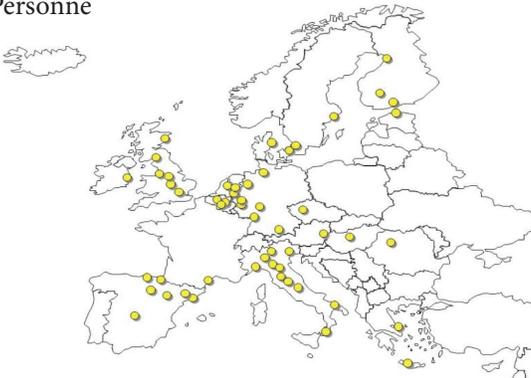
Habitat



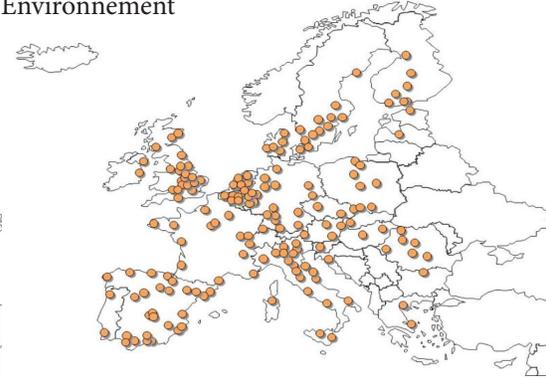
Mobilité



Personne



Environnement



Source : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET\(2014\)507480_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET(2014)507480_EN.pdf), consulté le 20.02.17.

visible avec les autres pays, où les initiatives, même en quantité moindre, surviennent d'un peu partout sur le territoire. Le reste du monde suit cette même tendance. Il suffit pour le constater de regarder le nombre de villes qui accolent maintenant à leur nom un adjectif positif ayant généralement un rapport avec la technologie pour leurs futurs projets : Amsterdam Smart City ; Issy ville innovante ; Lyon, une métropole intelligente ; Ville intelligente de Malte ; Smart Village au Caire, Dubaï SmartCity et Dubaï Internet City ; Ville intelligente de Cochin ; Masdar (écoville « intelligente » en construction dans le désert d'Abou Dabi) ; Montréal, ville intelligente et numérique, etc. Ces quelques exemples montrent toute l'ampleur du phénomène de la ville « intelligente », qui n'en est pourtant qu'à ses débuts.

Des objets connectés au service de l'urbanisme, une optimisation des flux grâce aux big-data, une capacité d'adaptation rapide de l'espace public selon les besoins des habitants, une cogestion en démocratie directe des citoyens grâce aux technologies... La notion de « ville intelligente » recouvre une réalité plutôt vaste et généralement très floue.

Une chose est donc sûre dans les villes actuelles : l'espace virtuel se superpose de plus en plus souvent à l'espace matériel, modifiant en profondeur notre manière de percevoir ou de parcourir ce dernier, ainsi que les modalités de notre participation à l'espace public, dans sa dimension politique. Les technologies numériques sont présentes partout : dans les GPS intégrés dans nos téléphones portables ou nos écrans, dans les codes-barres présents sur les publicités ou les arrêts de bus, dans les bornes WiFi, dans les puces et capteurs des différents mobiliers urbains. Polymorphes et polyfonctionnelles, elles sont dorénavant omniprésentes.

La logique dite « participative » du Web 2.0 a également permis la multiplication de réseaux sociaux, sites de discussion, blogs, qui voient apparaître à l'échelle d'un quartier ou de la ville entière de nouveaux outils pour résoudre des problèmes locaux, concevoir de nouvelles formes d'échange avec les services publics, cartographier autrement les

espaces urbains. Se dessine ainsi progressivement un nouveau « territoire numérique », que les pouvoirs publics essaient d'intégrer dans de nouvelles politiques urbaines.

Qualifiée d'interface, de connectée, de numérique, de créative, de 2.0, de sensible, la ville « intelligente » devient cependant bien trop souvent un simple outil de communication (à visée politique ou commerciale), où la « coconception » et la « coproduction » des espaces et des services urbains ne s'arrêtent qu'à une dimension participative très superficielle et à une extension très réduite de la démocratie à l'échelle quotidienne. La ville qualifiée d'intelligente est malmenée par autant d'adjectifs qu'elle est incomprise tant son évolution et ses transformations s'avèrent rapides, désordonnées et brutales. La société contemporaine se transforme vite et, emportés par cette évolution, nous mesurons parfois mal comment ont changé, en très peu de temps, les objets dont nous nous servons, les manières dont nous agissons, les façons dont nous travaillons, nos relations familiales, amicales et amoureuses, nos loisirs, nos mobilités, les villes où nous vivons, le monde qui nous entoure. Emportés par un tourbillon d'innovation technologique, nous avons quelquefois l'impression de perdre pied devant la rapidité avec laquelle se modifie et se transforme ce qui nous environne, en particulier dans notre quotidien et notre rapport à la ville.

Si l'émergence du terme « smart city » date des années 1990, dans les ouvrages académiques, l'essor de la notion date quant à lui des années 2010. Cette ville hybride, qui s'est dotée en quelques années d'une *digital skin*, jongle encore trop souvent entre sa représentation comme un « objet-valise » et un « objet-frontière ». En France, c'est Patrice Flichy qui a fait connaître ces notions dans le cadre de sa théorie de l'innovation où il explore la diversité des relations entre technique et sociale :

« L'objet-valise correspond à une phase d'indétermination dans les choix technologiques. Une large gamme de possibles reste ouverte, tant au niveau du cadre de fonctionnement qu'à celui du cadre d'usage. Il s'agit alors de lever les ambiguïtés, de dissiper les confusions, de définir un objet au contour plus précis, de passer de l'utopie à la réalité, de l'abstraction à la concrète-

sation, de construire un objet frontière (...). Les objets-frontières replacent la décision dans des mondes réduits, simplifiés, ils listent les points sur lesquels la décision peut porter ou s'appuyer. »

Les objets-frontières, qu'ils soient matériels ou conceptuels, correspondent ici à des espaces permettant la communication entre des mondes très différents, afin de servir un objectif commun : un « objet-valise » au sens de Flichy, est un objet « dans lequel chacun des acteurs investit ses propres utopies, et qui devient le sujet de représentations disjointes. » C'est le stade de « fascination » devant un artefact, dont témoigne bien souvent le langage. L'artefact devient alors le réceptacle des meilleures et des pires suppositions : « la technologie va nous sauver, ou au contraire nous asservir ». Petit à petit, les illusions et les craintes se dégonfleront et laisseront place à des discours plus « réalistes ». Depuis l'apogée du concept, les discours autour de la « ville intelligente » se sont quelque peu rationalisés et concrétisés : on conçoit moins les technologies numériques comme une fin en soi, et plus comme un moyen grâce auquel on va pouvoir améliorer la ville. En d'autres termes, on peut dire qu'on ne considère plus la technologie pour elle-même, mais comme un instrument, un outil ou un dispositif qui va nous permettre de calculer, contrôler, surveiller, améliorer, comprendre l'environnement direct des villes.

Avec ces quelques définitions, et surtout en vue des applications directes des technologies numériques au sein de la ville « intelligente », on comprend déjà un peu mieux vers quoi se tourne, où souhaite se tourner, ce renouveau urbain : on pourrait comparer en quelque sorte ce remaniement pratique à un passage de la ville comme « objet valise » à la ville comme « objet frontière », bien qu'encore de nos jours beaucoup de discours promeuvent encore une vision utopique, salvatrice et fascinée quant à l'apport des technologies pour la ville.

Cette recherche a pour but de s'intéresser au rôle des technologies numériques dans ce nouveau paradigme urbain qui commence à voir le jour un peu partout dans les villes, et que l'on pourrait nommer « réinventer le vivre ensemble ». Cependant, en réfléchissant à notre place en tant qu'habitant, la ville « intelligente » ne nous condamnerait-elle pas à

une certaine passivité? Alors que les villes rationalisent, optimisent et organisent, quelle place reste-t-il au hasard, à l'imprévu, à l'inattendu et à l'imprévisible? Ces quelques adjectifs ne seraient-ils pas nécessaires, si ce n'est obligatoires, afin que nos villes puissent rester humaines et vivables? Félix Guattari disait que « l'ordre habite le désordre, le désordre habite l'ordre, et c'est seulement de cette double immanence que peut naître la véritable création.¹³ » On peut alors se demander quelle place donner à l'ordre et au désordre, et surtout à la création, dans ces nouveaux espaces urbains technologiques, surveillés, contrôlés et cartographiés.

C'est d'ailleurs pour cette raison que Félix Guattari porte un regard très critique sur la société et plus particulièrement sur les médias ainsi que sur la prolifération des technologies numériques, qui ont selon lui un effet néfaste, voire pervers sur le social. La critique première que porte Guattari sur les personnes est leur trop forte passivité face aux médias en tout genre. Il nous dit par exemple que « la télévision finit par fonctionner comme une drogue hypnotique, coupant le sujet de son environnement, contribuant à dissoudre des rapports familiaux et sociaux par ailleurs déjà fort distendus¹⁴ » et va même jusqu'à dire que le « capitalisme mondial intégré et son redoutable instrument de production de subjectivité mass-médiatique tendent à transformer ses citoyens producteurs-consommateurs en zombies impersonnels, désingularisés et sérialisés.¹⁵ » Guattari insiste en disant d'ailleurs que « cette passivité, cet "abandonnisme" à l'image et au son télévisé et téléguidé n'est pas sans répercussions sur le bon fonctionnement de la cité.¹⁶ » En d'autres termes, c'est l'ensemble de la ville qui en pâtit : les citoyens ne jouent plus leur rôle, la démocratie perd de son importance, la vie urbaine est délaissée, les liens familiaux, amicaux, amoureux se rompent.

13 Félix Guattari, *Combattre le chaos*, in *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.105.

14 *Ibid*, p.432.

15 *Ibid*, p.542.

16 *Ibid*, p.433.

Mais faire référence à la « société de contrôle » revient à penser l'articulation de nouveaux dispositifs de pouvoir, définis par contraste avec les dispositifs de type disciplinaire comme ceux dont Michel Foucault a décrit l'émergence, notamment dans *Surveiller et punir*¹⁷. Gilles Deleuze a proposé, dans un entretien avec Antonio Negri intitulé « Contrôle et devenir », l'hypothèse selon laquelle :

« Nous entrons dans des sociétés de “contrôle” qui ne sont plus exactement disciplinaires [...], qui fonctionnent non plus par enfermement (où l'individu ne cesse de passer d'un milieu d'enfermement à l'autre : la famille, l'école, l'armée, l'usine, l'hôpital, la prison... Toutes ces institutions, dont la prison et l'usine sont les modèles privilégiés, sont autant de dispositifs propices à la surveillance, au quadrillage, à la maîtrise des individus constitués en “corps”), mais par contrôle continu et communication instantanée¹⁸ ».

Les sociétés de contrôle dont parle ici Deleuze correspondent à la mise en place de mécanismes qui servent à réguler et à sécuriser tant les personnes que leur vie quotidienne. Ils investissent tous les domaines de la vie humaine : le travail, la santé, les déplacements, l'éducation, les loisirs, le divertissement. Leur efficacité est due à leur discrétion : ils passent inaperçus et sont parfaitement intégrés à la vie quotidienne des individus. Gilles Deleuze finit en disant qu'« à chaque type de société, évidemment, on peut faire correspondre un type de machine [...], celle des ordinateurs, des dispositifs informatiques de télésurveillance et de la cybernétique pour les sociétés de contrôle.¹⁹ » Il faut voir ces nouveaux dispositifs de contrôle non pas comme nouveaux, mais comme issus de ceux dont a parlé antérieurement Foucault (société souveraine — société disciplinaire). Il explique que « la société de contrôle est la reconfiguration actuelle de mécanismes de pouvoir historiquement constitués, mais tactiquement transformés et mit au service des technologies de sécurité.²⁰ » Antonio Negri et Micheal Hardt suivent cette théorie en écrivant :

17 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Édition Gallimard, Paris, 1975.

18 http://vadeker.net/humanite/philosophie/devenir_revolutionnaire_creation_politique.html, consulté le 20.02.17.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*

« La société disciplinaire est la société dans laquelle la maîtrise sociale est construite à travers un réseau ramifié de dispositifs ou d'appareils qui produisent et régissent coutumes, habitudes et pratiques productives [...] On doit comprendre au contraire la société de contrôle comme la société qui se développe à l'extrême fin de la modernité et ouvre sur le postmoderne, et dans laquelle les mécanismes de maîtrise se font toujours plus "démocratiques", toujours plus immanents au champ social, diffusés dans le cerveau et le corps de citoyens.²¹ »

Mais l'analyse des nouveaux mécanismes de contrôle, et par extension de surveillance²², propres aux sociétés contemporaines ne s'arrête pas là : l'utilisation croissante des GPS (géo-positionnement par satellite), des puces en tout genre, et un grand nombre encore de dispositifs est là pour nous le rappeler, et ce de façon encore plus criante depuis l'avènement de la ville « intelligente » qui, comme nous l'avons vu, se sert des technologies numériques comme moteur à son bon fonctionnement et à son bon maintien.

Cette nouvelle conception nous conduit à faire un détour par la vision de l'espace proposée par Gilles Deleuze et Félix Guattari, et plus particulièrement celle qui distingue l'espace strié et l'espace lisse, qu'ils théorisent dans *Mille Plateaux*²³. Cette distinction entre le strié et le lisse est une transposition théorique que l'on doit à l'origine à Pierre Boulez dans un cadre musical²⁴. Il définit ces notions en quelques mots : « le temps lisse "n'est pas comptable", il est "gestuel, libre, continu" [...] Le temps strié est quant à lui "comptable", mais "discontinu", où "l'on ne peut pas prédire le striage"²⁵. » Il dit que « dans un espace-temps lisse on occupe sans compter, et que dans un espace-temps strié

21 Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire, le manifeste de l'altermondialisation*, Édition 10/18, Paris, 2000, p. 48.

22 Pour plus d'informations sur les dispositifs de surveillance urbaine, se rendre au chapitre III - Sous-surveillance : de la surveillance à l'autosurveillance.

23 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, Paris, Minuit, 1980, « plateau » 12, « 1227 - Traité de nomadologie : la machine de guerre », p.471 à 482.

24 Pierre Boulez, *Penser la musique aujourd'hui*, Édition Gauthier, Paris, 1963, p. 93-113.

25 <https://phtoggos.wordpress.com/2017/03/04/temps-lisse-temps-strie-clap-de-fin/>, consulté le 21.06.17.

on compte pour occuper.²⁶ » En se servant de cette base théorique musicale, Deleuze et Guattari définissent des différences, qui ne sont pas des oppositions, entre les espaces relevant du « lisse » comme l'espace nomade ou celui de la machine de guerre (sur laquelle nous reviendrons plus en détail par la suite), et les espaces relevant du « strié » comme l'espace sédentaire ou celui de la machine d'état. Si ces distinctions ne sont pas des oppositions radicales, c'est que ces espaces sont en mélange constant, débordant les uns sur les autres, les uns dans les autres, les uns avec les autres. Afin de bien expliciter la distinction entre ces deux représentations métaphoriques de l'espace, ils utilisent la mer comme exemple :

« La mer est peut-être le principal des espaces lisses, le modèle hydraulique par excellence. Mais la mer est aussi, de tous les espaces lisses, celui qu'on chercha le plus tôt à strier, à transformer en dépendance de la terre, avec des chemins fixes, des directions constantes, des mouvements relatifs, toute une contre-hydraulique des canaux ou conduits.²⁷ »

Le strié est en fait comme le point de vue du marin sur l'espace maritime : pour lui, l'ensemble des mers est cartographié, il sait où il se trouve, il est capable d'établir sa « position ». Il évolue dans un espace dimensionnel, constitué par des points, des cartes, et des trajets, c'est-à-dire un ensemble d'intervalles fermés qu'il doit parcourir. Dès lors, le trajet du marin va de point en point, de position en position, et les lignes de son voyage sont subordonnées aux différents points qu'il doit parcourir. Le strié ferme une surface qui est alors « répartie » en fonction d'intervalles, tous déterminés a priori. Dans le lisse au contraire, les points de passage ne sont pas fixés a priori, mais découverts a posteriori, à mesure que s'effectue le trajet. L'espace lisse est celui des « découvreurs. » Il s'agit d'un espace directionnel, composé d'espaces ouverts qui sont des vecteurs ou des intensités. Il n'y a pas là de fermeture de surface, mais plutôt une distribution sur un espace ouvert, le long des différents trajets.

26 *Ibid.*

27 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, *op.cit.*, p.481.

Appliquées à la ville « intelligente », ces deux typologies d'espaces doivent être conçues comme deux manières distinctes, mais non opposées, d'appréhender l'espace. Cette distinction s'applique d'ailleurs, au-delà d'une appréhension de la ville, à sa forme même, ainsi qu'à son mode de développement. De cette manière, une ville qualifiée de striée sera une ville plus cartésienne et planifiée à l'avance, à la différence d'une ville lisse qui sera beaucoup plus organique et sans planification préalable²⁸. D'un côté le strié, où l'on sait où aller : c'est un espace documenté et calculé où l'on peut se représenter et représenter des choses, des lieux, des événements, et de l'autre côté, le lisse qui est un espace incertain et *inconnu* : espace des possibles, de la découverte et de l'inattendu. Seuls le voyage et la curiosité permettent de s'y aventurer.

Cependant, comme nous le rappellent à juste titre Antonio Negri et Micheal Hardt, « aussi multidimensionnelle soit-elle, la domination ne peut jamais être totale et rencontre toujours une résistance.²⁹ » En effet :

« À chaque fois qu'il y a opération contre l'État, indiscipline, émeute, guérilla ou révolution comme acte, on dirait qu'une machine de guerre ressuscite, qu'un nouveau potentiel nomadique apparaît, avec reconstitution d'un espace lisse ou d'une manière d'être dans l'espace comme s'il était lisse.³⁰ »

En d'autres termes, et c'est là un point théorique très important, un espace strié peut, par la présence d'événements ou d'actions volontaires, retrouver des points de concordances avec l'espace lisse. Deleuze et Guattari nous disent que « l'État ne relativise pas seulement le mouvement, il redonne du mouvement absolu. Il ne va pas seulement du lisse au strié, il reconstitue de l'espace lisse, il redonne du lisse à l'issue du strié », ce qui signifie que « l'on ne va plus d'un point à un autre point, mais [...] l'on tient tout l'espace à partir d'un point quelconque. » Pour expliquer cela, ils utilisent l'expression

28 Nicolas Reeves « Quelque chose change : Villes intégrales, cités différentielles. » *Inter* 72 (1999) : 2-7.

29 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2004, p.75.

30 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux, op.cit.*, p.480.

*fleet in being*³¹ (flotte de dissuasion), expression utilisée pour parler de « la présence permanente en mer d'une flotte invisible pouvant frapper l'adversaire n'importe où et n'importe quand. » Ils expliquent :

« C'est une nouvelle idée de la violence qui ne naît plus de l'affrontement direct, mais des propriétés inégales des corps, de l'évaluation des quantités de mouvement. [...] Il ne s'agit plus de la traversés d'un continent, d'un océan, d'une ville à l'autre, le *fleet in being* invente la notion d'un déplacement qui serait sans destination dans l'espace et le temps. [...] Si, comme le prétendait Lénine, la stratégie est le choix des points d'application des forces, nous sommes contraints de considérer que ces points, aujourd'hui, ne sont plus des points d'appui géostratégiques puisqu'à partir d'un point quelconque on peut désormais en atteindre un autre où qu'il soit.³² »

Il n'est plus question de localisation géographique comme positionnement stratégique, c'est même plutôt l'inverse qui s'observe. C'est dans le mouvement permanent qu'il faut chercher des traces de *pouvoir*. Cette seconde vie, donnée à l'espace lisse grâce à des événements, permet de conclure, dans un premier temps, que l'espace n'est ni statique ni figé au sein de la ville « intelligente ». En cela, le nouvel espace induit par la « société de contrôle » supposerait qu'à son tour, il pourrait connaître certains retournements de statut. Ce que l'on croit immobile et stable serait alors modifiable et non statique.

Cela admis, il nous reste à voir comment et par quel moyen il est possible de contrecarrer les volontés hégémoniques de l'espace strié sur la ville. Pour cela, nous allons analyser une stratégie inspirée de la guérilla, afin de réintroduire du « lisse » dans le « strié » de l'espace public contrôlé et surveillé par la présence des technologies numériques.

Il nous faut pour commencer expliciter la notion de guérilla, notion chargée de sens et loin d'être neutre. Définir ce terme évitera tout amalgame et toute compréhension faussée de nos propos. Si nous nous référons aux définitions des divers dictionnaires en

31 Les auteurs empruntent ce mot à Paul Virilio, in *Vitesse et politique*, pp. 46-47, 132-133.

32 Cf. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, *op.cit.*, note de bas de page p.481-482.

ligne, nous pouvons lire de manière générale que la guérilla est une « forme de guerre caractérisée par des actions de harcèlement, d'embuscades ou de coups de main », mais les définitions diffèrent sur le statut des personnes : « groupe de soldats armés légèrement et chargés de harceler l'ennemi — combat mené par des groupes clandestins et caractérisés par des actions ponctuelles en vue de déstabiliser un régime : guérilla urbaine » chez Larousse³³, ou « guerre opposant des petits groupes de partisans » chez l'Internaute³⁴.

Autre site très intéressant pour les définitions, La Toupie propose quant à elle une définition beaucoup plus ouverte et riche. En remontant à l'étymologie du mot, on apprend déjà qu'il « vient de l'espagnol “guerrilla”, petite guerre, qui est un diminutif de “guerra”, guerre, et que son utilisation remonte aux tactiques utilisées par les Espagnols pour lutter contre le régime imposé par Napoléon Bonaparte au début du XIX^e siècle.³⁵ » Ici est introduite la notion de « tactique », que nous ne retrouvions pas dans la définition précédente, mais qui a pourtant toute son importance. La tactique se définit dans son sens premier et militaire comme l'art de disposer les troupes, de les déplacer, de les utiliser et de combiner leur action pendant une opération ou une bataille pour atteindre le résultat voulu. Par extension et au sens figuré, la tactique est l'art d'utiliser la meilleure méthode et les meilleurs moyens pour atteindre un objectif quelconque, de manière optimale. Elle peut se décliner dans de nombreux domaines : sport, jeu, commerce, économie, politique, diplomatie... On peut donc déjà comprendre, comme premier point fondamental, que la guérilla est un acte réfléchi et qui implique une certaine planification. La définition se poursuit ainsi :

« Le terme “guérilla” est plutôt réservé à des combats politiques menés par des groupes de partisans qu'à des missions militaires de commandos conduites par des corps francs (détachement d'une armée chargé d'opérations de

33 <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/guérilla/38508>, consulté le 15.02.17.

34 <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/guerilla/>, consulté le 15.02.17.

35 <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Guerilla.htm>, consulté le 15.02.17.

sabotage ou de la réalisation de coups de main) [et que] contrairement au terrorisme, elle ne vise pas les civils. Elle a pour objectif de renverser une autorité en place en la déstabilisant par des confrontations peu intenses, mais de longue durée. Par extension, “guérilla” désigne aussi les groupes qui mettent en œuvre ce type de combats³⁶. »

Le second point fondamental et intrinsèque à la guérilla est son côté politique et non militaire. La Toupie nous dit que les caractéristiques de la guérilla sont l’asymétrie des forces en présence (nombre, armement, organisation); l’effet de surprise des attaques; le terrain d’action étendu et difficile d’accès; la mobilité, la dispersion et la flexibilité des guérilleros; l’absence de ligne de front et un lien fort avec la population locale.

Cette définition est très proche de celle que nous donnent Antonio Negri et Michaël Hardt. Ils écrivent :

« Les forces de guérilla ne peuvent survivre sans le soutien des populations et une connaissance supérieure du terrain tant physique que social. Leurs attaques reposent souvent sur la surprise : au sein de la population, n’importe qui est susceptible d’appartenir à la guérilla et l’attaque peut surgir de nulle part, à l’improviste et mettre en œuvre des moyens inattendus.³⁷ »

Il sera justement question dans ce mémoire de regarder les moyens inattendus que la guérilla peut mettre en œuvre dans cette *guerre* politique et citoyenne menée contre le pouvoir, non pas obligatoirement en vue de le renverser, mais de le changer. De plus, la guérilla a besoin, afin d’inscrire la meilleure tactique dans le cadre d’une stratégie globale, d’une connaissance parfaite du terrain. Les auteurs soulignent ce fait en écrivant :

« La ville est une jungle, et les combattants urbains connaissent leur territoire dans ses moindres recoins, afin de pouvoir se rassembler et disparaître dans ses replis. Toutefois, il est évident que l’objectif consistait moins à attaquer le pouvoir en place qu’à transformer la ville elle-même. Les luttes

36 *Ibid.*

37 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l’âge de l’empire*, op.cit., p.73.

urbaines manifestent l'intensité de la relation entre désobéissance et résistance, entre sabotage et désertion, entre contre-pouvoir et projets constituants. Les grandes luttes parviennent à redessiner temporairement le paysage des grandes villes en libérant des zones entières où virent le jour de nouvelles formes de vie et de culture.³⁸ »

La guérilla doit donc être vue comme le lancement d'assauts sporadiques plutôt que le lieu de combats en masses. De plus, si les soldats sont apolitiques et suivent les ordres, les guérilleros sont autonomes, ils ne subissent pas le poids de la bureaucratie et sont des électrons libres qui ne répondent qu'à leur propre cause. Ils sont à la fois commandants et simples soldats. Ils sont en dehors d'une gestion pyramidale, ce qui leur donne un pouvoir d'action et une grande liberté d'expression, et ce sont cette indépendance et cette autosuffisance qui rendent la guérilla si efficace. C'est pourquoi elle attire dans cette recherche toute notre attention. C'est en ce sens que l'on peut rapprocher la tactique de la guérilla à celle du *fleet in being* : d'un côté, un espace strié, celui de l'ennemi, et de l'autre, un espace lisse, celui de la résistance. Antonio Negri et Michaël Hardt décrivent très bien cette facette de la guérilla :

« Les mouvements de résistance donnent naissance à des formes de commandement polycentriques et à des lignes de communication horizontales qui permettent à un grand nombre de petits groupes de communiquer entre eux de façon indépendante, ce sont les formes mêmes de leurs organisations qui contribuent à assurer leur protection. Les forces armées de la guérilla évoquent donc moins un corps unique qu'une meute de loups, voire un grand nombre de meutes que les forces de la contre-guérilla doivent traquer.³⁹ »

Michel Foucault quant à lui se sert du développement de la dimension politique des illégalismes populaires au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle qui ont été utilisés pour contrer les codes nouveaux de la société afin d'expliquer le changement de paradigme des révoltes :

38 *Ibid*, p.106.

39 *Ibid*, p.78.

« Les illégalismes populaires se développent alors selon des dimensions nouvelles : celles que portent avec eux tous les mouvements qui, depuis les années 1780 jusqu'aux révolutions de 1848 entrecroisent les conflits sociaux, les luttes contre les régimes politiques, la résistance au mouvement de l'industrialisation, les effets des crises économiques.⁴⁰ »

Ce qui est recherché dans ces mouvements contestataires ou de résistance de l'époque est semblablement la même chose qu'aujourd'hui : premièrement, changer le gouvernement et la structure du pouvoir ; deuxièmement, se battre contre la loi elle-même. Foucault écrit :

« Des pratiques jusque là localisées et en quelques sortes limitées à elle-même (comme le refus de l'impôt, de la conscription, des redevances, des taxations ; la confiscation violente de denrées accaparées : le pillage des magasins et la mise en vente autoritaire des produits au "juste prix" ; les affrontements avec les représentants du pouvoir), ont pu déboucher pendant la révolution sur des luttes directement politiques, qui avaient pour but, non pas simplement de faire céder le pouvoir ou de rapporter une mesure intolérable, mais de changer le gouvernement et la structure même du pouvoir. [...] D'autre part, à travers le refus de la loi ou des règlements, on reconnaît facilement les luttes contre ceux qui les établissent conformément à leurs intérêts : on ne se bat plus contre les traitants, les gens de finance, les agents du roi, les officiers prévaricateurs ou les mauvais ministres, contre tous les agents de l'injustice ; mais contre la loi elle-même et la justice qui est chargée de l'appliquer, contre les propriétaires tous proches et qui font valoir des droits nouveaux, contre les employeurs qui s'entendent entre eux, mais font interdire les coalitions, contre les entrepreneurs qui multiplient les machines, baissent les salaires, allongent les horaires de travail, rendent de plus en plus rigoureux les règlements d'usine.⁴¹»

Nous sommes face à toute une série d'illégalismes, autrefois paysans, aujourd'hui ouvriers, sociaux, étudiants, qui s'inscrivent dans des luttes où l'on sait qu'on affronte à la fois la loi et la classe qui l'a imposée.

40 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, op.cit., p.318.

41 *Ibid*, p.319-320.

Car il faut bien comprendre que dans le contexte qui est le nôtre, il n'est pas question de guerre à proprement parler, mais d'une métaphore où les soldats sont remplacés par des citoyens, le champ de bataille par la ville, les armes à feu par autant d'outils et de dispositifs technologiques qui permettent de saboter, de déstabiliser et/ou de fissurer le pouvoir en place. Il est important de noter qu'il sera tout au long de la recherche question d'un vocabulaire explicitement et délibérément *militaire* : nous parlerons ainsi de combat, d'arme et d'armée, de machine de guerre, d'attaque, de stratégie et de tactique, de guerre, de résistance, afin d'évoquer l'état de guerre global et les multiples formes de guérillas qui voient le jour et combattent quotidiennement. Antonio Negri et Michaël Hardt affirment d'ailleurs que « les nouvelles dimensions du pouvoir exigent de nouvelles dimensions de la résistance⁴² ». À ce propos, Félix Guattari souligne :

« [Cette guerre] implique des agencements, des machines d'énonciation créatrices, des machines de guerre spécifiques, qui ne font pas la guerre, mais qui font la construction de nouvelles dimensions ontologiques. [...] La résistance, à ce moment-là, n'est pas seulement une résistance des groupes sociaux, elle est une résistance des gens qui reconstruisent la sensibilité, à travers la poésie, la musique, des gens qui reconstruisent le monde à travers une relation amoureuse, à travers d'autres systèmes urbains, d'autres systèmes pédagogiques.⁴³ »

Le mouvement baptisé « guérilla gardening », appelé aussi « guérilla jardinière ou potagère » peut être riche d'enseignements. Derrière ces couples de termes qui peuvent paraître au premier abord aux antipodes l'un de l'autre, se cache en fait un mouvement écologique et pacifique de réappropriation d'espaces délaissés au profit d'une émergence végétale, quelle qu'elle soit. Ces guérilleros sont très bien organisés (leur manifeste en ligne est très enrichissant⁴⁴) et équipés. Ils ont recours à des dispositifs malins et ingén-

42 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.105.

43 Félix Guattari, *Chaosmose, vers une nouvelle sensibilité*, in *Qu'est-ce que l'écologie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.94-96.

44 <http://guerilla-gardening-france.fr/wordpress/guerilla/des-manifestes/>, consulté le 17.02.17.

nieux⁴⁵. Leurs objectifs sont simples : se battre contre la privatisation ou le délaissement des terres pour retrouver le contact avec la terre ou les gestes du jardinage, pour se faire plaisir, rencontrer ses voisins de manière conviviale, expérimenter « l'agriculture urbaine » ou pour faire du *street art végétal*, dans l'unique optique de repenser la ville et les espaces publics. Pour cela, ils n'attendent ni autorisations ni permissions et partent de manière autonome, seuls ou en groupe, se battre contre la grisaille de la ville.

C'est dans cette acception, et dans ces conditions seulement, que nous emploierons le terme de guérilla tout au long de ce mémoire. Il faut « concevoir ces modèles de guérilla comme des formes transitionnelles qui révèlent surtout le désir permanent et insatisfait d'une forme d'organisation révolutionnaire plus démocratique et plus autonome.⁴⁶ » La problématique de ce mémoire se trouve être à la jonction de ces points théoriques : il va être question de regarder comment ces guérilleros mettent en place des dispositifs technologiques nouveaux, ou s'en réapproprient certains de ceux qui sont déjà présents sur le terrain, afin d'essayer de (re) construire de nouveaux espaces lisses, citoyens et d'énonciation subjective. Pour cela, nous avons pris le parti de mettre en confrontation deux aspects des technologies numériques. Nous avons d'un côté, comme nous l'avons défini en amont, la ville intelligente, où la technologie est omniprésente ; de l'autre côté, l'habitant/citoyen usager de ces mêmes technologies. Il sera donc question simultanément d'occuper et de remplir l'espace-temps, et d'inventer de nouveaux espaces-temps, grâce aux technologies numériques.

Dans le présent contexte, les technologies numériques peuvent être associées à la conception de l'espace selon Deleuze et Guattari : elles peuvent aussi bien enfermer son

45 L'une de leurs actions la plus ingénieuse se nomme le « seed bomb », que l'on peut traduire par « bombe de graines » et qui consiste à jeter, dans des endroits jugés stériles, des petites boules de terre et d'argile dans lesquelles il y a de nombreuses graines (plantes ou légumes) afin de verdier le lieu en question. Pour plus d'information, se rendre à <http://www.prisedeterre.net/2011/07/13/les-seed-bombs-la-revolution-des-fleurs/>, consulté le 17.02.17.

46 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.102.

utilisateur que le libérer. Elles peuvent aussi bien pencher vers le strié que vers le lisse. D'ailleurs, Guattari s'attarde longuement sur ce point en nous disant que la population peut se réappropriier les médias en vue d'une utilisation tout autre, génératrice celle-là de bonnes choses. C'est ce qu'il nomme l'« ère post-média » :

« On peut espérer que s'opérera un remaniement du pouvoir mass-médiatique qui écrase la subjectivité contemporaine, et une entrée vers une ère post-média consistant à une réappropriation individuelle collective et un usage interactif des machines d'information, de communication, d'intelligence, d'art, et de culture. [...] Le pouvoir grandissant de l'ingénierie logicielle ne débouche pas nécessairement sur le Big Brother. Il est beaucoup plus fissuré qu'il n'y paraît. Il peut exploser comme un pare-brise sous l'impact de pratiques moléculaires alternatives.⁴⁷ »

Cette double vision des médias, et par extension des technologies numériques telles que théorisées par Félix Guattari, est fondamentale. Ce qu'il théorise sous le nom de « pratiques moléculaires alternatives », nous le nommons ici « guérilla numérique », concept élaboré pour rendre compte des aspects les plus militants de ces pratiques. Il faut comprendre celles-ci comme autant d'opportunités et de possibilités citoyennes permettant d'envisager la reconstruction d'espaces de subjectivité individuels et collectifs et voir les technologies numériques comme catalyseurs potentiels de nouvelles formes d'actions citoyennes.

« Les médias peuvent œuvrer pour le meilleur comme pour le pire, ils peuvent contribuer à refermer sur eux-mêmes les individus et les collectivités. Ils peuvent au contraire ouvrir à l'entraide, à la passion de la connaissance de l'autre ; ils peuvent les libérer du racisme, de la xénophobie. La question de l'éthique des médias et de l'orientation prospective des nouvelles technologies de la communication, d'intelligence artificielle et de commande continue est, avec la problématique écologique, un des deux axes de recomposition d'une pensée du progrès pour la planète aujourd'hui.⁴⁸ »

47 Félix Guattari, *Vers une ère post-média*, in *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.429-430.

48 Félix Guattari, *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.438-439.

C'est pour cela qu'il est intéressant de considérer, dans ce monde fait de plus en plus d'atomes et de bits qu'est la ville « intelligente », les *bugs* comme des formes d'espaces interstitiels urbains. Toute construction, qu'elle soit physique ou virtuelle, connaît des failles dans lesquels le contrôle n'appartient plus à la personne qui l'a mis en place, mais à celui qui s'y insère. Cet autre lieu, cet ailleurs, à toujours intéressé artistes et militants, théoriciens et praticiens. Qu'ils aient été physiques ou virtuels, de tout temps ces interstices ont été questionnés et utilisés. Mais qu'en est-il à l'heure où réel et numérique tissent des liens de plus en plus étroits ? Si nous avons vu que la ville *physique* se sert des technologies numériques à des fins utiles et fonctionnelles, l'inverse se vérifie aussi : la ville numérique aime jouer avec son double physique en l'augmentant de vastes possibilités.

Ces interstices – physiques et virtuels – vont permettre aux citoyens désireux de s'y glisser de se réapproprier l'espace, autrement dit d'avoir le libre accès et le contrôle sur la connaissance, l'information, la communication et les affects, mais aussi de le réinvestir par l'agir comme action citoyenne et politique. C'est ce que souligne Guattari en affirmant qu'« à terme, la révolution informatique pourra conduire à de nouvelles façons de penser, de sentir le monde, de vivre la société, d'inventer les arts et les sciences.⁴⁹ »

De plus, ces expériences produites par les guérilleros semblent s'affirmer au sein de ces pratiques du quotidien que Michel de Certeau a défini comme des « procédures de la créativité quotidienne⁵⁰ » à partir desquelles les individus peuvent échapper à la « surveillance généralisée.⁵¹ » En s'indexant à même les pratiques du quotidien, les dispositifs technologiques agissant par multiplicité interstitielle semblent avoir tendance à brouiller le domaine des activités humaines pour mieux infiltrer le réel. Ainsi, il s'agira de les

49 Félix Guattari, *Pour une éthique des médias*, in *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.435.

50 Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, T.1 : Arts de faire*, Édition Galimard, Paris, 1990, p. xxxix.

51 *Ibid.*

observer en fonction du fait qu'elles conduisent les usagers de la ville à agir en marge des cadres normatifs établis par les différents appareils de pouvoir.

C'est l'efficacité même du numérique à générer de puissants dispositifs de contrôle et de surveillance qui le rend apte à réinjecter du hasard, de l'imprévu, de l'inattendu et de l'imprévisible au sein de la ville, et à mettre en place si nécessaire des dispositifs de contre-pouvoir par des détournements de son potentiel. De tels détournements induisent la création de nouveaux modes d'existence collectifs qui se pensent et s'inventent quotidiennement autour de nous dans l'espace urbain, et invitent de ce fait une multiplicité d'acteurs très divers : architectes, artistes, designers, paysagistes, chercheurs, philosophes, sociologues, étudiants, collectifs, citoyens, habitants. Ces structures de résistance s'immiscent dans les espaces délaissés, interstitiels ou décentrés, c'est-à-dire dans tous les lieux « autres » de l'espace urbain. Elles permettent de concevoir et de mettre en pratique d'autres types d'espaces urbains, d'autres façons d'être dans la ville, enracinées dans le faisceau des possibilités citoyennes, politiques, artistiques et poétiques.

Nous tenterons de situer ce mémoire à la croisée du politique, de l'urbanisme, de l'esthétique et du technologique. Il explore l'émergence d'un nouvel imaginaire de la ville et les nouvelles façons de s'approprier l'espace par différentes stratégies de guérilla, différentes formes d'actions collectives, en vue d'une réappropriation de l'espace public par les habitants, avec comme composante première les technologies numériques vues comme des outils de lutte politique : nous allons essayer de voir comment les technologies numériques peuvent créer de nouvelles pratiques écosophiques permettant de repenser notre rapport physique et politique au sein de l'espace public.

Pour ce faire, nous adopterons dans un premier temps une approche théorique afin de bien saisir le contexte de cette recherche. Beaucoup de choses ont déjà été écrites ; il nous faut, pour mieux cerner la situation actuelle, remonter un peu dans le temps pour en retracer les origines. Il nous faut définir les termes, qui ne sont pas anodins, pour ne pas passer à côté de certains propos fondamentaux. Il sera question de préciser quelques

bases : comprendre ce qu'est un espace public, définir le statut précis des intervenants de la guérilla numérique, comprendre aussi les différents espaces dans lesquels le citoyen peut agir et résister. Il nous faudra aussi définir le contexte politique ainsi que le statut des différentes stratégies de guérilla citoyenne. De nombreux auteurs ont déjà étudié ces questions, mais sous des termes différents : une revue de littérature permettra un état des lieux.

Dans un deuxième temps, nous focaliserons nos propos sur l'espace, et plus particulièrement sur ces micro-espaces où la résistance est possible. Il sera question de comprendre pourquoi et dans quel but s'effectuent les luttes contre le pouvoir en place et contre la prolifération des dispositifs de contrôle et de surveillance. Pour cela, nous analyserons leurs armes et leurs tactiques de combat.

Nous finirons par quatre études de cas qui nous paraissent susceptibles d'appuyer nos propos. Il s'agira d'exemples très différents dans leur nature, mais dont la finalité reste similaire : des projets démocratiques, des projets de résistances, des projets individuels ou collectifs qui tous s'inscrivent dans une logique de lutte contre les technologies numériques par les technologies numériques.

CHAPITRE I

CONTEXTE POLITIQUE, PERSPECTIVES THÉORIQUES ET ESPACES D'ACTION POSSIBLE

1.1 Du droit à la ville aux pratiques écosophiques

« L'avenir immédiat, il faut le reconnaître, se présente généralement sous un jour assez sombre. Mais les potentialités d'intelligence et de créativité collective n'en demeurent pas moins immenses et laissent également augurer d'extraordinaires retournements de situation. À nous d'y travailler, chacun à notre façon et à la mesure de nos moyens.⁵² »

Guerres, homophobie, xénophobie, racisme, pauvreté, division des peuples, problèmes écologiques et désastres environnementaux : nous vivons actuellement dans un monde en crise qui nous semble bien sombre et dont l'avenir proche semble des plus incertains. Contre cette vision pessimiste de l'état de détérioration du monde et des relations interpersonnelles, des hommes et des femmes se battent chaque jour pour essayer de recréer des zones hors du temps – de ce temps plus précisément – pensant le monde dans sa globalité de manière différente et alternative. Ces personnes sont des voisins, des amis, des collègues, des inconnus dont on a peut-être entendu parler sur internet ou dans les médias, qui se dressent contre cet état de guerre présenté comme un état de fait. À différentes échelles, et par la mise en place de multiples dispositifs, ils s'attaquent à ces conditions de vie qu'ils jugent inacceptables et proposent des solutions, des plus simples aux plus élaborées et innovantes afin d'essayer de changer les choses.

52 Félix Guattari, *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, p.419.

Éparpillés aux quatre coins du monde, ils sont, grâce à la puissance des réseaux et de leur force de visibilité, de plus en plus nombreux à se connecter les uns aux autres, créant ainsi de multiples groupes épars, certes éloignés, mais bel et bien liés.

Nous allons dans cette première partie nous intéresser au contexte général de cette vision du monde en nous concentrant sur les enjeux qui se rattachent à l'état actuel des choses. Nous regarderons ensuite les répercussions de cet état sur la ville et sur le quotidien de ses habitants en nous servant des théories d'Henri Lefebvre; nous continuerons ce tour d'horizon par le concept des trois écologies de Félix Guattari, pour finir par la notion de multitude telle qu'élaborée par Antonio Negri et Michaël Hardt.

1.1.1 L'état de guerre global

Antonio Negri et Michaël Hardt commencent leur livre, *Multitude*⁵³, en annonçant un fait, si ce n'est une réalité : « le monde est de nouveau en guerre, mais les choses ont changé. [...] La guerre est en passe de devenir un phénomène général, global et interminable.⁵⁴ » Pour cela, ils reprennent la célèbre phrase de Carl von Clausewitz qui dit que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Si l'on peut croire au premier abord que « guerre et politique sont inséparables, il n'en est rien, et qu'ils sont par principe, distincts et différents.⁵⁵ » Les deux auteurs nous expliquent qu'il faut comprendre la « politique » chez Clausewitz comme ce qui renvoie exclusivement aux conflits politiques entre États-nations, et n'a donc rien à voir avec les relations politiques au sein de la société. Dans ces conditions, il faut comprendre la guerre comme un *instrument* destiné à être utilisé dans le domaine de la politique internationale, ce qui la rend totalement extérieure aux luttes et aux conflits sociaux internes. Le deuxième point sou-

53 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, *op.cit.*

54 *Ibid*, p.15.

55 *Ibid*, p.19.

ligné par les auteurs est le fait qu'il est communément admis que « toute action ou tout mobile politiques sont essentiellement fondés sur la distinction amis-ennemis.⁵⁶ » Là encore, si guerre et politique semblent inséparables, il faut rappeler que « le concept de politique dont il est question n'est pas interne à la société, mais qu'il n'a de sens qu'entre entités souveraines.⁵⁷ » En d'autres termes, le seul ennemi réel, dans cette perspective, est l'ennemi public ou l'ennemi de l'État, c'est-à-dire dans la plupart des cas, un autre état. De ce fait, « la souveraineté moderne vise ainsi à bannir la guerre hors de l'espace civil interne.⁵⁸ » Comprenons que dans la mesure où la guerre est limitée aux conflits entre entités souveraines, l'espace politique interne à chaque société doit en temps normal, échapper à l'emprise de la guerre. La guerre est donc un état d'exception, tandis que la paix est la norme. De plus, « la souveraineté des États-nations cède le pas à une nouvelle souveraineté supranationale qui prend la forme globale de l'Empire, et c'est sous ce jour nouveau que nous devons considérer la relation entre guerre et politique.⁵⁹ » Il suffit pour cela de prendre l'exemple de la Société des Nations⁶⁰ ou de l'Organisation des Nations Unies⁶¹, deux organisations internationales dont le but ultime est de mettre en place la paix mondiale. La mise en place de ces organismes permettait d'apercevoir :

56 *Ibid.*

57 *Ibid.*

58 *Ibid.*

59 *Ibid*, p.20.

60 La Société des Nations (SdN) était une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, lui-même élaboré au cours de la Conférence de paix de Paris, pendant laquelle a été signé le Covenant ou le Pacte qui institue la Société des Nations, afin de préserver la paix en Europe à la fin de la Première Guerre mondiale. Les objectifs de la SdN comportaient le désarmement, la prévention des guerres au travers du principe de sécurité collective, la résolution des conflits par la négociation et l'amélioration globale de la qualité de vie.

61 L'Organisation des Nations unies (ONU) est une organisation internationale regroupant, à quelques exceptions près, tous les États de la Terre. Distincte des États qui la composent, l'organisation a pour finalité la paix internationale. Ses objectifs sont de faciliter la coopération dans le droit international, la sécurité internationale, le développement économique, le progrès social, les droits de l'homme et la réalisation à terme de la paix mondiale. L'ONU est fondée en 1945 après la Seconde Guerre mondiale pour remplacer la Société des Nations, afin d'arrêter les guerres entre pays et de fournir une plate-forme de dialogue.

« Le rêve qui voit dans la fin de la guerre entre États souverains, la fin de la possibilité même de la guerre, et donc l'avènement du règne universel de la politique, soit une paix perpétuelle. La Société des Nations étendrait alors à l'échelle du globe l'espace interne de la paix sociale et le droit international serait le garant du maintien de l'ordre.⁶² »

Mais la réalité est tout autre. À voir l'état actuel du monde et des relations internationales, l'idée d'une paix universelle a cédé la place à l'impression désagréable que c'est plutôt la guerre qui s'est immiscée et a contaminé les relations entre les différentes nations. Les auteurs soulignent :

« Avec la disparition progressive du confinement spatial et temporel de la guerre dans le cadre de conflits limités entre des États souverains, il semblerait que la guerre se soit à nouveau frayé un chemin vers l'espace social pour finir par s'y déverser. *L'état d'exception est devenu permanent et généralisé*; l'exception est devenue la règle.⁶³ »

Il est important ici de définir l'état d'exception afin de bien comprendre tout ce que cela implique. Il s'agit d'un concept appartenant à la tradition juridique allemande qui désigne la suspension temporaire de la Constitution et de l'État de Droit. Les auteurs expliquent :

« Toute une partie de la doctrine constitutionnaliste postule que devant l'imminence du danger ou dans une situation de crise aiguë, comme par exemple en temps de guerre, la Constitution peut être temporairement suspendue et des pouvoirs extraordinaires accordés à un exécutif fort, voir à un dictateur, afin qu'il protège la république.⁶⁴ »

En vue de cette définition, on s'aperçoit très vite que l'état d'urgence ne peut marcher de pair avec la forme d'organisation politique traditionnelle qu'est la démocratie. Rappelons que la démocratie désigne un régime politique dans lequel le peuple a le pouvoir,

62 *Ibid*, p.20.

63 *Ibid*.

64 *Ibid*.

et selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln, la démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». C'est l'une des définitions couramment reprises, ainsi qu'en témoigne l'introduction de la Constitution de 1958 de la Cinquième République française.

On voit bien ici les conflits que peuvent générer ces deux façons de gouverner un pays. C'est d'ailleurs pour cette raison que Negri et Hardt soulignent que « le principal obstacle à la démocratie aujourd'hui est l'état de guerre global.⁶⁵ » Aujourd'hui, la guerre tend à s'étendre jusqu'à devenir une relation sociale permanente. Cet état de guerre global, dû à l'état d'exception qui est devenu la règle et au fait que la guerre soit devenue une condition permanente, donne à la distinction traditionnelle entre guerre et politique une plus grande perméabilité :

« Certains auteurs contemporains essaient de rendre compte de cette nouveauté en inversant la formule de Clausewitz : si la guerre est peut-être la continuation de la politique par d'autres moyens, il n'en reste pas moins que la politique s'apparente toujours plus à la guerre menée par d'autres moyens.⁶⁶ »

Cela signifie que la guerre est en passe de devenir le principe premier d'organisation de la société, et la politique une de ses modalités : ce qui tient lieu de paix civile n'est en réalité que le passage d'une forme de guerre à une autre. Michel Foucault va d'ailleurs plus loin dans l'analyse en écrivant :

« Il ne faut pas oublier que la "politique" a été conçue comme la continuation sinon exactement et directement de la guerre, du moins du modèle militaire comme moyen fondamental pour prévenir le trouble civil [...] C'est la stratégie qui permet de comprendre la guerre comme une manière de mener la politique entre les États; c'est la tactique qui permet de comprendre l'armée comme un principe pour maintenir l'absence de guerre dans la société civile.⁶⁷ »

65 *Ibid*, p.5.

66 *Ibid*, p.26.

67 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison, op.cit.*, p.197 - 198.

Comprenons bien ici le renversement théorique et conceptuel qui s'est opéré : si auparavant prévalait le schéma société civile/politique/guerre ponctuelle, nous sommes dorénavant dans le schéma inverse soit guerre globale/politique/société civile. Là où la guerre pouvait être vue comme une forme d'action et/ou de sanction politique envers une autre nation, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Antonio Negri et Michaël Hardt écrivent d'ailleurs :

« La guerre revêt désormais le passage du paradigme politique de la “défense” à celui de la “sécurité”. [...] La guerre est devenue un *régime de biopouvoir*, c'est-à-dire un mode de gouvernement qui ne vise pas seulement à contrôler la population, mais aussi à produire et à reproduire tous les aspects de la vie sociale. [...] La notion de sécurité recouvre ainsi une forme de biopouvoir, au sens où elle implique un travail de production et de transformation de la vie sociale dans son ensemble.⁶⁸ »

Il n'y a plus de limites spatiales ni temporelles à la guerre, et l'ennemi peut venir de partout, à tout moment :

« Il faut garder à l'esprit le fait que toutes les nations démocratiques modernes ont déclaré hors-la-loi l'agression militaire sous toutes ses formes, et que leurs constitutions n'autorisent leurs parlements qu'à déclarer des guerres défensives. De la même façon, le droit international a toujours interdit sans ambiguïtés les attaques préventives à partir du fondement juridique constitué par l'indépendance souveraine d'États. La justification actuelle des frappes et des guerres préventives menées au nom de la sécurité sape les fondations de la souveraineté et rend les frontières nationales de plus en plus obsolètes. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières, les tenants de la sécurité exigent donc bien plus que la simple conservation de l'ordre des choses – si l'on attend pour réagir aux menaces, disent-ils, il sera trop tard. La sécurité requiert une transformation constante et active de l'environnement, à travers une activité militaire et policière. Un monde sécurisé ne peut être qu'un monde activement remodelé. La notion de sécurité recouvre ainsi une forme de biopouvoir, au sens où elle implique un travail de production et de transformation de la vie sociale dans son ensemble.⁶⁹ »

68 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit. p.27. 36 - 37.

69 Antonio Negri, <http://agoraafricaine.info/2017/02/27/etat-de-guerre-global/>, consulté le 07.03.17.

En termes de politique étrangère, ce passage de la défense à la sécurité recouvre la transition d'une posture réactive et conservatrice à une démarche active et constructive. On passe ainsi de la préservation de l'ordre social et politique à sa transformation, et d'une démarche militaire réactive, qui répond aux attaques extérieures, à une attitude active qui vise à devancer de telles attaques.

Le point fondamental qu'il faut retenir ici, c'est que par cet état de guerre global, la vie quotidienne et le fonctionnement normal du pouvoir ont été imprégnés par la menace et la violence perpétuelle de la guerre. Nous faisons ici référence à la « société de contrôle » de Gilles Deleuze, dont nous parlions dans l'introduction, qui succède à la « société disciplinaire » décrite par Michel Foucault. Les répercussions de ce changement sont nombreuses et nous en faisons tous les jours les frais : contrôles renforcés, plan Vigipirate, caméras de surveillance, cartes d'identité et passeport biométriques, présence militaire et des forces de l'ordre, fichiers et empreintes génétiques, traçabilité et géolocalisation par les mobiles et les cartes de paiement...

Un petit détour sémantique peut être aussi très instructif quant au nom donné à la police française pour nous permettre de mieux saisir ce changement de paradigme : « l'agent de police », expression sans arrière-pensée, à l'étymologie limpide, indiquait auparavant un acteur dans la ville, un rôle subordonné à une fonction, sans autre précision sémantique. Aucune prise n'était donnée à la subjectivité, au fantasme ou à l'interprétation idéologique ; l'expression « gardien de la paix » était déjà plus connotée, mais restait positive. On sait que le trouble est possible et envisageable, mais c'est avant tout la paix qui doit primer pour le bon maintien de la société. De nos jours on parle de « forces de l'ordre » voire de « forces de sécurité », ce qui suggère explicitement le rapport de forces, et les mots invitent, si ce n'est à l'affrontement, du moins à l'opposition. Par la force du vocabulaire, le policier n'est plus une présence intégrée dans la ville, mais un outil d'intervention, une force de frappe extérieure. La notion d'ordre ne vise personne en particulier : l'ordre est un contexte social, il s'adresse au système, c'est le dosage idéal de libertés et de contraintes à atteindre en démocratie, contrairement au

mot « sécurité » qui lui parle clairement de menace et de risque pour chacun : il n'épargne personne. Contrairement à l'ordre, la sécurité s'entend comme un message personnel. Elle appelle à la vigilance, à la méfiance. Parler de sécurité, c'est parler de l'autre : « forces de sécurité » désigne la police comme un rempart entre soi et la menace de l'autre.

Une fois de plus, les écrits de Michel Foucault sont riches d'enseignements :

« L'organisation d'une police centralisée a passé longtemps, et aux yeux même des contemporains, pour l'expression la plus directe de l'absolutisme royal. Car en effet, tout en reprenant un certain nombre de fonctions pré-existantes — recherche des criminels, surveillance urbaine, contrôle économique et politique — les lieutenances de police et la lieutenance générale qui les couronnait à Paris les transposaient dans une machine administrative, unitaire et rigoureuse.⁷⁰ »

Si la police est bien un appareil d'état, si elle a bien été rattachée directement au centre de la souveraineté politique, le type de pouvoir qu'elle exerce, les mécanismes qu'elle met en jeu et les éléments auxquels elle les applique sont bien spécifiques :

« C'est un appareil qui doit être coextensif au corps social tout entier et non seulement par les limites extrêmes qu'il rejoint, mais par la minutie des détails qu'il prend en charge. Le pouvoir policier doit porter "sur tout" : ce n'est point cependant la totalité de l'état et du royaume comme corps visible et invisible du monarque ; c'est la poussière des événements, des actions des conduites, des opinions — "tout ce qui se passe" ; l'objet de la police, ce sont "ces choses de chaque instant", ces "choses de peu". On est, avec la police, dans l'indéfini d'un contrôle qui cherche idéalement à rejoindre le grain le plus élémentaire, le phénomène le plus passager du social : l'infiniment du pouvoir politique. Et pour s'exercer, ce pouvoir doit se donner l'instrument d'une surveillance permanente, exhaustive, omniprésente, capable de tout rendre visible, mais à la condition de se rendre elle-même invisible. Elle doit être comme un regard sans visage qui transforme tout le corps social en un champ de perception.⁷¹ »

70 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, op.cit., p.248.

71 *Ibid*, p.249.

Durant toute la modernité, la souveraineté est pensée comme ce qui vient mettre un terme aux différentes guerres civiles. La guerre est alors séparée du politique et est donc bannie hors de l'espace civil interne. Avec la postmodernité, l'état d'exception s'est généralisé et la guerre est devenue permanente, comme une sorte de guerre civile incessante et généralisée à l'intérieur de l'Empire, et entre les Empires.

Pour cela, Negri et Hardt nous invitent à observer le changement intervenu dans la nature même de la guerre en considérant l'usage public de ce concept à la fin du XX^e siècle : « on recourt au discours métaphorique de la guerre à titre de manœuvre politique stratégique afin d'obtenir une mobilisation totale des forces sociales en vue d'objectif commun, à l'image de l'effort de guerre ⁷²», on parlera alors de « guerre contre le terrorisme », de « guerre contre la pauvreté », de « guerre contre la drogue », etc. Dans les exemples donnés, on peut voir le retournement rhétorique du concept : il est question à présent de rassembler les forces de la nation autour d'un objectif commun et intérieur. L'ennemi n'est plus une autre nation, mais quelque chose d'invisible, d'immatériel et pouvant venir de partout sans que l'on sache d'où précisément. Les forces mise en place pour le contrer adoptent les mêmes méthodes : sécurité intra et extra territoriale, dispositif invisible, mais connu (technologies sécuritaires et de contrôles)...

De plus, cet état de guerre global ne peut aller en s'améliorant depuis que les techniques et armes de guerre ont rencontré les technologies numériques. Une avancée technique ou technologique n'est pas forcément une avancée sociale, déontologique, environnementale — l'exemple de la bombe nucléaire étant l'exemple le plus concret —, mais on comprend très vite comment cela peut jouer dans les relations politiques entre pays, et comment dans cet état de guerre global, les dispositifs engendrés par les technologies numériques contrôlent et règlent le monde, et à l'inverse, comment ils permettent aux gouvernements de sécuriser les territoires.

72 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.27.

Ces explications sur l'état du monde actuel, et plus particulièrement sur l'état de guerre global, sont importantes afin d'une part de comprendre le contexte politique général dans lequel s'inscrit cette recherche, et d'autre part afin d'appuyer et de légitimer l'emploi du terme « guérilla » dans le cadre de ce mémoire : il me paraissait rendre adéquatement compte de la réalité politique qui est la nôtre.

1.1.2 La vision d'Henri Lefebvre

Les espaces urbains contemporains se présentent encore trop souvent comme le résultat d'une « science royale⁷³ », c'est-à-dire comme un acte institutionnalisé, se réduisant à un ensemble de règles et de techniques pensées comme un « théorème » unique. L'urbanisme d'obédience cartésienne a longtemps fonctionné ainsi, s'imposant aux villes et à leurs habitants. Héritage de la ville moderne, qui se voulait radicalement fonctionnelle jusque dans ses formes architecturales et urbanistiques – il suffit pour cela de regarder le triomphe du style International, du Mouvement Moderne et du CIAM – la ville n'était appréhendée par les professionnels de l'urbain qu'en termes de fonctions. Ses unités, aux nombres de quatre, devaient permettre l'épanouissement personnel et harmonieux des quatre grandes fonctions humaines : habiter, travailler, se divertir et circuler. La ville se construisait dorénavant non plus comme un art suivant des règles divines ou visuelles, mais bel et bien comme un objet partout reproductible selon des règles théoriques et scientifiques, ignorant tout de l'expérience sociale et corporelle de l'espace. L'idéologie urbaine du XX^e siècle voulait administrer à la ville par ces fonctions bien précises, qui découperaient, rangeraient, organiseraient la ville et ses différents lieux. De la ville générique ou « junkspace », espace lisse par excellence, à la ville qui sépare et enferme avec ses ghettos destinés aux populations les plus riches (*gated communities*) ou à celles plus pauvres et marginalisées (grand ensemble), espace maintenant strié, elle est de nos jours toujours soumise à de nombreuses critiques au niveau de sa répartition spatiale. Marcel

73 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, *op.cit.*, p.449-450.

Hénaff énonce d'ailleurs très bien ce problème lorsqu'il souligne que « le succès mondial de la forme urbaine semble se confondre avec la défaite de la ville, ou du moins de ce qui a été désiré et construit pendant des millénaires sous l'idée de ville.⁷⁴ » La ville évolue et semble avoir perdu son unité spirituelle, organique et symbolique.

Dès les années 1940, Henri Lefebvre s'intéresse à la vie quotidienne dans le monde moderne ce qui le mènera à s'intéresser progressivement à la ville et l'urbain. Selon lui, c'est « l'activité des individus et des groupes dans la vie de tous les jours qui fonde la pratique sociale⁷⁵ » : c'est à cette activité quotidienne que le penseur se doit de réfléchir pour comprendre le monde moderne et pouvoir induire un changement radical de ses paradigmes. Comme l'explique de façon très pertinente Grégory Busquet :

« La ville et l'habitat eux-mêmes, c'est-à-dire les décors de cette vie quotidienne où la société se produit et se reproduit, sont aliénants, et ce, notamment du fait de l'urbanisme, acte politique s'il en est, puisque par cette pratique, l'État et le système capitaliste organisent et rationalisent l'espace pour la production, la circulation, la reproduction sociale. À travers ces réflexions sur l'urbanisme, dès la fin des années 1960, Lefebvre s'attache donc à l'analyse et à la critique de l'État et du mode de production capitaliste, ce qui n'est pas, en soi, une nouveauté. La nouveauté, c'est qu'il les critique dans et par l'espace, mettant du même coup en lumière l'aspect politique de l'espace urbain : comme production politique et comme instrument possible du changement.⁷⁶ »

Selon Henri Lefebvre, l'espace est un enjeu politique dans le sens où il est le support de lutte entre des espaces dominants et des espaces dominés. C'est ici que se trouve pour l'auteur l'enjeu d'une lutte révolutionnaire tant dans l'espace que dans la vie quotidienne. Il écrit en 1967 *Le droit à la ville*⁷⁷, dont l'hypothèse majeure nous confronte à l'émer-

74 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, Édition de L'Herne, Paris, 2008, p.107.

75 Grégory Busquet, *L'espace politique chez Henri Lefebvre : l'idéologie et l'utopie*, Justice spatiale, n°5 déc. 2012-déc. 2013, consultable sur : <http://www/jssj.org>.

76 *Ibid.*

77 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, *op.cit.*

gence d'un phénomène nouveau : une urbanisation complète de la société, différente des évolutions urbaines passées. Ce processus s'insère dans toutes les couches de la société contemporaine. Il écrit :

« Lorsque les problèmes d'ensemble ont émergé, sous le nom d'*urbanisme*, on les a subordonnés à l'organisation générale de l'industrie. Attaquée à la fois par en haut et par en bas, la ville s'aligne sur l'entreprise industrielle ; elle devient dispositif matériel propre à organiser la production, à contrôler la vie quotidienne des producteurs et la consommation des produits.⁷⁸ »

Henri Lefebvre présente les arguments et les preuves qui appuient cette hypothèse : l'industrialisation entraîne un éclatement de la ville traditionnelle, lui impose une logique de rentabilité et de productivité qui détruit toute forme de créativité, de spontanéité, jusque dans la vie quotidienne, désormais aliénée et marquée par une destruction de la vie mentale et sociale. Il tente de ce fait de provoquer une prise de conscience dans l'histoire des idées sur la perception de la ville comme enjeu de société. Il annonce la fin de la ville industrielle et l'arrivée d'une nouvelle réalité : le phénomène l'urbain, qu'il explicite ainsi :

« Marx n'a pas montré (en son temps, il ne le pouvait pas) que l'urbanisation et l'urbain contiennent le sens de l'industrialisation. Il n'a pas vu que la production industrielle impliquait l'urbanisation de la société, et que la maîtrise des potentialités de l'industrie exigeait des connaissances spécifiques concernant l'urbanisation. La production industrielle, après une certaine croissance, produit l'urbanisation ; elle en fournit les conditions, elle en ouvre les possibilités. La problématique se déplace et devient celle du développement urbain.⁷⁹ »

Au sujet du droit à la ville, David Harvey nous dit qu'il est tout à la fois un cri et une demande : « Le cri était une réaction à la souffrance existentielle due à une crise qui ravageait la vie quotidienne urbaine. La demande relevait plutôt de l'injonction, celle

78 *Ibid*, p.74.

79 *Ibid*, p.78.

de regarder cette crise droit dans les yeux et de créer une vie urbaine différente, moins aliénée, plus chargée de sens et plus ludique.⁸⁰ » Cette crise s'attaque donc directement à la ville, ou plus précisément au phénomène urbain qui est en train de phagocyter la ville telle qu'elle était avant son industrialisation. Ce droit à la ville, poursuit David Harvey, n'est rien d'autre qu'un appel au secours des habitants qui se perdent et ne se retrouvent plus en elle. Il nous dit que « l'idée du droit à la ville n'est pas issue au premier chef de je ne sais quelles fascinations et marottes intellectuelles. [...] Elle émane essentiellement des rues, des quartiers et s'exprime par un appel au secours et à la subsistance d'individus opprimés en des temps de difficultés extrêmes.⁸¹ » Ce qu'il faut bien comprendre ici, c'est que les habitants des villes, qui se transforment en d'immenses espaces urbains diffus, se perdent et se sentent rejetés au second plan dans la confection des villes, des espaces, des politiques urbaines, de la gouvernance et de sa production en général. Ce droit à la ville veut se battre contre la ville et plus précisément contre les espaces publics vus comme des espaces capitalistes. Ils sont de plus en plus limités et contrôlés par une réduction permanente du champ des actions possibles dans le milieu urbain, par la superposition de réglementations, de publicités et de normes innombrables. Cet appauvrissement de l'espace urbain se manifeste par la disparition des espaces à usages collectifs et des espaces susceptibles d'être appropriés par des usages informels. Dans *La production de l'espace*, Henri Lefebvre poursuit sur cette thèse en disant que ces mêmes espaces capitalistes servent « d'instrument à la domination⁸² ». Passer de la ville à l'urbain aura eu, comme effet premier, une perte d'attachement généralisé de la part de ses habitants. David Harvey nous dit d'ailleurs à ce sujet :

« La ville traditionnelle a été tuée par le développement capitaliste galopant, victime de la nécessité toujours renouvelée de se débarrasser d'une surconsommation de capital qui conduit à une croissance urbaine infinie et tentaculaire, quelles qu'en soient les conséquences sociales,

80 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Édition Libella, Paris, 2015, p.11.

81 *Ibid*, p.15.

82 Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, 4e édition, Anthropos, Paris, 2000, p.427.

environnementales ou politiques. Notre tâche politique consiste à imaginer et à reconstituer un type de ville tout différent à partir de l'éccœurant gâchis provoqué par un capitalisme d'urbanisation et de mondialisation pris de folie. Ce qui exige la création d'un solide mouvement anticapitaliste qui se fixe pour objectif central de transformer la vie urbaine quotidienne.⁸³ »

Pour qualifier cette nouvelle société *postindustrielle* en formation, Henri Lefebvre propose le concept de *société urbaine* comme forme qui tend à se généraliser à l'ensemble de la planète. Cependant, de manière à première vue paradoxale, il espère voir émerger un nouvel espace, plus favorable à l'homme. Selon lui, il faut arriver à créer un programme de recherche et d'action politique qui puisse permettre aux hommes de se réappropriier l'espace urbain et leur vie citadine, et de redonner aux habitants une participation à la vie de la cité. Il propose tout d'abord comme mode d'action l'élaboration d'une *science de la ville*, science transdisciplinaire qui serait indispensable pour la résistance et la lutte contre cet espace urbain en place. Mais cela ne suffit pas, car il nous dit que pour que cela fonctionne il faut aussi que se mette en place une stratégie politique, une sorte de force sociale qui serait dans l'action et l'agir urbain. Il faut y voir un travail aussi bien scientifique que collectif, porté aussi bien par des professionnels que par les habitants eux-mêmes. Henri Lefebvre soutient avec force la nécessité d'une réappropriation de l'espace urbain par les citoyens comme point de départ pour la transformation démocratique de la société. L'auteur a d'ailleurs une définition très précise de ce qu'il entend par « réappropriation » :

« L'appropriation s'oppose fortement à la propriété, mais le concept ne s'élucide pas complètement, de loin. Il se distingue mal du "propre" anthropologico-philosophique; Marx cherche encore le "propre de l'homme"; pour lui, ce n'est ni le rire, ni le jeu, ni la conscience de la mort, ni l'habiter; c'est le travail (social), avec le langage, indissoluble. Le travail et les techniques, en dominant la nature matérielle, l'approprient pour lui de ce seul fait aux besoins de l'homme (social); ils la transforment à cet usage. [...] Seule l'étude critique de l'espace permet d'élucider le concept. D'un espace naturel modifié pour servir les besoins et les possibilités d'un groupe, on peut

83 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.19.

dire que ce groupe se l'approprié. La possession (propriété) ne fut qu'une condition et le plus souvent une déviation de cette activité "appropriative" qui atteint son sommet dans l'œuvre d'art. Un espace approprié ressemble à une œuvre d'art sans qu'il en soit le simulacre. Souvent, il s'agit d'une construction, monument ou bâtiment. Pas toujours : un site, une place, une rue peuvent se dire "réappropriés". De tels espaces abondent, encore qu'il soit pas toujours facile de dire en quoi et comment, par qui et pour qui ils furent appropriés. [...] Le détournement et l'appropriation d'espace ont un grand sens et peuvent servir d'enseignement pour la production d'espaces nouveaux. ⁸⁴»

Il souhaite que l'homme appréhende la ville comme une œuvre, comme un support de pratiques sociales autonomes. Mais la réalisation de ce processus de renouvellement social passe par l'affirmation d'un droit à la ville, parmi les droits de l'homme et du citoyen. Il nous dit que « le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante), le droit à l'appropriation (bien distinct de la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville.⁸⁵ » Il implique de même un projet de démocratie et de renforcement de la société civile, il stipule le droit à l'accès à la centralité urbaine, à la vie urbaine, aux lieux de rencontres, d'échanges, de rassemblement, au ludique. Ouvrons une parenthèse sur deux notions importantes : il ne faut pas confondre centralité et centre. « La centralité est la combinaison à un moment donné d'activités économiques, de fonctions politiques et administratives, de pratiques sociales, de représentations collectives, qui concourent au contrôle et à la régulation de l'ensemble de la structure de la ville⁸⁶ ». Contrairement au centre qui est défini par sa position géographique, la centralité est définie par ses fonctionnalités et son contenu (administratif, commercial, culturel, économique, financier, politique...) et sa capacité à proposer des biens et services à des populations extérieures. La mise en œuvre de ce droit devait, selon Lefebvre, permettre l'avènement d'une société urbaine. Le droit à la ville, nous dit David Harvey :

84 Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, op.cit., p.191 - 192.

85 *Ibid*, p.125.

86 <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Centralite.htm>, consulté le 08.08.16.

« [...] dépasse donc largement le droit d'accès individuel ou collectif aux ressources qu'elle incarne : il recouvre également le droit de changer et de réinventer la ville d'une manière plus conforme à nos vœux. Il s'agit, de surcroît, d'un droit collectif davantage individuel; réinventer la ville ne peut en effet se faire sans l'exercice d'un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation. La liberté de nous faire et de nous refaire, de faire et de refaire la ville, est à mon sens, un des droits de l'homme le plus précieux et pourtant le plus négligé.⁸⁷ »

Nous commençons à comprendre que se forme, au sein de la ville, un éventail d'espaces très différents les uns des autres. Henri Lefebvre nous dit que « les lieux diversifiés tantôt s'opposent, tantôt se complètent ou se ressemblent. Cela introduit une classification (grille) par *topies* (isotopies, hétérotopies, utopies, c'est-à-dire lieux analogues, lieux contrastants, lieu de ce qui n'a pas ou n'a plus de lieux, l'absolu, le divin le possible).⁸⁸ » On constate que le concept d'hétérotopie de Lefebvre est radicalement différent de celui de Michel Foucault, sur lequel nous reviendrons plus longuement dans ce présent mémoire, mais que l'on peut résumer comme étant la localisation physique de l'utopie. L'hétérotopie lefebvrienne définit des espaces sociaux « liminaux de possibilité où quelque chose de différent est non seulement possible, mais aussi fondamental pour la définition de mouvement révolutionnaire.⁸⁹ » En d'autres termes, il s'agit de ce que les gens font, sentent, perçoivent et expriment lorsqu'ils cherchent à donner du sens à leur vie quotidienne. Ces pratiques créent des espaces hétérotopiques multiples et nombreux. Il s'agit pour Henri Lefebvre d'un « rassemblement spontané se produisant dans un moment d'irruption et où des groupes hétérotopiques disparates voient soudain, ne fût-ce que fugacement, les possibilités d'une action collective pour créer quelque chose de radicalement différent »⁹⁰, comme le souligne David Harvey. Il faut voir ces hétérotopies comme des centralités momentanées qui tranchent avec le reste de

87 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.28.

88 Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, op.cit., p.191.

89 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.21.

90 *Ibid*, p.21.

la ville. Ce sont des productions spatiales refusant les espaces organisés par le pouvoir en place. Ces éléments fondent des collectifs locaux plus ou moins informels. Espaces de résistance, espaces politiques, espaces de lutte, espaces militants : espaces des possibles, où les *handicaps* urbains (espaces délaissés, friches, vides urbains) deviennent autant d'occasions de questionner et de se réappropriier la ville. Espaces subversifs, interstitiels ou décentrés, tous créent à leur manière du lien social, redéfinissent les usages – individuels et collectifs – des lieux et leur appropriation pratique et quotidienne. Ces hétérotopies sont essentielles, si ce n'est obligatoire, pour le bon fonctionnement de la cité afin d'une part de combattre les espaces urbains à connotation capitaliste, et d'autre part, de réinjecter de la surprise et de l'inattendu dans la quotidienneté des citoyens. Il nous dit à ce sujet que « le centre urbain apporte aux gens de la ville du mouvement, de l'imprévu, du possible et des rencontres. C'est un "théâtre spontané" ou ce n'est rien.⁹¹ »

Henri Lefebvre voit la ville non pas comme un simple espace matériel, mais comme un espace complexe tridimensionnel. Tout d'abord, c'est un espace *perçu* quotidiennement par ceux qui l'habitent ; la ville est un projet humain social, collectif, dont le succès se bâtit sur l'interaction, la coopération et les relations affectives et sociales. Ensuite, il s'agit d'un espace *conçu*, c'est-à-dire conceptualisé et géré par les professionnels tels que les entreprises, les promoteurs, les planificateurs, les urbanistes ou les architectes. C'est un espace marqué par la rationalité. Enfin, c'est un espace *vécu*, susceptible de maintenir une tension entre espace perçu et espace conçu. C'est contre l'espace conçu qu'Henri Lefebvre se dresse, soutenant que la résistance à cet urbanisme capitaliste passe par une résistance spatiale : celle de l'espace perçu. Il propose d'inverser la tendance, en réduisant l'immense pouvoir qu'ont les experts quant à la production de l'espace urbain, au profit d'un rôle central de ses usagers, la ville devant favoriser l'habitant et leur interaction.

91 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, *op.cit.*, p.123.

1.1.3. Les écologies de Félix Guattari

Essayer de repenser le politique à partir de l'espace — celui de la ville, de l'urbain et de l'urbanisme — c'est aussi la tâche que s'est donné Félix Guattari dans son texte *Pratiques écosophiques et restauration de la cité subjective*⁹², où il est question de lier les menaces pesant sur la vie humaine sur Terre à des détériorations d'un autre genre : destruction du social, de la vie en commun, de la capacité d'exister des groupes et des processus de subjectivation qui font de nous des sujets ou des groupes-sujets. Guattari dénonce le fait que les problématiques environnementales ne soient gérées que selon leur aspect le plus *technocratique*. Nous manquons de méthodes pour appréhender ces problèmes, ce qui réduit la prise en compte de leur complexité. Sa réflexion théorique se veut une *articulation éthico-politique* entre différents registres écologiques qui sont l'« écologie environnementale, l'écologie scientifique, l'écologie économique, l'écologie urbaine et les écologies sociale et mentale [qu'il] appelle écosophie.⁹³ »

L'auteur a été très proche de partis politiques écologiques verts et militants, mais il met un point d'honneur à préciser qu'*éco-sophie* est plus proche de *philo-sophie* que d'*écologie*⁹⁴, ou, tout du moins, plus proche du point de jonction entre les deux. Pour lui, le terme d'*écologie* est restreint, réducteur, simpliste et surtout réactionnaire, car il ne prend en compte que l'environnement sans se soucier du reste. Stéphane Nadaud⁹⁵ souligne le fait que « le risque de soumettre l'écosophie à l'écologie ne peut qu'alimenter les poncifs tels que ceux qui limitent cette dernière à la défense des arbres ou des animaux (et encore, seulement de ceux qui sont considérés utiles pour l'homme ou jugés beaux à ses

92 Félix Guattari, *Pratiques écosophiques et restauration de la cité subjective*, in *Qu'est-ce que l'écosophie ?* Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.31 à 57.

93 *Ibid*, p.33.

94 Stéphane Nadaud, *Félix Guattari l'écosophe*, in *Qu'est-ce-que l'écosophie ?*, *op.cit.*, p.18.

95 Stéphane Nadaud est un médecin pédopsychiatre et philosophe français. Après des études de médecine, il se spécialise en psychiatrie, puis en psychiatrie de l'enfant. Il a soutenu la première thèse française consacrée à l'homoparentalité. Il a été rédacteur en chef de la revue *Chimères* fondée par Gilles Deleuze et Félix Guattari en 1987.

yeux.)⁹⁶ » C'est pour cela qu'il nous faut expliciter et bien appréhender toute l'épaisseur de ce concept afin de saisir toute sa force tant théorique que pratique.

Comme nous l'explique Manola Antonioli :

« L'écosophie ne prétend pas au statut de "science", mais à celui d'une forme de "sagesse" (*sophia*) qu'on pourrait rapprocher du statut des sciences nomades, itinérantes, mineures, décrit par Deleuze et Guattari dans *Mille plateaux*. Il s'agit d'un genre de science (voir d'une approche alternative des sciences et des savoirs) caractérisé par l'affect, la singularité, la variation, qui ne se réduit pas à un ensemble de "techniques", mais ne procède pas non plus par "théorèmes".⁹⁷ »

Il faut ensuite noter que « l'écosophie préfère se déployer à travers des projets singuliers toujours centrés sur des "problèmes-événements".⁹⁸ » Elle peut être vue comme un mouvement social, militant, politique ou contestataire qui promeut une approche transdisciplinaire de partage des connaissances, des savoir-faire en vue d'une certaine intelligence collective.

Félix Guattari discerne trois écologies majeures au sein de l'écosophie. La première, environnementale, est la démarche écologique que l'on pourrait qualifier d'*ordinaire*, celle qui est communément admise de nos jours. Il sera question de la protection de la faune et de la flore, mais aussi de nos environnements, à comprendre au sens le plus large du terme, c'est-à-dire aussi bien la nature que l'urbain, l'environnement, la réduction de la pollution, nos manières d'habiter... La seconde, l'écologie sociale, consiste à s'opposer au capitalisme mondial intégré qu'il désigne par le CMI en recréant des espaces d'économie individuelle, autonome, et des rapports sociaux ou familiaux *réinventés*, de penser différemment les façons d'être au sein du couple, du travail : « il

96 *Ibid.*

97 Manola Antonioli, *Les deux écosophies*, Chimères 2015/3 (N° 87), p.44

98 *Ibid.*

s'agira littéralement de reconstruire l'ensemble des modalités de l'être-en-groupe⁹⁹ » ; finalement l'écologie mentale, qui permet la réhabilitation de la subjectivité et de la singularité, « de ré-inventer le rapport du sujet au corps, au fantasme, au temps qui passe, aux “mystères” de la mort.¹⁰⁰ » L'écosophie doit être comprise comme l'articulation simultanée de ces trois types d'écologies.

Comme nous l'avons mentionné en introduction, l'auteur est très critique en ce qui concerne les médias, qui sont selon lui la cause première de notre perte d'attachement aux petites choses qui font la vie, choses qu'il qualifie par « subjectivité et singularité ». Leur trop grande présence, de plus en plus accrue par ailleurs, bloque l'accès à la base même du concept d'écosophie, soit l'écologie mentale. L'écosophie s'institue comme une manière de réinventer son propre rapport à l'environnement de vie (écologie urbaine), aux autres (écologie sociale) et à soi (écologie mentale).

Il faut rajouter à ces trois écologies majeures une dernière écologie évoquée en introduction, sous le dénominateur d'ère post-média, que Guattari désigne aussi par écologie du virtuel. Bien qu'elle tienne une place un peu à part dans la conception théorique de l'écosophie, elle reste incontournable : sans une certaine réappropriation collective des médias, les subjectivités et singularités individuelles se sclérosent à leur stade actuel.

L'écosophie doit se concevoir comme un tout, comme un projet total dont l'écologie du virtuel serait la base. Une fois la réappropriation des médias effectuée, les mentalités individuelles se verront transformées ; pourra alors se mettre en place une certaine écologie mentale, qui aura un impact direct sur l'écologie sociale qui elle-même débouchera sur avec l'écologie environnementale. L'auteur nous dit :

99 Félix Guattari, *Les trois écologies*, Éditions Galilée, Paris, 1989, p.22.

100 *Ibid.*

« Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle, réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels. Cette révolution ne devra donc pas concerner uniquement les rapports de forces visibles à grandes échelles, mais également des domaines moléculaires de sensibilité, d'intelligence et de désir.¹⁰¹ »

Félix Guattari nous met en garde contre la puissance capitaliste postindustrielle et le Capitalisme Mondial Intégré (CMI) qui se propage dans les moindres strates de notre société, allant du *socius*¹⁰² à la ville, des relations humaines à celles amoureuses et familiales, mais aussi dans l'économie, les arts et le politique... Il explique :

« Le capitalisme contemporain peut être défini comme capitalisme mondial intégré parce qu'il tend à ce qu'aucune activité humaine sur la planète ne lui échappe. On peut considérer qu'il a déjà colonisé toutes les surfaces de la planète et que l'essentiel de son expression concerne à présent, les nouvelles activités qu'il entend surcoder et contrôler [puisque] le pouvoir capitaliste s'est délocalisé "déterritorialisé", à la fois en extension, en étendant son emprise sur l'ensemble de la vie économique, sociale et culturelle de la planète, et en intention, en s'infiltrant au sein des strates subjectives les plus fondamentales, les plus "existentielles" des individus humains.¹⁰³ »

Pour contrer cela, l'auteur propose d'agir différemment sur et avec la Terre afin de recomposer de nouveaux outils de concertation et d'actions collectives adaptés à une « situation historique qui a radicalement dévalué les anciennes idéologies et les pratiques sociales et politiques traditionnelles.¹⁰⁴ » Sans de nouveaux agencements collectifs d'énonciation, on ne pourra appréhender le monde autrement. Il voit là la cause première

101 *Ibid*, p.14.

102 Félix Guattari définit le « socius » comme étant : la société inscrite dans son espace matériel est transformable le long de vecteurs sociaux par des actions microscopiques qui se propagent en son sein. Cf note de bas de page n°2, in *Le capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire*.

103 Félix Guattari, *Les nouveaux mondes du capitalisme*, in *Qu'est-ce que l'écologie ?* Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.358.

104 Félix Guattari, *Qu'est-ce que l'écologie ? op.cit.*, p.61.

de l'impossibilité de résoudre les problèmes environnementaux, sociaux, économiques et politiques actuels. Manola Antonioli insiste sur ce point lorsqu'elle écrit :

« Il ne s'agit donc pas seulement de modifier dans un sens "durable" le cadre classique de l'économie capitaliste, mais de concevoir des "formes de vie" alternatives qui nous permettraient d'échapper au caractère non seulement insoutenable, mais surtout indésirable, d'un mode de développement toujours plus croissant et énergivore. Ce projet, bien plus global, implique de promouvoir de nouvelles pratiques (de ralentissement, de circuits courts, de mise en commun des savoirs et de la créativité, de décroissance, de nouvelles formes de production et de consommation) qui nous permettent de revaloriser les liens qui nous attachent les uns aux autres ainsi qu'à notre environnement.¹⁰⁵ »

De plus, comme le souligne Guattari, « il est nécessaire pour faire face aux enjeux gigantesques de notre époque, de passer d'une écologie passéiste crispée sur la défense de l'acquis vers une écologie futuriste tout entière mobilisée vers la création.¹⁰⁶ » C'est pour cette raison majeure que Manola Antonioli affirme :

« L'écologie radicale, dont relève l'écophilosophie, considère que la crise écologique renvoie à une crise plus générale du social, du politique et de l'existential et qu'elle ne pourra être résolue par des mesures ponctuelles de sauvegarde des environnements naturels. Les enjeux politiques, sociaux et économiques actuels, affirme Guattari, échappent de plus en plus à la "politique politicienne" et exigent la refondation de pratiques sociales qui soient mieux adaptées aux problèmes de terrain locaux et aux problèmes planétaires d'ordre global.¹⁰⁷ »

Au vu de ces enjeux, Guattari explique :

« Ce qui se trouve mis en cause ici, c'est une sorte de révolution des mentalités afin qu'elles cessent de cautionner un certain type de développement, un productivisme ayant perdu toute finalité humaine. Alors, lancinante, la

105 Manola Antonioli, *Les deux écologies*, op.cit. p.43.

106 Félix Guattari, *L'environnement et les hommes*, in *Qu'est-ce que l'écophilosophie ?* Édition lignes / imec, Paris, 2013, p.531.

107 Manola Antonioli, *Les deux écologies*, op.cit. p.43.

question revient : comment modifier les mentalités, comment réinventer des pratiques sociales qui redonneraient à l'humanité — si elle l'a déjà eu — le sens des responsabilités non seulement à l'égard de sa propre survie, mais également de l'avenir de toute vie sur cette planète, celle des espèces animales et végétales comme celles des espèces incorporelles, si je puis dire, telles que la musique, les arts, le cinéma, le rapport au temps, l'amour et la compassion pour autrui, le sentiment de fusion au sein du cosmos?¹⁰⁸ »

Félix Guattari utilise le concept de révolution moléculaire pour parler des « luttes relatives aux libertés, des luttes de désirs, les remises en question de la vie quotidienne, de l'environnement.¹⁰⁹ » Il fait l'hypothèse que ces luttes, faute de stratégie globale, seront toujours porteuses de récupération et d'une intégration par le CMI, et qu'elles n'aboutiront jamais, par elles-mêmes tout du moins, à une transformation sociale réelle. Pour appuyer son hypothèse, il nous explique que le CMI, en cas de force majeure, est en mesure de déclencher un véritable plan d'urgence :

« Une sorte de plan Orsec¹¹⁰ international et de plan Marshall¹¹¹ permanent. Les pays européens, le Japon et les États-Unis peuvent subventionner à perte, et pendant une longue période, l'économie d'un bastion capitaliste en péril. Il y va de la survie du CMI qui fonctionne ici comme une sorte de compagnie d'assurance internationale capable, sur le plan économique, d'affronter les épreuves les plus difficiles.¹¹² »

108 Félix Guattari, *Qu'est-ce-que l'écophilosophie ? op.cit.*, p.60.

109 Félix Guattari, *Le capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire, op.cit.*, p.6.

110 Le dispositif ORSEC est un système polyvalent de gestion de la crise (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile). ORSEC était initialement l'acronyme d'organisation des secours ; depuis 2006, il signifie organisation de la réponse de sécurité civile. Initialement prévu pour les catastrophes à moyens dépassés (CMD), le plan ORSEC a remplacé les plans d'urgence pour la gestion des accidents catastrophiques à effet limité (ACEL), depuis la parution de la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 et de ses trois décrets d'application du 13 septembre 2005 : ORSEC (no 2005-1157), PPI (no 2005-1158) et plan communal de sauvegarde PCS (no 2005-1156).

111 Le plan Marshall (après son élaboration, il fut officiellement appelé « Programme de rétablissement européen », en anglais European Recovery Program : ERP) était un programme américain de prêts accordés aux différents États de l'Europe pour aider à la reconstruction des villes et des installations bombardées lors de la Seconde Guerre mondiale. Ces prêts étaient assortis de la condition d'importer un montant équivalent d'équipements et de produits américains, et pour les États bénéficiaires l'engagement d'accorder un financement du double du montant octroyé (16,5 milliards de dollars seront proposés).

112 *Ibid.*

C'est pour cela qu'il nous invite à regarder ces luttes non pas sous l'angle des intérêts (économiques, sociales, syndicales, au sens classique du terme), mais sous celui des luttes moléculaires. Pour lui, il est question d'une « guerre sociale bactériologique » :

« [...] quelque chose qui ne s'affirme plus selon des fronts nettement délimités (fronts de classes, luttes revendicatrices), mais sous la forme de bouleversements moléculaires difficiles à appréhender. Toutes sortes de virus de ce genre attaquent déjà le corps social dans ses rapports à la consommation, au travail, aux loisirs et à la culture (autoréductions, mises en question du travail, du système de représentation politique, radios libres).¹¹³ »

Il évoque ici des mutations aux conséquences imprévisibles qui ne cessent de prendre forme actuellement un peu partout dans le monde, dans la subjectivité et chez les individus ou les groupes sociaux, consciemment ou inconsciemment. Il explicite très bien ce point théorique :

« Ce faisant, il n'est plus possible de prétendre s'opposer [au CMI] seulement de l'extérieur, par des pratiques syndicales et politiques traditionnelles. Il est devenu également impératif d'affronter ses effets au sein de la vie quotidienne domestique, de voisinage, de travail, au sein de la culture et même de l'éthique personnelle. La subjectivité capitaliste, tel qu'elle est modulée par des opérateurs de toute nature et de toute taille, se trouve manufacturée de façon à prémunir l'existence contre toute intrusion d'événements susceptibles de la déranger et de la troubler. Pour elle, toute singularité soit devra être évitée, soit devra passer sous la coupe d'équipements, de professions et de cadres de références spécialisés. C'est ainsi qu'elle ira jusqu'à tenter de gérer ce qui est de l'ordre de la découverte et de l'invention du monde par l'enfance, par l'art ou l'amour, aussi bien que ce qui rapporte à l'angoisse, la douleur, la mort, le sentiment d'être perdu dans le cosmos.¹¹⁴ »

C'est sur l'ensemble de ces « fronts », enchevêtrés et hétérogènes, que l'auteur propose d'organiser de nouvelles pratiques politiques et sociales, et ce, conjointement à de

113 *Ibid.*

114 Félix Guattari, *Les nouveaux mondes du capitalisme*, op.cit., p.359.

nouvelles pratiques esthétiques et militantes susceptibles d'œuvrer à ce qu'il appelle une « resingularisation » et à une « réappropriation » individuelle et collective de la subjectivité. Pour ce faire, cette révolution se doit d'une part d'être la plus globale et universelle possible, et d'autre part de se focaliser sur les mutations et les transformations apportées. Toute l'importance de cette révolution moléculaire réside dans sa capacité à mettre en relation les luttes d'intérêts, politiques et sociales avec les luttes d'échelle infinitésimale afin qu'elles puissent embrayer sur des transformations sociales, économiques et politiques à l'échelle mondiale. Toute l'importance de ce point sera alors de trouver de nouvelles manières d'exploiter les « nouveaux mouvements sociaux » ainsi que les instruments de luttes qui leur seront réellement adaptés.

« Cela tient à ce que la révolution moléculaire ne concerne pas seulement les rapports quotidiens entre les hommes, les femmes, les pédés, les hétéros, les enfants, les adultes, et les “gardarem” de toutes catégories. Elle intervient aussi, et avant tout, dans les mutations productrices en tant que telles. On le trouvera au cœur des processus mentaux mis en jeu par la nouvelle division mondiale du travail, par la révolution informatique. L'essor des forces productives dépend d'elle. Et c'est pour cela que le CMI ne pourra pas la contourner.¹¹⁵ »

Il faut comprendre de cet extrait qu'une autre société est d'ores et déjà en gestation dans les modes de production, les modes de sensibilité, les modes relationnels, les rapports au travail et à la famille, à la ville, à l'environnement, à la culture... « Bref, dans l'inconscient social.¹¹⁶ » Le programme de Guattari ne se résume pas à une révolution au sens premier du terme. Bien au contraire : il propose une guerre silencieuse et invisible afin de fissurer et de faire éclater le CMI de l'intérieur. Non pas une révolution, mais un processus de révolutions multiples. La révolution moléculaire guattarienne dont il est question ici n'est pas à comprendre comme un renversement direct du système et de la société : c'est dans nos pratiques quotidiennes, individuelles et collectives que tout doit se jouer. Les écologies mentales et sociales sont avant tout individuelles, intérieures et propres à chacun d'entre nous.

115 Félix Guattari, *Le capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire*, op.cit., p.7.

116 *Ibid*, p.9.

Une fois ce concept clarifié, il est instructif de se pencher sur le vocabulaire utilisé par Félix Guattari pour parler de cette révolution. La « guerre bactériologique », les « luttes moléculaires », les « virus », sont autant d'éléments invisibles à l'œil nu et pourtant essentiels au bon fonctionnement de notre organisme et du monde. Comparer ces pratiques politiques et sociales au monde des molécules revient à dire que c'est par de petites actions, à l'intérieur même du CMI, qu'il sera possible de l'affaiblir. De plus, et ceci n'est aucunement négligeable, à l'image des molécules, nous nous devons de construire en commun et pour un commun futur. Ce sont ces micro-actions et ces changements individuels qui sont regroupés sous le dénominateur de l'écophilosophie. Guattari conclut :

« L'humanité est la biosphère ont partie liée, et l'avenir de l'une et de l'autre est également tributaire de la mécanosphère qui les enveloppe. C'est dire qu'on ne peut espérer recomposer une terre humainement habitable sans la réinvention de finalités économiques et productives, des agencements urbains, des pratiques sociales, culturelles, artistiques, mentales.¹¹⁷ »

L'enjeu écologique, bien avant d'être scientifique, associatif, politique, industriel, est d'abord éthique et humaniste :

« La question écophilosophique ne consiste pas uniquement à trouver des points d'accord sur des objectifs communs, mais, plus fondamentalement, à mettre en œuvre des procédures de connaissances mutuelles, d'échange, de concertation, de recherche, qui concourent à un enrichissement général. Au fond, ce qu'on attend des militants d'aujourd'hui, ce n'est pas qu'ils apportent la bonne parole, qu'ils apportent le "juste programme", mais qu'ils travaillent à la mise en place de nouveaux services communs : services de démocratie sociale tels que les "collectifs" de démocratie directe, services de solidarité, de proximité, de culture.¹¹⁸ »

117 Félix Guattari, *Pratiques écophilosophiques et restauration de la cité subjective*, in *Qu'est-ce que l'écophilosophie ? op.cit.*, p.33.

118 Félix Guattari, *Écologie et mouvement ouvrier*, in *Qu'est-ce que l'écophilosophie ? Édition lignes / imec*, Paris, 2013, p.410.

1.1.4. Traces de la multitude

Il y avait 7.489.346.712¹¹⁹ d'humains sur terre en date du 08 mars 2017 à 09:03, soit autant de potentialités créatrices et destructrices en gestations un peu partout. 7.489.346.712 personnes éparpillées sur le globe, potentiellement susceptible de se connecter les unes aux autres grâce à la puissance des réseaux, d'internet et autres technologies numériques. 7.489.346.712 individualités à partir desquelles Negri et Hardt nous disent que la multitude est un projet politique commun, et que c'est « l'alternative vivante qui croît au sein de l'Empire.¹²⁰ »

Nous allons dans cette partie focaliser notre attention sur le statut de ces hommes et femmes qui tous les jours proposent des choses innovantes, essayent de vivre de façon alternative, pensent différemment le présent comme le futur : ces personnes qui se disent qu'un autre monde est possible et se donnent les moyens, à différentes échelles, d'y arriver.

Le concept de la multitude n'est pas quelque chose de nouveau, comme nous le dit Yves Citton. Pourtant, il suscite encore grand nombre de débats. Citton écrit :

« Tout un courant de la théorie politique contemporaine délaisse depuis vingt ans la référence traditionnelle au "peuple" pour lui préférer une référence (néo-spinoziste) à la "multitude". Mais comment définir, et surtout comment constituer, une telle "multitude" – où d'aucuns dénoncent un cache-misère théorique, un concept creux, voire une imposture politique?¹²¹ »

119 7.489.346.712 d'habitants sur la terre le 08.03.17 à 09:03 précisément, d'après le site : <http://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/>. Ce chiffre est bien entendu une extrapolation, car personne ne dispose des moyens de fournir un nombre aussi précis.

120 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit. p.7.

121 Yves Citton, *Foules, nombres, multitudes : qu'est-ce qu'agir ensemble ?*, Revue Internationale des Livres et des Idées n° 17, mai 2010, p.1 - paru uniquement sur le site en ligne, <http://revuedeslivres.net/articles.php?idArt=527&page=actu>

Déjà au XVIII^e siècle, lorsque Diderot et d'Alembert écrivirent l'*Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* (éditée de 1751 à 1772)¹²², le concept de multitude n'avait pas le vent en poupe. On peut y lire :

« Méfiez-vous du jugement de la multitude; dans les matières de raisonnement et de philosophie, sa voix alors est celle de la méconscience (*sic*), de la sottise, de l'inhumanité, de la déraison et du préjugé. La multitude est ignorante et hébétée. Méfiez-vous-en surtout dans le premier moment; elle juge mal, lorsqu'un certain nombre de personnes, d'après lesquelles elle réforme ses jugements, ne lui ont pas encore donné le ton. Méfiez-vous-en dans la morale; elle n'est pas capable d'actions fortes et généreuses : elle en est plus étonnée qu'approbatrice; l'héroïsme est presque une folie à ses yeux. Méfiez-vous-en dans les choses de sentiment; la délicatesse de sentiments est-elle donc une qualité si commune qu'il faille l'accorder à la multitude? En quoi donc; et quand est-ce que la multitude a raison? En tout; mais au bout d'un très-longtemps, parce qu'alors c'est un écho qui répète le jugement d'un petit nombre d'hommes sensés qui forment d'avance celui de la postérité. Si vous avez pour vous le témoignage de votre conscience, et contre vous celui de la multitude, consolez-vous-en, et soyez sûr que le temps fait justice.¹²³ »

Au Siècle des Lumières, le concept de la multitude est tout sauf positif, porteur de bonnes choses et qui a de l'avenir. Bien au contraire, à en croire ce qu'on peut lire ici, ce terme est péjoratif et négatif. Il ne porte rien de bon ni dans ses actes, ni dans son statut, ni par son état.

L'autre définition communément admise de ce concept peut se rapporter à un très grand nombre d'êtres ou de choses concrètes ou abstraites, de même espèce (personnes, animaux, objets, etc.) et qu'il peut de même faire référence à un rassemblement d'un grand nombre de personnes. Il est très souvent rapproché de termes comme ceux d'armée, d'essaim, de flopée, de foule, de nuée, de troupeau. Pourtant, Négri et Hardt nous disent que la multitude n'est en rien similaire à la foule, à la masse ou au peuple (nous reviendrons sur ces distinctions dans les sections suivantes).

122 Disponible sur internet à l'adresse suivante : <http://portail.atilf.fr/encyclopedie/index.htm>

123 <http://encyclopedie.eu/index.php/963405202>, consulté le 08.03.17.

Au-delà de la signification commune, la multitude est un concept de philosophie, et en particulier de philosophie politique. On apprend que ce terme a été sujet à de nombreux débats, en particulier entre Hobbes et Spinoza qui avaient à l'époque deux visions manichéennes du concept. Cette querelle théorique s'ancrait sur l'emploi du mot « peuple » pour Hobbes, et de l'emploi du mot « multitude » pour Spinoza afin de parler d'une même réalité, mais sous des aspects sociaux et politiques différents.

En effet, dans un article du philosophe italien Paolo Virno, *Grammaire de la multitude*¹²⁴, on apprend que pour Hobbes, la multitude est :

« Inhérente à l'“état de nature”, donc à ce qui précède l'institution du “corps politique” qui revient se faire valoir dans les moments de crise secouant parfois la souveraineté de l'État. Avant l'État, il y avait le Nombre; après l'instauration de l'État, il y a le peuple-Un, doté d'une volonté unique. La multitude, selon Hobbes, a horreur de l'unité politique. Elle est réfractaire à l'obéissance. La multitude est contre l'État et, justement pour cette raison, contre le peuple : “Les citoyens, quand ils se rebellent contre l'État, sont la multitude contre le peuple”.¹²⁵ »

L'opposition entre les deux concepts est ici mise en tension : s'il y a du peuple, il n'y a pas de multitude et s'il y a de la multitude, il n'y a pas de peuple.

Spinoza voit quant à lui la multitude comme une pluralité qui persiste comme telle sur la scène publique, dans l'action collective, dans la prise en charge des affaires communes, sans converger vers le « Un ». Paolo Virno explique :

« Multitude est la forme d'existence sociale et politique du Nombre en tant que Nombre : forme permanente, non épisodique ou interstitielle. Pour Spinoza, la multitude est la clé de voûte des libertés civiles. Hobbes déteste la multitude, il se déchaîne contre elle. Dans l'existence sociale et politique du Nombre en tant que Nombre, dans la pluralité qui ne converge pas vers

124 <http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno4/grammaire02.html>, consulté le 08.03.17.

125 *Ibid.*

une unité synthétique, il voit le pire danger pour l'« empire suprême », c'est-à-dire pour ce monopole de la décision politique qu'est l'État.¹²⁶ »

Ces quelques points nous permettent une première approche du concept de multitude. On voit que pour ces deux auteurs, ce concept est aux antipodes de l'État, mais aussi de l'unité de la nation, et quasiment de la démocratie.

On peut alors se poser la question de savoir pourquoi c'est le terme de peuple qui se démocratise suite à cette controverse du XVIII^e siècle; mais surtout, et c'est là tout l'enjeu, de savoir pourquoi ce concept refait surface à notre époque, surtout quand il est décrit, comme Négrî et Hardt le font, comme l'alternative vivante qui croît au sein de l'Empire. On peut, comme première approche à la multitude « contemporaine », se référer à la mondialisation afin de dégager un premier trait caractéristique. Si on simplifie un peu les choses, on peut dire que la mondialisation offre deux visages : d'un côté « l'Empire, qui étend à l'échelle planétaire son réseau de hiérarchies et de divisions, dont la fonction est de maintenir l'ordre à travers de nouveaux mécanismes de contrôle et de conflit perpétuel¹²⁷ » ; d'un autre côté, cette même mondialisation ouvre à la création de nouveaux circuits de coopération et de collaboration qui traversent les nations et les continents, suscitant ainsi un nombre illimité de rencontres et d'interactions. La première chose que l'on peut dire sur la multitude est qu'elle est appréhendable comme un réseau, ouvert et expansif.

Le premier réflexe des deux théoriciens est de définir ce concept par comparaison au peuple et à la masse (étendu aussi à la foule et à la populace — à tous les collectifs pluriels). Ainsi, quand le peuple est un (ce que disait déjà Hobbes à l'époque), la multitude est par définition multiple :

126 *Ibid.*

127 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit. p.7.

« La multitude se compose d'innombrables différences internes qui ne sauraient être réduites à une unité ou à une identité singulière — des différences de culture, de couleur, d'ethnicité, de genre et de sexualité, mais aussi différentes formes de travail, différentes façons de vivre, différente vision du monde, différents désirs.¹²⁸ »

La multitude doit donc être vue comme une multiplicité de différences singulières, à la différence du peuple qui synthétise ou réduit ces différences sociales au sein d'une identité unique. Les deux auteurs nous disent que « le peuple ne forme qu'une identité en niant ou en écartant leurs différences.¹²⁹ » Ils écrivent ensuite :

« Les *masses* s'opposent elles aussi au peuple dans la mesure où elles ne sauraient se réduire à l'unité ou à l'identité. Il est certain que les masses se composent de toutes sortes d'éléments, mais en réalité, on ne peut pas dire qu'elles se composent de sujets sociaux différents. L'essence des masses est l'indifférence : toutes les différences se trouvent submergées et noyées dans la masse,¹³⁰ [car] dans la mesure où les individus et les groupes qui composent les foules ne s'organisent pas de façon cohérente autour d'éléments communs et reconnus comme tels, l'agrégation de leurs différences reste inerte et prend aisément l'apparence d'un ensemble indifférencié.¹³¹ »

Dans ces conditions, il ne faut pas pour autant voir la multitude comme un ensemble fragmenté, anarchique ou incohérent. Il faut comprendre qu'entre peuple, masses et multitude, la finalité n'est pas la même : dans la mesure où la multitude n'est pas une identité (comme le peuple) ni une uniformité (comme les masses), toutes ces différences internes doivent découvrir le *commun* qui leur permet de communiquer, d'échanger et d'agir ensemble. En ce sens, la définition de la multitude rejoint ce que Spinoza en disait, c'est-à-dire qu'elle doit se construire dans l'action collective et dans la prise en charge des affaires communes, sans pour autant converger vers le « Un ». La multitude désigne de ce fait un sujet social actif et autonome qui agit à partir « de ce que les singularités

128 *Ibid*, p.8.

129 *Ibid*, p.125.

130 *Ibid*, p.8.

131 *Ibid*, p.126.

ont en commun. Elle est donc un sujet multiple, intérieurement différencié, qui ne se construit pas et n'agit pas à partir d'un principe d'identité ou d'unité, mais à partir de ce qui lui est commun.¹³² »

La multitude est moins à concevoir comme une réalité spatiale de corps réunis dans un même espace, comme celui de la ville, que comme une réalité temporelle, animée par une dynamique constitutive dont nous commençons à saisir la complexité. « Son mouvement paraît opposer une masse statistiquement majoritaire à des pratiques minoritaires (plutôt qu'élitistes) frayeuses d'avenir¹³³ », nous dit Citton. C'est justement cet avenir en gestation qui va nous intéresser ici, et surtout la façon dont cette action collective va pouvoir se matérialiser. C'est dans les formes d'action collective que la multitude prend corps.

Parmi ces formes d'actions, on peut évoquer dans un premier temps l'acte d'occupation temporaire qui illustre de façon exemplaire l'auto-constitution d'une présence et d'un collectif, qu'il s'agisse d'occuper une église (pour des sans-papiers), une université (pour des étudiants), un bureau de direction (pour des travailleurs licenciés), un bâtiment vide (pour des squatteurs), une place publique (pour des manifestants). Comme l'explique Pascal Nicolas-le-Strat :

« [L'acte d'occupation] signe avant tout un détournement (de fonction) et un renversement (de perspective). La portée de cet acte va au-delà de la visée protestataire retenue et commentée par les médias ; il agit comme un puissant opérateur politique et social qui cristallise le rapport de force et, dans le même temps, le fait bifurquer, le renverse, le détourne pour lui ouvrir de nouvelles finalités. [...] Car l'acte d'occupation est aussi production d'expériences et agencement de relations, en un mot production de subjectivité.¹³⁴ »

132 *Ibid.*

133 Yves Citton, *Foules, nombres, multitudes : qu'est-ce qu'agir ensemble ?*, *op.cit.*, p.2.

134 Pascal Nicolas-le-Strat, *Expérimentations politiques*, Fulenn, Paris, 2007, p.31.

Dans un second temps, « la multitude a besoin d'un projet politique pour exister¹³⁵ » et c'est dans les luttes à caractère biopolitique que la multitude prend forme. Ces types de luttes visent à transformer l'ensemble de la vie sociale. De plus, il faut noter que de nos jours, toutes les luttes, les révoltes, les actes de révolution ou de guérilla sont imbriqués les uns dans les autres de telle sorte que « les luttes propres à chaque secteur deviennent des luttes de tous [...], elles ouvrent de nouvelles perspectives qui concernent tout un chacun dans des domaines tels que l'écologie, la pauvreté, le développement durable et, au-delà, tous les aspects de la vie.¹³⁶ » Il est important de noter que les luttes mobilisent le commun de deux façons : en accroissant l'intensité de chaque lutte (point de vue intensif), et en s'étendant à d'autres luttes (point de vue extensif). Le premier point traduit ce qui est interne à chaque lutte : « l'antagonisme commun et la richesse commune aux exploités et aux expropriés se traduisent en comportements communs, en habitudes et en performativités communes.¹³⁷ » L'occupation temporaire de lieu en est un parfait exemple : Le Printemps Arabe, Les Indignés, Occupy Wall Street (OWS), Nuits Debout.

Tous ces mouvements ont cette constante, plutôt nouvelle, d'occuper un lieu — dans ces cas des places publiques — sur des temporalités plus ou moins longues. On retrouve un autre point commun à ces occupations, qui est leur organisation interne (matérielle, sociale, politique...) : on retrouve à chaque fois des espaces de débats et de décisions, des espaces de soins, des espaces pour se nourrir, des espaces culturels (des bibliothèques ont été installées dans la plupart des grandes occupations de place publique). Il n'est plus question uniquement de descendre dans la rue pour se rendre public, pour y manifester et prendre part à un défilé. Les guérilleros, les révolutionnaires donnent de leur temps, de leur énergie, de leur savoir pour construire, le temps de la révolte, un monde autre, mais surtout commun à ceux qui sont à leurs côtés. Tous les mouvements militants et de résistance que nous avons évoqués plus haut ont occupé des places publiques des mois

135 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit. p.250.

136 *Ibid*, p.157.

137 *Ibid*, p.251.

entiers, faisant de cet espace public un espace commun, en commun, par le commun et pour le commun.

L'héritage de la philosophie politique d'Hannah Arendt à ce sujet est là pour nous le rappeler : « l'avènement de la cité conférait à l'homme outre sa vie privée une sorte de seconde vie, sa *bios politikos*. Désormais, chaque citoyen appartient à deux ordres d'existence; et il y a dans sa vie une distinction très nette entre ce qui lui est propre (idion) et ce qui est commun (koinon).¹³⁸ » Nous est commun ce qui fait partie du domaine public : ce qui nous est commun, dit telle, « ce sont les affaires de la cité; leur prise en charge par les citoyens est ce qui constitue par excellence l'action — *la praxis* — concernant les décisions collectives, la vie publique.¹³⁹ » Elle poursuit en disant que « seule dépend entièrement de la durée l'existence d'un domaine public dont la conséquence est de transformer le monde en une communauté d'objets qui rassemble les hommes et les relie les uns aux autres.¹⁴⁰ » En ce sens, le commun est ce qui va perdurer sur le public, qui est du ressort de la création de l'homme¹⁴¹ en ce qui a trait à l'activité de production, d'échange, de consommation dans la cité. Hannah Arendt identifie cela par le concept de *vita activa*, qui rassemble selon trois groupes, l'ensemble des actes de l'être humain dans le monde :

« Je propose le terme de *vita activa* pour désigner trois activités humaines fondamentales : le travail, l'œuvre et l'action. Elles sont fondamentales parce que chacune d'elles correspond aux conditions de base dans lesquelles la vie sur terre est donnée à l'homme.¹⁴²»

138 Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Édition Agora, Paris, 1961, p.61.

139 *Ibid*, p.95.

140 *Ibid*.

141 Il est important de noter que nous ne parlons pas ici des biens communs dit universels que sont par exemple l'eau, l'air, la mer, la lune, le rayonnement solaire, le silence de la nature... Cf. Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. La Découverte, 2015, p.37.

142 *Ibid*, p.41.

Le travail est le domaine de la vie et de son entretien. Lieu des actes de la vie familiale, de l'économie, de l'administration, c'est le monde de la nécessité, du cycle de production — consommation, le travail nourrit alors le processus vital (« la condition humaine du travail est la vie elle-même¹⁴³ »). L'œuvre, ce sont les actes par lesquels l'homme rend le monde habitable, en le modifiant par des objets réels ou immatériels durables, non consommables. Nettement différent de tout milieu naturel, ce monde est destiné à survivre et à transcender les vies individuelles (« la condition humaine de l'œuvre est l'appartenance-au-monde¹⁴⁴ »). L'action représente l'ensemble des actes de l'homme, dont le but est à la fois de faire naître délibérément des événements, par exemple politiques, mais aussi de montrer ainsi à ses semblables qui l'on est, ce que l'on fait et d'acquérir ainsi une réalité qui ne s'acquiert que par le regard des autres. Arendt explique que « si tous les aspects de la condition humaine ont de quelque façon rapport à la politique, cette pluralité (l'action et la parole) est spécifiquement *la* condition — non seulement *la conditio sine qua non*, mais encore *la conditio per quam* — de toute vie politique.¹⁴⁵ » L'action humaine n'est donc pas uniquement une condition nécessaire, elle est obligatoire à la vie humaine politique. Il faut voir la *vita activa* comme un projet global qui réunit l'architecture, l'économie, les savoirs, les biens physiques ou immatériels, mais aussi, et c'est là un point central, les façons vernaculaires de vivre ici et là, soit le commun de chacun qui fait le propre de la multitude : une multiplicité de différences singulières. Elle écrit :

« Le travail n'assure pas seulement la survie de l'individu, mais aussi celle de l'espèce. L'œuvre et ses produits — le décor humain — confèrent une certaine permanence, une durée à la futilité de la vie mortelle et au caractère fugace du temps humain. L'action, dans la mesure où elle se consacre à fonder et maintenir des organismes politiques, crée la condition du souvenir, c'est-à-dire l'Histoire.¹⁴⁶ »

143 *Ibid.*

144 *Ibid.*

145 *Ibid*, p.42.

146 *Ibid*, p.43.

C'est donc dans l'action politique que l'Histoire s'écrit, acte qui doit être rendu public, c'est-à-dire porté à la vue de tous pour pouvoir se charger de sens et de signification. Il est important de bien comprendre toute l'importance de l'action et de la parole dans la construction de la multitude. Comme on l'a vu avec Spinoza, puis avec Négri et Hardt, la multitude est un projet politique commun dans lequel chaque singularité doit s'exprimer pour prendre forme. Hannah Arendt va dans ce sens expliquant :

« La parole et l'action révèlent cette unique individualité. [...] Ce n'est le cas pour aucune autre activité de la *vita activa*. Les hommes peuvent fort bien vivre sans travailler, ils peuvent forcer autrui à travailler pour eux et ils peuvent fort bien décider de profiter et de jouir du monde sans y ajouter un seul objet utile : la vie d'un exploiteur ou d'un esclavagiste, la vie d'un parasite, est peut-être injuste, elles sont certainement humaines. Mais une vie sans paroles et sans action — et c'est le seul mode de vie qui ait sérieusement renoncé à toute apparence et à toute vanité au sens biblique du mot — est littéralement morte au monde ; ce n'est plus une vie humaine, parce qu'elle n'est plus vécue parmi les hommes.¹⁴⁷ »

C'est donc par la parole et l'action que nous pouvons nous insérer dans le monde humain et nous y révéler, l'un et l'autre étant indispensables, voire indissociables à toute action, qu'elle soit politique ou non.

« En tout cas, sans l'accompagnement du langage, l'action ne perdrait pas seulement son caractère révélateur, elle perdrait aussi son sujet, pour ainsi dire ; il n'y aurait pas d'hommes, mais des robots exécutants des actes qui, humainement parlant, resteraient incompréhensibles. L'action muette ne serait plus action parce qu'il n'y aurait plus d'acteur, et l'acteur, le faiseur d'actes, n'est possible que si il est en même temps diseur de paroles. L'action qu'il commence est révélée humainement par le verbe, et bien que l'on puisse percevoir son acte dans son apparence physique brute sans accompagnement verbal, l'acte ne prend un sens que dans la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire.¹⁴⁸ »

147 *Ibid*, p.232 - 233.

148 *Ibid*, p.235.

Les traces contemporaines de la multitude se retrouvent dans cette action, activité humaine de la condition de l'homme moderne par excellence. Il faut comprendre que la conception du politique chez Hannah Arendt, ou plutôt de l'action politique, est toujours liée à une action collective et à l'idée de la liberté. Il ne faut pas prendre ici le concept de liberté au sens libéral du terme, qui le ferait reposer sur les droits individuels et sur l'idée de la liberté privée, ou limitée à ce que l'on fait chez soi. Pour Arendt la liberté repose sur le public, le politique et s'exprime pleinement dans l'action commune¹⁴⁹. Dans un magnifique reportage diffusé sur Arte, *Hannah Arendt : du devoir de la désobéissance civile*¹⁵⁰, la philosophe disait :

« Partout où des hommes forment une communauté, quelle que soit sa taille, un intérêt public émerge. Le domaine public apparaît. [...] Dès qu'une question publique qui concerne un ensemble de personnes données — un quartier, un immeuble, une ville ou tout autre groupe — les gens se rassemblent et sont tout à fait en mesure de porter la question sur la place publique. »

Encore ici, c'est grâce à la juxtaposition de la parole et de l'action que l'acte en soi est rendu possible et public.

L'autre point essentiel à observer est la mobilisation du commun, du point de vue extensif cette fois-ci, lors de luttes politiques. Les mouvements d'occupation temporaire de places publiques (Le Printemps Arabe, Les Indignés, OWS, Nuits Debout), sont encore une fois riches d'enseignements. Ces trois mouvements de révolte (voire révolutionnaires, si l'on se réfère à la définition qu'en donne Hannah Arendt, à savoir « le rôle capital que la question sociale a fini par jouer dans toutes les révolutions¹⁵¹ ») ont tous commencé en un lieu géographique bien spécifique — respectivement Place Tahrir au Caire le 17

149 Pour plus de précisions, se référer à : Hannah Arendt, *De la révolution*, Éditions Gallimard, Paris, 1964, 2012.

150 *Hannah Arendt : du devoir de la désobéissance civile*, diffusion le 02.02.17 sur Arte, <http://www.arte.tv/guide/fr/053331-000-A/hannah-arendt-du-devoir-de-la-desobeissance-civile>.

151 Hannah Arendt, *De la révolution, op.cit.*, p.28.

décembre 2010 pour Le Printemps Arabe; la Puerta del Sol à Madrid le 15 mai 2011 pour Les Indignés; le Parc Zuccotti à New York le 17 septembre 2011 pour OWS; Place de la République à Paris le 31 mars 2016 pour Nuits Debout — avant de se propager à d'autres villes et pays. Points de départ névralgiques, ces places sont devenues des symboles de résistance politique et de liberté.

Prenons comme exemple le mouvement des Indignés : si tout à commencé en Espagne, le mouvement se réclame pourtant des influences du Printemps Arabe et s'est progressivement répandu, avec des variations dans les revendications et en intensité, dans le reste de l'Europe (France, Portugal, Belgique, Grèce, Islande...) et du monde (Canada, États-Unis) contaminant de nombreuses villes de chacun des pays nommés, puis en Israël, avec la révolte des tentes, pour revenir aux États-Unis avec le mouvement OWS. Il faut voir ces révoltes comme une sorte de boucle rétroactive qui gagne en force et en intensité à chaque nouveau cycle. Et c'est bien ce phénomène cyclique que l'on doit questionner dans la maturation et la formation de la multitude. Negri et Hardt écrivent à ce sujet :

« Le commun est mobilisé dans la communication entre luttes locales. L'expansion géographique des mouvements prend traditionnellement la forme d'un *cycle international de luttes* qui voit les révoltes se propager d'un contexte local à un autre. [...] Le commun mobilisé dans chacun de ces cycles de façon extensive et à une échelle planétaire n'est pas seulement l'ennemi commun — qu'il s'agisse de l'esclavage, du capital industriel, ou des régimes coloniaux. Il renvoie aussi à des méthodes communes de combat, à des modes de vie communs, et au désir commun d'un monde meilleur.¹⁵² »

Cette conception des luttes contemporaine nous amène tout naturellement au concept de réseau, inhérent à celui de multitude. Le réseau est devenu une topologie commune qui tend à définir notre façon de comprendre le monde et d'agir sur et avec lui. Cela signifie que les réseaux devront constituer la forme d'organisation des relations coopératives et communicatives supposées par le paradigme immatériel de la ville « intelligente ».

152 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit. p.251 - 252.

Pour ce qui est de notre sujet, les cycles globaux de luttes, on peut dire que le réseau se développe de manière répartie :

« Chaque lutte locale [nous disent Néгри et Hardt] fonctionne sur le modèle d'un point nodal qui communique avec tous les autres sans passer par un centre ou un axe de direction. [...] Ce type d'organisation est ce qui se rapproche le plus d'une expression politique achevée du concept de multitude.¹⁵³ »

Il faut bien garder à l'esprit que chaque lutte reste singulière et reste liée à des conditions locales, ce qui ne les empêche pas d'être immergées dans un réseau commun. Ce fait est très perceptible dans les exemples des mouvements d'occupation temporaire de places publiques évoqués plus haut. Chaque lutte locale a ses conditions propres de mise en place, de matérialisation, de revendications, spécifiques à chaque ville ou pays. Toutes présentent pourtant de nombreux points communs : réformer le système économique et financier; lutter contre l'austérité; lutter contre la corruption; réformer les systèmes politiques; donner une place médiatique aux citoyens; exiger et créer de véritables démocraties; accorder plus de place aux libertés, etc.

Il nous faut, pour compléter cette partie sur la multitude, regarder un dernier point majeur concernant l'intérieur même de ce qu'elle revendique. Negri et Hardt nous disent qu'au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les mouvements de contestation et de résistance se sont inspirés de deux modèles : la lutte unifiée au nom d'une identité centrale ou des luttes séparées affirmant des différences. Toutefois :

« La multitude avec son organisation réticulaire ne nie pas tant ces vieux modèles qu'elle leur insuffle une seconde vie sous forme différente. [...] En termes conceptuels, la multitude substitue le binôme commun/singularité au couple identité/différence. Dans la pratique elle offre un modèle sur lequel l'expression de nos singularités ne se retrouve pas réduite ou diminuée par la communication et la collaboration que se forment au cours des luttes, pas notre capacité à créer de plus en plus d'habitudes, de pratiques de

153 *Ibid*, p.255.

comportements et de désirs communs — en bref, pas la mobilisation et l'extension globale du commun.¹⁵⁴ »

Ainsi, la multitude n'est pas uniquement un corps politique contestataire. Elle se doit d'être créatrice pour pouvoir mûrir et devenir de plus en plus autonome. Car comme on vient de le voir, elle ne peut se contenter de se révolter et de contester : elle a besoin de produire ses propres forces, son programme et ses multiples manières d'exister.

« La question n'est plus, comme aux périodes antérieures de lutte de classe ou de défense de la "patrie du socialisme", de faire fonctionner une idéologie univoque, il est concevable, par contre, que la nouvelle référence écosophique indique des lignes de recomposition des praxis humaines dans les domaines les plus variés. À toutes les échelles individuelles et collectives, pour ce qui concerne la vie quotidienne aussi bien que la réinvention de la démocratie, dans le registre de l'urbanisme, de la création artistique, [...], il s'agit à chaque fois de se pencher sur ce que pourraient être des dispositifs de production de subjectivité allant dans le sens d'une re-singularisation individuelle et/ou collective, plutôt que dans celui d'un usage mass-médiatique synonyme de détresse et de désespoir.¹⁵⁵ »

1.1.5. Conclusion : cité subjective et urbanités inattendues

« Homo homini lupus est » : l'homme est un loup pour l'homme. Autrement dit : l'homme est le pire ennemi de son semblable, ou de sa propre espèce.

Nous avons commencé ce chapitre en émettant l'hypothèse que la guerre n'était plus un instrument de la politique utilisé en dernier recours, mais la fondation même du politique, la base de la discipline, du contrôle et de la surveillance. Cela ne signifie pas que la politique soit désormais réduite à un pur rapport de force, mais que nous devons la considérer d'une nouvelle manière, que nous devons créer de nouveaux agencements

154 *Ibid*, p.256.

155 Félix Guattari, *Le capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire*, op.cit., p.20-21.

collectifs autour de ce thème permettant de prendre en compte cette nouvelle réalité politique.

Thierry Kazazian emploie l'exemple des phalènes du bouleau afin de montrer que dans la nature, les espèces animales s'adaptent à leur environnement grâce à des facultés d'autorégulation. Il nous dit : « c'est ainsi qu'une population donnée est capable de s'adapter à un environnement changeant et incertain grâce à des facultés d'autorégulation et de variations génétiques, tout en conservant pour chaque individu le caractère de l'unique.¹⁵⁶ » Reprenons cette phrase en changeant uniquement le terme de « génétique » par celui de « comportemental » et on retrouve en partie le concept de la multitude. Car dans le contexte qui est le nôtre, il n'est bien évidemment pas question de changer du tout au tout notre façon de vivre ni notre biologie, mais plutôt d'adapter nos comportements à la nouvelle situation environnementale, sociale, économique et politique.

Tournée tout entière vers la création, la multitude est avant tout un projet écosophique, comme le suggèrent Henri Lefebvre, Antonio Negri et Michaël Hardt, et comme l'affirme Félix Guattari. Que ce soit le droit à la ville, l'écosophie ou encore la multitude, tous ces concepts théoriques sont tournés vers un seul et même but : (re) créer, à l'intérieur même de la société industrielle/capitaliste de nouveaux espaces-temps plus humains et moins artificiels, de nouvelles temporalités qui permettraient une certaine subjectivation de la quotidienneté, une réelle révolution des mentalités insufflant un air neuf et frais au devenir humain et terrestre. Hannah Arendt écrivait :

« Dans la lutte qui divise le monde actuel, et où les enjeux sont tels, il est probable que l'emporteront ceux qui comprennent ce qu'est la révolution, alors que ceux qui continuent de tabler sur une politique de puissance au sens traditionnel du terme, et donc sur la guerre comme ultime recours de toute politique étrangère, finiront pas découvrir dans un avenir point trop lointain qu'ils sont passés maîtres dans un exercice assez vain et obsolète.¹⁵⁷ »

156 Thierry Kazazian, *Optimum*, in Design et développement durable, 2003, p.56.

157 Hannah Arendt, *De la révolution, op.cit.*, p.22.

Comme l'exprime très bien la philosophe allemande, ce qui est recherché avant tout dans les révolutions modernes, c'est une transformation complète de la société. Elle nous dit qu'« il est crucial, pour comprendre les révolutions des temps modernes, que l'idée de révolution et l'expérience d'un nouveau commencement puissent coïncider.¹⁵⁸ » Tous les concepts théoriques vus jusqu'à maintenant vont dans ce sens, que ce soit par leur mise en place, leurs principes d'action, leurs finalités. L'idée première de cette révolution est comme le suggéraient Deleuze et Guattari, de travailler à la reconquête d'espaces lisses, et de se battre contre ce que Deleuze, à la suite de Foucault, nomme la société de contrôle.

Nous pouvons à présent discerner quatre parallèles dans la pensée de ces auteurs : le premier porte sur le fait que sans changement social dans la vie quotidienne (resubjectivation et resingularisation) des habitants, nous ne pourrions assister à une réelle transformation sociale, comportementale et urbaine. Ensuite, ils s'opposent tous à la puissance capitaliste urbaine qui détruit toute forme de créativité, de spontanéité, jusque dans la vie quotidienne, désormais aliénée et marquée par une destruction de la vie mentale et sociale. Troisièmement, ils encouragent, voire obligent à une certaine réappropriation de l'espace urbain par les citoyens et les « forces sociales » qui composent la ville grâce à des actions collectives mobilisées vers la création, le ludique, la redécouverte de la démocratie. Ils nous disent enfin qu'il faut concevoir des « formes de vie alternatives », et ceci grâce aux hétérotopies urbaines qu'il faut voir comme autant d'espaces des possibles, autant d'occasions de questionner et de se réappropriier la ville et ses différents espaces.

David Harvey écrit :

« L'actuel regain d'insistance sur la disparition supposée de ce caractère urbain commun reflète les effets apparemment profonds engendrés par la récente vague de privatisations, de ségrégations, de contrôles de l'espace,

158 *Ibid*, p.40.

de flicage et de surveillance, sur les qualités de la vie urbaine en générale, et sur la possibilité d'établir ou d'entraver de nouvelles formes de relations sociales (un nouveau commun) au sein d'un processus urbain influencé, voire dominé, par les intérêts de la classe capitaliste en particulier. Quand Hardt et Négri, par exemple, affirment que nous devrions considérer "la métropole comme une usine de production du commun", ils en font le point de départ d'une critique anticapitaliste en même temps que celui de l'activisme politique.¹⁵⁹ »

Cette distinction nous permet de faire le point sur le lien entre théorie et pratique : ce que ces auteurs nous disent, c'est que suite à l'avènement de la société industrielle et de tout ce qu'elle a engendré (étalement urbain, espaces surveillés et contrôlés, individualisation de la société...), les habitants ont perdu leur attachement au lieu, à l'événement singulier, à l'inattendu et à l'imprévu. Pour contrer cela, ils proposent comme première solution de changer les mentalités, et ceci ne pourra se faire que par la réappropriation collective des différents espaces qui composent la ville. Mais cette réappropriation passera obligatoirement par la libération de la vie quotidienne des habitants. On pourrait dire d'une certaine manière qu'ils se battent contre le « métro — boulot — dodo » des villes afin de réinjecter de la surprise dans la quotidienneté. Lefebvre s'attaque directement au mouvement moderne en raisonnant en terme de représentations, d'usages et de pratiques de l'espace plutôt qu'en terme de fonctions. Il explicitait d'ailleurs très bien cela lorsqu'il disait que « la ville n'est pas seulement un langage, mais une pratique.¹⁶⁰ » Autrement dit, si rien ne se passe, ne se crée ou s'improvise dans la ville, l'espace qui la compose peut être qualifié de stérile.

« Et il appartient à chacun d'entre nous d'apprécier dans quelle mesure, si petite soit-elle, il peut travailler à la mise à jour des machines révolutionnaires politiques, théoriques, libidinales, esthétiques, qui pourront accélérer la cristallisation d'un mode d'organisation sociale moins absurde que celui que nous subissons aujourd'hui.¹⁶¹»

159 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.133-134.

160 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, op.cit., p.92.

161 Félix Guattari, *Le capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire*, op.cit., p.20-21.

Cette participation à la vie de la cité peut prendre une multitude de formes, d'actions et de symboles. C'est par exemple la fête des voisins, des festivals d'arts de rue, des apéritifs improvisés dans un parc. C'est aussi un danseur de *breakdance* ou un joueur de saxophone à l'angle d'une rue; c'est un graffeur qui tague la rue, de manière sauvage ou autorisée; c'est un collectif d'artistes ou de designers qui joue avec le mobilier urbain afin d'en transformer le sens¹⁶²; c'est le Mouvement Situationniste et sa « Théorie de la dérive » qui explicite une autre façon de marcher en ville, et sa psychogéographie; c'est l'artiste Gilles Paté¹⁶³ qui questionne le mobilier urbain hostile (appelé aussi le *unpleasant design*) à Paris en se mettant lui-même en scène; c'est la *guerilla gardening* et les jardins partagés; c'est Étienne Boulanger¹⁶⁴ qui se réappropriait, le temps d'une nuit, les interstices de Berlin-Est; c'est aussi les FEMEN, les Pussy Riot, des mouvements comme Nuits Debout ou Occupy Wall Street; c'est, à une tout autre échelle, des mouvements de décroissance, d'économie collaborative, les monnaies locales, les FabLabs et autres *hackerspaces*: ce peut être vous ou moi.

Tous ces projets/événements sont marqués, à différentes échelles, par une réelle envie de questionner la ville et de se la réapproprier, et ce sur des temporalités différentes. Ces dispositifs jouent tous le rôle d'urbanités inattendues, avec un symbolisme et un activisme politique et militant plus ou moins important. Ces interventions urbaines sont, d'une certaine manière, des moyens de se battre contre une ville figée par le CMI dans le temps et dans l'action. Elles servent à combattre le concept de « ville-musée » qui empêche toute action et initiative novatrice. Elles saisissent de même des occasions et inventent des prétextes non pas pour répondre à des besoins formatés à l'avance, mais pour imaginer des usages alternatifs et révéler des situations nouvelles.

162 À ce sujet, se référer par exemple aux collectifs Encore Heureux, Le bruit du frigo, SYN (atelier d'exploration urbaine), AAA (l'Atelier d'Architecture Autogérée), Collectif etc, Santiago Cirugeda...

163 <https://www.youtube.com/watch?v=Qv3M7FxJqtM>, consulté le 01.02.17.

164 <http://www.etienneboulanger.com/fr/>, consulté le 01.02.17.

Nous finirons par une dernière citation de Félix Guattari qui nous permettra de conclure cette partie et d'introduire la prochaine. Il nous dit :

« Le meilleur c'est la création, l'invention de nouveaux Univers de références ; le pire c'est la masse médiatisation abrutissante à laquelle sont condamnés aujourd'hui des milliards d'individus. Les évolutions technologiques conjuguées à des expérimentations sociales de ces nouveaux domaines sont peut-être susceptibles de nous faire sortir de la période oppressive actuelle et de nous faire entrer dans une ère postmédia caractérisé par une réappropriation et une re-singularisation de l'utilisation des médias.¹⁶⁵»

1.2. Technocosme en chantier

« Bref, ce n'est peut-être pas encore la fin du monde, mais à coup sûr, c'est la fin d'un monde.¹⁶⁶ »

Nous allons maintenant concentrer notre attention sur la ville « intelligente », sur un technocosme encore en chantier où l'expérimentation tient une place prépondérante. Nous présenterons des exemples qui illustrent l'émergence de ce que Guattari nomme « ère post-média », en particulier ceux qui adoptent une posture révolutionnaire. Pour cela, nous nous référerons à la figure du hacker et de l'hacktivisme, deux notions jouant un rôle majeur dans la politisation d'internet. Pour finir nous mettrons en avant deux concepts clés liés à la ville « intelligente » afin de mieux comprendre certains changements urbains contemporains : l'éditorialisation de l'espace public et la cartographie. Nous verrons ainsi apparaître à l'échelle d'un quartier ou de la ville entière de nouveaux outils pour résoudre des problèmes locaux, concevoir de nouvelles formes d'échange avec les services publics, cartographier autrement les espaces urbains. Nous verrons comment se dessine progressivement un nouveau « territoire numérique », que les pouvoirs publics

165 Félix Guattari, *Chaosmose* [1992], Paris, Galilée, coll. «L'Espace critique», 2005, p.17.

166 Félix Guattari, *Qu'est-ce que l'écosophie ?*, p.511.

essaient d'intégrer dans de nouvelles politiques urbaines, que les mouvements de luttes et révolutionnaires tentent eux aussi de se réapproprié à des fins politiques et d'action collective. La ville « intelligente », vers le meilleur des mondes ?

1.2.1 Retour sur la ville « intelligente »

Comme nous l'avons mentionné en introduction, dans les villes contemporaines occidentales, l'espace virtuel se superpose de plus en plus souvent à l'espace matériel, modifiant notre manière de le percevoir, de le parcourir et de l'expérimenter, et transformant simultanément les modalités de notre participation à l'espace public. Si nous avons vu en introduction ce que l'on entendait communément par ville « intelligente », l'application pratique des technologies numériques demande d'évaluer les implications du concept sur un plan plus théorique.

Dans son ouvrage *De la ville au technocosme*¹⁶⁷, l'architecte Xavier Bonnaud a analysé l'impact de la technicité croissante dans l'espace de la ville comme un passage progressif du monde urbain vers un « technocosme » dont la « technosphère », le « technotope » et la « technocité » seraient des composantes ou des modulations¹⁶⁸, et qui fait suite à la transition de la ville historique vers l'urbain généralisé qui s'est produite au cours du XX^e siècle. Il propose d'étudier ces transformations sur trois échelles : l'échelle personnelle (quotidienne, intime et subjective) dans laquelle nous déployons continuellement des stratégies d'assimilation, d'intégration ou de résistance vis-à-vis des métamorphoses de notre environnement physique et psychique ; l'échelle des reconfigurations territoriales et sociétales, qui font apparaître de nouveaux assemblages urbains ; l'échelle des reconfigurations anthropologiques, où le développement d'« infrastructures globales,

167 Xavier Bonnaud, *De la ville au technocosme*, Nantes, Librairie L'Atalante, 2008.

168 *Ibid*, p.53.

outils individuels, systèmes et réseaux inédits¹⁶⁹ » amplifie, de façon intensive et extensive à la fois, les potentialités de chacun. Ce technocosme en voie de constitution implique également des dimensions multiples : omniprésence des écrans dans les espaces domestiques comme dans les espaces publics (transports en commun, salles d'attente, magasins, bientôt affichages interactifs qui seront capables de « dialoguer » avec les smartphones des usagers, présence de plus en plus intrusive des caméras de vidéosurveillance et des dispositifs de contrôle), bornes WiFi, développement d'un mobilier urbain « intelligent » censé permettre aux citoyens d'accéder à toute une série d'informations concernant la vie de la ville, mais reste pourtant financée à 90 % par la publicité¹⁷⁰ et donc soumis à des impératifs commerciaux.

Loin d'être un phénomène extérieur à la subjectivité individuelle et collective, « chaque instant de connexion numérique se définit comme une recomposition optique, auditive et bientôt haptique. Chaque nouveau temps de communication fonctionne comme une captation en bulles du réel¹⁷¹ », bulles technologiques connectées dont le philosophe allemand Peter Sloterdijk a analysé l'omniprésence dans sa trilogie des sphères¹⁷², dont l'exemple le plus évident est le « phonotope » formé par les écouteurs grâce auxquels un nombre croissant de citoyens de tous les âges et de tous les milieux s'isolent des bruits et des interactions de la ville. On peut aussi parler de cette véritable « bulle de survie technologique » qu'est devenu pour chacun d'entre nous le téléphone, de plus en plus utilisé comme un outil « intelligent » pour s'orienter dans la ville, cartographier ses lieux et ses flux, ou naviguer dans les services que la ville propose.

169 *Ibid*, p.11.

170 J'ai eu l'opportunité, lors de mon Master 1 à Dijon, de pouvoir aller avec Manola Antonioli aux premières Rencontres parlementaires pour les Villes intelligentes, organisées le mardi 28 octobre 2014, à la Maison de la Chimie à Paris. Le Directeur général de la stratégie marketing de chez JC Décaux était présent : il a affirmé que le mobilier urbain JC Décaux était financé à 90 % par la publicité et à 10 % par la commune.

171 Xavier Bonnaud, *De la ville au technocosme*, *op.cit.*, p.35.

172 Peter Sloterdijk, *Sphères I. Bulles. Microsphérologie*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Pauvert, 2002 ; *Sphères II. Globes*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, M. Sell, 2010 ; *Sphères III. Écumes. Sphérologie plurielle*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, M. Sell, 2005.

Depuis l'arrivée des premiers écrans, leur statut et leur place se sont complètement métamorphosés de par la diversification de leurs fonctions et des audiences à qui ils se destinent. Ils apparaissent ainsi pour l'ensemble des dispositifs de la ville comme un outil indispensable dans la reconquête de l'espace public dont ils transforment le visage. Ces bulles technologiques peuvent aussi être vues sous l'angle du « 5e écran¹⁷³ », concept développé par Bruno Marzloff¹⁷⁴ dans le cadre du programme *Ville 2.0*, avec la FING¹⁷⁵, le Groupe Chronos¹⁷⁶ et Tactis¹⁷⁷. Dans cet ouvrage, Bruno Marzloff revient sur l'évolution des écrans en ville et en énumère quatre types : l'écran public de cinéma, l'écran collectif privé du poste de télévision, l'écran personnel de l'ordinateur et enfin l'écran intime du mobile, pour arriver enfin au « 5e écran » qui n'est autre que le système technologique permettant « le jeu de tous ces écrans dans l'espace public, avec le mobile comme pivot et le réseau internet comme lien.¹⁷⁸ » Il marque l'avènement de l'informatique urbaine ambiante. Il devient une autre manière de lire la ville, au moment où le numérique se banalise. Il délivre l'information et instaure le dialogue entre les citoyens, en leur permettant d'accéder à une information participative. Le passage de l'écran public à l'écran intime s'accompagne d'une transformation de l'audience. On passe d'une audience de masse (et des médias de masse) à des audiences fragmentées, voire individuelles, qui correspondent à la nouvelle nature de la demande (s'exprimer, chercher, faire des requêtes) et autorisent de nouveaux usages (revendiquer, militer).

173 Bruno Marzloff, *Le 5ème écran, Les médias urbains dans la ville 2.0*, La Fabrique des possibles, Fing #05 ; Fyp éditions, 2009.

174 Sociologue français spécialisé sur les questions de mobilité.

175 Fondation Internet Nouvelle Génération.

176 Chronos est un cabinet d'études et de prospective dont les travaux s'articulent autour de quatre grands thèmes : les mobilités, les territoires, le numérique et le quotidien.

177 Le groupe développe des activités de conseil stratégique et d'assistance opérationnelle. Il intervient dans des missions dans les domaines ; des télécommunications haut et très haut débit (fixe et mobile) ; des territoires innovants (projets « smart » urbains ou ruraux, gestion de la donnée, mobilité, énergie, développement durable...) ; du développement économique lié au numérique.

178 Bruno Marzloff, *Le 5ème écran, Les médias urbains dans la ville 2.0*, op.cit., p.11.

La ville « intelligente » pense avant tout au confort et à la qualité de vie de ses habitants misant, comme on l'a vu, sur les six piliers fondamentaux décrit par Rudolf Giffinger¹⁷⁹. Pour ce faire, elle met en place de nombreux dispositifs technologiques dont le rôle principal est le dialogue, mettant tous les acteurs en relation (habitants, services publics, mobilier urbain, flux matériel et immatériel, architecture...), implicitement chargés de contrôler et de surveiller les différents espaces de la ville, et de s'assurer de son bon fonctionnement et de son état. Les différentes stratégies technologiques qu'elle adopte visent à optimiser le contrôle des lieux et des événements.

Nous présenterons ici deux exemples qui illustrent de manière significative ce vers quoi la ville « intelligente » souhaite aller à moyen et plus long terme, montrent comment elle intègre dorénavant et presque obligatoirement le citoyen, et révèlent de manière plus générale les dérives technologiques liées à la volonté de contrôler l'espace urbain.

Le premier exemple présente le citoyen comme un acteur de terrain actif, un agent qui surveille l'espace et l'état de la ville. Le dispositif se présente sous la forme d'une application mobile, accompagné d'un site internet, où il est question, pour le citoyen désireux de s'impliquer, de repérer les divers maux urbains. Du nom de *FixMyStreet*¹⁸⁰, littéralement « répare ma rue », il apparaît sous la forme d'une plateforme de dialogue et d'échange avec la municipalité, les pouvoirs publics et les services publics, et a pour volonté première de placer le citoyen au cœur de la gouvernance urbaine. C'est l'association nommée *MySociety*¹⁸¹ qui en est à l'origine; il s'est depuis répandu dans un grand nombre de pays à travers le monde. Son principe est simple et universel : il repose sur une communauté de citoyens actifs et engagés qui répertorient les problèmes

179 Tel qu'évoqué en p.4 du présent mémoire, les six piliers de la ville « intelligente » sont : une « économie intelligente », une « mobilité intelligente », un « environnement intelligent », des « habitants intelligents », un « mode de vie intelligent » et une « administration intelligente ».

180 <https://www.fixmystreet.com>, consulté le 15.03.17.

181 *MySociety* est une communauté Anglaise de bénévoles qui souhaite initier les citoyens aux bénéfices de l'utilisation d'outils communautaires et les collectivités aux nouveaux usages d'internet. (<http://www.mysociety.org>), consulté le 15.03.17.

urbains rencontrés au cours de leur journée. Il mise sur la vigilance citoyenne pour surveiller et entretenir les différents espaces publics : véhicules abandonnés, nettoyage, lampadaires défectueux, barrières arrachées, poubelles manquantes, graffitis, nids de poule, piste cyclable dangereuse, panneaux de signalisation cachés par la végétation... Par le biais de ce site, les citoyens peuvent faire part des problèmes locaux de leur rue ou de leur quartier à tout moment du jour et de la nuit, sept jours sur sept. Tous les signalements sont documentés et répertoriés; chacun d'eux est expédié par courriel aux services correspondants de la municipalité en cause. FixMyStreet a enregistré à la date du 15 mars 2017 1,108,664 problèmes résolus à Londres (dont 5,154 rapports de problèmes la semaine précédente et 10,602 réparés le mois précédent). Cette initiative, portée par une association, s'attaque à des problèmes concrets et publics et les rend visibles, transparents et accessibles à tous.

L'évolution la plus récente de ce type de services réside dans l'intégration des supports mobiles de type smartphone, qui permettent une signalisation et une géolocalisation en temps réel, souvent documentées par photos. En France, la ville de Mérignac a été la première à se doter d'un système similaire, baptisé Léon : « Signalez un problème, Léon intervient¹⁸² ». La nouveauté la plus importante réside dans le suivi du traitement du problème, ce qui permet indirectement de mesurer l'efficacité et la réactivité des différents services municipaux. Notons que des systèmes de ce type sont désormais commercialisés prêts à l'emploi : « Beecitiz¹⁸³ », fournit une plateforme complète, intégrant une carte participative grâce à laquelle les citoyens peuvent soumettre les requêtes à leur mairie, une interface de gestion de celles-ci, et une plateforme d'organisation et de communication interservices.

Dès lors, de nombreux « services urbains » basés sur l'implication du « citoyen-citadin », déterminent de nouveaux modes de gouvernance urbaine : le citoyen acquiert

182 <http://leon.merignac.com>, consulté le 15.03.17.

183 <http://www.beecitiz.com/presentation.html>, consulté le 15.03.17.

Figure 2 : Exemple de rapport concernant les problèmes urbains sur le site internet FixMyStreet.

FixMyStreet Report a problem Sign in All reports Local alerts Help mySociety

Back to all reports

Offensive graffiti

Reported in the Graffiti category by Susan Bailey at 14:30 today using [FixMyStreet for Councils](#)
Sent to [Stevenage Borough Council](#) 5 minutes later

Offensive graffiti sprayed in large letters on brick walls

Provide an update

Your information will only be used in accordance with our [privacy policy](#)

Photos

Drag and drop photos here or [click to upload](#)

Unsuitable? Get updates Share Problems nearby

Map showing location in Bedwell, Stevenage. Landmarks include St Nicholas C of E Primary School, Whomerley Wood, and Millenium Wood.



Source : <https://www.fixmystreet.com/report/1003463>

une possibilité d'agir et d'arbitrer pour une meilleure qualité de vie, et ceci dans une perspective publique. Inscrits dans le concept de la ville « intelligente », ces services posent néanmoins question : dans un environnement urbain ainsi connecté, nettoyé, réparé, contrôlé et surveillé, quelle est la place laissée à l'imprévu, à la découverte, à l'aléa ? Cette masse d'informations qui se cale sur notre espace réel va bien évidemment influencer certains de nos choix de vie. Les villes imposent à leurs habitants des conditions d'environnement urbain toujours plus artificielles, « un technocosme qui résume bien l'excès techniciste contemporain¹⁸⁴ » comme le dit Xavier Bonnaud, accroissant les espaces aseptisés et stériles, où la présence du temps et de l'histoire se réduit à néant.

Le principal problème de ces réseaux citoyens est l'objectivité face à chaque cas signalé : un peu de peinture en moins sur un immeuble n'est pas la même chose qu'un buisson cachant un panneau de signalisation, un nid de poule ou un carrefour dangereux. Certains « défauts » sont des composantes essentielles au caractère d'une ville. Outre son action directe par l'implication des technologies numériques dans les diverses couches de la cité et par la production de nouveaux services urbains, le numérique peut donc également agir de manière indirecte sur l'ambiance et l'atmosphère des espaces publics.

Dans une chronique consacrée à ces problématiques, intitulée *Allô maman bobo*¹⁸⁵, Philippe Gargov revient justement sur la nécessité d'introduire des vices de forme dans l'espace urbain. En utilisant des métaphores médicales et corporelles, il propose d'humaniser la ville par une sorte d'anthropomorphisation qui introduit un cœur, des poumons, un cerveau, mais également et surtout des rides, des cicatrices, des blessures d'envergure. L'auteur poursuit cette logique par cette belle conclusion : « la ville est un homme comme les autres, disions-nous. Or, il ne faudrait pas oublier que ce sont justement les rides et les cicatrices qui donnent aux hommes tout leur charme...¹⁸⁶ »

184 Xavier Bonnaud, *De la ville au technocosme, op.cit.*, p.51.

185 <http://www.pop-up-urbain.com/contributions/urban-after-all-s01e10-allo-maman-bobo-et-si-on-reparait-la-ville/>, consulté le 15.03.17.

186 *Ibid.*

L'autre exemple choisi se sert des données utilisateurs, tant factuelles qu'émotionnelles, voire des interrogations et des désirs, qui peuvent être révélés grâce à la présence de nombreux objets urbains capables dorénavant d'observer, de mesurer, de communiquer et d'agir. Nos automobiles, nos téléphones mobiles, nos cartes de transport ou de fidélité, nos moyens de paiement produisent sans cesse des « traces » électroniques¹⁸⁷ (données localisées en temps réel) synthétisées par des capteurs urbains qui permettent une fois combinées et récupérées, de prendre le pouls de la ville, expression porteuse de sens qui concorde avec les différentes métaphores médicales précédemment développées. À l'instar de la relation entre le médecin et le patient, « le pouls » de la ville évoque l'idée d'une écoute permanente plutôt que ponctuelle des usages d'un territoire.

Caméras de surveillance, capteurs, radars, GPS, puces électroniques sont déployés par toutes les villes du monde pour anticiper les différents flux, analyser les habitudes des citoyens, prévenir les différents dangers, prévoir les politiques de développement urbain... En se basant sur les recherches du MIT (Massachusetts Institute of Technology) nommées *L'imagination urbaine et l'innovation sociale par le design et la science*¹⁸⁸, la fondation *CurrentCity*¹⁸⁹ a mis au point un système permettant de comprendre et d'analyser les dynamiques urbaines en s'appuyant sur les données produites par les différents réseaux qui irriguent la ville, et plus spécifiquement ceux des opérateurs de téléphonie mobile : des informations vues comme précieuses pour planifier la ville de demain. Ces données une fois traitées permettent d'obtenir une carte numérique sur laquelle les informations apparaissent sous forme de points de couleur dont l'intensité peut par exemple indiquer la vitesse et la densité de personnes en différents lieux. Cette prise de « pouls » de la cité en temps réel a pour objectif majeur de fournir aux villes les clés d'une gestion territoriale à long terme, et adaptée à leurs problématiques. Les deux

187 On parlera alors de big-data et d'open-data. Nous reviendrons sur ces termes un plus loin dans ce mémoire à la p.232.

188 <http://senseable.mit.edu>, consulté le 15.03.17.

189 <http://senseable.mit.edu/currentcity/>, consulté le 15.03.17.

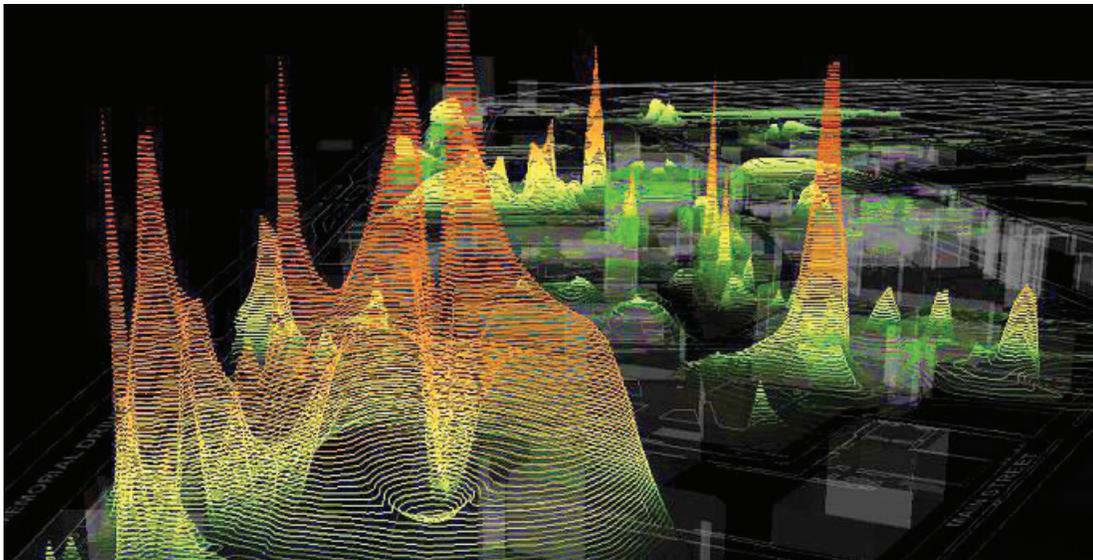
exemples utilisés en p.80 (la fig.3 et la fig.3'), illustrent l'emploi des données utilisateurs pour rendre compte de l'activité de la ville. À terme, en appliquant des filtres à ces données brutes ou en croisant les données entre elles, ce dispositif pourrait s'avérer utile dans de multiples domaines tels que la gestion des transports en commun.

Si ces exemples peuvent être vu comme des avancées technologiques, ils posent la question de la transparence des données utilisateurs : qui peut les voir et s'en servir, et dans quel but? Ces deux applications s'inscrivent directement dans le concept de ville « intelligente » conceptualisé par Rudolf Giffinger ; l'on peut dès lors imaginer une multitude de dérives technologiques engendrée par une technocratie galopante.

On se retrouve ici en totale opposition avec le droit à la ville d'Henri Lefebvre. Les espaces sont de plus en plus limités, contrôlés, surveillés, mais aussi sécurisés par une réduction permanente du champ des actions possibles dans le milieu urbain, par la superposition de réglementations, de publicités, de normes innombrables et par la présence de technologies numériques. L'appauvrissement de l'espace urbain se manifeste par la disparition des espaces à usages collectifs et des espaces susceptibles d'être investis par des usages informels. Lefebvre souhaite que l'homme appréhende la ville comme une œuvre, comme un support de pratiques sociales autonomes, par le biais de ce qu'il nomme les hétérotopies ; mais peut-il se passer quelque chose de différent lorsque le champ des possibles lui-même se réduit comme une peau de chagrin, du fait de l'homogénéisation et le contrôle de l'espace? C'est tout le concept d'action politique au sens d'Hannah Arendt qui est remis en cause dans cet espace public de plus en plus artificiel et technologique. Car au final, la question fondamentale posée par ces dispositifs, c'est celle de l'Habiter (« mettant l'accent sur les particularités plutôt que sur les généralités¹⁹⁰ »), porteuse de culture et de symbolisation. La ville ne doit plus subir les intempéries, les imprévus, l'inattendu, l'imprévisible et l'aléa. Thierry Paquot a d'ailleurs très bien analysé ce phénomène :

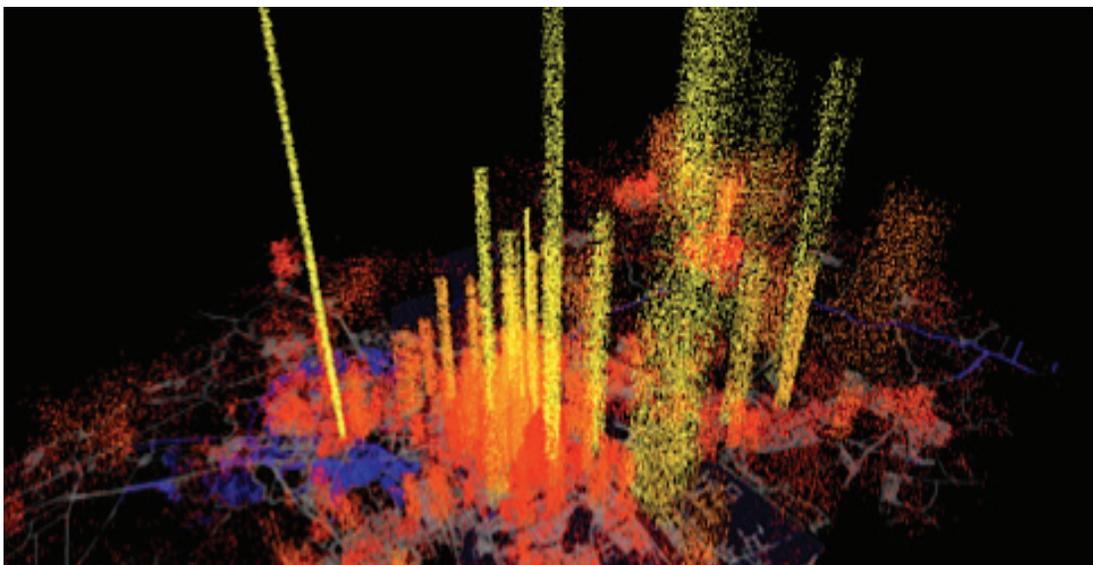
190 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, op.cit., p.55.

Figure 3 : Cartographie dynamique en temps réel du réseau sans fil sur le campus du MIT.



Source : <http://senseable.mit.edu/ispots/>

Figure 3.3 : Visualisation du nombre de SMS échangés à Amsterdam pour le nouvel an de 2008



Source : http://digitalartfestival.tw/daf13/national4_en.php

« Le gouvernement de la ville, ou d'un territoire urbanisé, favorise-t-il le déploiement des intelligences individuelles afin d'exalter l'intelligence collective? La question est intrinsèquement politique. On le sait, certains régimes totalitaires préfèrent le contrôle et la hiérarchie à une démocratie ouverte, active et décentralisée. La figure de Big Brother, si bien dessinée par George Orwell dans 1984, montre que toute technologie possède, au moins, deux faces. L'une, qui assure plus d'autonomie à chacun. L'autre, qui enferme le citoyen dans un système d'interdits et de contrôle permanent. La smart city, bardée de dispositifs numériques, assurant la circulation des données, peut certes améliorer la vie quotidienne des citoyens : information en temps réel concernant les transports, les horaires, les services publics, consultations médicales à distance... Mais elle peut aussi surveiller, géolocaliser et, de fait, déresponsabiliser. En effet, tout individu "pucé" perd ainsi sa singularité pour devenir, à terme, un "dividu", personnage si bien analysé par Günther Anders dans son maître ouvrage, *L'obsolescence de l'homme* (1956). Les promoteurs de la smart city sont avant tout obnubilés par la marchandisation de toutes les activités humaines et de l'humain lui-même, au nom, bien sûr, d'une meilleure "qualité de vie" pour tous.¹⁹¹ »

Un cadre urbain formaté et planifié à l'extrême n'autorise pas cet espace de l'impromptu, et bannit toute manifestation de la sérendipité et de la créativité (citoyenne ou non). Il faut laisser de la place à l'inconnu, et pour ce faire il faut concevoir que la ville, tout comme les multiples pratiques qui y prennent place, a besoin d'espace et de lieux non planifiés et codés pour survivre et évoluer. Elle doit accepter de voir émerger des événements non autorisés, rendre possible les rencontres imprévues et improbables. Tous ces points jouent sur ce que Lefebvre a théorisé sous la notion d'espace vécu, vu comme « *les espaces de représentations*, c'est-à-dire l'espace à travers les images et symboles qui l'accompagnent, donc espace des "habitants", des "usagers". [...] C'est l'espace que tente de modifier et d'approprier l'imagination.¹⁹² » Il rajoute : « le centre urbain apporte aux gens de la ville du mouvement, du possible, des rencontres. C'est un "théâtre spontané" ou ce n'est rien.¹⁹³ »

191 <http://www.lumieresdelaville.net/2016/04/08/la-ville-intelligente-selon-thierry-paquot/>, consulté le 12.04.16.

192 Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, *op.cit.*, p.49.

193 Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, *op.cit.*, p.123.

Nous allons dans la prochaine section voir comment certaines personnes et certains groupes passent outre les interdits et les nouveaux modes technologiques de contrôle, afin de réinjecter les conditions nécessaires à l'imprévu et à l'action citoyenne collective.

1.2.2 Numérique et politique

À l'image de la ville « intelligente », où briques et bits se juxtaposent de plus en plus, la figure du hacker peut nous apprendre beaucoup de choses sur les tactiques de guérilla numérique. Nous avons vu jusqu'à maintenant que l'espace de la ville pouvait réduire l'agir et l'action collective politique ; il n'en est rien quant à l'espace numérique. Cet espace virtuel se détermine progressivement comme une extension du domaine de lutte politique, c'est-à-dire comme l'extension des luttes physiques qui prennent corps au sein de la ville. Nous allons au cours de cette partie essayer de montrer que la ville, le réseau, le politique, le numérique et l'action politique n'ont jamais autant été liés que depuis l'émergence de la ville « intelligente ». Il nous faudra considérer le numérique comme une sorte d'amplificateur des possibles : il permet d'ouvrir des brèches, des interstices, des failles, dans l'espace physico-numérique de la ville « intelligente », et induire la mise en place de tactiques requise par la guérilla numérique :

« Les gouvernements tiennent leur juste pouvoir du consentement de ceux qu'ils gouvernent. Vous n'avez ni sollicité ni reçu le nôtre. Nous ne vous avons pas invités. Vous ne nous connaissez pas, et vous ne connaissez pas notre monde. Le cyberspace ne se situe pas dans vos frontières. Ne pensez pas que vous pouvez le construire, comme si c'était un projet de construction publique. Vous ne le pouvez pas. C'est un produit naturel, et il croît par notre action collective.¹⁹⁴»

Bien trop souvent quand on pense aux hackers, on pense à ces personnes obscures qui piratent les cartes de crédit, les mots de passe et les comptes bancaires : ces « pirates informatiques » que nous montrent les reportages à sensation afin d'effrayer les gens

194 John Perry Barlow, *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*, Davos, Suisse, 8 février 1996.

sur la sécurité informatique. Changer ce point de vue est pourtant aussi simple que de chercher dans un navigateur Web le mot « hacker », et de cliquer sur le premier résultat qui apparaît (Wikipédia) : dans son sens général, un hacker est quelqu'un qui aime comprendre le fonctionnement d'un mécanisme, afin de pouvoir le *bidouiller* pour le détourner de son fonctionnement originel. *Comprendre, bidouiller, détourner* : ces trois mots résument ce que hacker veut dire. Le hacker est donc quelqu'un qui *hack*, ou qui construit un *hack*¹⁹⁵. Le terme apparaît en 1959 dans le jargon du *Tech Model Railroad Club* (TMRC), une association d'étudiants du MIT vouée au modélisme ferroviaire. En 1996, la *Request for comments 1983* définit un hacker comme une personne qui se délecte de la compréhension approfondie du fonctionnement interne d'un système, en particulier des ordinateurs et des réseaux informatiques. Cette dernière définition fait écho à celle utilisée depuis les années 1950 par les radio-amateurs pour qui le hacking est un bricolage créatif visant à améliorer le fonctionnement d'un système.

Aujourd'hui encore, un hacker désigne un virtuose de l'informatique pouvant intervenir dans différents domaines comme la programmation, l'architecture matérielle d'un ordinateur, l'administration système, l'administration réseau, la sécurité informatique ou tout autre domaine de l'informatique afin d'en signaler les failles au propriétaire du système concerné, dans une démarche d'amélioration de la sécurité de ce système. S'il utilise ses compétences dans une démarche militante, on parlera d'*hacktivisme*, démarche qui consiste à aller au-delà du hack technologique pour comprendre et hacker les processus politiques. Les médias grand public utilisent à tort le terme *hacker* dans le sens de *cracker* ou *black hat* (chapeau noir), c'est-à-dire un hacker opérant de façon illégale ou contraire à l'éthique. Les hackers sont parfois confondus avec les *script kiddies* (cyberdélinquants) à la recherche de cibles faciles. Cette catégorie de hackers ne possède pas nécessairement de connaissances poussées en informatique. En tout, six catégories

195 Selon Mathieu Tricot, « un *hack* désigne une combinaison ingénieuse, une invention à laquelle personne n'avait encore songé, que personne ne croyait possible avec les moyens du bord, un raccourci qui permet de faire plus vite et plus élégamment » (*Philosophie des jeux vidéo*, Éditions Zones, Paris, 2011, p. 104).

de hackers se retrouvent dans le jargon informatique, en fonction de leurs objectifs, de leur compétence et de la légalité de leurs actes : les *white hat* (les chapeaux blancs), les *blue hat* (les chapeaux bleus), les *black hat* (les chapeaux noirs), les *grey hat* (les chapeaux gris), les *hacktivistes* et enfin les *script kiddies* ou *lamer*, bien qu'eux ne soient pas considérés comme hackers par la communauté du hack. Une bataille incessante oppose les tenants de la première acception au grand public qui, habituellement, ne connaît que la deuxième; les premiers voudraient voir réserver le mot *cracker* pour désigner les pirates.

Il existe un manifeste du hacker (titré en anglais *The Hacker Manifesto*, ou *The Conscience of a Hacker*, *La conscience d'un hacker*). C'est un petit article écrit le 8 janvier 1986 par le hacker Loyd Blankenship après son arrestation, sous le pseudonyme de The Mentor. Publié pour la première fois dans le magazine électronique *underground Phrack*, Volume 1, Numéro 7, Phile 3 de 10, on peut de nos jours le trouver sur de nombreux sites Web¹⁹⁶. Il est souvent confondu, du fait d'une proximité de titre, avec l'essai de 2006 sur la libération de l'information intitulé *Un manifeste hacker (A Hacker Manifesto)*, du théoricien des médias Kenneth McKenzie Wark¹⁹⁷. À ce jour, le manifeste est une ligne de conduite pour les hackers à travers le monde, particulièrement pour ceux qui sont nouveaux dans ce domaine. Il sert de fondation éthique pour le hacking, affirme qu'il y a là un objectif qui supplante le désir égoïste d'exploiter ou de causer du tort aux autres, comme les hackers black hats ou les script kiddies, et que la technologie devrait être utilisée essentiellement pour étendre nos horizons et essayer de maintenir la connaissance libre dans le monde. Plusieurs points essentiels ressortent de ces différentes définitions du hack et du hacker. Nous pouvons déjà mieux comprendre en quoi cette figure peut être incontournable dans une ville qui tisse des liens de plus en plus étroits avec les technologies numériques. Déjà, dans la Déclaration d'indépendance

196 <http://www.larevuedesressources.org/le-manifeste-du-hacker,2298.html>, consulté le 16.03.17.

197 McKenzie Wark, *Un manifeste hacker*, Version longue francophone imprimée, Édition Critical-secret, Paris, 2006.

du Cyberspace, on lisait : « vous ne connaissez pas notre culture, notre éthique, ni les règles tacites qui suscitent plus d'ordre que ce qui pourrait être obtenu par aucune de vos ingérences.¹⁹⁸»

Dans les paragraphes suivants, nous allons nous intéresser en particulier à cette figure du hacker en la rapprochant principalement de la démarche d'hacktivisme. « Les hacktivistes sont des militants qui transfèrent leurs actions politiques sur le Web. Ils se perçoivent comme des Robin des Bois qui veulent défendre l'intérêt public, le bien commun, la justice et la liberté d'expression.¹⁹⁹ » Nous prendrons deux exemples significatifs afin d'illustrer ce qui se cache derrière le terme d'hacker hacktiviste.

Le premier, qui a et fait encore beaucoup parler de lui, est le site internet *WikiLeaks*²⁰⁰. Il a été créé en décembre 2006 par quelques personnes engagées, desquelles a émergé ensuite un conseil consultatif²⁰¹ informel et évolutif de neuf personnes. Dès 2007, environ 1,2 million de documents avaient été ajoutés à la base de données de WikiLeaks grâce à une communauté d'internautes composée de dissidents chinois et iraniens, de mathématiciens et de technologues d'entreprises d'Internet des États-Unis, de Taïwan, d'Europe, d'Australie et d'Afrique du Sud, ainsi que de nombreux anonymes. Bien que les créateurs de WikiLeaks n'aient pas été formellement identifiés, le site a été principalement représenté depuis 2007 par Julian Assange.

Depuis sa création plusieurs millions de documents relatifs à des scandales de corruption, d'espionnage et de violations de droits de l'homme concernant des dizaines de pays à travers le monde ont été publiés sur le site. Comme l'explique Amaelle Guiton :

198 John Perry Barlow, *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*, *op.cit.*

199 <http://www.actualites.uqam.ca/2015/qui-sont-les-hacktivistes>, consulté le 16.03.17.

200 <https://wikileaks.org>, consulté le 16.03.17.

201 Ce terme est employé pour parler d'une assemblée de personnes, désignée par une autorité ou autoproclamée, chargée de donner des avis et conseils sur des thèmes donnés, politiques, scientifiques, techniques ou artistiques, relevant de sa compétence.

« On compte 91 000 documents militaires secrets à propos de la guerre en Afghanistan; pas loin de 400 000 concernant la guerre en Irak; enfin, le Cablegate des 250 000 “télégrammes diplomatiques” américains, ces mémos confidentiels échangés entre les missions diplomatiques et le département d’État.²⁰²»

Selon les dires de Julian Assange, le site divulgue, de manière anonyme, non identifiable et sécurisée, des documents témoignant d’une réalité sociale, politique ou militaire qui nous serait cachée, afin d’assurer une transparence planétaire. Les documents sont soumis pour analyse, commentaires et enrichissement à l’examen d’une communauté planétaire d’éditeurs, de relecteurs et de correcteurs wiki bien informés. L’objectif à long terme est que WikiLeaks devienne l’organe de renseignements le plus puissant au monde. Avec ce site, une poignée de surdoués de l’informatique peut accéder à une quantité astronomique de documents classés « confidentiel défense », et décider de les livrer à tout moment au public ou de confier leur exploitation à des partenaires, comme les journalistes.

La seconde figure de l’hactivisme est identifiable entre mille avec ces deux petites moustaches, ses pommettes roses et son sourire figé : c’est le visage de Guy Fawkes, révolutionnaire du XVII^e siècle, un des principaux protagonistes de la *Conspiration des poudres*, menée contre le roi protestant Jacques I^{er} et le parlement britannique en 1605 pour protester contre la répression du catholicisme²⁰³. Plus qu’un visage, c’est dorénavant un masque, celui de V, son avatar dans la bande dessinée *V pour Vendetta*, d’Alan Moore et David Lloyd. De nos jours, ce masque est répliqué à l’infini, sur la toile et dans la rue. On le connaît sous le nom d’*Anonymous*. Le collectif se bat surtout pour la liberté d’expression, aussi bien sur Internet qu’en dehors, et encourage la désobéissance civile, mais on le retrouve sur tous les fronts : la lutte contre la scientologie, le soutien à WikiLeaks, l’aide aux dissidents des Printemps Arabes, le mouvement *Occupy* aux États-Unis, celui des Indignés en Europe, la protestation contre la fermeture du site de

202 Amaelle Guiton, *Hackers, au cœur de la résistance numérique*, Édition Au diable vert, La Laune 30600 Vauvert, 2013, p.10.

203 Guy Fawkes fut arrêté et exécuté le 31 janvier 1606.

téléchargement *MegaUpload*, le soutien au Printemps Érable des étudiants québécois, la lutte contre le terrorisme... Anonymous œuvre partout, aux quatre coins de la planète.

Gabriella Coleman²⁰⁴ a trouvé la métaphore la plus appropriée pour décrire le fonctionnement d'Anonymous : « Anonymous est un non-être mythique dont l'existence ne devient concrète que si un observateur extérieur prononce son nom.²⁰⁵ » Elle explique :

« On y retrouve des gens pour qui l'action politique est importante : des militants, des étudiants, quelques universitaires. Il y a des gens qui y vont une fois, pour une action précise, et d'autres qui restent plus longtemps et leur vie devient intimement liée à ça. En gros, leur action peut prendre deux formes : aider une cause qui a besoin de visibilité ou aider une cause sociale.²⁰⁶ »

C'est en ceci qu'il est impossible de savoir qui fait partie de ce collectif. Leur slogan est d'ailleurs là pour nous le faire comprendre : « We are Anonymous. We are Legion. We do not forgive. We do not forget. Expect Us. » (que l'on peut littéralement traduire par : « Nous sommes Anonymous. Nous sommes légion. Nous ne pardonnons pas. Nous n'oublions pas. Redoutez-nous. »)

Une analyse rapide de leur slogan peut être très utile pour comprendre en quoi Anonymous, et les hacktivistes de façon plus générale se marient très bien avec le concept de guérilla numérique tel qu'employé dans ce mémoire. Il faut comprendre avec les phrases « We are Anonymous. We are Legion » qu'Anonymous tire sa force d'une part de l'anonymat, et d'autre part du nombre. Comme l'a très bien saisi Gabriella Coleman, ce peut-être n'importe qui, un voisin, un ami, un parent, un collègue. Le mot

204 Gabriella Coleman, anthropologue américaine, aujourd'hui titulaire de la chaire Wolfe de littérature scientifique et technologique à l'université McGill de Montréal, elle s'est immergée en 2007 dans la nébuleuse Anonymous, dont elle est à ce jour considérée comme la meilleure spécialiste.

205 <http://www.lesinrocks.com/2016/02/12/actualite/jai-infiltre-les-anonymous-enquete-chez-les-trolls-les-plus-puissants-du-21eme-siecle-11804953/>, consulté le 16.03.17.

206 <http://www.lapresse.ca/arts/livres/entrevues/201601/22/01-4942632-gabriella-coleman-dans-les-meandres-danonymos.php>, consulté le 16.03.17.

« légion » quant à lui évoque une sorte d'armée citoyenne indénombrable, à l'image des guérilleros.

« Nous nous répandrons à travers la planète de façon à ce que personne puisse stopper nos pensées. Nous créerons une civilisation de l'esprit dans le Cyberspace. Puisse-t-elle être plus humaine et plus juste que le monde issu de vos gouvernements.²⁰⁷»

C'est en grande partie à cause de son comportement imprévisible, et aussi du fait de sa prise de position dans les plus grands soulèvements politiques actuels, qu'Anonymous fait peur aux gouvernements et aux entreprises du monde entier. Ces hacktivistes n'ont pas de lignes directrices politiques et militantes bien établies (si ce n'est celle de la liberté d'expression), et de ce fait, on peut s'attendre à ce qu'ils prennent part à tous les mouvements révolutionnaires actuels, du moment qu'ils sont tournés du côté des opprimés, des minorités ou de l'injustice et de manière plus générale, tous les ennemis de la liberté d'expression.

Internet devient un outil de lutte et d'action politique, un moyen de dénoncer les injustices majeures, de faire pression sur les autorités ou le gouvernement. Souvent seuls derrière leurs écrans, les hacktivistes sont pourtant une multitude à travers le monde à se battre contre les mêmes injustices, et pour les mêmes droits. Pour eux, internet est un endroit libre, de droits et d'expression, où doit régner une certaine neutralité. Ils voient l'accès à Internet comme un droit, comme l'accès à l'eau potable ou à la nourriture.

« Le Cyberspace est fait de transactions, de relations et de la pensée elle-même, formant comme une onde stationnaire dans la toile de nos communications. Notre monde est à la fois partout et nulle part, mais il n'est pas où vivent les corps. Nous sommes en train de créer un monde où tous peuvent entrer sans privilèges et sans être victimes de préjugés découlent de la race, du pouvoir économique, de la force militaire ou de la naissance. Nous sommes en train de créer un monde où n'importe qui, n'importe où,

207 John Perry Barlow, *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*, *op.cit.*

peut exprimer ses croyances, aussi singulières qu'elles soient, sans peur d'être réduit au silence ou à la conformité.²⁰⁸»

Une multitude de groupes, une multitude de modalités d'actions : WikiLeaks et Anonymous, c'est Internet et le numérique investissant, de manière plus significative que jamais, le politique²⁰⁹, mais il ne faut pourtant pas oublier que l'inverse se vérifie aussi : le politique avait, depuis longtemps déjà, investi le réseau (cybersurveillance, dispositifs de contrôle, verrous numériques, lois HADOPI, censure...). Car au final :

« [Ces groupes s'inscrivent] historiquement dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le "cinquième pouvoir", constitué de hackers, des lanceurs d'alerte, des journalistes indépendants et des blogueurs qui exercent la fonction critique autrefois dévolue au "quatrième pouvoir", que sont les grands médias.²¹⁰ »

Comme l'écrit Amaelle Guiton : « De plus en plus de communication. De plus en plus de contrôle. De plus en plus d'hactivisme. Toute action suscite une réaction, toute attaque sa contre-attaque, tout pouvoir son contre-pouvoir.²¹¹ »

« Vous essayez de confiner le virus de la liberté en érigeant des postes de garde aux frontières du Cyberspace. Il se peut que ceux-ci contiennent la contagion quelque temps, mais ils ne fonctionneront pas dans un monde qui sera bientôt couvert de médias numériques.²¹²»

208 *Ibid.*

209 Il ne faut pas non plus oublier Edward Snowden, qui a révélé les détails de programmes de surveillance généralisée et la collecte illégale d'informations par la NSA sous prétexte de lutte antiterroriste gérés entre autres par les services secrets américains. À ce sujet, le film *Snowden* réalisé par Oliver Stone (sorti en 2016), raconte très bien les faits et tout le contexte politique caché derrière cette affaire sans précédent dans l'histoire.

210 Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*, Lux Éditeur Québec, Collection Futur Proche, 2016, p.94.

211 Amaelle Guiton, *Hackers, au cœur de la résistance numérique*, *op.cit.*, p.45.

212 John Perry Barlow, *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*, *op.cit.*

1.2.3 Hackers et cyberspace urbain

Après cette première tentative d'élucidation des termes « hacker », « hack » ou « hacktivism », il nous faut tenter de les appliquer à la ville « intelligente » et au numérique. Si nous avons vu que la ville contemporaine se servait des technologies numériques à des fins polyfonctionnelles, le numérique se sert lui aussi de la ville afin de s'y propager et réaliser une réelle contamination numérique de l'espace public. Nous évoquerons pour ce faire, deux exemples assez différents afin de bien illustrer nos propos, et de préciser le contexte global d'intégration de ces dispositifs technologiques.

Pour notre premier exemple, nous nous tournerons une fois de plus du côté des mouvements de luttes qui ont utilisé des tactiques d'occupation temporaire de places publiques, et plus particulièrement en France, avec Nuits Debout. Ce mouvement, comme les autres mouvements analogues, est un ensemble de manifestations se déroulant sur des places urbaines, la plus connue étant la Place de la République à Paris. L'occupation a commencé le 31 mars 2016 et a pris fin en juin de la même année, à la suite d'une première manifestation contre la « loi travail²¹³ », pour ensuite s'élargir à la contestation globale des institutions politiques et du système économique. Nuit debout se propose de construire une convergence des luttes : sans leader ni porte-parole, le mouvement est organisé en commissions (coordination, logistique, accueil, communication). Les prises de décisions se font par consensus lors d'assemblées générales (démocratie directe et participative). Ce qui a été le plus marquant dans cette manifestation est sa durée : les participants sont restés sur place plus de trois mois et demi. Ils comptaient d'ailleurs les jours de révoltes en suivant cette logique d'occupation spatiale, c'est-à-dire qu'à la suite

213 Le 17 mars 2016, entre 69 000 et 150 000 personnes manifestent en France pour protester contre la « loi travail » à l'appel d'organisations de jeunesse. La contestation prend de l'ampleur le 31 mars 2016 : à l'appel des syndicats de salariés et des organisations de jeunesse, les manifestations rassemblent entre 390 000 et 1,2 million de personnes. Cette contestation ne se limite pas au projet de loi, les manifestants se disant surtout « déçus par la gauche ».

du 31 mars n'est pas venu le 1er avril, mais le 32 mars, puis le 33, le 34 et ainsi de suite jusqu'à la fin du mouvement, soit aux alentours du 110 mars.

Pendant tous ces jours, les participants ont construit des stands, un cinéma, un jardin, une bibliothèque (chose que l'on retrouve dans beaucoup de manifestations de ce genre²¹⁴) — « Érigeons un Commun temporaire et mettons la connaissance au cœur de ce mouvement en train de naître en réaction aux abus répétés du pouvoir en place ! Que ces livres viennent nourrir les débats qui s'épanouissent sur cette place ! Qu'ils symbolisent notre volonté de participer à cet élan en nous réappropriant notre culture commune !²¹⁵»

Mais il y avait tout de même un problème au niveau de la discrétion et de l'anonymat des échanges verbaux, textuels et iconographiques sur cette place. C'est donc tout naturellement que certaines personnes se sont tournées vers les technologies numériques. Pour ce faire, ils ont mis en place ce qu'on appelle une *PirateBox*²¹⁶. Le système est simple et peut faire penser au fonctionnement des Dead Drops (que nous analyserons dans la troisième partie, à la p.212), mais demande tout de même un peu de bricolage et de connaissances. Objet que l'on peut rapprocher du mouvement *Do It Yourself* (DIY) et du logiciel libre, la Piratebox est très souvent utilisée à des fins politiques et militantes. Inventée par David Darts²¹⁷, artiste et professeur de technologie à l'université de New York, elle était à l'origine un outil pédagogique destiné à échanger avec ses étudiants des fichiers volumineux sans pour autant saturer les serveurs de sa faculté. Il a cherché comment partager localement des contenus, et comme il n'existait rien de tel sur le

214 « Tous les grands mouvements de protestation citoyenne par occupation des espaces publics ont eu leur bibliothèque », lit-on dans l'appel du collectif, SavoirsCom. « Les Indignados espagnols avaient créé la leur sur la Puerta del Sol à Madrid ; sur la Place Taksim au Parc Gezi, les opposants d'Istanbul avaient eux aussi érigé une bibliothèque éphémère. Mais la plus célèbre est la "People's Library" rassemblée par les participants du mouvement Occupy Wall Street. »

215 <http://rue89.nouvelobs.com/2016/04/08/nuitdebout-bientot-bibliotheque-piratebox-263704>, consulté le 10.07.16.

216 <https://pirateboxfr.com>, consulté le 17.03.17.

217 http://steinhardt.nyu.edu/faculty/David_Darts, consulté le 17.03.17.

marché, il a conçu lui-même son système. Concrètement, il s'agit d'un petit routeur WiFi qui crée autour de lui un réseau non raccordé à Internet et qui contient un serveur. Chacun peut s'y connecter librement et anonymement, y déposer des fichiers numériques, mais également discuter avec les autres utilisateurs de ce mini-réseau via un système de *chat* embarqué. Le site PirateBox.com décrit l'objet en détail :

« Pour ce ceux qui ne saurait pas ce que c'est je vous explique les grandes lignes : le but est de créer un espace de libre échange, une bulle hors de tout chemin battu et hors de la juridiction d'autorités. C'est dans ce but qu'un Américain, David Darts a décidé de créer une boîte permettant cela, il l'a baptisée piratebox. Maintenant, entrons dans la partie un plus technique, vous vous demandez comment il a fait ? Et bien c'est assez simple il vous suffit de posséder un routeur le plus petit étant actuellement le TP-MR3020 qui est une petite boîte blanche de 6,5 cm sur 7 cm, il vous faut aussi une clé USB et une batterie pour pouvoir être nomade. Je ne rentre pas dans les détails, mais en gros il suffit d'installer un OS, OpenWrt de son petit nom qui permet de débrider n'importe quel routeur, et d'y ajouter les packages piratebox. Voilà c'est ça une piratebox, maintenant comment les gens s'y connectent ? Quand votre piratebox est allumée elle émet du WiFi et quiconque s'y connecte et lance son navigateur que ce soit sur une tablette, un smartphone, une console, un ordinateur ou n'importe quel appareil possédant une connexion WiFi tombent sur la page d'accueil qui permet au choix :

- D'envoyer un fichier,
- Lire des infos sur le projet initial,
- Regarder en direct ou télécharger les fichiers déjà présents sur la piratebox,
- De chatter anonymement ou avec un pseudo avec les autres personnes connectées.²¹⁸ »

De la pédagogie au militantisme, la PirateBox a trouvé de fervents adeptes un peu partout et pour toutes sortes d'occasions : lors de manifestations, dans les bibliothèques, dans différents endroits de l'espace public, dans les universités, les transports en commun... Là où le projet prend tout son sens, c'est qu'il n'y a ni droit de propriété intellectuelle, ni de brevet associé. David Darts a placé le projet sous licence libre, publiant tous les plans sur Internet, permettant à ses petites boîtes pirates de se multiplier à travers le monde.

218 <https://pirateboxfr.com/bienvenue/>, consulté le 17.03.17.

Dans le cas de Nuits Debout, l'aspect essentiel de la PirateBox est le caractère autonome et anonyme de ce réseau hors réseau : ni censure, ni espionnage, ni filtrage des informations partagées n'étaient possibles pour qui que ce soit (hommes politiques, qui ont été nombreux à se rendre sur place en essayant de récupérer le mouvement, *anti* Nuits Debout, police et gendarmes et tous ceux qui recherchaient des informations quant à ce qui s'y déroulait).

Dans la continuité de cet exemple, le mouvement de révolution du Printemps Arabe montre quant à lui l'ampleur de l'implication des hackers et de l'hacktivisme dans certaines luttes majeures. Le Printemps Arabe désigne un ensemble de contestations populaires, d'ampleur et d'intensité très variables qui se sont déroulées dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010. L'expression « Printemps Arabe » fait référence au « Printemps des Peuples » de 1848 auquel il a été comparé, ainsi qu'au « Printemps de Prague » de 1968. Ces mouvements révolutionnaires nationaux sont aussi qualifiés de « Révolutions arabes », de « Révoltes arabes », ou encore de « Réveil arabe », certains allant jusqu'à parler d'une « Révolution Facebook », d'une « Révolution Twitter », voire d'une « Révolution 2.0 » tant l'usage des réseaux sociaux et des géants du Net a été important. Avec le recul, le pluriel « Printemps Arabes » a également été employé pour mieux rendre compte de la diversité des mouvements regroupés sous cette appellation. Ces mouvements de révolte ont mis en lumière le rôle crucial du réseau dans le partage et la circulation de l'information et ont dévoilé les pratiques des régimes autoritaires en matière numérique (censure de sites Web, espionnage massif des communications, filtrage des informations, voire dans certain cas, la coupure complète d'Internet).

Cet exemple montre une facette du réseau, et de l'internet en général, dans son aspect le plus politique : dans ce cas bien précis, couper internet permettait au gouvernement de reprendre un certain contrôle sur la situation, car aucun échange ne pouvait s'effectuer entre les révolutionnaires sans que les autorités ne soit au courant (espionnage et

surveillance); a contrario, les révolutionnaires ne pouvaient s'organiser qu'à partir du réseau et des échanges textes et courriels. Couper internet restait le seul recours des gouvernements pour contrer cette révolution qui était en gestation dans le monde arabe. Pourtant, et ceci est un fait bien connu, lorsque l'on essaye d'empêcher quelque chose de circuler sur les réseaux, c'est l'effet inverse qui se produit : on en démultiplie l'impact et la portée. La surveillance à outrance des réseaux, et surtout l'interruption complète d'internet, ont été vécus par les hackers du monde entier comme une attaque massive contre la liberté d'expression, les libertés individuelles et globalement les droits fondamentaux des humains. Une guérilla numérique a de ce fait éclaté entre les gouvernements arabes et les hackers. Nous ne pourrions relater tous les faits ici, tant ils sont nombreux et complexes²¹⁹. Nous nous attarderons donc uniquement sur quelques points essentiels qui coïncident avec le sujet de ce mémoire.

Tout a commencé le 28 novembre 2010 lorsque WikiLeaks a divulgué sa première série de deux cent vingt câbles diplomatiques. Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, jeune vendeur ambulant de fruits et légumes, s'immole en pleine rue; il succombera à ses blessures le 4 janvier 2011. Le lendemain, plus de cinq mille personnes assistent aux funérailles : « Adieu Mohamed, nous te vengerons », « Ton sang n'aura pas coulé pour rien », « Nous te pleurons ce jour, nous ferons pleurer ceux qui ont causé ta perte » scandent de nombreux participants, comme le rapporte Gabriella Coleman. Le lendemain, 95 % des avocats du pays se mettent en grève pour dénoncer la répression. Des Tunisiens de tous les milieux, enseignants, syndiqués, universitaires, se jettent dans la mêlée. Les manifestations continuent et les violences policières s'intensifient. Le 13 janvier, des dizaines de journalistes, blogueurs et militant sont arrêtés, plus de 60 manifestants sont tués. Le 14 janvier, le Président tunisien Ben Ali déclare l'état d'urgence, qui ne suffit pas

219 Pour une vision d'ensemble et beaucoup plus détaillée de la guerre qui a eu lieu entre gouvernements et hackers, se référer au livre de Gabriella Coleman, *Anonymous everywhere*, Chapitre 5, in Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte, Lux Éditeur Québec, Collection Futur Proche, 2016, p.159 à 193.

à contenir la fureur populaire des révolutionnaires. En parallèle à ces révoltes de rue, Coleman explique :

« Le gouvernement avait piraté les adresses mail et les comptes de différents réseaux sociaux de quiconque menait des activités qualifiées de militantes : des comptes entiers Facebook avaient été infiltrés et réquisitionnés par le gouvernement tunisien, dont les agents sont allés jusqu'à remplacer les photos de profils par des images d'un navire-pirate afin de se moquer des défenseurs de la liberté d'expression²²⁰ »

Puis le 02 janvier 2011, Anonymous diffusa un communiqué, traduit en français, en arabe, en italien, en espagnol, faisant suite à ces censures et marquant le lancement de « l'opération Tunisie » :

« Le temps de la vérité est venu. Un temps où le peuple s'exprime librement et peut être entendu partout dans le monde. Le gouvernement tunisien veut contrôler le présent à l'aide de mensonges et de désinformation, son but est d'imposer l'avenir en dissimulant la vérité à ses citoyens. Nous ne resterons pas silencieux devant cette situation. Anonymous souhaite les aider dans leur combat contre l'oppression. Ce sera fait.

Ce communiqué se veut un avertissement au gouvernement tunisien : nous ne tolérerons pas ses attaques contre la liberté d'expression et d'information de ses citoyens. Toute organisation se livrant à la censure sera visée et ne retrouvera pas la paix tant que le gouvernement tunisien ne répondra pas à son peuple, qui réclame la liberté. Il ne tient qu'à lui de mettre un terme à la situation. Libérez internet, et les attaques cesseront; persistez dans la censure, et elles ne feront que commencer.²²¹ »

220 *Ibid*, p.169.

221 *Ibid*, p.164.

En réponse à cette censure généralisée, Anonymous à riposté par des attaques DDoS²²² et de défaçage²²³ contre :

« Les sites du Premier ministre tunisien, de son gouvernement corrompu et de la Bourse, et contre le principal serveur de noms de domaine de Tunisie, ce qui a permis le blocage de nombreux site se terminant par .tn²²⁴. De plus, nous avons fait le nécessaire pour que les Tunisiens puissent se connecter à internet de façon anonyme et avoir accès à des informations que leur gouvernement souhaite leur cacher.²²⁵ »

Mais *hacker vaillant, rien d'impossible!*²²⁶ Certains virtuoses du réseau peuvent à distance rétablir des connexions perdues, rendre illisibles des courriels ou tout autre échange numérique, créer un nouveau réseau. Anonymous, grâce à l'aide de hackers en territoire

222 L'une des armes les plus dangereuses mais aussi des plus controversée au sein même du collectif Anonymous se nomme l'attaque par déni de service (en anglais, *denial of service attack* [DoS] ou *distributed denial of service attack* [DDoS] —abréviation communément utilisée—) est une attaque informatique ayant pour but de rendre indisponible un service, d'empêcher les utilisateurs d'un service de l'utiliser en le submergeant de requêtes. Ne pouvant traiter toutes les requêtes, le serveur sature, devient lent puis cesse tout simplement de marcher. Cette tactique se nomme *traffic flood* (afflux de trafic). Les premières n'étaient perpétrées que par un seul « attaquant » ; rapidement, des attaques plus évoluées sont apparues, impliquant une multitude de « soldats », aussi appelés « zombies ». Les attaques DDoS étaient perpétrées par des hackers attirés seulement par l'exploit et la renommée. Ainsi, certains hackers se sont spécialisés dans la « levée » d'armées de « zombies », qu'ils peuvent ensuite louer à d'autres hackers pour attaquer une cible particulière. Avec la forte augmentation du nombre d'échanges commerciaux sur Internet, le nombre de chantages au déni de service a très fortement progressé (un hacker lance une attaque DDoS contre une entreprise et lui demande une rançon pour arrêter cette attaque).

223 Défacier : vandaliser, dégrader, mutiler. Un défaçage (*defacing* en anglais) est un anglicisme désignant la modification non sollicitée de la présentation d'un site web, à la suite du piratage de ce site. Il s'agit donc de remplacer la page d'accueil d'un site web par une autre page d'accueil.

224 Le domaine de premier niveau est représenté par le dernier élément d'un nom de domaine, comme .com ou .org. Chaque pays dispose de son propre domaine de premier niveau, celui de la Tunisie est .tn / le Canada est .ca / la France .fr, etc.

225 Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte, op.cit.*, 169.

226 L'expression originale est «*À cœur vaillant, rien d'impossible*». Grâce à son courage, un homme peut outrepasser des difficultés a priori insurmontables. A l'origine, ce proverbe était la devise de Jacques Cœur (1395 - 1456). Jacques Cœur fut notamment l'argentier de Charles VII. En ce qui concerne ce jeu de mots, nous le devons à L'Institut des Futurs souhaitables (LIFs), une organisation à but non lucratif dont la vocation est de réhabiliter le temps long dans les décisions présentes et d'inspirer le débat public de futurs souhaitables. A la fois laboratoire, fabrique à idées et atelier, l'IFs se définit comme un Fab Lab intellectuel, un espace partagé et hybride de réflexion, d'expérimentation et de création où chacun dans son champ d'activité pourra trouver les outils et ressources nécessaires pour réinventer. Pour plus d'informations se rendre à l'adresse suivante : <http://www.futurs-souhaitables.org>, consulté le 17.03.17.

tunisien a réussi un coup de maître en inversant la donne : piratant le serveur qui délivre les noms de domaine de premier niveau ceux avec l'extension .tn, il contrôlait de ce fait presque tout l'espace internet de la Tunisie. Le pays était en train de vivre une réelle contamination exponentielle par le collectif : « Vous êtes chez vous, assis, complètement immobile à l'exception de vos doigts qui parcourent le clavier, mais les données que vous recevez vous permettent de modifier directement le cours des événements, presque autant que le font les insurgés qui, sur le terrain, lancent des cocktails Molotov.²²⁷ »

On parlera de « hacking ingénieux » ou de « hacking politique » pour définir, comme le fait Jude Milhon, « un contournement astucieux des limites imposées par un gouvernement, par un serveur internet ou par la propre personnalité d'un hacker²²⁸ » afin de pouvoir aller au-delà des limites imposées par le créateur d'un site internet, ou d'un objet technologique de façon générale. Beaucoup de hackers aiment par exemple hacker les téléphones mobiles et surtout les iPhone (on parle alors de jailbreak²²⁹) dont les possibilités de modifications sont extrêmement restreintes par la firme à la pomme ; mais aussi les consoles de jeux vidéo — la plus hackée étant la PlayStation de chez Sony (« La PS est censée être impossible à hacker, mais rien n'est impossible à hacker²³⁰ »). Le but final de l'opération consiste à libérer des dispositifs technologiques grand public

227 *Ibid*, p.173.

228 *Ibid*, p.184.

229 Le jailbreak d'iOS, également appelé débridage d'iOS, déverrouillage ou déplombage, est un processus permettant aux utilisateurs d'appareils tournant sous le système d'exploitation mobile d'Apple iOS (tels que l'iPad, l'iPhone, l'iPod touch) d'obtenir un accès complet pour déverrouiller toutes les fonctionnalités du système d'exploitation, éliminant ainsi les restrictions et sécurités posées par Apple. Une fois iOS débridé, ses utilisateurs sont en mesure de télécharger, via des installateurs comme Cydia, des applications, des extensions ou des thèmes qui ne sont pas proposés sur la boutique d'applications officielle d'Apple, l'App Store. Un appareil débridé tournant sous iOS peut toujours utiliser l'App Store, iTunes et toutes les autres fonctions natives du système d'exploitation. Les utilisateurs peuvent par exemple accéder à des contenus payants gratuitement. Néanmoins, un appareil hacké devient plus vulnérable : on peut désormais installer des applications non approuvées par Apple, mais si l'application est infectée, elle peut permettre à celui qui l'a créé d'accéder à l'appareil à distance et obtenir toutes ses données (iCloud, mots de passe, données confidentielles...).

230 *Ibid*, p.264.

de la mainmise de leur fabricant afin de les rendre configurables selon les désirs de leurs propriétaires. On comprend vite, dans le cas qui nous intéresse ici, tout l'intérêt qu'avaient ces hackers à pirater les grands sites internet tunisiens : grâce à ces actions, Anonymous permettait aux révolutionnaires et à tout un chacun d'entrer dans ces sites et d'y récupérer toutes les informations cachées par le gouvernement. Certaines personnes ont d'ailleurs parlé dans ce cas-là de « hacking terroriste », décrivant ces hackers comme une grave menace envers la société. Bien que certaines personnes voient Anonymous comme une sorte de microcosme anarchique, dépourvu de morale, d'empathie, voire de programme, le groupe a pourtant joué un rôle crucial dans la libération d'internet et du réseau, et dans l'affirmation des libertés individuelles et des droits de tout un peuple. Il est vrai que les méthodes de contestation utilisées peuvent paraître dures, violentes, voire autoritaires pour celui qui les subit (gouvernement, état, pays, individu ou groupe), mais dans la plupart des cas pourtant, excluant les black hats ou les script kiddies qui agissent pour l'exploit ou la renommée, leur action est la réponse à une crise déjà très tendue, face à laquelle la seule stratégie efficace consiste à utiliser les mêmes armes que l'adversaire. Ces hackers viennent en aide à des populations très diverses afin de leur apporter les armes nécessaires et indispensables pour combattre l'ennemi. Il faut la voir comme une façon pour les populations opprimées d'augmenter leurs propres possibilités.

Le développement des technologies numériques et des TIC permet une circulation fluide et horizontale de l'information entre de très nombreux utilisateurs, malgré toutes les tentatives autoritaires pour contrôler ce flux. L'importance des réseaux sociaux et autres dispositifs technologiques est cruciale dans la phase préparatoire : ils permettent aux individus de lever une hypothèse sur leur engagement, de vérifier qu'ils sont nombreux à partager la même analyse de la situation, et de confirmer la validité de leur engagement personnel. Le site *tunisie-presse.com* souligne l'implication des hackers dans la révolution tunisienne : « Les hackers » avaient un seul souci, libérer le Web qui était sous l'emprise du gouvernement [...]. Ils distribuaient des supports numériques

contenant des logiciels nécessaires pour déjouer la censure d'Internet et protéger les internautes du piratage de leurs connexions.²³¹ »

Sit-in numérique, acte de désobéissance civile numérique, blocage numérique, contournement des lois numérique : ces tactiques virtuelles se calquent sur des tactiques tangibles utilisées depuis toujours lors de manifestations et de révoltes afin de perturber le fonctionnement d'une ville, d'une entreprise ou de tout organisme contre lequel ces tactiques sont employées ; nous avons évoqué plus haut des occupations temporaires de lieux (entreprises, églises, lycées, places publiques).

Dans les faits, si ces tactiques présentent des similitudes, elles diffèrent considérablement au niveau des risques et des peines encourues. Les accusations portées contre les membres d'Anonymous aux États-Unis ou en Angleterre sont sans commune mesure avec le caractère non-violent des actes commis. Aux États-Unis par exemple, les arrestations concernant des attaques par DDoS, menées en vertu de la *Computer Fraud and Abuse Act* (CFAA, lois sur la fraude et la malveillance informatiques), tendent à induire des peines beaucoup plus lourdes que celles qui découleraient des lois comparables s'appliquant au monde tangible. En effet, hors ligne, des tactiques comme l'empiétement, le blocage d'accès à un lieu ou le vandalisme entraînent rarement des représailles judiciaires catastrophiques pour les activistes qui les pratiquent. Les actions menées en ligne bénéficient quant à elles rarement du discernement d'un juge, en particulier lorsque la CFAA est invoquée. Un comportement qui, hors ligne, vaudrait au contrevenant une condamnation pour délits mineurs lui vaudrait, en ligne, une condamnation pour acte criminel grave, assortie d'une amende très élevée et de lourdes peines de prison.

Numérique et réel n'auront jamais été autant entremêlés et juxtaposés, et leurs frontières brouillées. La perméabilité des deux milieux permet des comportements et des actions politiques jusque là impensables. Les hackers ont exploité toutes les

231 Slim Ammamou, ex-membre du Parti Pirate Tunisien.

potentialités de la guérilla numérique afin de fissurer de l'intérieur différentes instances gouvernementales, ce qui a permis aux révolutionnaires, présents dans l'espace public, de s'introduire dans les failles et les brèches urbaines pour y porter leur combat. Encore une fois, nous retrouvons les spécificités de la guérilla : stratégie de guerre jouant à la fois avec les acteurs présents sur le terrain, mais utilisant la tactique de la surprise grâce à des attaques lancées sporadiquement. Les technologies numériques ont permis la sortie d'une crise dont l'issue n'aurait pas été la même si ces deux sphères n'avaient pas été autant politisées. La ville dite « intelligente » a rendu possible l'émergence d'un cyberspace urbain rempli de possibilités, de potentialités et d'opportunités.

1.2.4 Éditorialisation de l'espace public et cartographie

Nous venons de mettre en lumière un autre type d'espace, le *cyberspace urbain* : né grâce à l'émergence de la ville « intelligente », dont il est une sorte de double, il est cependant plus citoyen, plus démocratique et politique. Si la démarche est initiée par des citoyens, des collectifs ou des associations, comme c'est le cas ici, le niveau d'implication peut être profondément différent. Ainsi, l'approche *bottom-up*, qui a pour caractéristique d'être activée par les citoyens — contrairement à l'approche *top-down*, qui partira plutôt des institutions — aura tendance à intégrer les acteurs non institutionnels, plus militants et alternatifs, de manière plus soutenue. Quand la ville « intelligente » promeut une approche qualifiée de *top-down*, le cyberspace urbain, soutient davantage une approche *bottom-up*.

Nous allons dans cette partie, présenter au moyen de quelques exemples, différentes applications des technologies numériques et différents dispositifs numériques qui vont dans ce sens : ils ont été mis en place par des citoyens, pour des citoyens permettant une lecture et une approche renouvelée des espaces urbains.

Nous allons dans un premier temps mettre en lumière le concept d'éditorialisation, concept que nous allons ici appliquer à l'espace public, afin de montrer certaines de ces nouvelles possibilités urbaines. Dans les paragraphes qui précèdent, nous avons établi la présence d'un espace numérique potentiellement omniprésent, omnipotent et omniscient, et pourtant immatériel. Cet espace, accessible uniquement via internet et lisible seulement avec un dispositif technologique, n'est pas pour autant irréel ou chimérique. C'est ce que souligne Stéphane Vial lorsqu'il dit : « Il faut aux processus numériques un appareillage technique pour apparaître. Cet appareillage, ce sont les interfaces [...] ce sont elles qui permettent de phénoménaliser le noumène numérique et d'en faire un phénomène visible et perceptible.²³² » Autrement dit, sans un appareillage technologique et son interface, dans la plupart du temps un écran, nul ne peut lire le numérique ni même le matérialiser. L'interface est essentielle pour rendre visible cette réalité invisible.

Le terme d'éditorialisation recouvre un processus qui était auparavant applicable uniquement aux espaces virtuels, mais qui depuis quelque temps peut-être utilisé pour parler de lieux tangibles. Il englobe un processus ouvert grâce auquel les usagers peuvent participer : recommandations, reprises du contenu, partage, commentaires, ajout de photos ou vidéos à des anecdotes urbaines... Toutes ces fonctionnalités font partie de l'éditorialisation. Le phénomène est marqué par l'émergence de ce que l'on a appelé l'information sociale mise en avant depuis l'arrivée des réseaux sociaux et du Web participatif, où les utilisateurs sont invités à laisser des avis et à noter leurs expériences (restaurant, hôtel, magasin, musée...) ²³³. Autrement dit, l'éditorialisation n'a pas d'acteurs prédéfinis. Tout un chacun a le droit de participer ou non au processus en cours, à l'inverse de l'édition, qui pose des acteurs bien définis à chaque étape. Dans

232 Stéphane Vial, *L'être et l'écran, comment le numérique change la perception*, Édition PUF, Presses Universitaires de France, 2013, p.193.

233 Le processus d'éditorialisation se retrouve dans des applications mobiles tel que Foursquare ou TripAdvisor où il est question de laisser des avis pour les futurs usagers.

l'édition une fois le livre publié, le processus est terminé ; avec l'éditorialisation, une fois le contenu publié, le processus ne fait que commencer.

Dans la continuité de notre démarche, nous allons nous intéresser ici à des démarches tantôt militantes, tantôt alternatives, qui utilisent le concept de l'éditorialisation non pas pour noter ou donner son avis dans des espaces de consommation, mais plutôt pour augmenter la ville d'une couche informative, historique, et politique.

Intitulé « Désordres publics²³⁴ » et mis en place par le collectif de hackers urbains français *Raspouteam*, le premier est un projet de *street art* basé sur la technologie des QR Codes. Il regroupe vingt céramiques qui ont été placées dans des lieux chargés d'histoire à Paris et propose un panorama des endroits qui ont agité la capitale à différentes époques, contribuant à faire de Paris la ville qu'elle est aujourd'hui.

La technologie des QR Codes a été créée par l'entreprise japonaise Denso-Wave en 1994 pour suivre le chemin des pièces détachées dans les usines de Toyota. Denso-Wave publie le QR Code sous licence libre en 1999, ce qui a contribué à sa diffusion au Japon. Par la suite, il prend son essor avec l'avènement des smartphones pour devenir, fin des années 2000, l'un des codes bidimensionnels les plus populaires dans le monde. Il s'agit de code en deux dimensions, graphiquement différent des codes-barres : les barres sont remplacées par de petits carrés. L'abréviation QR vient de l'anglais, signifiant « Quick Response » (réponse rapide) : le contenu peut être décodé de façon instantanée. Ils sont très populaires par la multitude des lecteurs possibles : lecteur de code-barres, téléphone mobile, smartphone, webcam. Leur autre avantage est leur capacité de pouvoir stocker plus d'informations qu'un code barre, et surtout d'intégrer des données directement reconnu par des applications. Ils permettant ainsi de déclencher facilement des actions, comme naviguer vers un site internet, mettre l'adresse d'un site en marque-page, faire un paiement direct via son téléphone, ajouter une carte de visite virtuelle ou un événement

234 <https://raspou.team/QR/>, consulté le 21.03.17.

dans l'agenda électronique, déclencher un appel vers un numéro de téléphone ou envoyer un SMS, montrer un point géographique, acheter des tickets de train... Par leur puissante réactivité, ils constituent un moyen rapide pour communiquer efficacement des informations de toutes sortes.

Grâce aux QR Codes et à internet, le collectif a relié chacune des vingt céramiques, placées aux endroits précis où les événements ont eu lieu à des fiches explicatives sur ces événements. Hébergée en ligne, la fiche donne accès aux informations, photographies et vidéos directement depuis la rue. On peut voir ce projet comme une invitation à s'interroger sur l'actualité de ces moments historiques : bien qu'ils paraissent éloignés et sans rapport avec notre quotidien, ils ont pourtant écrit notre présent, tant dans notre rapport architectural à la ville que dans nos relations sociales, économiques, politiques et sociétales. On retrouve, parmi ces faits historiques, des archives de la Commune, l'Exposition Coloniale, Mai 68, le 17 octobre 1961²³⁵, les manifestations contre le Contrat première embauche²³⁶... Les faire revivre est une façon de ne pas oublier ceux qui se sont battus pour toutes sortes de causes, ceux qui ont défendu leurs positions en descendant dans la rue et en manifestant et ainsi transmettre aux générations futures la mémoire des luttes, des révoltes et de la répression directement là où elle fait défaut, c'est-à-dire dans l'espace public. Les QR Codes deviennent une manière d'interpeller les passants sur le passé des rues, de se remémorer des révoltes urbaines majeures, comme une sorte

235 À cinq mois de la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, Paris a été le lieu d'un des plus grands massacres de gens du peuple de l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale. Ce jour-là, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent pacifiquement contre le couvre-feu qui les vise depuis le 5 octobre et la répression organisée par le préfet de police de la Seine, Maurice Papon. La réponse policière sera terrible. Des dizaines d'Algériens, peut-être entre 150 et 200, sont exécutés. Certains corps sont retrouvés dans la Seine. Pendant plusieurs décennies, la mémoire de ce épisode majeur de la guerre d'Algérie sera occultée. Pour en savoir plus, se rendre à l'adresse : http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/10/17/17-octobre-1961-ce-massacre-a-ete-occulte-de-la-memoire-collective_1586418_3224.html#O2MVHObQFTq3C04i.99, consulté le 21.03.17.

236 Le Contrat Première Embauche ou CPE est un projet de loi qui a entraîné, au cours des mois de février, mars, avril et juin 2006, un important mouvement étudiant et lycéen, soutenu par des partis politiques et par la plupart des syndicats. Les étudiants, estimant que le CPE est un emploi précaire, lancent des actions avec distributions de tracts, manifestations, assemblées générales sur les campus, occupation temporaires des lycées et des universités... La manifestation unitaire du 7 février rassemble de 400 000 à 1 000 000 de personnes.

de mémoire urbaine augmentée permettant d'exercer notre devoir de mémoire envers ceux qui ont agi dans et pour la ville.

Ce projet plutôt simple est loin d'être simpliste. Il est au contraire porteur d'une charge importante de sens. On peut imaginer aller encore plus loin en proposant de diffuser par exemple des vidéos de manifestations, des identifiants de réseaux WiFi, ou tout autre « secret urbain », afin de rendre les espaces publics plus bavards et de faire ressortir tout le symbolisme qui les habite.

Le dispositif dont nous allons parler à présent se sert lui aussi des QR Codes, mais dans un tout autre contexte. Inspiré des « hobos signs », il utilise ces codes comme avis ou avertissement pour les usagers des lieux. Le hobo²³⁷ est une figure emblématique de la culture alternative américaine vagabonde, née aux USA durant le XIX^e siècle. Il est le fruit de l'industrialisation, qui a forcé des milliers de travailleurs saisonniers à prendre la route, pour migrer vers les régions capables de les employer. Le terme désigne une personne sans domicile fixe se déplaçant de ville en ville, le plus souvent en se cachant dans des trains de marchandises, vivant de travaux manuels saisonniers et d'expédients. On pourrait traduire ce mot par « vagabond ». Communauté non-institutionnalisée et volatile, les hobos parvinrent toutefois à mettre en place un système vernaculaire de communication visuelle composé le plus souvent de marques laissées à la craie ou au charbon dans des endroits stratégiques, permettant d'indiquer à leurs camarades de fortune quelques informations précieuses sur les différentes villes et les différents endroits où ils s'arrêtent : fermier généreux, chien méchant, travail bien payé, propriétaire armé, ville sans alcool, endroits pour attraper un train, pour dormir, présence fréquente

237 Le hobo est lié à la réalité historique des États-Unis, mais son origine n'est pas tout à fait déterminée même si plusieurs pistes sont proposées. Certains s'accordent à dire que hobo est un jeu de mots sur l'homonymie de la contraction de l'anglais « homeless bohemian »; d'autres affirment qu'il s'agirait plutôt de « Houston Bowery »; une autre origine possible proviendrait du nom de la ville terminus de Hoboken (New Jersey), point de départ de nombreuses lignes ferroviaires empruntées par les trimardeurs; il peut aussi s'agir de la contraction de « hoe boy » (hoe est un outil agricole) « employé dans les fermes », ou de « Ho boy! » (embauche d'un journalier); ou enfin, la contraction de « homeless boy » (garçon sans maison).

Figure 4 : Liste des hobos signs que l'on retrouve communément dans ce langage vernaculaire.

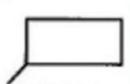
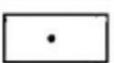
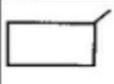
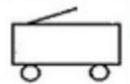
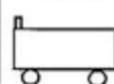
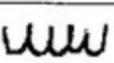
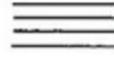
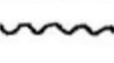
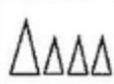
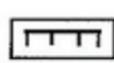
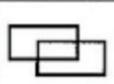
 No Alcohol Town	 Chain Gang	 Danger	 Don't Give Up	 Go	 Town Allows Alcohol
 Trolley	 Officer	 Man with a gun	 Doctor	 Don't go this way	 Railroad
 Judge	 Dog	 Nothing doing here	 At Crossroad Go This Way	 Get Out Fast	 Good For a Handout
 Housewife needs for chores	 Poor Man	 Dishonest Man	 Kindhearted Lady	 Be Quiet	 Tell Prison Story
 Unsafe Place	 Cops Inactive	 Cops Active	 Jail (veggs)	 Safe Camp	 Bad Dog
 Tramps Here	 Wealthy	 Here is the place	 Keep away	 Talk religion got food	 Afraid
 Be ready to defend yourself	 Alright (OK)	 Gentleman	 Food for working	 Doubtful	 Easy mark

Figure 4.1 : Hobos signs disposés dans l'espace public.



Source : <http://ffff.at/qr-stenciler-and-qr-hobo-codes/>

de la police, repas chauds, etc. C'est pour eux un réel moyen de communication, exclusif à leur communauté.

Pour réactualiser toute cette iconographie, le F.A.T.²³⁸ (Free Art & Technologies) a réalisé une série de QR codes à utiliser sous forme de pochoir afin d'indiquer toutes sortes d'informations pratiques, utiles et codées, visibles par tous, ou tout du moins à ceux qui connaissent la technologie du QR Code. Il propose pour le moment vingt-cinq pochoirs, libres d'utilisation et prévoit d'en proposer d'autres afin d'avoir une panoplie la plus complète possible pour toutes les situations quotidiennes, des plus banales aux plus surprenantes. Pour cela, le F.A.T. met à disposition un outil qui fonctionne avec Processing²³⁹ : *QR_STENCILER*, qui permet de les télécharger directement sur la bibliothèque de l'ordinateur. Parmi les « hobos signs numériques », on retrouve par exemple : méfiez-vous des pickpockets; mauvais café; table à langer; flics actifs; connards; quartier dangereux; homophobes dangereux; WiFi gratuit (le plus important); bon café; bonne nourriture végétarienne; le propriétaire a un pistolet; caméras cachées; pervers... et la liste est longue.

La simplicité du concept de base est une chose extraordinaire : ces « laissés pour compte » ont réussi à créer une langue universelle que seule leur communauté peut comprendre, et ainsi se protéger et s'entraider en échangeant une multitude de messages cachés dans l'espace public. À l'image des hobos, cette évolution et cette réappropriation technologiques, permettent à une plus grande communauté de lire l'environnement urbain et de laisser des faits réels, des traces et des secrets dans les lieux publics. Dans une société où le téléphone devient un dispositif central de la vie urbaine, ces petites

238 <http://ffff.at/qr-stenciler-and-qr-hobo-codes/>, consulté le 21.03.17. Plus d'information sur la vidéo suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=-b0rJvO1BQ>, consulté le 21.03.17.

239 Processing (autrefois typographié Proce55ing) est une bibliothèque java et un environnement de développement libre, créé par Benjamin Fry et Casey Reas, deux artistes américains. Processing est le prolongement « multimédia » de Design by numbers, l'environnement de programmation graphique développé par John Maeda au Media Lab du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

curiosités numériques constituent une approche alternative des lieux, comme une version tangible des informations, avis et commentaires que l'on retrouve sur internet.

Le concept d'éditorialisation nous amène donc à percevoir l'espace public et l'ensemble des différents espaces qui composent la ville comme autant de lieux remplis de savoirs citoyens, vernaculaires, usagers... La ville de tous devient la ville de chacun. Chaque personne peut, à sa guise, utiliser ces différents services urbains éparpillés sur l'ensemble du territoire. Nous avons aussi mis en avant le caractère invisible et virtuel du numérique. C'est ce qu'a explicité Stéphane Vial en écrivant que seule une phénoménalisation du noumène numérique, tel que défini en p.101, pouvait nous le donner à le voir. Se dessine dès lors progressivement un nouveau « territoire numérique » qu'il faut matérialiser pour accéder à ses différents services urbains, ainsi qu'à ses nouvelles fonctionnalités spatiales. De ce fait, la carte et le plan sont devenus des outils indispensables à quiconque souhaite y pénétrer. Comme tout ce qui compose la ville « intelligente » et le cyberspace urbain, ces deux outils très anciens ont connu, au cours des dernières années, des transformations radicales, rendues possibles grâce à l'avènement du numérique et des réseaux en tout genre. Ainsi, se dégagent de multiples cartographies d'espaces urbains devenus communicants.

À l'image du pirate, le citoyen du XXI^e siècle ne se sépare jamais de sa carte, qui prend dorénavant la forme d'un écran, outil fondamental à chacun pour se repérer et s'orienter. Mais, comme nous l'avons vu avec la technologie du QR Code, la cartographie matérialise de nos jours bien plus que le simple espace de la ville. Nous assistons à une réelle réappropriation de cet outil, et une dématérialisation permettant par exemple de montrer sur une même carte le trajet de tous les avions en temps réel²⁴⁰, les cyberattaques de hackers²⁴¹, toujours en temps réel, les piratebox dissimulées dans les villes²⁴²,

240 <https://fr.flightaware.com/live/>, consulté le 22.03.17.

241 <https://cybermap.kaspersky.com/#> ou <http://map.norsecorp.com/#/>, consulté le 22.03.17.

242 <http://arthur.pattee.free.fr/carte.html>, consulté le 22.03.17.

mais aussi les lieux des producteurs locaux ou les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), les rues dites dangereuses, de la nourriture et des fruits gratuits dans l'espace public (jardins communautaires ou partagés, arbres fruitiers...) ²⁴³, l'âge des bâtiments de Montréal ²⁴⁴, ou bien encore cette carte qui a pour objectif de cartographier les endroits les plus corrompus de France ²⁴⁵, sur laquelle nous allons nous arrêter.

C'est Raymond Bonomo, bénévole à l'association *Transparency France* qui, depuis deux ans, est à l'origine de cette unique base de données publique des condamnations pour corruption et manquements à la probité en France. Une partie des informations lui est fournie par des internautes, dans une démarche participative, mais sa principale source reste la presse. Date, motif et lieu de la condamnation, montant du préjudice... tout est répertorié tout sur cette carte interactive. C'est avec Fabien Schwebel, 26 ans, lui aussi bénévole à Transparency France qu'il a mis au point l'outil de comparaison du nombre d'affaires par région, en utilisant le PIB (produit intérieur brut) comme indice, parce qu'il considère qu'« un département qui a moins d'activité économique a aussi moins d'occasions de corruption. ²⁴⁶ » La base de données de Transparency est en accès libre sur le site. Chacun peut s'en servir pour imaginer de nouveaux calculs, développer ses propres analyses. En septembre 2016, un hackathon ²⁴⁷ a permis de développer de nouvelles visualisations, à partir des montants détournés ou des motifs

243 <http://fallingfruit.org/?c=forager%2Cfreegan&locale=en>, consulté le 22.03.17.

244 À l'occasion du 375^e anniversaire de la Ville de Montréal, Jacques Lachapelle (architecte et directeur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal) et Annmarie Adams (professeure à l'école d'architecture de l'Université McGill) ont créé une carte interactive du territoire de la ville permettant de connaître l'âge de ces différents bâtiments : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/age-batiments-fondation-ville-montreal-375e/index.html>, consulté le 24.03.17.

245 <https://www.visualiserlacorruption.fr/home>, consulté le 22.03.17.

246 http://www.lemonde.fr/chronique-des-communs/article/2017/02/11/une-carte-collaborative-de-la-corruption-en-france_5078252_5049504.html, consulté le 22.03.17.

247 Ce mot désigne à la fois le principe, le moment et le lieu d'un événement où un groupe de développeurs volontaires se réunissent pour faire de la programmation informatique collaborative, sur plusieurs jours. C'est un processus créatif fréquemment utilisé dans le domaine de l'innovation numérique.

de condamnations. « On pourrait aussi comparer le délai du jugement en fonction du statut de l'élu », explique le créateur de cette carte.

On assiste en effet à une réelle *piraterie* de l'espace urbain ainsi qu'à de vrais détournements de cartes à des fins de résistance, politiques ou carrément insolites. À l'image des cartes de géographie, de piraterie ou de guerre, ces nouvelles cartes numériques marquent les découvertes de tous ces nouveaux explorateurs urbains en quête d'un territoire moins capitaliste, moins frauduleux, plus juste. Elles marquent l'avènement d'une réelle stratégie de réappropriation de l'espace, de ses possibilités et de ses usages. Elles pointent des biens communs, des faits réels, tangibles, palpables et concrets et ne sont plus cantonnées au seul monde de la géographie en tant que tel. Les données numériques, satellitaires et citoyennes font de l'informatique — et de l'information — les nouveaux partenaires-clés dans la compréhension des différents territoires. C'est d'ailleurs pour cette raison que Google a décidé de mettre un « s » au mot « map », car ce site propose effectivement des cartes interactives pour énormément de sujets, qui sont utilisées par près de 900 000 sites à travers le monde²⁴⁸.

L'éditorialisation et la cartographie sont donc devenus des outils puissants en temps de guerre. Ils permettent à qui le souhaite d'avoir accès à une multitude d'informations et de fonctionnalités partout présentes, sans pour autant être visibles à l'œil nu. Le téléphone, et plus particulièrement l'écran, joue ici le rôle de révélateur numérique, voire d'un distributeur d'armes numériques pour essayer de combattre le pouvoir oppressant ou délégitimé, grâce à la mise à disposition de nombreuses tactiques de combat.

1.2.5. Conclusion : la force de l'empowerment technologique

Pierre Clastres définit le pouvoir politique de la façon suivante :

« Toujours un grand nombre d'hommes obéissant, à un petit nombre de chefs; si, par conséquent, l'obéissance est ce qui a été le mieux et le plus

248 Antoine Picon, *Smart Cities, Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, Quetigny, éditions B2, collection, 2013, p.102.

longtemps exercé et cultivé parmi les hommes, on est en droit de présumer que dans la règle chacun de nous possède en lui le besoin inné d'obéir, comme une sorte de conscience formelle qui ordonne : "tu feras ceci sans discuter ; tu t'abstiendras de cela, sans discuter ; bref c'est un tu feras."²⁴⁹ »

Jusqu'à présent, les projets que nous avons vus correspondent tous à ce que nous avons qualifié de guérilla numérique : à différentes échelles et par la mise en place de différents dispositifs technologiques, ils ont tous comme volonté première de combattre une certaine forme de pouvoir en place, d'instaurer plus de liberté citoyenne, de contourner un régime capitaliste grandissant, de proposer une démocratie plus ouverte, de permettre une certaine réappropriation de l'espace public.

Gilles Deleuze et Félix Guattari finissent leur chapitre sur l'espace lisse et l'espace strié de la manière suivante :

« Ce qui nous intéresse, ce sont les passages et les combinaisons, dans les opérations de striage, de lissage. Comment l'espace ne cesse pas d'être strié sous la contrainte de forces qui s'exercent en lui ; mais comment aussi il développe d'autres forces et dégorge de nouveaux espaces lisses à travers le striage. Même la ville la plus striée dégorge des espaces lisses : habiter la ville en nomade, ou en troglodyte. Il suffit parfois de mouvement, de vitesse ou de lenteur, pour refaire un espace lisse. Et, certes, les espaces lisses ne sont pas par eux-mêmes libérateurs. Mais c'est en eux que la lutte change, se déplace, et que la vie reconstitue ses sujets, affronte de nouveaux obstacles, invente de nouvelles allures, modifie les adversaires. Ne jamais croire qu'un espace lisse suffit à nous sauver.²⁵⁰ »

Ce que les deux théoriciens sous-entendent avec cette citation, c'est que même dans le territoire, l'état, le gouvernement le plus surveillé et contrôlé, il existe des brèches, des failles, des interstices qui permettent d'échapper à son caractère autoritaire. Mais il faut pour cela créer des temporalités, même de très courte durée, de luttes et de révoltes —

249 Pierre Clastres, *La société contre l'État*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1974, p.7.

250 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, Paris, Minuit, 1980, « plateau » 14, « 1440 - Le lisse et le strié », p.624 - 625.

ce qu'ils soulignent en disant qu'il ne faut « jamais croire qu'un espace lisse suffit à nous sauver » : il faut agir, reprendre le pouvoir sur nos actions.

L'empowerment désigne précisément cette capacité à prendre son propre destin en main. Venue des cités de Chicago dans les années 1930, reprise par les mouvements noirs et féministes dans les années 1970 puis par la campagne d'Obama en 2008, l'expression désigne le processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir et d'accéder à plus de pouvoir²⁵¹. Il peut s'exprimer sous une multitude de formes, comme nous l'avons vu au cours de cette partie. Selon Marie-Hélène Bacqué et Caroline Biewener, l'empowerment originel recouvre trois dimensions : le pouvoir de changer ma vie en tant qu'individu, qui est la capacité à me donner les moyens de mon développement personnel (ce qu'on appelle aussi la « *capacity building* ») ; le pouvoir avec ma communauté de transformer mes conditions de vie, dans une approche d'action collective, de solidarité et de proximité ; et enfin le pouvoir sur la société, dans une acception plus politique²⁵². Cet anglicisme n'a pas de traduction adéquate, sinon le néologisme québécois *capacitation*. Avec le Printemps Arabe, nous sommes bien devant les trois critères propres à l'empowerment : réappropriation, reprise du contrôle, et action collective. Dans notre cas, les hackers se sont battus non pas contre la fracture numérique, dite géographique ou générationnelle, mais politique, instaurée par la censure du gouvernement et par la non-liberté d'expression. De plus, avec la présence des corps dans l'espace public, ce mouvement de révolte a pu se nourrir et devenir assez important pour renverser un gouvernement. On parle ici de plusieurs réseaux imbriqués les uns dans les autres : il y a, pour commencer, le réseau des révolutionnaires, puis celui des hacktivistes du monde entier. Il y a ensuite Internet, incubateur des réseaux sociaux où se sont déroulées de nombreuses discussions par rapport aux manifestations, aux actions prenant place dans l'espace public, toutes les nouvelles qui ont été relayées par

251 http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/02/07/l-empowerment-nouvel-horizon-de-la-politique-de-la-ville_1827820_3224.html, consulté le 22.03.17.

252 <http://vecam.org/Breve-histoire-de-l-empowerment-a-la-reconquete-du-sens-politique>, consulté le 22.03.17.

les manifestants aux quatre coins du pays et du monde. Le site géographique et le site Internet ont ici joué des rôles similaires ; l'importance mutuelle de l'un par rapport à l'autre a été primordiale au bon fonctionnement de la révolution. Nous sommes en présence d'un espace numérique qui se nourrit de plus en plus de l'espace public, qui y reprend ses codes, ses conditions d'accès, ses libertés individuelles et ses actions collectives, son anonymat et sa multitude.

En plus de cette similitude de plus en plus accrue entre le tangible et le réseau, il y a un parallèle évident entre tous ces mouvements d'occupation temporaires de places publiques (Printemps Arabe, Indignés, OWS, Nuits Debout) et les hackers ou le groupe Anonymous. Pour cela, il suffit de regarder dans un premier temps leurs slogans : quand Anonymous dit « nous sommes légions », OWS dit « nous sommes les 99 %²⁵³ ». Dans l'un ou l'autre cas, on peut voir cette dualité comme la multitude qui veut combattre l'élite, comme une mise en cause du système, de la distribution du pouvoir et du contrôle. Ensuite, il est important de s'attarder sur le caractère de décentralisation de ces mouvements. La multitude, Anonymous, le réseau (internet ou de personnes), la guérilla et les mouvements d'occupation temporaire de places publiques ont tous en commun de n'avoir ni centre, ni chef, ni hiérarchie, ni leader. Dans chacun de ces cas nous assistons à la mise en place d'une réelle d'une gouvernance horizontale.

Loin d'être une pure dystopie, à l'image de certains romans de science-fiction d'anticipation ou *cyberpunk*²⁵⁴, la ville « intelligente » et le cyberspace urbain abritent en leur sein de multiples tactiques de guérilla qui affaiblissent chaque jour un peu plus le « biopouvoir » et qui permettent d'ouvrir sur de nouvelles possibilités d'action, sur de nouvelles manières de vivre et de faire corps avec le monde, de nouvelles subjek-

253 « Nous sommes les 99 % » (« We are the 99% » en anglais) est un slogan politique qui a émergé du mouvement Occupy Wall Street. Ce slogan est une référence aux inégalités économiques et démocratiques entre les élites et le reste des citoyens des États-Unis.

254 Le cyberpunk est un genre de science-fiction mettant en scène dans un avenir proche nos sociétés soumises au contrôle et à la surveillance.

tivations individuelles et collectives. La construction de ce nouvel espace urbain, ce « technocosme encore en chantier » doit s’appréhender comme un projet écosophique, c’est-à-dire comme une construction collective, citoyenne et politique, prônant le droit à la ville d’Henri Lefebvre, et prenant en compte les singularités collectives de la multitude. Il faut peut-être cesser de parler de « contre-culture » et de « contre-pouvoir » et penser à une réinvention *totale* de la culture et du pouvoir, moins portée sur le superflu, l’éphémère et la consommation, et peut-être un peu plus sur la collectivité, la durabilité et le vivre-ensemble. La question plus fondamentale qui se cache derrière cela est celle du pouvoir et plus particulièrement celui du pouvoir politique.

Partant du principe qu’il est impossible de penser la société sans le pouvoir politique, Pierre Clastres pense que la nature du pouvoir politique dans les sociétés permet de distinguer deux types de sociétés irréductibles l’une à l’autre : d’un côté, les sociétés où le pouvoir politique est coercitif (société à État), et de l’autre, les sociétés dites archaïques ou primitives, où le pouvoir politique n’est pas coercitif (société sans État). Mais absence de coercition ne signifie pas pour autant absence de pouvoir, car le pouvoir coercitif n’est qu’un cas particulier du pouvoir politique, qui lui est « universel et immanent au social.²⁵⁵ » Comme le souligne Vincent Michel, Pierre Clastres « démontre la solidité et la dimension pérenne des organisations archaïques, et comment, refusant le travail aliéné, elles dominant et dictent en fait les “décisions économiques” prises en commun.²⁵⁶ » Elles n’ont pas de rois, pas de premiers ministres, pas de présidents : « l’espace de la chefferie n’est pas un lieu de pouvoir²⁵⁷ », et « le chef est au service de la société, c’est la société en elle-même — lieu véritable du pouvoir — qui exerce comme tel son autorité sur le chef.²⁵⁸ »

255 *Ibid*, p.20.

256 Vincent Michel, *Machines de guerre urbaines*, Éditions Loco, Paris, 2015, p.8.

257 Pierre Clastres, *La société contre l’État*, *op.cit.*, p.175.

258 *Ibid*, p.176.

C'est en suivant cette logique que Negri et Hardt affirment que « plus qu'un corps politique, la multitude est la *chair vivante* qui se gouverne elle-même. [...] Elle est le seul sujet social capable de réaliser la démocratie, c'est à dire le gouvernement de tous par tous.²⁵⁹ » Cette production biopolitique de la multitude, telle qu'elle a été définie p.31 et p.58, tend à mobiliser ce qu'elle a en commun et ce qu'elle produit en commun pour un devenir commun contre le pouvoir en place. Au lieu d'une autorité extérieure imposant à la société un ordre venu d'en haut, ce sont diverses composantes, comme le réseau, qui sont à même de produire de l'organisation sociale à travers leurs relations.

259 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.126.

CHAPITRE II

HÉTÉROTOPIES URBAINES : LIEUX D'EXPÉRIMENTATION, DE REPRÉSENTATION ET DE RÉSISTANCE

2.1 La ville politique : espace(s) public(s) et urbanité

Dans *La ville qui vient*²⁶⁰, Marcel Hénaff nous rappelle que, depuis ses origines, la ville a été à la fois monument, machine et réseau, ce qui a fait la spécificité et la complexité du phénomène urbain à travers l'histoire. Monument de par le « caractère central et la signification politique de sa réalité architecturale²⁶¹ », elle est elle-même par excellence le monument; machine ensuite, et même pour reprendre la terminologie de Mumford, *mégamachine*²⁶² : métaphore de la division technique et sociale du travail, conséquence de la concentration des hommes et des bâtiments à l'intérieur du périmètre urbain qui ne cesse de reculer sous la pression de la croissance démographique; réseau enfin, par les relations qu'elle instaure entre les différentes entités spatiales qui la composent, par l'interdépendance de ceux qui l'habitent, par son ouverture et les mobilités sociales et matérielles qu'elle a toujours permis. La ville a toujours été un phénomène social et technique à la fois, et « un réseau de réseaux », bien avant l'apparition du réseau des réseaux qu'est Internet (ce qui explique pourquoi la convergence entre le réseau urbain et les réseaux de technologies numériques et de communication est inévitable et prévisible). Pourtant un élément de la ville « a toujours réussi à transgresser les séparations hiérarchiques²⁶³ » : c'est la rue. À ce sujet Hénaff écrit :

260 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, Édition de L'Herne, Paris, 2008.

261 *Ibid*, p.18.

262 Lewis Mumford, *Le mythe de la machine II : le pentagone de la puissance*, Paris, Fayard, 1974.

263 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p.137.

« La rue n'est pas un monument; à proprement parler elle n'est qu'un vide entre les immeubles; et pourtant à bien des égards elle condense la réalité de la ville. [...] Comprendre la rue c'est peut-être comprendre la raison même du fait urbain, du désir de ville. [...] Elle est la question ultime de l'espace construit à l'époque du triomphe des réseaux en tout genre.²⁶⁴»

Nous allons dans cette partie regarder en premier lieu à quel point les réseaux en tout genre ont changé radicalement la ville comme représentation monumentale et machinique. Nous regarderons par la suite la croissance exponentielle des réseaux, ce qui va nous permettre de révéler le caractère structurant de ces derniers à travers le territoire urbain. Nous nous attarderons par la suite sur certains dispositifs technologiques grâce auxquels des espaces urbains délaissés se voient revalorisés, pour enfin nous focaliser sur ces mêmes espaces et regarder comment et pourquoi ils sont essentiels, si ce n'est fondamentaux, pour l'équilibre des centres urbains.

2.1.1 La crise de l'espace public

Que la ville soit par excellence le lieu d'affirmation de l'espace public, c'est là une conviction que l'on peut qualifier de première dans la pensée politique occidentale. Outre la question des origines de la démocratie — en Grèce et à Rome — il y a une raison fondamentale à cela : dès ses origines, le mot « ville » a quelque chose d'essentiellement politique. En latin, le terme *civis* — citoyen — est lié à *civitas* : la ville composée par la communauté de tous les citoyens (à l'opposé de l'*urbs*, qui en est sa représentation architecturale, alors comprise comme une entité physique). En cela, *civitas* signifie un « droit de cité », en tant que qualité, condition et état de citoyen. Se manifeste alors chez le citoyen un engagement envers sa cité par la présence de droits et de devoirs ainsi que d'une conscience politique liée à elle. Ce terme recouvre donc tout à la fois la citoyenneté, les droits des citoyens, le droit de cité; l'ensemble des citoyens qui constitue une ville ou un état; le territoire occupé par cette communauté.

264 *Ibid*, p.201.

De la même manière, en Grèce antique, la *polis* est une cité-État, c'est-à-dire une communauté de citoyens libres et autonomes²⁶⁵. Comme le formulait d'ailleurs Aristote dans *Politique*, la cité est une communauté « d'animaux politiques » réunis par un choix de vie commune. La notion de *polis* recouvre ainsi une réalité superposable à sa donnée spatiale. La *polis* est une donnée sociale, comprise comme une communauté d'ayants droit, libre, autonome et structurée (la *polis* est alors comprise comme une entité politique et même comme le cadre de l'émergence du politique). Comme l'explique Hannah Arendt :

« La *polis* proprement dite n'est pas la cité en sa localisation physique ; c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent. "Où que vous alliez, vous serez une *polis*" : cette phrase célèbre n'est pas seulement le mot de passe de la colonisation grecque ; elle exprime la conviction que l'action et la parole créent entre les participants un espace qui peut trouver sa localisation jusque presque n'importe quand et n'importe où. C'est l'espace du paraître au sens le plus large : l'espace où j'apparais aux autres comme les autres m'apparaissent, où les hommes n'existent pas simplement comme d'autres objets vivants ou inanimés, mais font explicitement leur apparition.²⁶⁶ »

Ce détour épistémologique nous aura donc fait prendre conscience que sous un même terme, nous parlons aujourd'hui de deux concepts non pas divergents, mais parallèles. Nous avons d'un côté l'espace qui est offert au public, qui « définit les lieux d'une commune visibilité²⁶⁷ » : les édifices qui par leur taille et par leur qualité architecturale participent à l'existence de la ville monument, comme espace marqué par un projet architectural, comme expression d'un monde qui ne se réduit pas à sa seule fonction d'habitation auxquels il faut rajouter tout un paysage urbain fait de places, de rues, de parcs, etc. ; et de l'autre l'espace du public, à prendre au sens politique cette fois,

265 Le mot grec « polis » a donné le mot politique : dans la Grèce antique, les *politai* (citoyens) étaient les acteurs de la vie politique.

266 Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, op.cit., p.256.

267 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, op.cit., p.159.

métaphore d'un certain nombre de dispositifs institutionnels, lieux de débats, de décisions démocratiques ou d'échanges d'idées. Si les espaces publics trouvent place géographiquement sur le territoire, l'espace public quant à lui ne peut se matérialiser. Il n'est pas physiquement localisable, c'est un espace abstrait, virtuel, changeant, qui « prend la forme de la réunion qui le fait naître.²⁶⁸ »

Mais, à la suite d'Henri Lefebvre, Marcel Hénaff nous explique que l'industrialisation galopante a tué la ville et engendré une nouvelle réalité urbaine ainsi qu'une nouvelle spatialité. Là où le point de vue d'Hénaff est particulièrement instructif, c'est lorsqu'il compare l'éclatement spatial de la ville avec l'image du réseau. Il commence par nous rappeler que l'industrie du XIX^e siècle a cherché à bénéficier au maximum de la machine urbaine et de sa capacité à accumuler de la force de travail et à gérer des populations nombreuses (loger, éduquer, approvisionner, protéger, policer, surveiller, classer, entretenir...²⁶⁹). La révolution industrielle a été avant tout urbaine et la ville, ce berceau d'émergence de toutes les révolutions technologiques et industrielles, en a été le lieu grâce à sa force techno-sociale. Mais ceci est resté vrai jusqu'au point paradoxal où « l'industrie moderne s'est trouvée dans la situation de n'avoir plus nécessairement besoin de la ville, jusqu'au point surtout où la ville est devenue invivable, jusqu'au point où les inconvénients l'ont emporté sur les avantages.²⁷⁰ » Nous sommes aujourd'hui face à un découplage de la ville et de l'usine dans leurs spatialités territoriales. Mais ce déplacement des industries n'est pas sans impact sur la ville, car ces implantations déterminent à leur tour des développements dans l'habitat. « Ainsi naît un archipel urbain sans ville, une suite d'agglomération faite d'un mélange de zones industrielles couplées à des zones d'habitation où surviennent souvent plus tard des centres commerciaux et des services publics (commissariats, pompiers, administration civile, écoles...)²⁷¹ » La ville

268 Thierry Paquot, *L'espace public*, Éditions La Découverte, Paris, 2009, p.4.

269 Il y a là un parallèle évident avec les sociétés disciplinaire décrites par Michel Foucault.

270 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p.162.

271 *Ibid*, p.164.

perd définitivement sa fonction très ancienne de mégamachine, c'est-à-dire qu'elle cesse d'être un dispositif d'organisation et de production. L'auteur souligne le fait que ce n'est plus la ville qui gère, distribue, confère les statuts : c'est une autre instance qui s'impose, qui est le réseau. À partir de là, la ville n'est plus le cadre qui garantit une disponibilité de la force de travail, car cette force peut venir de n'importe où et est disponible partout. L'auteur poursuit sa réflexion en disant que « nous sommes en train de passer d'un appareil purement spatial, volumique, à un dispositif ubiquitaire et immatériel.²⁷² » Ici Hénaff insiste sur les réseaux de communication qui ont en quelques années bouleversé le monde du travail : télétravail, vision-conférence, technologie de l'information et de la communication (TIC), mais aussi espace de *coworking*, démocratisation du téléphone, des courriels : ils changent la ville dans ses moindres strates et à toutes les échelles.

L'autre réseau qu'Hénaff met en avant est le réseau viaire, qui a totalement bouleversé la représentation physique de la ville-monument. En Europe par exemple, « quand avec la révolution industrielle du XIXe siècle les remparts de nombreuses villes ont été rasés, on pensa que le périmètre s'était seulement élargi²⁷³ », souligne l'auteur, mais c'était bien plus que cela. Une nouvelle histoire urbaine était en train de voir le jour : la ville monumentale, à proprement parler, voyait ses derniers jours comme totalité organique. La ville n'a désormais plus de limite, et à strictement parler, la *cité* a disparu. Le nom demeure, mais l'idée de ville n'est plus. Nous sommes face aujourd'hui à un « urbain généralisé » brouillant les frontières. L'exemple qui revient le plus souvent est celui de Los Angeles. Ville pieuvre, ville tentaculaire, ville éclatée, ville archipel : les qualificatifs négatifs ne manquent pas pour la décrire. Olivier Mongin nous donne des chiffres plus qu'éloquents : entre 1970 et 1990 sa population a augmenté de 45 % et sa surface construite de 300 %²⁷⁴. Il poursuit en disant que cette ville a connu une urbanisation tellement rapide et chaotique qu'elle a perdu toute singularité et homogénéité. C'est d'ailleurs cet

272 *Ibid*, p.165.

273 *Ibid*, p.172.

274 Olivier Mongin, *La ville des flux*, Édition Fayard, Paris, 2013, p.158.

argument qu'emploie Hénaff lorsqu'il explique que Los Angeles n'a plus d'espace public, dans le sens d'un espace où est exprimée et représentée la chose publique, comme c'était le cas dans la ville monumentale, avec son architecture centrée et organisée autour de lieux symboliques. Il poursuit sur cet exemple en nous expliquant que cette ville n'est absolument pas faite pour les piétons, qu'elle s'est totalement développée autour de la voiture et donc par son réseau viaire. Ce modèle de ville met en avant une caractéristique propre au réseau, à savoir la multcentralité. Comparée au modèle dit de la « grappe », elle induit une multitude de centres permettant des niches à l'échelle locale, pourtant toutes raccordées au global de la ville. Hénaff, non sans une pointe d'ironie, se demande d'ailleurs si les vrais monuments et donc la monumentalité même de Los Angeles ne seraient pas les autoroutes elles-mêmes.

Mais la ville de Los Angeles, comme beaucoup d'autres, pose aussi le problème de l'espace public au sens d'un espace offert au public, en tant qu'il rend possible, fonctionnelle et agréable la vie quotidienne dans ce qu'on appelle communément les « lieux publics » : rues, places, cafés, trottoirs, parcs, parvis. Sur cette question le constat de Jane Jacobs est sans appel :

« Los Angeles est un cas d'une métropole où la vie publique est réduite et qui dépend avant tout des contacts sociaux d'ordre plus privé. [...] Je pense qu'il s'agit là d'une conséquence inévitable dans les grandes villes où n'existe pas de dimension publique dans la vie quotidienne.²⁷⁵ »

Se pose alors la question du débat public, de la confrontation des opinions privées, mais aussi d'une pratique démocratique, d'une forme de communication, de circulation des divers points de vue : celle du lieu de l'espace public au sens politique du terme. Hénaff a un regard très critique sur ce point et nous dit que les dispositifs technologiques ont déplacé le débat public sur les réseaux virtuels, faisant ainsi perdre de la monumentalité et de la visibilité à l'espace public politique. Il est bon pour cela de se référer à Jürgen

275 Jane Jacobs, *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Édition Parenthèses, Paris, 1961, p.81.

Habermas²⁷⁶ qui a théorisé « l'espace public » comme étant la circulation d'idées : cet espace n'est pas géographique, il peut même s'affirmer *atopique*, lorsqu'il prend la forme d'une feuille de journal, vite transformée en affichette collée sur une palissade. L'espace public correspond à la publicisation d'une conviction privée qui vient alimenter le débat collectif et participer à l'élaboration d'une opinion publique. Nous voyons mieux pourquoi Hénaff affirme que l'espace public politique est lui aussi en perte de visibilité, ce qui est confirmé par Thierry Paquot lorsqu'il affirme que « le café, lieu de sociabilité, demeure une balise dans l'océan agité de la grande ville. Quant aux débats d'idées et aux rêves d'une autre société, ils ont laissé la place aux “blagues de comptoirs” et se sont réfugiés sur la toile (le Web).²⁷⁷ » Hannah Arendt écrivait par ailleurs :

« Le mot “public” désigne le monde lui-même en ce qu'il nous est commun à tous et se distingue de la place que nous y possédons individuellement. [...] Il est lié aux productions humaines, aux objets fabriqués de main d'homme, ainsi qu'aux relations qui existent entre les habitants de ce monde fait par l'homme. Vivre ensemble dans le monde : c'est dire essentiellement qu'un monde d'objets se tient entre ceux qui l'ont en commun, comme une table est située entre ceux qui s'assoient autour d'elle ; le monde, comme tout entre-deux, relie et sépare en même temps les hommes.²⁷⁸ »

Il faut comprendre, avec cette crise de l'espace public, que le monde qui est entre eux — cette fameuse table — n'a plus ce pouvoir de rassembler, de relier ni même de séparer les gens, dû à sa perte de monumentalité et de visibilité, qui s'est déplacée sur les réseaux.

La ville réseau aurait-elle totalement tué l'espace public ? Cela est beaucoup moins sûr. Il serait plus juste de dire qu'elle a permis la multiplicité des lieux et la diversité des moyens de discussion et de décision, et plus pertinent de d'affirmer qu'elle en a modifié en

276 Jürgen Habermas, *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Édition Payot, Paris, 1998.

277 Thierry Paquot, *L'espace public*, *op.cit.*, p.45.

278 Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, *op.cit.*, p.92.

profondeur le caractère politique. Car rappelons-le, le réseau a ce pouvoir de raccorder le local au global et inversement : il n'est plus uniquement question d'une proximité des corps dans l'espace public ni d'échanges d'idées de vive voix, ceux-ci pouvant dorénavant se faire par les multiples réseaux mis à disposition par la ville. De plus, et cela n'est pas négligeable, les espaces publics peuvent et doivent être vus comme autant de lieux en attente d'une politisation plus ou moins forte. Tous les mouvements d'occupation temporaire de places que nous avons vus sont, à différentes échelles, des manifestations qui prennent place au même degré dans les acceptions singulières et plurielles du terme « espace public », afin de faire circuler leurs idées, et surtout de les propager vers toutes les audiences. Grâce à ces mouvements révolutionnaires, le numérique et le public n'ont jamais autant été liés qu'à notre époque. Si les dispositifs traditionnels se sont transférés sur le réseau virtuel, il faut constater que ce transfert a été précédé, et s'accompagne toujours, d'importantes transformations liées à la révolution technologique des dix dernières années. Alors, dire que l'espace public - monumental et politique - a disparu reviendrait à passer sous silence toutes ces manifestations, toutes ces idées qui voient le jour en maints lieux de la planète. Le réseau nous oblige à réinventer notre rapport à l'espace public, dans notre manière d'occuper les espaces urbains : il implique de ce fait la nécessité de nouvelles formes de rassemblement, des regroupements dont l'émergence même crée des lieux inédits, fort différents de la monumentalité classique et du politique tel que nous le connaissons.

De plus, comme nous le rappelle David Harvey, « Les qualités humaines de la ville résultent de nos pratiques en ses différents espaces, même si ces espaces sont soumis à l'*enclosure*, c'est-à-dire l'appropriation par des propriétaires d'espaces préalablement dévolus à l'usage collectif, et au contrôle social.²⁷⁹ »

279 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.142.

Une question se pose alors : comment pouvons-nous parler d'espace public ou d'espace commun si la ville et ses différents espaces sont contrôlés et dominés par la classe capitaliste? Comment l'habitant peut-il, comme Henri Lefebvre le propose, se réapproprier la ville et ses différents espaces, si l'État, les pouvoirs publics et le privé ont la mainmise des propriétaires sur eux? La question peut paraître désuète, mais a pourtant son importance. Il s'agit ici, dans un premier temps, de ne pas confondre les termes. On parle d'espace(s) public(s) (dont le singulier n'est pas équivalent au pluriel), de biens publics, d'espaces communs et de commun(s). David Harvey nous dit à ce sujet qu'il convient d'établir « une importante distinction entre espaces publics et biens publics d'une part, et communs de l'autre.²⁸⁰ » Il nous explique que les espaces et les biens publics de la ville ont toujours été l'affaire de l'État et de l'administration publique, et ne représentent pas nécessairement un commun. Il poursuit en disant que :

« Dans toute l'histoire de l'urbanisation, assurer la mise à disposition d'espaces et de biens publics (hygiène publique, santé publique, éducation, etc.) par des moyens publics ou privés a été un élément déterminant du développement capitaliste. Dans la mesure où les villes ont été des lieux de conflits et de luttes des classes acharnées, les administrations ont souvent été obligées de mettre des biens publics (logements sociaux, services médicaux, éducation, rues pavées, services de voirie et d'eau) à la disposition d'une classe ouvrière urbanisée.²⁸¹ »

Dans les faits, si ces espaces et biens publics contribuent aux qualités du commun, l'action politique des citoyens et du peuple est indispensable pour que ceux-ci se les approprient ou en bénéficient. Ce qui signifie que tous les lieux dont nous avons parlé plus haut sont des espaces publics qui se sont transformés en commun urbain lorsque des gens s'y sont rassemblés pour exprimer leurs idées politiques et présenter leurs revendications. L'exemple de la rue est lui aussi des plus parlants : elle est un espace public qui, à travers l'histoire, s'est vu à d'innombrables reprises transformées par l'action sociale et politique en un commun révolutionnaire, contestataire et militant.

280 *Ibid*, p.143.

281 *Ibid*.

Mais David Harvey nous met en garde, car « si on veut protéger le commun, il est souvent vital de protéger le flux de biens publics sur lequel reposent les qualités du commun. Lorsque la politique néolibérale réduit le financement des biens publics, elle réduit du même coup le commun disponible.²⁸² » Les rues, les places, les parvis, les marchés, les esplanades sont autant des espaces/biens publics que de potentiels communs urbains en attentes d'être politisés par l'action sociale. Dans ces conditions, le commun théorisé par David Harvey se rapproche dans sa définition de l'espace public — au singulier cette fois-ci — théorisé par Thierry Paquot²⁸³. Ce n'est pas l'espace en tant que tel, mais ce qui s'y passe qui fait changer le statut de ces différents espaces. C'est ce que nous dit David Harvey lorsqu'il souligne qu'« il ne faut donc pas considérer le commun comme une sorte particulière d'objet, d'actif ou même de processus social, mais comme une relation sociale instable et malléable entre un groupe social spécifique et autodéfini et les aspects de son environnement social et/ou matériel déjà existant.²⁸⁴»

Cette première partie nous aura permis de prendre conscience du caractère polymorphique de l'espace public, et d'avancer l'idée que le réseau et les technologies numériques n'ont pas, comme on le soutient quelquefois, tué la ville monumentale. Il est important de nuancer ce propos en disant plutôt que le réseau en a modifié l'usage, et qu'il a permis des formes de rassemblement inventant des lieux inédits (voir Annexe A, p.254).

2.1.2 La ville réseau

La ville réseau est tout autant la ville en réseau que la ville qui fait réseau. Antoine Picon parle d'une double version de l'imaginaire politique associé aux villes du *futur*. D'une part, il y a celui des politiques, des décideurs, des concepteurs de réseau,

282 *Ibid*, p.144.

283 Thierry Paquot, *L'espace public*, Éditions La Découverte, Paris, 2009. Se référer à la p.185 de ce mémoire.

284 *Ibid*, p.144.

nourri par un ensemble de politiques visant à contrôler un ensemble de publics usagers des infrastructures urbaines, des « rêves de gestion urbaine d'inspiration néo-cybernétique²⁸⁵ » où la multiplication des puces et des capteurs dans les lieux d'habitation comme dans les espaces publics et la généralisation de la géolocalisation par les téléphones portables permettraient un suivi de plus en plus fin des micro-événements urbains et une accumulation colossale des données personnelles, exploitables à des fins de marketing personnalisé, de contrôle et de surveillance généralisée. D'autre part, il y a les représentations et les pratiques collectives que développent sans cesse les usagers des réseaux, inspirés par des idéaux de coopération, de partage et de résistance :

« L'imaginaire des réseaux renvoie au risque de la surdétermination par les grands systèmes technologiques, surdétermination souvent présentée comme synonyme d'efficacité, en même temps qu'à l'idéal d'une émancipation individuelle et collective. C'est entre ces deux extrêmes qu'une politique des réseaux devient non seulement possible, mais encore indispensable.²⁸⁶ »

Une fois de plus, les deux approches développées depuis le début de ce mémoire se confrontent : la ville « intelligente » versus le *cyberespace urbain* ; l'approche top-down versus l'approche bottom-up ; la société de contrôle versus la guérilla numérique.

Nous allons à présent porter notre attention sur des réseaux citoyens à l'échelle d'un quartier, d'une ville, d'un territoire, qui permettent aux usagers de contourner les marques de grande distribution, et ainsi consommer plus local, en circuit court ou de manière alternative. Il sera question aussi, comme nous avons déjà commencé à le voir, d'utiliser des outils numériques comme la cartographie, permettant aux différents usagers une approche du territoire totale, plus compréhensible et facile.

L'exemple choisi me semble très important, surtout ici à Montréal, où il est très répandu : il s'agit du *dumpster*. Cette pratique mérite d'être connue et beaucoup plus

285 Antoine Picon, *La ville des réseaux, un imaginaire politique*, Éditions Manucius, Paris, 2014, p.11

286 *Ibid*, p.43

démocratisée. Le terme vient de l'anglais « dumpsters divers » (littéralement « plongeurs de bennes ») : il s'agit de personnes qui cherchent des choses que d'autres personnes ont jetées alors qu'elles sont encore utiles, peuvent être recyclées, et ont encore de la valeur. Les récupérateurs s'intéressent non seulement aux objets laissés sur le trottoir par des particuliers, mais aussi aux déchets des sociétés à bureaux ou des supermarchés ou magasins en tout genre.

Cet aspect de « faire les poubelles » peut en repousser plus d'un (l'image du clochard ou de l'itinérant à la recherche d'un morceau de pain dans un tas d'immondices nous vient naturellement à l'esprit... avec les odeurs et la crasse des poubelles), mais la réalité est différente, et n'implique pas de plonger dans un tas d'ordures. Beaucoup d'associations à but humanitaire aident des étudiants ou des chômeurs en difficulté à organiser des collectes et des redistributions de produits alimentaires tout à fait consommables, qui étaient sur le point d'être jetées par les enseignes de la grande distribution. D'autres s'organisent en groupe avec un but plutôt écologique et citoyen, et forment des communautés qui font ensuite des repas et des soirées, privées ou publiques, à partir des biens alimentaires récupérés.

Le fonctionnement du dispositif est simple : lorsque quelqu'un souhaite distribuer des aliments, il lui suffit de les déposer dans un endroit public (parc, ruelle, devant chez soi...) et d'annoncer le dépôt publiquement sur un groupe Facebook dédié. Certains participants annoncent leurs dépôts à l'avance (exemple : « une quarantaine de bananes au parc Laurier à 18 h 30 ce soir! »), mais cette pratique n'est pas obligatoire. Les « dumpsters » sont libres d'annoncer leurs dépôts comme ils le souhaitent.

Cette pratique a donné naissance à un groupe Facebook très organisé, du nom de *Free Food For People*, qui a à son actif plus de 12 000 membres, et dont les publications révèlent l'ampleur de cette démarche et de ce mouvement, été comme hiver, à Montréal. Sur leur page, on peut lire que « Free Food for Free People est une initiative populaire qui vise à répertorier la (re —) distribution d'aliments au peuple. Ces aliments proviennent

généralement des excédents de commerces locaux, mais peuvent aussi être des dons de particuliers. Le mouvement n'est associé à aucun organisme et est basé entièrement sur la collaboration d'individus souhaitant y participer.²⁸⁷ » Pour aider les usagers, le groupe a mis une carte²⁸⁸ en ligne avec un code couleur (conteneur vert = souvent payant/conteneur rouge = rarement payant). Au premier coup d'œil, on peut se rendre compte qu'il y a un très grand nombre de conteneurs dispersés un peu partout sur l'île, et qu'on retrouve, également cartographiés, des frigos communautaires, les « mange-trottoirs » qui utilisent les saillies de trottoir comme jardins urbains et où tous peuvent participer, les projets d'agriculture urbaine et d'autres projets de consommation collaborative. On retrouve quatre grandes catégories de « trésordure » : Dumpster Diving, Initiatives Populaires, Nourriture Locale, Nourriture en vrac, permettant toute une approche de consommation alternative.

Bien plus qu'une simple initiative militante, le dumpster est un acte politique et engagé, qui souhaite se battre contre la consommation et le gaspillage massif. Ce projet se rapproche de la subjectivation éthico-politique de Michel Foucault, notion qui permet à de nouvelles formes d'actions collectives et autonomes de voir le jour, inventant de nouvelles formes de résistance, d'action et de vie en commun. Dans le cas présent, l'action, au sens d'Arendt, crée autour de ces sujets actifs une communauté de citoyens rassemblés par un choix militant, et politique. Il faut ici envisager l'action politique en tant que construction de nouvelles formes du vivre-ensemble, réinventant une certaine quotidienneté. Ces personnes se battent pour créer de nouvelles organisations et collectivités au sein même de la ville, des communautés qui agissent en réseau et par réseau, multipliant ainsi les points d'action dans l'espace public, ce qui ancre leur appartenance identitaire à une communauté et à un territoire. Comme l'explique André Duarte, dans son texte, *Pensée de la communauté et action politique : vers le concept de communautés plurielles* :

287 <https://www.facebook.com/groups/102893013383382/?fref=ts>, consulté le 24.03.17.

288 <https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1Mrqn74LBNi7TELf7D4bukTgxMrs&ll=45.53302282848058%2C-73.59178619121684&z=12>, consulté le 24.03.17.

« En ce qui concerne les collectifs politiques, il me paraît que leurs actions et leurs discours engendrent non seulement de nouvelles relations d'expressivité et de manifestation instantanée de la singularité des agents, mais aussi des relations plus stables de sociabilité, d'affectivité, d'amitié, bref, de nouvelles formes de vie en commun. Ces nouvelles formes de vie en commun engendrées au cours des actions politiques peuvent arriver à surpasser le moment fugace de l'action et ainsi avoir même des effets plus durables et plus vastes, changeant la façon de vivre de ceux qui y participent.²⁸⁹ »

La profusion des technologies numériques au sein de la ville et la multiplication des réseaux citoyens auront permis l'accroissement de communautés comme celle-ci, regroupées par un choix collectif, militant, de résistance et/ou politique. Le numérique, et plus particulièrement le réseau, joue ici le rôle de connecteur virtuel entre tous ces sujets physique. La citation d'André Duarte n'est pas non plus sans rappeler l'organisation interne des mouvements d'occupation de places publiques dont on a parlé, c'est-à-dire les expérimentations de nouvelle forme d'action politique tout comme la construction de nouvelles formes de vivre-ensemble, sur des temporalités plus ou moins courtes.

Effectivement, l'exemple français Nuits Debout nous a appris que les manifestants pouvaient construire de façon éphémère des jardins, une bibliothèque, des espaces de rencontres, de débats et de votes. À l'image de l'agora grecque, ces espaces-temps citoyens et militants permettaient la mise en confrontation d'idées liées et la prise de décisions par consensus sur la place publique de la cité. Plus qu'une révolte, ces manifestants ont (re —) construit un espace commun et en commun sur la place publique, grâce à la mise en relation de sujets-citoyens investis dans une cause commune.

On peut de même inscrire ce projet directement dans le cadre théorique de l'écosophie de Félix Guattari, car comme nous l'avons vu, pour cet auteur, un changement de mentalité

289 André Duarte, *Pensée de la communauté et action politique : vers le concept de communautés plurielles*, Rue Descartes 2012/4 (n° 76), p. 20-41. - Il a également écrit un texte très intéressant en prenant pour exemple les communautés gay et queer, avec lesquels il met en lumière la construction de nouvelles communautés politiques, et leur nouvelle forme d'organisation.

est obligatoire afin de modifier nos modes et nos habitudes de consommation (écologie mentale), ce qui sera directement relié à des changements, voire à des métamorphoses, du capitalisme. Jeremy Rifkin, grand théoricien de la troisième révolution industrielle explique :

« La montée en puissance du modèle collaboratif va progressivement marginaliser un capitalisme déjà sur le déclin. Je ne dis pas que ce dernier va disparaître, les deux systèmes vont continuer longtemps à cohabiter, mais dans une économie de plus en plus hybride qui va le transformer en profondeur.²⁹⁰ »

Il est important de saisir que de nombreux changements sont déjà en marche. Portés par les réseaux, internet et les technologies numériques, ils vont se diffuser tant dans les esprits que dans la ville et l'espace public. Le réseau numérique invite le sujet à se rendre dans l'espace public, générant ainsi un certain nombre de rencontres urbaines qui vont à leur tour produire, comme le souligne le titre de ce chapitre, des hétérotopies urbaines où il sera question d'expérimentations et de résistance. Si pour certains, l'espace public semble perdre son caractère politique, il n'en est pourtant rien avec ce genre d'initiatives qui tend à démontrer le contraire.

Cette logique numérique est donc loin de la logique induite par la ville « intelligente » qui mise sur une technologie autonome. La multiplication de ces communautés, regroupées par un choix politique, montre toute l'effervescence urbaine et communautaire contemporaine, l'ingéniosité des sujets-citoyens ainsi que la mise en commun de leur intelligence et de leur créativité. Nous sommes ici face à deux typologies de réseaux : la typologie « FixMyStreet » qui met en place des réseaux qui vont permettre aux citoyens désireux de prendre part au processus de construction de la ville, et la typologie « citoyenne » à comprendre comme des communautés politiques, qui se servent des outils que la ville « intelligente » met à disposition pour créer leur propre réseau alternatif. Ce

290 http://www.liberation.fr/futurs/2014/10/19/le-modele-collaboratif-va-marginaliser-le-capitalisme_1125202, consulté le 24.03.17.

double processus met en avant le réseau, mais surtout le citoyen, comme sujet politique qui construit la ville et l'(es) espace(s) public(s), l'espace urbain, l'espace commun, et de façon plus générale le commun de la ville, à prendre dans le sens « commun » (pour tout le monde) et « comme-un » (comme un ensemble unique).

La ville réseau est donc la ville construite par réseaux et en réseau. Grâce à l'entremêlement de ces deux typologies aussi essentielles l'une que l'autre à son fonctionnement, la ville permet l'action d'une multitude de communautés citoyennes qui redonnent tout son sens aux différentes notions d'espace public défini dans la partie précédente. L'espace public et l'espace commun n'ont donc pas complètement disparu du paysage urbain actuel, mais connaissent indéniablement une évolution et une transformation inédites.

À rebours de la ville « intelligente », où réseau rime avec multiplication des puces, des capteurs et du contrôle dans les espaces publics, les réseaux citoyens s'inscrivent essentiellement dans une démarche de droit à la ville, incitant citoyens et collectifs à se réapproprier certains espaces délaissés. Ils jouent le rôle de créateurs d'événements singuliers aptes à réinjecter du hasard, de l'imprévu, de l'inattendu et de l'imprévisible au sein de la ville, en mettant en place des dispositifs de contre-pouvoir. C'est pour cela qu'il faut concevoir ces dispositifs comme des productions de tactiques de guérilla.

2.1.3 De l'écran numérique à la ville physique

La ville est le lieu où se rassemblent, bon gré mal gré, des gens de toutes sortes et de toutes classes pour produire une vie commune, bien qu'éphémère et constamment mouvante. Les innombrables révoltes passées, présentes et futures nous font prendre conscience qu'il y a, dans l'atmosphère de la ville, quelque chose de politique qui cherche à s'exprimer. Ces deux composantes, la ville et la lutte montrent que même si ces personnes ne se connaissent pas, elles s'allient pourtant en temps de révolution, de lutte et de résistance, afin de montrer leur mécontentement en temps de crise. De

leur différence, elles font une unité contre un pouvoir en place, une loi : quelque chose contre lequel elles s'unissent dans l'opposition.

Si jusqu'à présent nous avons pu voir que la ville et les technologies numériques tissent des liens très étroits sur une multitude de niveaux, permettant ainsi d'augmenter les possibilités physiques dans l'espace public, nous devons tout de même faire une petite parenthèse en portant notre attention sur la relation environnement physique/ environnement numérique.

En parcourant ces différents exemples, nous avons pu constater que le numérique pouvait être un amplificateur des possibles. Cependant, nous avons aussi vu que l'espace public était en perte de visibilité, justement à cause de cette forte présence numérique. Nous sommes ici face à un double processus qui d'un côté nous permet de faire plus de choses (s'exprimer, lutter, agir, se regrouper, manifester), mais qui, paradoxalement et simultanément nous enferme (espace contrôlé, surveillé, analysé, strié). Ce paradoxe pourrait se résoudre en constatant que moins l'espace de la ville contient des possibles, de l'inattendu et de l'impromptu, plus ces possibilités glissent dans l'environnement numérique. Nous allons dans cette partie essayer de comprendre toute la complexité qui lie ces deux environnements parallèles, mais pourtant bien distincts l'un de l'autre.

Dans un texte intitulé *Trop-plein de possibles et dévalorisation du réel*²⁹¹, Olivier Mongin nous explique que le monde réel, tout comme le cyberspace, est composé de trois couches : une couche matérielle, une couche logicielle et une couche cognitive. Il nous explique qu'il ne faut pas confondre ce qui relève du réel, du virtuel et du possible du fait de ce qu'il nomme « hybridation du réel et du virtuel. » Les réseaux et flux numériques en sont la matérialisation parfaite, le grand rêve d'ubiquité étant enfin rendu accessible grâce d'une part à la vitesse induite par les technologies numériques, et d'autre part grâce aux connexions. Effectivement, si je suis connecté, je peux facilement aller sur

291 Olivier Mongin, *Trop-plein de possibles et dévalorisation du réel*, in *La ville des flux*, *op.cit.*, p.125 à 135.

le réseau et me déplacer, voyager, communiquer, discuter avec des pairs présents numériquement et physiquement absents, dont la présence du corps et de l'esprit fait défaut dans l'espace public. Encore une fois, le global est connecté au local dans un va-et-vient de flux incessants. Mongin explique d'ailleurs très bien ce phénomène lorsqu'il écrit :

« Cette notion [le “glocal” (associant le global et le local) du monde contemporain] rappelle pourtant que la pression des flux sur les lieux est à l'origine de l'enchevêtrement des échelles. [...] Le “glocal” signifie que le global (les flux hybrides) est déjà dans le local (des lieux hétérogènes) et que des flux de tous ordres (communication, informations, finance, transport, échanges commerciaux, technologies, images, idées...) traversent horizontalement toutes les échelles.²⁹² »

Dans cette perspective, on pourrait être amené à croire que les flux et réseaux numériques sont plus importants que les lieux physiques, conclusion hâtive que nous avons déjà mentionné lorsque nous avons évoqué les auteurs pour qui l'espace public connaît actuellement une crise majeure. Arriver à cette conclusion aussi vite reviendrait à dire que le réel (la ville physique) a perdu toute importance sous la pression du virtuel, des flux, des réseaux, des technologies numériques et d'internet. Comme nous invite à le faire Olivier Mongin, « c'est sur les relations inédites que nouent le réel, le virtuel et le possible qu'il faut se pencher²⁹³ », ce qui exige deux préalables :

« Tout d'abord établir un constat initial : si tous les possibles ne sont pas possibles dans la réalité (celle qui nous fait habiter et qui impose certaines limites), ils le sont dans le cyberspace pour tous. Distinguer ensuite deux couples de notions — le virtuel et l'actualisable, le possible et le réalisable — qui ne coïncident pas entre eux : tous les possibles virtuels qui sont “actualisables” sur l'écran numérique ne sont pas nécessairement “réalisable” en dehors de l'écran.²⁹⁴ »

292 *Ibid*, p.126.

293 *Ibid*, p.127.

294 *Ibid*.

Les différentes cartographies mentionnées précédemment démontrent que l'on peut montrer de multiples informations sur une seule et même carte ; pourtant, toutes ces informations ne sont pas présentes en direct au sein de la ville. C'est la relation que l'un et l'autre entretiennent avec le possible qui distingue le réel du virtuel : « je peux tout actualiser dans le virtuel, mais je ne peux pas tout faire glisser du virtuel dans la réalité.²⁹⁵ » Le virtuel est un facteur d'enrichissement de la réalité à l'unique condition que l'on sorte du « pur virtuel », pour réinvestir l'espace physique en général, et celui de la ville en particulier.

Ce point fondamental est essentiel pour saisir les points théoriques ainsi que les exemples présentés jusqu'à maintenant. Pour le Printemps Arabe, si les virtuoses du réseau ont permis d'actualiser la situation en libérant internet, seule la présence des corps physiques sur la place publique pouvait renverser le gouvernement. En actualisant le virtuel, ils ont permis de créer des possibles qui se sont réalisés, mais tous les possibles réalisés sur le réseau, ne se sont pas transposés dans le réel. Pour cette raison, nous dirons que l'environnement physique et l'environnement numérique tissent des liens très étroits et perméables, sans pour autant dire que l'un est substituable à l'autre.

Le virtuel joue ici le rôle que nous avons donné aux technologies numériques : une tactique de guérilla numérique qui fonctionne par amplificateur des champs des possibles. Dans ces conditions, il s'inscrit dans le cadre théorique de l'ère post-média développé par Guattari, où il est question d'une certaine réappropriation citoyenne de ces mêmes technologies, utilisée pour contourner une certaine forme de capitalisme et ainsi promouvoir de nouvelles formes d'échanges, d'économie collaborative et de circuits courts. C'est aussi, comme on l'a vu avec le collectif Anonymous, des technologies numériques qui peuvent être utilisées comme une arme de guerre, pouvant tout aussi bien frapper de l'intérieur et de plein fouet l'ennemi qu'aider des populations et des citoyens révolutionnaires. Physique et numérique ne doivent pas être séparés pour que

295 *Ibid.*

puissent avoir lieu les nouvelles typologies de révoltes, de contestations et de révolutions qui font l'objet de cette recherche.

Mais Olivier Mongin va plus loin, et explique que la vitesse, l'ubiquité et l'instantanéité sont à l'origine d'un double trop-plein de possibilités causées par :

« [...] tous les réels possibles et tous les virtuels possibles générés par la multiplication des écrans, mobiles ou non. Cette double prolifération de possibles occasionne des surcharges mentales considérables et laisse croire que tout peut arriver (puisque tous les possibles coexistent dans l'ordre du virtuel) à tout moment. D'où une oscillation mentale entre le principe de précaution (comment empêcher que la catastrophe arrive?) et le sentiment imminent de la catastrophe (la catastrophe comme seul mode possible de l'événement).²⁹⁶ »

Au final, ce double trop-plein de possibles s'opère au détriment du réel considéré comme « plus pauvre », car si la fiction rejoint par moment la réalité, ce n'est pourtant et heureusement pas toujours le cas. Dans ce cas, le virtuel paraît être un espace où tout peut se faire : ce qui n'est pas possible dans la réalité, peut le devenir dans le registre du virtuel. Alors, « cette idée accompagne celle du risque sans risque²⁹⁷ » qui influence des domaines aussi variés que les finances, l'économie, l'environnement, le territoire, la ville, ce que souligne très bien Mongin en disant que « quand tout est possible sans risque, quand on croit tenir tous les leviers de la précaution et de la sécurité, la crise et la catastrophe sont à l'arrivée ! Car on a oublié que la réalité, un possible parmi d'autres, revient en force.²⁹⁸ » C'est donc en suivant cette logique que l'on a vu arriver des krachs boursiers sans précédent, des explosions de centrale, des dérèglements climatiques, des villes qui misent sur le « pur virtuel », des sociétés de contrôle, des guerres...

296 *Ibid*, p.128.

297 *Ibid*.

298 *Ibid*.

« La révolution numérique ayant démultiplié à l'infini les possibles, le réel est désormais une déclinaison parmi d'autre des possibles, et non plus, comme c'était le cas chez Descartes, ce en fonction de quoi les possibles sont déclinés. Les possibles peuvent ainsi proliférer sans limites dès lors qu'ils ne sont plus freinés par la pression du réel.²⁹⁹ »

Les technologies numériques, tout comme le réseau et de manière plus générale internet sont, comme nous le voyons depuis le début de ce mémoire, des instruments à fort pouvoir communicant, constituant un commun en devenir, mais cela ne suffit pas pour autant à constituer un monde habitable : le « pur virtuel » n'est pas vivable. « On habitera jamais là, et pourtant, désormais sans cela, nous ne pouvons pas habiter³⁰⁰ » souligne Olivier Mongin. Il faut alors, à défaut d'y vivre, reconstruire un monde habitable qui inclut cette nouvelle composante, et ainsi redéfinir la notion même d'habiter et d'habitat, rejoignant ainsi le droit à la ville d'Henri Lefebvre, et sa réappropriation de l'espace par les citoyens.

La profusion des technologies numériques dans les différents espaces de la ville, dans les moindres strates de la société et de la vie même, nous donne à voir ces nouveaux outils comme un « phénomène total³⁰¹ ». C'est pour cette raison que la révolution numérique peut se lire selon deux grandes entrées : d'une part dans nos usages vis-à-vis des technologies numériques, d'autre part dans la perception que nous en avons. Stéphane Vial nous explique que cette révolution numérique, comme toutes les révolutions techniques précédentes est une révolution ontophanique :

« révolution ontophanique, au sens étymologique du terme tel qu'il a été initié par Mircea Eliade [...] signifie que quelque chose se montre à nous, c'est-à-dire de la manière dont les êtres (*ontos*) apparaissent (*phaino*) [car] de tels bouleversements de notre perception commune forment ce que nous proposons d'appeler [aussi] des révolutions phénoménologiques, au sens où ils modifient l'acte de percevoir (la nature, l'espace, la matière, etc.) en

299 *Ibid*, p.129.

300 *Ibid*.

301 Stéphane Vial, *L'être et l'écran, comment le numérique change la perception, op.cit.*, p.90.

affectant notre culture perceptive. [...] Une révolution phénoménologique se produit ainsi lorsque l'acte de percevoir est affecté ou modifié par une innovation artistique, scientifique ou technique.³⁰² »

À la suite de l'invention de la perspective par les peintres de la Renaissance, de la géométrie euclidienne, de la révolution copernicienne, le numérique a transformé en profondeur et de manière exhaustive notre manière de voir et d'appréhender les choses et le monde. « Mais là où les révolutions précédentes étaient plutôt d'ordre intellectuel, la révolution numérique est quant à elle une révolution sociale, dans le sens où elle affecte l'ensemble des populations.³⁰³ » Elle se présente comme « un événement de masse, qui vient perturber l'expérience ontophanique de centaines et de centaines de millions d'individus.³⁰⁴ » Le numérique a changé notre manière même de se-sentir-au-monde, comme nous essayons de le démontrer depuis le début de ce mémoire, et c'est pour cette raison que nous disions plus haut que nous devons réapprendre à vivre avec lui, sans pour autant ne vivre qu'à travers lui.

Stéphane Vial prend l'exemple significatif du téléphone³⁰⁵ pour expliciter ses propos. Il explique qu'à sa création, le téléphone était vu comme un nouvel objet technique apportant avec lui une nouvelle perception du monde — se parler sans se voir. Cependant, avec les années, les gens se sont habitués à ce nouveau dispositif, le faisant glisser dans l'ontophanie générale, lui donnant un caractère banal et ordinaire.

Ceci étant dit, nous comprenons mieux pourquoi le monde contemporain peut nous paraître si complexe par moments. La perception est un acte humain façonné par les choses qui nous environnent. Quelqu'un qui est né avec le numérique perçoit la technologie de manière plus habituelle et banale que les personnes ayant vu tous ces

302 *Ibid*, p.96 à 98.

303 *Ibid*, p.99.

304 *Ibid*, p.99.

305 Stéphane Vial, *Le modèle de l'ontophanie téléphonique*, in *L'être et l'écran*, comment le numérique change la perception, *op.cit.*, p.138 à 147.

changements s'opérer. En suivant cette logique, et en la poussant un peu plus loin, on comprend alors que certaines personnes puissent voir le numérique non pas comme un simple outil technologique qui permet d'envoyer des mails, de se faire des amis virtuels ou de dématérialiser toutes sortes d'échanges et de flux, mais bel et bien comme une arme de guerre, une nouvelle façon de gouverner le monde, un moyen puissant pour aider les populations opprimées, pour venir en aide à des peuples dans le besoin...

Cette nouvelle façon de percevoir le monde n'est pas sans rappeler ce contre quoi Olivier Mongin nous mettait en garde, soit notre rapport direct avec le virtuel et l'actualisable, le possible et le réalisable : le rapport à la réalité change avec les générations. « Si les personnes les plus âgées ont parfois du mal à adopter les nouvelles technologies, c'est parce que leur rapport à la réalité est tout simplement coulé dans une autre matrice ontophanique que celle du numérique.³⁰⁶ »

« Aucune technique n'avait à ce point transformé la manière dont les êtres et les choses nous apparaissent en tant que phénomène³⁰⁷ », soutient Vial, et ceci s'explique entre autres par la profusion du numérique dans tous les aspects de la vie, des plus intimes aux plus publics : cela a commencé avec les micro-ordinateurs au milieu des années 1970; cela s'est poursuivi avec les interfaces graphiques dans les années 1980; est venue en suite la montée du cyberspace dans les années 1990; puis le triomphe du Web 2.0 et des terminaux mobiles des années 2000, qui nous ont fait rentrer dans l'ère actuelle, celle des réseaux et des connexions, des territoires connectés, de la ville « intelligente » et du cyberspace urbain.

Dans cette partie, nous avons pu voir qu'avec l'apparition du couple environnement numérique/environnement physique, au-delà de nos perspectives d'action dans l'espace public, c'est notre perception même qui a été transformée par l'arrivée des technologies

306 *Ibid*, p.145.

307 *Ibid*, p.149.

numériques. Nous avons pu ainsi mettre en évidence le caractère fondamental de l'espace comme environnement premier pour l'action auquel se rajoute le numérique comme amplificateur des possibles.

Nous allons nous attarder maintenant sur les espaces dans l'espace, les lieux dans les lieux, permis par l'hybridation physique/numérique, et sur les événements susceptibles de s'y dérouler.

2.1.4 Espaces interstitiels, machines de guerre et TAZ

Nous évoquons depuis le début de ce mémoire deux typologies d'usages des technologies numériques qui induisent chacune deux typologies d'espaces. Nous avons rencontré l'espace strié et l'espace lisse de Deleuze et Guattari; l'isotopie et l'hétérotopie de Lefebvre; le biopouvoir et de biopolitique de Negri et Hardt : d'un côté des espaces contrôlés et surveillés où l'action est limitée, et de l'autre des espaces délaissés et autonomes où la différence peut émerger.

Ces espaces et ces lieux sont depuis de nombreuses années questionnés autant par les praticiens que les théoriciens de l'espace, de la ville et de l'urbain. Nous allons dans cette partie évoquer trois concepts fondamentaux — espaces interstitiels, machine de guerre et zone autonome temporaire —, qui nous permettront de voir comment « à partir d'une activité critique, engagée et créative dans la ville à partir d'un certain "agir"³⁰⁸ » les citoyens peuvent, sur des temporalités et des spatialités très différentes, se réapproprier certains espaces de la ville. Cet agir, « est en continuité avec les actions qui utilisent la ville comme terrain — protestation, révoltes, manifestations, contestations, défilés — et s'y donnent en spectacle, en opérant par intrusion.³⁰⁹ » Il est en totale adéquation

308 Doina Petrescu, Anne Querrien et Constantin Petcou, *Agir urbain*, *Multitudes* 2007/4 (n°31), p.12.

309 *Ibid.*

avec l'action politique d'Hannah Arendt, concept central que nous utilisons dans cette recherche pour marquer le fait que le sujet politique est un acteur direct de l'action.

Par ces trois concepts théoriques nous aborderons la notion de tactique, développée par Michel de Certeau et qu'il théorise de la manière suivante :

« L'action calculée que détermine l'absence d'un propre. [...] La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère. [...] Elle n'a donc pas la possibilité de se donner un projet global ni de totaliser l'adversaire dans un espace distinct, visible et objectivable. Elle fait du coup par coup. Elle profite des "occasions" et en dépend [...]. Il lui faut utiliser... les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle est y crée des surprises, elle y ruse.³¹⁰ »

2.1.4.1 Espaces interstitiels

Petrescu, Querrien et Petcou écrivent :

« On rencontre encore dans l'espace urbain, une multiplicité d'interstices qui, pour Pascal Nicolas-le-Strat, fondent une capacité de résistance et de reconstruction de l'intérieur par l'intérieur. L'interstice est l'une des figures spatiales de l'agir urbain comme agir de la liaison, comme agir à partir de l'intervalle. [...] Ce sont des territoires, des zones de l'agir qui pourraient constituer la version dans l'espace temps réel des "zones temporairement autonomes" des hackers des médias.³¹¹ »

L'agir urbain, l'« hétérotopie » ou la « tactique », s'inscrivent dans une pratique quotidienne de l'espace de la ville, et plus particulièrement dans ce que Pascal Nicolas-le-Strat nomme « interstice » et qu'il définit lui même de cette manière :

310 Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, T.1 : Arts de faire, op.cit.*, p.60-61.

311 *Ibid*, p.13 - 14.

« Les interstices représentent ce qui résiste encore dans les métropoles, ce qui résiste aux emprises normatives et réglementaires, ce qui résiste à l'homogénéisation et à l'appropriation. Ils constituent en quelque sorte la réserve de "disponibilité" de la ville. Du fait de leur statut provisoire et incertain, les interstices laissent deviner ou entrevoir un autre processus de fabrication de la ville, ouvert et collaboratif, réactif et transversal. C'est effectivement sur ce plan-là, à la fois méthodologique et formatif, politique et euristique, que se vérifie l'importance de l'expérience interstitielle.³¹² »

Il faut voir ces concepts théoriques comme autant de tactiques pour combattre un espace de plus en plus quadrillé. Toute cette panoplie de tactiques se retrouve dans l'expression de Nicolas-le-Strat : « multiplicité interstitielle ». Dans ces espaces, rien n'est à l'arrêt, tout peut se passer et tout est à construire : ils sont créatifs, novateurs innovants, mais surtout militants et politiques. Ils sont imprégnés d'une certaine forme de résistance citoyenne. Ces interstices urbains sont autant de manières de faire rupture avec l'ordonnance classique de la ville. Ce qui se déploie à l'intérieur se fait toujours à travers des projets singuliers toujours centrés sur des « problèmes-événements ». Ils sont les lieux de ce qui ne peut pas se développer librement au sein de la ville, mais qui mérite pourtant d'être vu par le public. Nicolas-le-Strat écrit :

« L'interstice représente certainement un des espaces privilégiés où des questions refoulées continuent à se faire entendre, où certaines hypothèses récusées par le modèle dominant affirment leur actualité, où nombre de devenirs minoritaires, entravés, bloqués prouvent leur vitalité. Les interstices sont là pour nous rappeler que la société ne coïncide jamais parfaitement avec elle-même et que son développement laisse en arrière plan nombre d'hypothèses non encore investies — des socialités ou des citoyennetés laissées en jachère, authentiquement disponibles, capables de susciter les expérimentations les plus ambitieuses. [...] Par un travail interstitiel, par un mouvement de rupture, par des chemins de traverse, cette multiplicité de devenirs, niés, méprisés, occultés, délaissés, reprennent le dessus et imposent leur perspective.³¹³ »

312 Pascal Nicolas-le-Strat, *Expérimentations politiques, op.cit.*, p.31.

313 *Ibid*, p.20 - 21.

Le point essentiel de l'interstice est la réappropriation de l'espace ; c'est l'injection dans la ville de l'inattendu et de la surprise, du ludique et de l'impromptu ; soit en d'autres termes, toutes les conditions d'une sérendipité urbaine plus accrue, qui « déchire l'image élogieuse, esthétisée ou performante que la ville se donne d'elle-même et ouvre des perspectives pour tout ce que la ville délaisse et désinvestit (les friches) ou pour ce qu'elle ne parvient plus à intégrer (des mobilités transculturelles).³¹⁴ »

2.1.4.2 La machine de guerre de Deleuze et Guattari

Théorisé par Deleuze et Guattari en 1980 dans *Mille plateaux*, le concept de « machine de guerre » s'inscrit directement dans le champ théorique de la guérilla numérique tel que défini dans le présent mémoire. Tout d'abord, il ne faut pas voir la machine de guerre comme une arme de guerre à proprement parler, mais plutôt comme un ensemble de mouvements politiques à l'intérieur même de l'État. À propos de ce processus, Vincent Michel écrit :

« Il est vu non comme une arme belligérante, mais comme un système alternatif à la pensée dominante, élaboré par des groupes sociaux inédits et séparés des procédures étatiques officielles, et donc tout à fait déterminant pour ceux qui veulent concevoir et réaliser des transformations.³¹⁵ »

Deleuze et Guattari comparent la machine de guerre à la théorie des jeux³¹⁶ et, comme l'explique Manola Antonioli à ce sujet :

« Elle [la machine de guerre] suit plutôt le modèle du jeu de go que celui (étatique) des échecs : alors que les pièces du jeu d'échecs et leurs mouvements sont codés, les pions du jeu de go ne sont pas dotés de

314 Pascal Nicolas-le-Strat, *Multiplicité interstitielle*, Multitudes 2007/4 (n°31), p.119.

315 Vincent Michel, in *Machines de guerre urbaines*, Ouvrage dirigé par Manola Antonioli, Édition Loco, en coproduction avec l'École Nationale Supérieure d'Art de Dijon et l'ÉNSA-V - La Maréchalerie, centre d'art contemporain, Paris, 2015, p.9.

316 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, *op.cit.*, p.436 à 437.

propriétés intrinsèques, mais sont les éléments d'une situation à chaque fois singulière et non reproductible.³¹⁷ »

Si la guerre du jeu de go n'est que pure stratégie, la guerre du jeu d'échecs est quant à elle codée et réglée. Là où d'un côté tout peut-être pensé à l'avance, de l'autre côté rien ne peut être anticipé. Appliquée à la ville, la théorie des jeux met en confrontation deux manières de penser l'action urbaine : celle qui théorise « la complexité des espaces urbains contemporains et accepte de laisser la place à l'imprévisible et à l'inattendu, de fonctionner selon les principes d'une "machine de guerre" et d'élaborer une "contre-pensée" ou une "science nomade" de la ville.³¹⁸ »

Le concept de la machine de guerre s'inscrit dans le champ théorique de la stratégie. Il traduit l'apparition de nouvelles formes d'organisation citoyenne ou collective que dévoilent les interstices urbains qu'il est (encore) temps d'activer et d'occuper. Il n'est plus simplement question de *participation* à un renouveau urbain (qui est dans la plupart des cas induits par une approche *top-down*), mais plutôt d'*intervention*, dans le sens d'agir, ce qui va passer par des actes concrets ou par une prise de parole publique. En ceci, la machine de guerre et la guérilla sont toutes deux des stratégies visant à affaiblir l'ennemi par des actions de réappropriation de la ville, comme des moments temporaires qui surgissent spontanément hors de l'ordinaire et de la quotidienneté.

La machine de guerre, tout comme les autres concepts que nous avons analysés jusqu'à présent, propose des moyens politiques, mais aussi esthétiques, pour intervenir autrement dans l'espace public, une sorte « d'écologie urbaine », qui viendrait se rajouter au projet écosophique de Guattari, déployée à travers des projets singuliers et citoyens. Ainsi, comme l'expliquent Doina Petrescu et Constantin Petcou :

« L'agir pour construire "un autre monde" restera d'une efficacité limitée tant que chacun de nous ne se donnera pas les moyens de réinvestir

317 Manola Antonioli, in *Machines de guerre urbaines*, *op.cit.*, p.14.

318 *Ibid*, p.18.

collectivement, écologiquement et politiquement l'espace urbain à sa portée; tant que cet espace restera désubjectivé par notre absent.³¹⁹ »

2.1.4.3 Zone autonome temporaire (TAZ)

« Nous la recommandons parce qu'elle peut apporter une amélioration propre au soulèvement, sans nécessairement mener à la violence ou au martyre. La TAZ est comme une insurrection sans engagement direct contre l'État, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination) puis se dissout, avant que l'État ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace.³²⁰ »

L'hactivisme puise énormément dans la thèse de la TAZ, comme nous avons pu le voir avec le collectif Anonymous, dont les tactiques d'action sont fortement apparentées aux tactiques de guérilla urbaine, telles que décrites en introduction. En effet, les tactiques d'Anonymous et de l'hactivisme illustrent parfaitement la stratégie des jeux développés par Deleuze et Guattari : à la différence des pièces d'un jeu d'échecs, le pion du go reste anonyme. Ce jeu est pour ainsi dire une guerre sans ligne de combat, sans front, où il importe de pouvoir surgir en n'importe quel point. En ce sens la TAZ est bien une machine de guerre, qui joue sur les interstices urbains et numériques. Un point important doit pourtant être relevé : si Pascal Nicolas-le-Strat définit l'interstice, Deleuze et Guattari, la machine de guerre, Michel de Certeau la tactique, Hakim Bey s'est « délibérément interdit de définir la TAZ », censée être « auto-explicite » et précise « ne pas vouloir créer de dogme politique » et se « contente de tourner autour du sujet en lançant des sondes exploratoires » s'articulant autour du principe des utopies pirates, et « qui sera [...] sans difficulté [...] comprise dans l'action.³²¹ »

« Le point le plus important dans la TAZ est son invisibilité (invisibilité non pas pour le peuple ou le résistant, mais envers l'État et les pouvoirs) et son extrême

319 Doina Petrescu et Constantin Petcou, *Agir l'espace. Notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous*, Multitudes 2007/4 (n°31), p.103.

320 Hakim Bey, *TAZ - Zone autonome temporaire*, Édition de l'Éclat, Paris, 1997.

321 *Ibid*, p.4 - 5.

pouvoir nomade et mouvant : dès que la TAZ est nommée (représentée, médiatisée), elle doit disparaître, elle va disparaître laissant derrière elle une coquille vide, pour resurgir ailleurs, à nouveau invisible puisqu'indéfinissable dans les termes du spectacle. À l'heure de l'État omniprésent, tout-puissant et en même temps lézardé de fissures et de vides, la TAZ est une tactique parfaite.³²² »

La TAZ se sert des fissures de la ville et de l'État. Elle est, à l'image des exemples que nous avons pris dans ce mémoire, un moyen de réappropriation spatial, un moyen de combattre l'ennemi et de créer des microcosmes politiques. À l'image de certains réseaux citoyens, la TAZ se sert aussi de la cartographie, qu'il nomme « psychotopologie » et, « métaphoriquement elle émerge de la dimension fractale invisible de la cartographie, comme une "science" alternative à celle de la surveillance et à la mise en carte étatique. La psychotopologie est l'art du sourcier des TAZs potentielles.³²³ » Elle prône une certaine liberté individuelle et collective et se bat contre les « sociétés de contrôle ». Elle soulève l'importance d'espaces autonomes, parfois marginaux, mais toujours cosmopolites, culturels et imaginaires, « de passages secrets et de surprises.³²⁴ »

Là où la TAZ attire notre attention, c'est lorsqu'elle s'associe aux technologies numériques. Hakim Bey distingue trois entités numériques, qui sont le Net (qui peut être défini comme la totalité des transferts d'information et de communication, mais certains de ces transferts sont privilégiés et limités à quelques élites, ce qui donne au Net un aspect hiérarchique); le Web (d'autres transactions sont ouvertes à tous, et le Net a aussi un aspect horizontal, non hiérarchique; nous utiliserons le terme Web pour désigner la structure d'échange d'information horizontale et ouverte, le réseau non hiérarchique); le contre-Net (nous réserverons ce terme à l'usage clandestin, illégal et rebelle du Web, au piratage de données et autres formes de parasitages)³²⁵.

322 *Ibid*, p.6.

323 *Ibid*, p.7.

324 *Ibid*, p.10.

325 *Ibid*.

La TAZ se nourrit du Web et du contre-Net tout autant que le Web ou le contre-Net se nourrissent de la TAZ, à l'image des interstices urbains et des technologies numériques où les hackers de l'environnement physique et de l'environnement numérique avancent côte à côte afin d'ouvrir des brèches dans la ville « intelligente ». Car la TAZ est tout aussi bien présente et localisée dans l'espace physique de la ville que dans l'espace numérique du Web et du contre-Net, à la manière d'un support logistique et organisationnel.

« Nous devons considérer le Web avant tout comme un support, un système capable de véhiculer de l'information d'une TAZ à l'autre, de la défendre en la rendant "invisible". [...] Mais plus encore, si la TAZ est un campement nomade, alors le Web est le pourvoyeur des chants épiques, des généalogies et de légendes de la tribu ; il a en mémoire les routes secrètes des caravanes et les chemins des embuscades. [...] L'existence du Web ne dépend d'aucune technologie informatique. Le langage parlé, le courrier, les fanzines marginaux, les "liens téléphoniques" suffisent déjà au développement d'un travail d'information en réseau.³²⁶ »

Il est question ici d'échanges d'idées, de savoirs, de connaissances misant sur l'horizontalité et l'ouverture du réseau. Il y a là un parallèle évident avec la notion d'ère post-média de Guattari, une utilisation du Web et du contre-Net, une « guérilla du hacking » pour construire des TAZ. Comme le souligne Hakim Bey, « ils [le Contre-Net et la TAZ] peuvent être perçus comme des formes de luttes pour une réalité différente.³²⁷ »

Espaces interstitiels, machines de guerre et TAZ nous montrent que la ville regorge d'espaces hétérotopiques, lieux potentiels d'expérimentation de nouvelles façons de vivre avec autrui dans un environnement proche. Ce sont des espaces de représentation qui tranchent avec le reste de la ville et la quotidienneté urbaine : ils misent sur l'inattendu et la surprise. Ce sont des espaces esthétiques et singuliers d'une importance capitale pour les villes ainsi que pour les citoyens et les collectifs qui se les réapproprient sur des temporalités mouvantes. Ils résistent au contrôle et à la surveillance généralisée de

326 *Ibid*, p.11.

327 *Ibid*, p.13.

la ville « intelligente » en détournant ses propres dispositifs technologiques contre elle-même. Cette nouvelle urbanité naissante porte les prémisses d'une ville créatrice, dont l'espace public présente de multiples visages.

2.1.5. Conclusion : l'espace public oppositionnel

Pascal Nicolas-le-Strat nous dit que « la lutte pour le commun rejoint donc la longue et riche histoire des soulèvements et des rébellions. Le commun est lutte ; le commun sera lutte ou ne sera pas.³²⁸ »

Pour conclure cette partie, nous allons nous attarder sur le mouvement d'occupation temporaire, Occupy Wall Street (OWS), qui est un mouvement de contestation pacifique dénonçant les abus du capitalisme financier. Cet exemple va nous permettre d'évoquer certains points importants pour la construction de l'espace public oppositionnel, et pour celle d'un commun, en commun.

Comme nous le rappelle David Harvey :

« [Le parti de Wall Street] applique un principe universel de gouvernement : il n'existera aucun obstacle sérieux au pouvoir absolu de l'argent d'exercer un règne absolu. Ce pouvoir doit s'exercer dans un unique objectif : ceux qui détiennent la puissance de l'argent ne jouiront pas seulement du privilège d'accumuler la richesse indéfiniment et à leur guise. Ils auront aussi le droit d'hériter la terre, non seulement en prenant possession, directement ou indirectement, des territoires et de toutes les ressources et capacités productives qu'ils recèlent, mais aussi en exerçant un contrôle absolu, direct ou indirect, sur le travail et sur les potentialités créatives de tous ceux dont il a besoin. Le reste de l'humanité ne sera que quantité négligeable³²⁹. »

328 Pascal Nicolas-Le Strat, « Le commun oppositionnel », Variations [En ligne], 19 | 2016, mis en ligne le 06 avril 2016, p.4.

329 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.277-278.

Les organisateurs du mouvement ne s'étendent pas sur des revendications concrètes, mais affirment que « la chose que nous avons tous en commun est que nous sommes les 99 % qui ne toléreront plus la rapacité et la corruption du 1 % restant.³³⁰ » Selon les différents témoignages recueillis par les médias, les manifestants revendiquent (...) l'absence de revendication définie, car elles sont en effet multiples : contre les inégalités, le fardeau fiscal, la guerre, le changement climatique... Les manifestants réclament aussi la création d'une commission spéciale pour limiter l'influence des banques sur la politique. Ils partagent tous en commun le ras-le-bol des inégalités sociales, la crise et le refus du système ultra-libéral.

Le mouvement veut surtout révéler le fossé qui se creuse entre la population et les élites. Il est né presque spontanément, le 17 septembre, dans le quartier d'affaires de New York, après un appel pour occuper Wall Street, façon place Tahrir au Caire où les réseaux sociaux ont joué un rôle très important, tout comme l'occupation de l'espace public. Deux mille personnes ont décidé d'occuper jour et nuit un parc public, Zuccotti Park, rebaptisé le temps de la révolte « Liberty Plaza » à proximité de la Bourse de New York. À l'origine de l'idée, certains évoquent un appel au rassemblement du magazine de contre-culture et anticapitaliste canadien « Adbusters » (casseurs de pub), mi-juillet. L'appel a été notamment relayé par les Anonymous pour protester contre Wall Street. À Washington, le mouvement qui s'appelle « Occupy DC » occupe la place McPherson de la Liberté, entre le Capitole, la Maison-Blanche et le Département du Trésor. À partir du 9 octobre, il s'étend à l'ensemble des États-Unis. Des manifestations similaires se tiennent dans soixante-dix grandes métropoles avec la participation de six cents communautés³³¹. Le 15 octobre, date choisie comme la première journée mondiale de protestation pour de vraies démocraties, le mouvement Occupy s'étend dans environ 1 500 villes de 82 pays. Le président Barack Obama encourage les manifestants durant le 16 octobre et la Maison-Blanche explique qu'Obama travaille sur les intérêts des 99 %.

330 <http://occupywallst.org>, consulté le 29.03.17.

331 <https://www.google.com/maps/d/viewer?msa=0&mid=17rBYgsCGWlfBaOMytvOyds9-Ipc>, consulté le 29.03.17.

Se propageant de ville en ville, la tactique d'OWS consiste à occuper un espace public, un parc ou une place proche d'un grand nombre de lieux de pouvoir et, par la simple présence des corps humains, à transformer l'espace public en commun politique, un lieu de discussion et de débat ouvert sur les agissements du pouvoir et sur la meilleure manière de s'opposer à lui. Cela nous montre que le pouvoir collectif exercé par la présence de corps humains dans l'espace public reste l'instrument d'opposition le plus efficace, et surtout le plus évidemment contestataire et le plus visible. Sur leur site, les organisateurs du mouvement ne s'étendent pas sur des revendications concrètes, mais affirment que :

« Nous, le peuple, sommes déterminé à reprendre notre pays aux puissances de l'argent qui le gouvernent actuellement. Notre objectif est de donner tort à Warren Buffett. Sa classe, celle des riches, ne gouvernera plus sans conteste et n'hériterait plus automatiquement de la terre. Et sa classe, celle des riches, n'est pas destinée à gagner éternellement. [...] Nous sommes les 99 %. Nous détenons la majorité; cette majorité peut et doit l'emporter, et elle le fera. Puisque le pouvoir de l'argent nous interdit toutes les autres voies d'expression, notre seule solution est d'occuper les parcs, les places et les rues de nos villes jusqu'à ce que nous ayons réussi à faire entendre notre avis et que l'on prête attention à nos besoins.³³² »

La présence des corps dans l'espace public est ici utilisée pour se faire entendre, pour se montrer et montrer aux yeux de tous le mécontentement face à un gouvernement qui ne tient pas en compte de leurs voix, les manifestants protestent : « De leur corps, de leur corps en capacité de faire nombre, de leur corps érigé en instrument politique, de leur corps qui fait voix, de la multiplicité des corps qui actualisent et concrétisent une présence oppositionnelle³³³ » souligne Pascal Nicolas-le-Strat. C'est de cette manière qu'Alexander Neumann aborde le concept d'espace public oppositionnel :

« L'espace public oppositionnel fait appel aux groupes en action et aux acteurs qui jusqu'à nos jours s'affirment publiquement à travers les mouvements

332 <http://occupywallst.org>, consulté le 29.03.17.

333 *Ibid.*

démocratiques ou révolutionnaires. [...]. L'espace public oppositionnel de Negt et Kluge décrit l'amorce d'un débordement démocratique de cette délibération représentative, partant d'une expérience prolétarienne de la prise de parole, formulée par une multitude de gens : femmes, jeunes, étrangers, immigrés, marginaux, homosexuels, intellectuels critiques, juifs allemands anarchistes et autres acteurs qui échappent à la norme établie.³³⁴»

Comme l'explique Pascal Nicolas-le-Strat, c'est à l'encontre de la vision politique de l'espace public théorisé par Habermas — qui se donne pour seul horizon de pensée et d'action les institutions politiques existantes — que « Negt atteste la capacité des "subjectivités rebelles" à inventer et réinventer les formes politiques indispensables à l'expression de leurs espoirs et à l'accomplissement de leurs expériences de vie et de travail³³⁵ », dans une approche multidirectionnelle et non pré-établie. L'espace public oppositionnel accueille la diversité des expériences et la singularité de chacun. Il ouvre le champ de l'espace public à des contestations, à des manifestations et à des perceptions plus vastes qui inventent de nouvelles façons politiques de faire entendre leurs voix. L'acte d'occupation permet de faire corps avec la ville et manifeste la volonté d'incarner physiquement le rapport oppositionnel entre la multitude et ce contre quoi elle se bat. Oskar Negt écrit :

« Il s'agit de créer un espace public approprié, une *Öffentlichkeit*, ce qui représente un acte fondamental, car personne ne peut sortir du cercle fermé de la situation actuelle de ses propres forces individuelles. La constitution d'un espace public propre est l'un des éléments décisifs de la résistance et de la formulation d'alternatives. J'attribue à l'espace public le rôle clé dans la production d'une conscience de notre temps.³³⁶ »

334 Alexander Neumann, « *L'expérience, le concept, l'imprévu. La sociologie de l'École de Francfort* », *Multitudes* 2009/4 (n° 39), p. 186.

335 Pascal Nicolas-Le Strat, « *Le commun oppositionnel* », *op.cit.*, p.2.

336 Oskar Negt, « *L'espace public oppositionnel aujourd'hui* », *Multitudes* 2009/4 (n°39), p. 192.

L'espace public, qui a déjà tant questionné, questionne toujours, et ce par l'arrivée de problématiques contemporaines telles que l'acte d'occupation et la profusion des technologies numériques. Ce qui est recherché reste avant tout une action collective, un renouveau politique et social, une mise en commun des biens et des savoirs. Il faut voir ces changements de mentalités comme le symptôme d'un désir de culture du partage et de partage de la culture, comme un projet écosophique qui se construit jour après jour. Hakim Bey disait à propos de la TAZ :

« [La TAZ] est un espace physique : nous y sommes ou nous y sommes pas. Tous les sens doivent être impliqués. D'une certaine manière, le Web est un sens nouveau, mais il doit s'ajouter aux autres — on ne doit pas, comme dans une piètre parodie de transe mystique, éliminer les autres. La totale réalisation du complexe-TAZ serait impossible sans le Web. Mais le Web n'est pas une fin en soi. C'est une arme.³³⁷ »

Si comme l'affirme Hakim Bey, le Web est une arme, il est important de noter aussi que l'espace en est aussi une. Grâce à un travail citoyen et militant de réappropriation collective des espaces, les interstices et autres lieux délaissés peuvent devenir d'efficaces armes politiques.

2.2. Agir politique : agir en commun

Nous définissons, en introduction de ce mémoire, la guérilla comme une stratégie de guerre qui d'une part se doit d'avoir, une excellente connaissance, si ce n'est parfaite, du terrain sur lequel elle est menée ainsi que des liens très étroits avec la population locale, et doit d'autre part mener ses frappes de façon sporadique en agissant par surprise

³³⁷ Hakim Bey, *TAZ - Zone autonome temporaire*, op.cit., p.25.

afin de déstabiliser l'ennemi lors des attaques. Nous allons à présent nous concentrer sur l'action en tant que telle et sur les agencements collectifs internes des guérilleros urbains, afin d'analyser leurs actions, leurs productions, mais aussi leurs façons de faire et de procéder.

2.2.1 Utopies urbaines à l'ère numérique

De la première utopie, qui a été architecturale — la Tour de Babel —, à l'utopie littéraire de Thomas More (inventeur de ce terme), *Utopia*³³⁸, écrite en 1516, en passant par certains événements politiques ou communautaires qui s'en inspirent (Burning Man³³⁹, Free Party³⁴⁰) ou encore Auroville³⁴¹, une ville expérimentale située à une dizaine de

338 Thomas More, *Utopia*, Édition Librio, [1516], Paris, 2016.

339 Cette cité nomade, reconstituée chaque année, a pris le nom de Black Rock City et devient alors, le temps du festival, l'une des villes les plus peuplées du Nevada. La multiplicité des buts poursuivis par les participants actifs, appelés burners (brûleurs), fait que Burning Man n'a pas qu'un seul centre d'intérêt. Si la nature de la manifestation est codéterminée par les participants, le festival se caractérise par un certain nombre de particularités constantes, qui sont : la mise en commun (community), l'activité artistique (artwork), la recherche de l'incongru et de l'inepte (absurdity), la volonté de s'affranchir des lois du marché (decommodification) et une joie de vie bruyante (revelry). Les organisateurs ont formulé une série de 10 principes régissant la vie et les activités durant le festival, les « principes de Burning Man », qui sont : 1) l'inclusion solidaire radicale (radical inclusion) ; 2) la pratique du don désintéressé (gifting) ; 3) l'affranchissement des lois du marché (decommodification) ; 4) l'auto-suffisance radicale (radical self-reliance) ; 5) l'expression de soi radicale (radical self-expression) ; 6) l'effort en commun (communal effort) ; 7) la responsabilité civique (civic responsibility) ; 8) l'engagement de ne pas laisser de trace de son passage (leaving no trace) ; 9) la participation ; et 10) le moment présent (immediacy).

340 Le terme de « free » dans ce contexte est utilisé pour décrire l'absence de restrictions et de règles gouvernementales ainsi que le prix d'entrée, sur donation libre. Appelé aussi « tribe », ce terme met en avant leur organisation, comme mode de vie tribal et communautaire souvent adopté par les « teufeurs ». On rapproche très souvent cette communauté au concept de TAZ d'Hakim Bey pour ces similarités en ce qui concerne leur organisation, leur politique et leur mode de fonctionnement. Le lieu, généralement inhabituel pour une soirée (champs, forêts, grottes, bâtiments désaffectés...), est tenu secret jusqu'au commencement de la fête. Les organisateurs mettent en place une *infoline* (répondeur interrogeable à distance avec un code communiqué sur le tract de la free party) qui indique au dernier moment la route à suivre pour trouver la « teuf », ce qui donne souvent lieu à un jeu du chat et de la souris avec la police. Les moyens modernes de communication, téléphone portable et internet, sont très utilisés permettent de relayer rapidement l'information sur le lieu.

341 Auroville, communauté internationale consacrée à l'unité humaine, trouve ses origines dans les

kilomètres au nord de Pondichéry en Inde, l'utopie a toujours été présente, et ce, dans tous les domaines, dans toutes les cultures et à toutes les époques. Sa double étymologie, *ou-topia* (sans lieu, de nulle part) et *eu-topia* (lieu agréable), fait de ce terme un concept spatial polymorphique qu'il nous faut élucider.

L'utopie se décline selon deux grandes catégories : d'un côté l'utopie *idéologique*, celle du récit, de l'imaginaire et littéraire, et de l'autre, l'utopie *physique*, celle communautaire, politique, de partage et de mise en commun. Pourtant, qu'elle soit *ou-topia* ou *eu-topia*, le lieu — *le topos* — en est une constante obligatoire. Elle nous oblige à le questionner, surtout en vue de nos préoccupations précédentes, à savoir la création de lieux autres au sein de la ville, par l'entremise des technologies numériques.

Nous allons dans cette partie nous intéresser à l'*eu-topia*, à ces utopies qui prennent forme à l'intérieur d'autres espaces. Nous allons pour cela nous référer au concept d'hétérotopie, au sens foucauldien cette fois-ci, que le chercheur définit, dans une conférence de 1967 intitulée *Des espaces autres*³⁴², comme une localisation physique de l'utopie. Les hétérotopies de Foucault sont des espaces concrets qui hébergent l'imaginaire, comme une cabane d'enfant ou un théâtre. Elles désignent également les

œuvres du philosophe-yogi indien, Sri Aurobindo, fondateur d'un ashram à Pondichéry. C'est sa compagne, la Française Mira Richard, qui développe l'idée après avoir fait en 1965 un rêve éveillé, celui « d'une cité universelle où hommes et femmes de tous les pays puissent vivre en paix et harmonie progressive au dessus de toute croyance, de toute politique et de toute nationalité ». Le concept est déposé auprès de l'Assemblée Générale de l'UNESCO par le gouvernement de l'Inde et approuvé à l'unanimité par l'organisation internationale qui décide de soutenir le projet financièrement. Deux ans plus tard, le 28 février 1968, des jeunes représentants de 124 pays et de tous les états de l'Inde se réunissent pour inaugurer la nouvelle communauté et recevoir sa Charte. 40 ans - et trois millions de plantations plus tard - Auroville est un projet concret, porté aujourd'hui par environ 2000 auroviliens. La ville dispose d'industries, de centres de méditation, d'écoles, de communautés agricoles. Elle est citée par l'UNESCO comme modèle de vie communautaire. Auroville est une oasis de calme au milieu du bruit ; une alternative sociétale hors des carcans du monde capitaliste. Économie, écologie, développement durable, agriculture organique, méditation, sport, éducation : tous les aspects de la cité sont appréhendés selon la charte, afin de réaliser ce que les auroviliens nomment « l'unité humaine ».

342 Michel Foucault, *Les Hétérotopies*, France-Culture, 7 décembre 1966. Texte en ligne consultable à l'adresse suivante : <http://oiselet.philo.2010.pagesperso-orange.fr/OC/Foucault.%20Conference.pdf>, consulté le 20.02.17.

lieux de mise à l'égard, comme les maisons de retraite, les asiles — ou les cimetières. De façon plus générale, elles désignent également des espaces destinés à accueillir un type d'activité précis : les stades, les lieux de culte, les parcs d'attractions. Ce sont en somme des lieux à l'intérieur d'une société qui obéissent à des règles qui sont autres. Foucault écrit :

« Pourtant je crois qu'il y a — et ceci dans toute société — des utopies qui ont un lieu précis et réel, un lieu qu'on peut situer sur une carte ; des utopies qui ont un temps déterminé, un temps qu'on peut fixer et mesurer selon le calendrier de tous les jours. Il est bien probable que chaque groupe humain, quel qu'il soit, découpe, dans l'espace qu'il occupe, où il vit réellement, où il travaille, des lieux utopiques, et, dans le temps où il s'affaire, des moments uchroniques.³⁴³ »

Il dégage alors six principes permettant une description systématique des hétérotopies : 1°/les hétérotopies sont présentes dans toute culture sous des formes variées, selon qu'il s'agisse de sociétés primitives ou modernes ; 2°/une même hétérotopie peut voir son fonctionnement se modifier dans le temps ; 3°/l'hétérotopie peut juxtaposer en un seul lieu plusieurs espaces eux-mêmes incompatibles dans l'espace réel ; 4°/au sein d'une hétérotopie existe une hétérochronie, à savoir une rupture avec le temps réel, autrement dit, l'hétérotopie atteint son plein potentiel lorsque les hommes qui la font naître rompent avec la chronologie traditionnelle ; 5°/l'hétérotopie peut s'ouvrir et se fermer, ce qui à la fois l'isole, la rend accessible et pénétrable ; et 6°/les hétérotopies ont une fonction par rapport aux autres espaces des sociétés : elles sont soit des espaces d'illusion soit des espaces de perfection.³⁴⁴ Il poursuit :

« Voici ce que je veux dire. On ne vit pas dans un espace neutre et blanc ; on ne vit pas, on ne meurt pas, on n'aime pas dans le rectangle d'une feuille de papier. On vit, on meurt, on aime dans un espace quadrillé, découpé, bariolé, avec des zones claires et sombres, des différences de niveaux, des

343 Michel Foucault, *Les Hétérotopies*, *op.cit.*, p. 1.

344 *Ibid.*

marches d'escalier, des creux, des bosses, des régions dures et d'autres friables, pénétrables, poreuses. Il y a les régions de passage, les rues, les trains, les métros ; il y a les régions ouvertes de la halte transitoire, les cafés, les cinémas, les plages, les hôtels, et puis il y a les régions fermées du repos et du chez-soi. Or, parmi tous ces lieux qui se distinguent les uns des autres, il y en a qui sont absolument différents : des lieux qui s'opposent à tous les autres, qui sont destinés en quelque sorte à les effacer, à les neutraliser ou à les purifier. Ce sont en quelque sorte des contre-espaces. [...] Eh bien ! je rêve d'une science — je dis bien une science — qui aurait pour objet ces espaces différents, ces autres lieux, ces contestations mythiques et réelles de l'espace où nous vivons. Cette science étudierait non pas les utopies, puisqu'il faut réserver ce nom à ce qui n'a vraiment aucun lieu, mais les hétérotopies, les espaces absolument autres ; et forcément, la science en question s'appellerait, s'appellera, elle s'appelle déjà "l'hétérotopologie".³⁴⁵ »

En ce sens, l'hétérotopie de Foucault est fondamentalement différente de celle de Lefebvre : l'hétérotopie lefebvrienne se rapproche plus de la TAZ ou de la machine de guerre, tandis que l'hétérotopie foucauldienne pourrait être assimilée à la place publique, lorsque celle-ci se retrouve squattée lors d'occupations temporaires. L'hétérotopie se retrouve encore chez ces deux auteurs, lorsque Foucault parle de l'hétérotopie chronique :

« Il y a en revanche des hétérotopies qui sont liées au temps, non pas sur le mode de l'éternité, mais sur le mode de la fête : des hétérotopies non pas éternitaires, mais chroniques. Le théâtre, bien sûr, mais aussi les foires, ces merveilleux emplacements vides au bord des villes, quelquefois même aux centres des villes, et qui se peuplent une ou deux fois par an de baraques, d'étalages, d'objets hétéroclites, de lutteurs, de femmes-serpents et de diseuses de bonne aventure.³⁴⁶ »

On peut se demander quel rapport existe entre un cimetière, le Club Med, une bibliothèque, un musée, une cabane d'enfant ou un asile, si ce n'est au final l'expérience de ces hétérotopies, l'« expérience hétérotopique » qui transforme un lieu en un « espace autre » dans la perception d'une personne, et quels sont les effets d'un tel

345 *Ibid*, p.2.

346 *Ibid*, p.4 - 5.

espace sur un individu, comme nous invite à le faire Francis Ducharme³⁴⁷. Si l'on poursuit la lecture de Foucault en ce qui concerne les utopies localisées, et plus particulièrement celles qui s'adressent à l'enfance, il explique :

« Ces contre-espaces, ces utopies localisées, les enfants les connaissent parfaitement. Bien sûr, c'est le fond du jardin, bien sûr, c'est le grenier, ou mieux encore la tente d'Indiens dressée au milieu du grenier, ou encore, c'est — le jeudi après-midi — le grand lit des parents. C'est sur ce grand lit qu'on découvre l'océan, puisqu'on peut y nager entre les couvertures; et puis ce grand lit, c'est aussi le ciel, puisqu'on peut bondir sur les ressorts; c'est la forêt, puisqu'on s'y cache; c'est la nuit, puisqu'on y devient fantôme entre les draps; c'est le plaisir, enfin, puisque, à la rentrée des parents, on va être puni³⁴⁸. »

Si l'on rapproche cette typologie d'hétérotopie aux occupations temporaires de places publiques, on décèle de nombreuses corrélations. Pour les militants il est question le temps de l'occupation d'une certaine forme d'utopie qui prend bel et bien lieu au sein de la ville, durant laquelle il sera question de repenser l'économie, la politique, les liens qui nous lient aux autres, de créer de nouvelles formes d'échanges et de solidarité, et plus généralement de repenser une certaine forme de créativité citoyenne et collective. La place publique joue le rôle d'une hétérotopie dans ces révoltes : elle se transforme dans l'imaginaire collectif des participants pour devenir un lieu hors lieux, un espace de représentation où se vivent la résistance et la révolution. Ces nouvelles formes d'hétérotopies sont aussi des lieux où règnent l'altérité et la mise en commun, des lieux où l'on peut penser la formulation d'alternatives, et de la même manière, des lieux où les participants peuvent envisager un monde meilleur. Si les enfants explorent des contrées lointaines et vivent des aventures extraordinaires dans le lit de leurs parents, les militants voient quant à eux des perspectives nouvelles en ce qui concerne les libertés individuelles, une démocratie affirmée, une gouvernance plus horizontale, des

347 http://latraversee.uqam.ca/sites/latraversee.uqam.ca/files/fducharme_foucault_espaces_autres.pdf, consulté le 30.03.17.

348 Michel Foucault, *Les Hétérotopies*, *op.cit.*, p. 1.

inégalités sociales moins grandes... Ces places sont semblables aux terrains d'évasions de ces enfants. Ce sont des endroits qui ouvrent sur un avenir, certes incertain et encore à construire, mais porteur d'espoir et de rêves à construire.

Au même titre que la place, le cybercafé peut jouer le rôle d'hétérotopie pour un hacker ou un hacktiviste lors d'une action lancée contre un gouvernement, une entreprise ou toute autre figure de pouvoir. En rentrant dans ce lieu, et le temps de l'assaut, le hacker ne se représente plus le cybercafé comme un espace anodin, mais bel et bien comme un champ de bataille, utilisant ses armes et ses meilleurs coups pour faire tomber l'ennemi.

Foucault nous parle du miroir qu'il voit comme un espace mixte entre utopie et hétérotopie :

« Je crois qu'entre les utopies et ces emplacements absolument autres, ces hétérotopies, il y aurait sans doute une sorte d'expérience mixte, mitoyenne, qui serait le miroir. Le miroir, après tout, c'est une utopie, puisque c'est un lieu sans lieu. Dans le miroir, je me vois là où je ne suis pas, dans un espace irréel qui s'ouvre virtuellement derrière la surface, je suis là-bas, là où je ne suis pas, une sorte d'ombre qui me donne à moi-même ma propre visibilité, qui me permet de me regarder là où je suis absent — utopie du miroir. Mais c'est également une hétérotopie, dans la mesure où le miroir existe réellement, et où il a, sur la place que j'occupe, une sorte d'effet en retour ; c'est à partir du miroir que je me découvre absent à la place où je suis puisque je me vois là-bas. À partir de ce regard qui en quelque sorte se porte sur moi, du fond de cet espace virtuel qui est de l'autre côté de la glace, je reviens vers moi et je recommence à porter mes yeux vers moi-même et à me reconstituer là où je suis ; le miroir fonctionne comme une hétérotopie en ce sens qu'il rend cette place que j'occupe au moment où je me regarde dans la glace, à la fois absolument réelle, en liaison avec tout l'espace qui l'entoure, et absolument irréelle, puisqu'elle est obligée, pour être perçue, de passer par ce point virtuel qui est là-bas.³⁴⁹ »

349 Michel Foucault. Des espaces autres (1967), Hétérotopies. Dits et écrits 1984, Des espaces autres (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), in Architecture, Mouvement, Continuité, n°5, octobre 1984, pp. 46-49. M. Foucault n'autorisa la publication de ce texte écrit en Tunisie en 1967 qu'au printemps 1984, p.4.

Il est intéressant de comparer les écrans noirs de nos téléphones « intelligents » et de nos ordinateurs, ces *black mirrors*³⁵⁰, au miroir, comme le fait Foucault, qui renvoie à la fois notre réalité, par effet de miroir, et une réalité tout autre, une réalité virtuelle et chimérique qui se déroule de l'autre côté de l'écran. Cette remarque nous ramène à nos propos concernant le virtuel et l'actualisable, le possible et le réalisable. Car au final, la frontière est parfois très fine entre l'*ou-topia* (l'utopie sans lieu), l'hétérotopie (l'utopie avec lieu) et l'*eu-topia* (le lieu agréable). Et c'est généralement quand cette frontière est brouillée qu'apparaissent, sans que l'on s'en rende vraiment compte ce que l'on appelle des contre-utopies ou dystopies. La ville « intelligente » est un très bon exemple : si pour certains, les technologies numériques alliées à l'urbain vont nous sauver, ou tout du moins nous aider sur bon nombre de points, pour d'autres, cette ville en construction n'est qu'un pur objet de contrôle et d'assujettissement : une future société à l'image du *Big Brother* (dystopie). Elle évoque *Dark City*, *Matrix*, *L'armée des 12 singes*, *eXistenZ*, *Minority Report*, *V pour Vendetta*, *Bienvenu à Gattaca*, *Inception*, et évidemment *1984* : le cinéma dystopique n'est pas en reste lorsqu'il est question de dépeindre ce que pourrait devenir notre société dans un monde technologique habité par des individus mi-hommes mi-cyborgs. Pourtant, ces fictions continuent à questionner tant notre propre place à l'intérieur même de ces technocités en devenir (à savoir quel rôle je vais jouer en tant qu'individu dans la construction de la ville et de sa politique) que notre rapport à la figure de l'autre (une société de plus en plus individualiste, ou au contraire de plus en plus communautaire).

Si dans le langage courant l'utopie est une représentation d'une réalité idéale qui se veut sans défauts, elle désigne aussi une réalité difficilement accessible. En ce sens, qualifier un projet d'utopique revient à le disqualifier et à le considérer comme irrationnel. Pourtant, grâce à l'hétérotopie que créent la place ou le cybercafé, les rêves d'une société autre

350 Les épisodes de cette série sont liés par le thème commun de la mise en œuvre d'une technologie dystopique, le « Black Mirror » du titre faisant référence aux écrans omniprésents qui nous renvoient notre reflet. Sous un angle noir et satirique, la série envisage un futur proche, voire immédiat. Elle interroge les conséquences *inattendues* que pourraient avoir les nouvelles technologies, et comment ces dernières influent sur la nature humaine de ses utilisateurs, et inversement.

prennent bel et bien vie. L'hétérotopie joue en quelque sorte le lieu où la concrétisation du rêve et de l'imaginaire est rendue possible, grâce d'une part à l'expérimentation (on expérimente une vie en commun, démocratique, loin des diktats de la société moderne et de consommation, où l'on repense la politique, mais aussi le politique), et d'autre part à notre perception, dans le sens où nous l'avons explicité plus haut : quelque chose de mouvant, que nous pouvons modifier en fonction de notre environnement et de nos expériences. En ce sens, l'utopie urbaine permet à ces collectifs de squatteurs de réinventer de nouvelle forme d'engagement et d'auto-organisation :

« [Elles font] l'exercice d'une politique radicalement démocratique au-delà des contraintes du système représentatif, des manœuvres associées à la prise du pouvoir étatique. [...] Les collectifs politiques du présent constituent des formes d'associations moins centralisées, moins disciplinées, plus flexibles et indépendantes, plus créatives et osées dans leurs manifestations, plus capables aussi de faire proliférer de nouvelles stratégies politiques et de multiples réseaux de relations avec d'autres collectifs et mouvements sociaux.³⁵¹ »

2.2.2 Nouveaux agencements collectifs

Comme le démontrent les sections précédentes, l'espace de la ville est un enjeu politique de plus en plus normé, cadré, contrôlé et surveillé, réduisant à chaque instant la possibilité des comportements inattendus de réappropriation : pour s'en convaincre il suffit par exemple de regarder le nombre de places publiques où il est désormais interdit de faire du skateboard, les pelouses où il est interdit de marcher ou de s'asseoir, les halls

351 André Duarte, *Michel Foucault : autour des nouvelles communautés politiques*, Chimères 2015/3 (n°87), p.66

d'entrée³⁵² qu'il est interdit, depuis mars 2003 en France, d'occuper de façon abusive³⁵³ pour des questions de prévention de la délinquance. Ce délit controversé a été instauré par la loi sur la sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy en mars 2003 :

« Le fait d'occuper en réunion les espaces communs ou les toits des immeubles collectifs d'habitation en entravant délibérément l'accès ou la libre circulation des personnes ou en empêchant le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté est puni de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende.³⁵⁴ »

Ces espaces semi-publics/publics/communs s'inscrivent dans la lignée de ce que nous avons qualifié d'*unpleasant design*, à comprendre comme un design pensé contre — et non pour — certaines catégories de la population : adolescents, drogués, SDF... C'est un design invisible qui prolifère dans les zones urbaines et que l'on pourrait qualifier d'antisocial et d'hostile³⁵⁵. Ce sont par exemple ces tas de pierres à l'entrée des immeubles installés comme décoration dans les espaces vides, ce sont les accoudoirs installés entre chaque assise sur les bancs publics ou les bancs légèrement inclinés³⁵⁶ ; mais ce sont aussi ces petits modules greffés à l'avant des bancs pour éviter que les skateurs ne s'en servent comme rampes, ces modules pointus en métal installés devant les vitrines des banques ou des grands magasins, ou bien encore ces nouvelles surfaces anti-stickers, ou les néons de couleurs roses qui font ressortir les boutons d'acné.³⁵⁷

352 Il existe aussi un dispositif technologique du nom de Beethoven, qui est un appareil qui émet des ultrasons pour éloigner les personnes indésirables dans les halls. En pratique, Beethoven se présente sous la forme d'un cube de 12 cm sur 12. L'émetteur produit par intermittence un son à 17 000 hertz (audible uniquement par les moins de 25 ans) sur une portée d'une vingtaine de mètres. Il peut être actionné à distance par une télécommande ou grâce à un détecteur de présence. Chaque salve dure une vingtaine de minutes avant de cesser et de recommencer. Il avait aussi été question de diffuser de la musique classique.

353 On parle même depuis mai 2009 de « loi anti-bandes ».

354 <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20100128.RUE4670/halls-d-immeuble-les-deputes-veulent-ressuciter-un-delit-oublie.html>, consulté le 31.03.17.

355 Pour plus d'information sur ce sujet, lire l'article *Jeunes, clochards, drogués : la ville ne veut pas de vous*, consultable à l'adresse suivante : <https://usbeketrica.com/article/jeunes-clochards-drogues-la-ville-ne-veut-pas-de-vous>, consulté le 27.06.17.

356 L'exemple du « banc de Camden » est des plus significatifs : <https://vimeo.com/145578861>, consulté le 27.06.17.

357 <http://99percentinvisible.org/episode/unpleasant-design-hostile-urban-architecture/>, consulté le 27.06.17.

La ville accueillante devient la ville hostile qui correspond plus précisément encore aux critiques émises par Henri Lefebvre, et par beaucoup d'autres spécialistes de la ville et de l'urbain. Cependant, cette critique urbaine et spatiale n'est pas nouvelle, comme l'explique Michel Foucault. Il démontre dans *Surveiller et punir* que l'espace n'est pas uniquement un enjeu politique, comme le soutient Lefebvre; il est aussi un objet de discipline et de contrôle des foules :

« La discipline procède d'abord à la répartition des individus dans l'espace [...] selon le principe de la localisation élémentaire, ou du quadrillage³⁵⁸. À chaque individu sa place; et à chaque emplacement un individu. Éviter les distributions par groupes; décomposer les implantations collectives; analyser les pluralités confuses, massives ou fuyantes. L'espace disciplinaire tend à se diviser en autant de parcelles qu'il y a de corps ou d'éléments à répartir. Il faut annuler les effets des répartitions indécises, la disparition incontrôlée des individus, leur circulation diffuse, leur coagulation inutilisable et dangereuse; tactique d'antidésertion, d'antivagabondage, d'antiagglomération.³⁵⁹ »

Ces techniques spatiales et de design jouent sur notre inconscient de façon quotidienne, tout comme le font les caméras de vidéosurveillance urbaines : à savoir que nous sommes perpétuellement filmés, nous modifions nos comportements et certaines de nos habitudes, la réappropriation des espaces est plus difficile (street-art, skateboards, rollers)... Ces systèmes permettent de donner à ces lieux, le plus souvent les centres-ville et les lieux à forte concentration de population et touristique, une image de marque, belle et parfaite, sans le moindre désagrément pour l'œil : une vraie ville-musée. Se met alors en place toute une *intelligence* destinée à contraindre les citoyens, les utilisateurs, les humains et les foules... Ces dispositifs jouent sur la manipulation des comportements et la société au travers l'urbanisme et le design. Foucault le démontre très bien lorsqu'il écrit :

358 Michel Foucault évoque dans *l'Art des répartitions* (*Surveiller et punir*, p.166 à 175) plusieurs typologies de procédés tel que la clôture, les tableaux humains, ou encore les emplacements fonctionnels, mais nous nous servons uniquement du quadrillage pour cette partie.

359 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, op.cit., p.168.

« Il s'agit d'établir les présences et les absences, de savoir où et comment retrouver les individus, d'instaurer les communications utiles, d'interrompre les autres, de pouvoir à chaque instant surveiller la conduite de chacun, l'apprécier, la sanctionner, mesurer les qualités ou les mérites. Procédure donc, pour connaître, pour maîtriser et pour utiliser. La discipline organise un espace analytique.³⁶⁰ »

La question politique qui émane de l'espace n'aura jamais été aussi évidente que dans ces propos. Si, comme le dit un célèbre proverbe allemand du XV^e siècle, « l'air de la ville rend libre », alors il faut se tourner du côté des initiatives citoyennes autonomes, de la désobéissance et de l'expérimentation pour trouver les prémises de cette liberté. Cependant, il existe des initiatives pour lutter contre cette privatisation de l'espace. À Montréal le projet Lande³⁶¹, porté par un organisme à but non-lucratif, mobilise les citoyens autour de terrains vacants (on estime la superficie des terrains vacants à 25 km², dont le tiers serait de propriété municipale ou publique³⁶²) puis les accompagne dans leurs projets de réappropriation de façon permanente ou temporaire. Il met à disposition de nombreux outils, comme une carte interactive, « où il est possible de répertorier un terrain vacant près de chez soi et de signaler son intérêt à participer à la transformation de ce terrain en jardin collectif, en espace vert ou en terrain de jeu.³⁶³ » Lande, en partenariat avec Urburb³⁶⁴ accompagne aussi les usagers pour toutes les questions qui traitent de réglementation, de négociation et de mobilisation. L'organisme a lancé sa première publication en 2016, *Réglementation sur les terrains publics vacants à Montréal*³⁶⁵, en investissant dans la recherche et en collaborant avec des chercheurs de différentes institutions montréalaises; l'organisme réunit en effet des professionnels en droit, en urbanisme, en gestion de projets communautaires, en communication, en design et en agriculture urbaine.

360 *Ibid.*

361 <http://www.landemtl.com/>, consulté le 04.04.17.

362 <https://fairemtl.ca/fr/dents-creuses>, consulté le 04.04.17.

363 <http://www.landemtl.com/qui-sommes-nous/>, consulté le 04.04.17.

364 <http://vague.dev.zloche.net>, consulté le 04.04.17.

365 <http://fr.calameo.com/read/004755440017424712f00>, consulté le 04.04.17.

L'idée est simple, mais astucieuse : les vides urbains sont cartographiés sur le site dédié au projet. Via cette carte interactive, les personnes peuvent accéder à un complément d'information sur l'espace qui les intéresse : lieu précis, grandeur du terrain, propriétaire, ainsi qu'une petite description. On peut y lire :

« Alors que les initiatives citoyennes d'aménagement sont de plus en plus populaires et à l'aube de la Ville intelligente, Urburb souhaite accompagner des groupes activistes à aménager, de façon temporaire et transitoire, ces terrains inutilisés. Urburb souhaite donner tous les outils aux Montréalaises et Montréalais afin qu'ils puissent facilement embellir leurs voisinages! Urburb s'engage, face à la communauté du Grand Montréal, à mettre en ligne d'ici 2016 une plateforme pour faciliter l'aménagement temporaire et transitoire par les citoyens et organismes de terrains vacants et inutilisés. Plus encore, Urburb s'engage à contribuer à créer, d'ici 2017, cinq espaces de voisinage.³⁶⁶ »

Lande est un projet d'autant plus intéressant qu'il s'inscrit dans une démarche plus globale initiée par la Ville de Montréal, qui se nomme *Faire Montréal*. Il s'agit d'une plateforme collaborative pour découvrir des projets, contribuer à leur développement et suivre leur évolution.

« Faire Montréal est un lieu d'échanges dynamiques et transparents entre la Ville, les citoyens et l'ensemble de la communauté montréalaise. Cette plateforme vise à soutenir et intensifier l'élan de mobilisation de la communauté montréalaise, par de nouveaux moyens de collaboration qui permettront aux citoyens de combiner leurs actions pour faire Montréal. Faire Montréal offre des outils dynamiques aux acteurs de changement qui souhaitent prendre une part active dans le développement de leur collectivité et agir conjointement pour faire de Montréal une grande métropole inspirante. Faire Montréal veut soutenir le mouvement de collaboration existant et permettre aux citoyens de contribuer à la réalisation de projets aux retombées humaines, sociales et économiques tangibles et mesurables.³⁶⁷ »

366 <http://jefaismtl.com/lande-mtl-urburb>, consulté le 04.04.17.

367 <https://fairemtl.ca/fr/a-propos>, consulté le 04.04.17.

La ville a aussi mis à disposition un outil pour comprendre l'évolution des projets, en proposant un gradateur en quatre étapes (découverte, développement, test et déploiement), qui permet de connaître leur phase de développement à tout moment. De cette manière on sait qu'il y a 68 projets en phase de diagnostic et conception; 63 projets en phase de démarrage et expérimentation; 17 projets en phase de mise à l'essai et correctifs finaux; et enfin 139 projets en phase de lancement public et amélioration continue.

En formant des groupes de résidents et en les accompagnant dans la transformation de terrains vacants, la Ville de Montréal souhaite intégrer, dès les débuts du projet, les citoyens qui souhaitent s'investir dans le futur réaménagement de leur ville ou quartier. Cette démarche s'inscrit directement dans une pensée écologiste, militante et durable du territoire. Placé au premier plan des projets de réaménagement du territoire, le citoyen se sent écouté et pris en compte, permettant de ce fait de modifier une politique urbaine en phase de devenir de plus en plus obsolète.

La ville de Montréal s'engage également dans un processus de fabrication collective de ses espaces et de son territoire par la mise en place de nombreux dispositifs technologiques :

« Dans une démarche collaborative, l'expérience et l'ingéniosité des citoyens, des employés municipaux, des institutions publiques et de l'entreprise privée sont mis à contribution, de la conception à la réalisation des projets, pour faire de Montréal une véritable ville intelligente, par et pour ses citoyens. À l'image d'une ville humaine et d'avant-garde, la démarche Montréal, intelligente et numérique a pour but de développer un savoir-faire en matière d'innovation, par l'entremise d'un écosystème favorisant l'émergence de solutions originales à des problématiques urbaines. Ici, la technologie est utilisée comme levier afin de soutenir la croissance économique et d'améliorer concrètement la qualité de vie des Montréalais. Montréal, intelligente et numérique, c'est un ensemble de projets structurants et mobilisateurs pour faire de Montréal une ville ouverte, innovante et humaine.³⁶⁸ »

L'hybridation de ces outils avec celui que constitue l'espace public physique en lui-même offre des perspectives jusqu'ici impensables et interroge la capacité des citoyens à intervenir directement dans l'espace urbain, quitte à perturber et à revoir totalement les logiques classiques de gouvernance, d'administration et de politique urbaine. Cet urbanisme, qualifié de tactique, oblige l'urbaniste à faire preuve de nouveauté dans l'élaboration des plans de réaménagement : à la fois planificateur et médiateur, conseiller et décideur, il doit mettre en place les stratégies requises pour comprendre le mieux possible son territoire d'intervention. C'est avec la participation citoyenne que ceci est rendu accessible, mais surtout par la mise en place de réunions, de travaux en commun, et de toute une nouvelle panoplie d'outils : cartographie sensible, brainstorming, débats, ateliers, rencontres de citoyens...

François Ascher nous dit à ce sujet que « l'action publique se construit aujourd'hui, au niveau local en tous les cas, plus par des dynamiques de projets que par la mise en œuvre de programme, plus par des solutions *ad hoc* que par application de normes, plus par des consensus partiels que par de grands accords globaux.³⁶⁹ » On peut voir le changement de paradigme qui s'est opéré dans la planification urbaine et dans les politiques qui lui sont liés : nous ne sommes plus devant un savoir unidirectionnel émanant de l'urbaniste, mais face à des savoirs qui s'échangent, se forment, se discutent entre citoyens/usagers et concepteurs.

Cela n'aura échappé à personne : la notion de participation est un enjeu central désormais au cœur de nombreuses problématiques théoriques et pratiques. Quelle que soit la dénomination qui lui est attribuée – participation des habitants ou des usagers, démocratie participative, démocratie délibérative... —, l'idée de l'intervention directe des citoyens dans le champ de la décision politique s'impose de plus en plus. L'émergence de cette thématique suppose une réelle envie de recentrer le projet, urbain, politique, social, autour du citoyen, vu ici comme une figure active dans les décisions et la création de son environnement et de sa ville. Une très grande partie de ces expériences participatives se

369 François Ascher, *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, *op.cit.*, p.71.

déroule dans le domaine de la gouvernance urbaine, même si certaines démarches de participation citoyenne à l'étranger vont jusqu'à la gestion des affaires publiques, comme c'est le cas au Brésil (budget participatif), dans les pays du nord de l'Europe (conférences de consensus) ou bien encore en Allemagne (jurys citoyens).

Bien que la notion ne soit pas nouvelle, il est important de revenir sur le concept même de démocratie participative. Ce terme désigne l'ensemble des dispositifs et des procédures qui permettent d'augmenter l'implication des citoyens dans la vie politique et d'accroître leur rôle dans les prises de décision. Elle trouve son fondement dans les lacunes de la démocratie représentative. Loïc Blondiaux nous rappelle comment et pourquoi est né ce concept. L'expression apparaît pour la première fois dans le monde anglo-saxon dans les années soixante, dans la littérature de philosophie politique. Il se fonde sur « une critique d'une conception minimaliste de la démocratie. » Blondiaux nous dit qu'il constitue une évolution du terme de démocratie représentative :

« La démocratie participative [...] renvoie à un idéal de gouvernement dans lequel la légitimité d'une décision repose, au-delà de l'élection, sur l'existence d'une discussion préalable, à laquelle devraient pouvoir participer tous ceux que la décision concerne. [...] Il s'agit de compléter l'arsenal institutionnel de la démocratie représentative par des lieux où le déploiement de cette délibération démocratique élargie est possible, où cette participation du plus grand nombre à cette discussion des choix collectifs est encouragée.³⁷⁰ »

Avec ce genre d'initiatives collectives qui commencent à se multiplier, la frontière entre décideurs et citoyens devient plus en plus perméable, brouillant les anciens cadres en terme de politique urbaine, d'aménagement du territoire et d'urbanisme : il est question ici d'un droit de réappropriation spatial, qui émerge du fameux droit à la ville de Lefebvre, ainsi que du concept d'écosophie de Guattari. L'action commune et citoyenne commence en quelque sorte à redonner au citoyen, entité politique de la *polis*, ses lettres

370 Loïc Blondiaux, *La démocratie participative, sous condition et malgré tout, un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique*, in *Où est passée la gauche ? 1997 - 2007*, Revue Mouvements, Édition La Découverte, Paris, 2007/2 (n° 50).

de noblesse, en lui permettant de passer outre la privatisation des espaces publics. Les nouveaux agencements collectifs rendus possibles grâce aux technologies numériques permettent ainsi de manifester des savoirs qui sont propres aux usagers des différents espaces délaissés au cœur de la ville, réinjectant par la même occasion un certain imaginaire urbain permettant aux usagers de penser collectivement un renouveau spatial.

2.2.3 L'essaim comme stratégie d'action

« Les meutes, les bandes sont des groupes de type rhizome, par opposition au type arborescent qui se concentre sur des organes de pouvoir. C'est pourquoi les bandes en général, même de brigandage, ou de mondanité, sont des métamorphoses d'une machine de guerre, laquelle diffère formellement de tout appareil d'État, ou équivalent, qui structure au contraire les sociétés centralisées.³⁷¹ »

Nous allons dans cette partie porter notre attention sur l'organisation interne des nouveaux groupes de citoyens et sur les nouveaux agencements collectifs portés par les technologies numériques et les réseaux. Nous allons pour cela regarder ce que Negri et Hardt appellent « l'intelligence en essaim », qui est un modèle organisationnel intrinsèque aux luttes qui utilisent les réseaux. Comme nous avons pu le voir à différentes reprises dans ce mémoire, les luttes en réseaux se construisent sans leaders ni porte-paroles : les prises de décisions se font par consensus lors d'assemblées ou de vote en ligne. Comme nous l'expliquent les deux auteurs, ces « mouvements de résistance donnent naissance à des formes de commandement polycentriques et à des lignes de communication horizontale qui permettent à un grand nombre de petits groupes de communiquer entre eux de façon indépendante.³⁷² » C'est de cette manière par exemple que se construit le groupe Anonymous. Cela implique d'une part de n'avoir aucun chef. Étant donné que le groupe n'est pas construit sur un modèle pyramidal, mais horizontal,

371 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, *op.cit.*, p.443.

372 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, *op.cit.*, p.78.

chacun peut, quand il le souhaite, mener une action de manière autonome sans attendre les ordres d'un supérieur. D'autre part, il s'agit d'un excellent moyen pour garantir un maximum de sécurité, d'anonymat et de contrôle. En effet, lorsque l'un ou plusieurs des membres se font arrêter, ce n'est pas pour autant l'ensemble du groupe qui tombe : « la décapitation n'affecte en rien ces organisations, hydres monstrueuses dont les têtes se reforment sans cesse après avoir été coupées, l'essaim n'a pas de tête.³⁷³ »

Avec ce mode d'organisation, chaque centre exerce son commandement sur des éléments périphériques et communique avec d'autres centres. En ce sens, le réseau peut se définir comme « tout ensemble de points ou de termes interconnectés. [...] Plus précisément, un réseau est un dispositif de relations où chaque terme, par ses liens avec ses termes voisins, est virtuellement relié à tous les autres.³⁷⁴ » À ce sujet, Marcel Hénaff énumère six traits caractéristiques à tout réseau³⁷⁵ : 1°, la multcentralité, ce qui correspond au fait qu'il y a autant de centres que de nœuds. « Le réseau invite à penser en terme de groupes de relations ; il permet aussi une multiplicité d'entrées puisque la référence c'est l'ensemble même des connexions non une position unique. » C'est pour lui la propriété la plus évidente de tout réseau. La liberté d'accès est donc totale, puisqu'elle ne se fait pas en un point unique ; 2°, l'interdépendance, c'est-à-dire que les points ou termes n'existent qu'en relation avec les autres, « telles les mailles qui se tiennent par raccords réciproques. » Ce point est important puisqu'il implique le côté communautaire des mouvements militants ou de révolte que nous avons vu jusqu'ici ; 3°, l'ouverture, ce qui signifie que le réseau a la « possibilité constante de développer de nouvelles connexions soit en resserrant les mailles soit en élargissant le périmètre. » On peut rapprocher ce point des mouvements d'occupation temporaire de places publiques où les luttes propres à chaque secteur deviennent les luttes de tous ; 4°, la spécification, qui est la « possibilité dans tout réseau de constituer des niches de relations à l'intérieur de l'ensemble considé-

373 *Ibid*, p.79.

374 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p.116.

375 *Ibid*, p.125 à 131.

ré, ou de former des sous-ensembles autonomes et légitimes; il apparaît que là où rien n'est central, rien non plus n'est périphérique. » En d'autres termes, le réseau permet non seulement de constituer des espaces particuliers localement organiques et globalement connectés, mais il peut accueillir les expressions les plus particulières des modes de vie et des traditions variées; 5°, l'accessibilité, qui est vue comme le fait que « depuis n'importe quel point il est possible d'accéder à un autre point. » Ce caractère spécifique du réseau a été d'une importance primordiale lors des attaques menées par les hackers du monde entier contre le gouvernement tunisien lors du Printemps Arabe leur présence physique n'étant pas obligatoire sur le territoire; et enfin 6°, la mobilité, « qui ne correspond pas seulement à une possibilité offerte aux flux qui circulent ou aux agents qui sont en relation [...] elle est ce que le réseau propose. Il la suppose du fait même de son décentrement, de la multiplicité de ses nœuds ou stations », ce qui implique que chaque élément qui se trouve sur un réseau est en mouvement constant. Le réseau a une architecture interne complexe et fascinante, en particulier lorsqu'elle devient un modèle de révolte et de lutte sociale : « les forces armées de la guérilla évoquent donc moins un corps unique qu'une meute de loups, voire un grand nombre de meutes que les forces de la contre-guérilla doivent traquer. ³⁷⁶ »

La métaphore animalière est fréquente et pertinente dans le contexte qui est le nôtre. Par exemple, chez les insectes sociaux, le comportement collectif qui émerge des comportements simples des individus est nommé intelligence en essaim³⁷⁷. On retrouve ce terme aussi pour « désigner des techniques de résolution de problèmes, collective et répartie, qui se caractérisent par l'absence de contrôle centralisé ou d'architecture générale.³⁷⁸ » La question fondamentale qui se pose derrière ce terme est celle de l'intelligence collective, et non plus seulement celle de l'intelligence individuelle et de son potentiel à rassem-

376 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.78.

377 http://www.pourlascience.fr/ewb_pages/a/article-l-intelligence-en-essaim-27702.php, consulté le 04.04.17.

378 *Ibid*, p.117.

bler les forces individuelles pour résoudre des problèmes complexes. Pour illustrer ce point, nous pouvons une fois de plus prendre l'exemple du collectif Anonymous lors des attaques contre le gouvernement tunisien. Comme nous l'avons expliqué plus haut, internet, les réseaux et les connexions étaient alors bloqués. Mais la répartition collective du travail a permis aux hackers de reconnecter aisément les réseaux : une multitude de cerveaux et une multitude de mains se sont tournées vers un seul un même problème. Une créativité débordante et commune poussée à son paroxysme dans un seul et même but, aider un peuple en guerre qui se bat pour retrouver des libertés.

Cette manière de fonctionner n'est pas non plus sans rappeler les défenseurs des mouvements de l'« open source » ou du « logiciel libre³⁷⁹ », qui, bien que différents sur l'aspect éthique, prônent une ouverture des logiciels et de mise en commun des savoirs : quand l'open source est une méthodologie de développement, le logiciel libre est un mouvement de société. Pour le mouvement du logiciel libre, cela représente un impératif éthique, l'indispensable respect de la liberté de l'utilisateur. En revanche, la philosophie de l'open source considère majoritairement les questions pratiques, en termes de puissance et de fiabilité. Autrement dit, quand le logiciel libre défend la liberté et l'altruisme, l'open source défend l'efficacité et la performance. « C'est une question de liberté, pas de prix, pensez donc à liberté d'expression et pas à entrée libre.³⁸⁰ » Avec ces deux mouvements, l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication des logiciels en vue d'une diffusion sont permises techniquement et légalement, car ils sont dans le domaine public, un peu comme avec l'éditorialisation : tout un chacun peut apporter une modification au logiciel. C'est sur ce principe que fonctionne Linux, à la différence de Microsoft : « Avec ce logiciel il s'est mis en place dès le début toute une communauté d'informaticiens qui ouvrent l'accès aux codes sources de leurs programmes, de sorte que ceux-ci peuvent être complétés, améliorés, révisés, modifiés par d'autre de façon

379 À la différence du logiciel propriétaire où, comme son nom l'indique, personne ne peut le modifier si ce n'est son concepteur.

380 <http://www.gnu.org/philosophy/open-source-misses-the-point.fr.html>, consulté le 05/04/17

itérative.³⁸¹ » C'est d'ailleurs en suivant cette logique et en appliquant cette philosophie aux villes que l'on parle de nos jours de « Wikiville » (à l'image de l'encyclopédie participative Wikipédia), mais plus encore de « Ville en open source », qui désigne une construction collective sur la base d'un travail coopératif de bénévoles fonctionnant en réseau : les citoyens sont autant des concepteurs et des contributeurs que des utilisateurs et des usagers. Ce changement, qui nous fait passer de l'individualité au commun, montre toute la force citoyenne, créative et politique du collectif.

Mais la métaphore animalière peut servir aussi pour mettre en avant un mode d'action et de passage à l'attaque plus diffus et susceptible d'être stoppé. Comme nous l'expliquent Negri et Hardt :

« Le réseau réparti fait alors songer à une colonie de fourmis ou à un essaim d'abeilles — une multiplicité apparemment amorphe qui peut concentrer sa frappe en un seul point en attaquant de tous côtés ou se disperser dans l'environnement de manière à devenir presque invisible. Il est très difficile de traquer un essaim.³⁸² »

Les attaques portées par le collectif Anonymous suivent précisément cette conception de l'intelligence en essaim. Dispersés aux quatre coins du monde, tous les membres se synchronisent à un moment précis pour envoyer leur attaque contre l'adversaire afin de le déstabiliser, de l'affaiblir ou de provoquer son effondrement. L'attaque par DDoS dont nous avons parlé précédemment utilise en tout point cette tactique de frappe : les attaquants étant invisibles, il est impossible de les traquer ; puis, quand vient le moment de passer à l'action, ils sortent de leur anonymat pour se focaliser à l'unisson sur une seule et même victime qui ne peut ni contrer ni déjouer l'attaque. Une fois l'assaut lancé, chacun retourne à son anonymat et à son invisibilité rendant leur traque impossible.

381 Vallérie Charolles, *Philosophie de l'écran. Dans le monde de la caverne*, Paris, Fayard, 2013, p.108.

382 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.79.

Cette intelligence en essaim est une composante fondamentale de la multitude comme nous l'avons défini plus haut : en son sein cohabitent des gens et des personnalités de toutes origines qui s'unissent pour former un bloc solide de lutte et de revendication commune contre un ennemi commun : « une multitude d'assaillants qui semblent agir au hasard, inconnus, imprévisibles, invisibles et inattendus. Si l'on plonge notre regard à l'intérieur du réseau, cependant, on s'aperçoit qu'il est organisé, rationnel et créatif.³⁸³ »

Ces nouvelles luttes en réseau produisent de nouvelles subjectivités et de nouvelles formes de vie, une production biopolitique comme le disent Negri et Hardt, à l'intérieur même des villes, et instaurent une organisation décentralisée, polycentrique, horizontale et autonome. C'est en suivant cette logique que nous avons pu voir émerger ces nouveaux modes de lutte et de résistance que sont les occupations temporaires de places publiques, de même que tous les concepts dont nous avons parlé qui y sont directement liés, c'est-à-dire autant la machine de guerre que l'espace public oppositionnel, la multiplicité interstitielle que l'hétérotopie, le cyberspace urbain que la guérilla numérique. Negri et Hardt nous disent à propos de ces réseaux et des technologies numériques que :

« Les réseaux d'information, de communication et de coopération qui sont les principaux axes de la production postfordiste structurent les nouveaux mouvements de guérilla. Non seulement les mouvements s'organisent par l'intermédiaire des technologies telles qu'internet, mais ils tendent aussi à adopter des technologies comme modèles de leurs propres structures organisationnelles.³⁸⁴ »

La typologie de ces réseaux imbriquée révèle la mise en place d'une certaine intelligence urbaine collective, mais devient aussi, et c'est ici un point essentiel, la prémisse d'un futur commun de la ville.

383 *Ibid*, p.117.

384 *Ibid*, p.107.

2.2.4 La fabrication du Commun

L'émergence ces dernières années de la notion de commun, au sens de l'action commune et de mouvements collectifs, n'aura échappé à personne. Il suffit pour cela de regarder le nombre de livres, de revues, de reportages, de colloques, qui traitent de ce sujet passionnant, mais très complexe, tant il englobe d'éléments divers et épars et peut être rapproché de concepts tant sociaux, que philosophiques, qu'économiques, ou politiques, mais aussi d'urbanisme, de design... Comme le soulignent Pierre Dardot et Christian Laval :

« “Commun” désigne non la *résurgence* d'une idée communiste éternelle, mais l'*émergence* d'une façon nouvelle de contester le capitalisme, voire d'envisager son dépassement. [...] Bref, “commun” est devenu le nom d'un régime de pratiques, de luttes, d'institutions et de recherches ouvrant sur un avenir non capitaliste.³⁸⁵ »

Ce qui nous importe depuis le début de cette recherche est de montrer que ce commun est tout autant *ce qui est fait* en commun que *ce qui est* commun, que ce soit un jardin communautaire, une AMAP, la création d'une monnaie locale, une bibliothèque urbaine et partagée, que ce soit la réhabilitation d'un espace public ou son occupation. On peut de même parler de la convergence des luttes, des expériences d'économie collaborative qui fleurissent partout à travers le monde, des espaces de co-working et même de nos jours de co-living; c'est aussi la mise en commun des savoirs et des savoir-faire avec le développement des FabLab, des hackerspaces, mais aussi grâce au mouvement du logiciel libre et de l'open source. C'est la création des Creative Commons (CC); c'est d'une manière plus générale tous ces réseaux de personnes qui se battent, luttent, se révoltent et militent contre la privatisation de plus en plus accrue de biens matériels (comme l'espace public) et immatériels; c'est en un mot cette alternative politique qui commence à croître, à se développer et à proliférer aux quatre coins de la planète. En

385 Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. La Découverte, 2015, p.16 - 17.

ce sens, « le commun est à penser comme co-activité, et non comme co-appartenance, co-propriété ou co-possession.³⁸⁶ » Chacun de ces exemples vise, à des échelles très différentes, à réduire les contrôles aussi bien économiques que politiques et sociaux, en ouvrant et en facilitant l'accès à certains types de biens, la finalité de ces actions étant de promouvoir l'innovation, la connaissance, la créativité et le développement économique.

Comme nous le disions en introduction, nous vivons dans une époque de l'histoire qui apparaît incertaine et indéterminée : les désastres environnementaux explosent, les problèmes écologiques s'affolent, on ne fait plus confiance à la politique, l'économie est en crise, le social est en déclin... Alors, face à cette crise généralisée, des hommes et des femmes tentent des choses, ils essayent, tâtonnent et expérimentent. L'expérimentation, justement, serait peut-être la meilleure tactique d'avenir quant à nos possibilités sur terre. Pascal Nicolas-le-Strat nous dit :

« Expérimenter, c'est constituer un contre-pouvoir à l'intérieur même des situations. Expérimenter, c'est faire advenir de nouvelles formes de vie et d'activité, de pensée et de création. Expérimenter, c'est se montrer aussi inventif et créatif que le sont les formes contemporaines de pouvoir. Expérimenter, c'est opposer aux dispositifs de domination une puissance d'autonomie et de singularisation. Expérimenter, c'est faire varier une situation pour en moduler les perspectives. Expérimenter, c'est déployer une question à l'endroit même où les institutions imposent une solution.³⁸⁷ »

Notre époque serait-elle alors celle de l'expérimentation généralisée ? Toute porte à le croire : on expérimente de nouvelles façons de vivre et d'être ensemble, on expérimente de nouvelles façons de faire de la politique, on expérimente une nouvelle économie, on expérimente de nouvelles façons de se révolter, de lutter et de créer.

386 *Ibid*, p.48.

387 Pascal Nicolas-le-Strat, *Moments de l'expérimentation*, Fulenn, Paris, 2007, p.5.

Si produire en commun rend possible la production du commun, alors l'émergence de quelque chose de purement collectif est appelé à voir le jour dans les villes du futur.

Pierre Dardot et Christian Laval écrivent :

« Ce qu'il y a donc de commun dans les communs, le point commun de tous les communs, est le fait qu'ils sont toujours utilisés collectivement et gérés par des groupes qui peuvent être de tailles différentes et obéir à des logiques variées. Les communs ne sont pas des "choses" qui préexisteraient aux règles, des objets ou des domaines naturels auxquels on appliquerait de surcroît des règles d'usage et de partage, que des relations sociales régies par des règles d'usage, de partage, ou de coproduction de certaines ressources. En un mot, ce sont des institutions qui structurent la gestion commune. Tout l'apport de la nouvelle économie politique des communs réside dans cette insistance sur la nécessité des règles et sur la nature des règles elles-mêmes qui permettent de produire et de reproduire les ressources communes. Il faut en tirer une conclusion radicale qui va au-delà des formulations souvent équivoques de cette économie : seul l'acte d'instituer les communs fait exister les communs, à rebours d'une ligne de pensée qui fait des communs un donné préexistant qu'il s'agirait de reconnaître et de protéger, ou encore un processus spontané et en expansion qu'il s'agirait de stimuler et de généraliser.³⁸⁸ »

Le commun est alors un produit, voire le résultat (matériel ou immatériel) qui émane des échanges sociaux, des relations entre les personnes : le commun serait spontanément produit par l'action collective, citoyenne et politique lorsque l'on échange, construit, coopère, partage ; il peut être espace commun, quelque chose de construit en commun, mais aussi commun virtuel. Ce monde commun, nous dit Hénaff est « tout d'abord fait de pratiques interrelationnelles ³⁸⁹ » tels les liens de voisinage, l'utilisation des transports en commun, les allées et venues dans les rues, les réunions de quartier, les fêtes de voisinage, événements sportifs... Finalement, nous dit-il :

388 Pierre Dardot et Christian Laval, *Du public au commun*, Revue du MAUSS 2010/1, (n° 35), p.118 - 119.

389 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p.199.

« Il s'agit des manières de faire et de dire qui est la signature du local, qui configure des singularités, autrement dit, qui constitue des styles. Ces pratiques du monde commun font depuis toujours la chair de la vie citadine. Elles confèrent coloration et particularité à tout ce qu'on entend par monde social. Elles forment l'atmosphère dans laquelle est ressentie et comprise la relation à l'espace public.³⁹⁰ »

Le commun implique l'espace des mœurs, des civilités, des choix alimentaires ou vestimentaires, des usages de la langue... Ce sont comme nous l'avons vu tous ces réseaux citoyens, communautaires et collectifs qui se créent à l'échelle du quartier, de la ville, d'un pays ou du monde. L'ensemble forme au final une « capacité de résistance qui se montre aussi mobile et démultipliée que le sont les formes contemporaines de pouvoir.³⁹¹ » Le commun peut être apparenté à la capacité que certaines personnes ont de trouver de nouvelles armes qui seraient démocratiques, et non destructrices, telles que les machines de guerre, les TAZ, les interstices ou les hétérotopies.

« Les combats pour la “démocratie réelle”, le “mouvement des places”, les nouveaux “printemps” des peuples, les luttes étudiantes contre l'université capitaliste, les mobilisations contre le contrôle populaire de la distribution d'eau ne sont pas des événements chaotiques et aléatoires, des éruptions accidentelles et passagères, des jacqueries dispersées et sans but. Ces luttes politiques obéissent à la rationalité politique du commun, elles sont des recherches collectives de formes démocratiques nouvelles.³⁹² »

Le commun questionne la rue et la place, en ce sens où ces deux espaces sont par excellence le lieu de ce que l'on peut appeler la vie commune, distincte de la vie privée et de la vie publique. Nous pouvons dégager quatre caractéristiques de ces espaces³⁹³ : 1°, la vicinalité, marquée par le fait que les habitants éprouvent une sorte de solidarité liée au simple sentiment d'appartenance à un même lieu ; 2°, la civilité, qui se manifeste

390 *Ibid*, p.200.

391 Pascal Nicolas-le-Strat, *Moments de l'expérimentation*, *op.cit.*, p.7.

392 Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*, *op.cit.*, p.16 - 17.

393 Marcel Hénaff, *La rue, le place : les lieux de l'espace commun*, in, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p. 201 à 213.

par le fait que l'on manifeste une sorte de reconnaissance lorsque l'on croise des gens de son quartier. Ce n'est donc ni l'espace privé à défendre contre des intrus, ni l'espace public réglé par des protocoles trop stricts; 3°, la visibilité, car s'ils sont des lieux de passage, ils sont aussi des lieux de rencontre et de croisement avec des personnes plus ou moins inconnues. Il y a donc un rapport différent entre l'espace public qui induit une sorte de séduction et de rapport de pouvoir, contrairement à l'espace commun où cette visibilité n'est pas stratégique; et enfin 4°, la diversité, car la rue et la place sont sans doute les seuls espaces urbains où tous les individus d'une société ont des chances de se croiser : elles constituent « le creuset de la plus totale diversité³⁹⁴ » nous dit Hénaff. Imprévisibles et improbables, elles mélangent toutes les couches de la population et c'est d'ailleurs pourquoi, « si proche de l'espace privé — dont à peine la sépare le seuil des maisons — si expressive de l'espace commun, elles peuvent aussi se muer en espace public proprement dit.³⁹⁵ » La frontière est donc très mince et perméable entre l'espace commun et l'espace public.

« C'est que la rue et la place sont ressenties comme des emblèmes de liberté, comme un espace d'ouverture sans condition (propre au réseau) et finalement comme une expression de la démocratie; et c'est précisément quand celles-ci sont menacées que l'on sait par exemple ce que veut dire "laisser parler la rue"³⁹⁶. »

Le commun, c'est peut-être avant tout cela, ce fameux droit à la ville d'Henri Lefebvre : une ville pensée pour et par les 99 %, où il est question de rebâtir collectivement une ville plus socialiste sur les ruines d'une urbanisation capitaliste destructrice tant socialement, économiquement, politiquement que symboliquement :

« C'est pourquoi il ne faut pas interpréter le droit à la ville comme un droit à ce qui existe déjà, mais comme le droit de rebâtir et de recréer la ville en tant qu'organe politique socialiste avec une image toute différente — une

394 Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, *op.cit.*, p.211.

395 *Ibid*, p.212.

396 *Ibid*.

ville qui éradique la pauvreté et l'inégalité sociale et qui panse les plaies de la dégradation catastrophique de l'environnement.³⁹⁷ »

Ce sont plus que jamais les questions de l'empowerment, de la réappropriation de l'espace public, des nouvelles formes de démocratie, des nouvelles manières de faire local, de partage et d'échange, de créativité citoyenne, d'action politique et d'agir urbain, de l'avènement du droit à la ville et de l'hétérotopie foucauldienne que soulèvent au final l'émergence du commun.

2.2.5 Conclusion : vers une ville liquide ?

Zygmunt Bauman, sociologue mort en début de cette année 2017, a formulé l'un des concepts les plus forts de l'après postmodernité, expliquant les obsessions sécuritaires actuelles par l'instabilité permanente. Il qualifie ce nouvel état de la société par le terme de « modernité liquide » :

« La modernité s'est vouée d'emblée à "faire fondre les solides" : non par hostilité de principe, mais parce que les solides hérités du passé n'étaient pas jugés assez solides. Il fallait liquider, ou du moins liquéfier, les structures et les modèles transmis par l'Ancien régime pour les refondre dans des formes plus durables, et même permanentes. Mais aujourd'hui, cette liquidation ou liquéfaction n'est plus considérée comme un "stade intermédiaire" devant mener à terme à un "état de perfection" où aucune amélioration ne serait plus nécessaire. "Être moderne" équivaut désormais à une modernisation compulsive, incontrôlable, à une liquéfaction sans solidification, qui n'accorde à toute forme qu'une existence temporaire, jusqu'à ce qu'on en découvre ou qu'on en invente une nouvelle. La "modernité liquide" est un état de la société qui — comme tous les liquides — ne peut (ni ne veut !) conserver longtemps sa forme.³⁹⁸ »

397 David Harvey, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, op.cit., p.247

398 http://palimpsestes.fr/quinquennat/2014/janvier/bauman_peur.pdf, consulté le 06.04.17.

En 1998, Zygmunt Bauman lance une autre métaphore, celle de la « société liquide », concept pour lequel il opte afin de remplacer celui de postmodernité. La « société liquide » s'oppose à la « société solide », où les structures de l'organisation commune seraient créées collectivement. Dans la « société liquide », l'unique référence est l'individu intégré par son acte de consommation. Statut social, identité ou réussite ne sont définis qu'en termes de choix individuels et peuvent fluctuer rapidement au gré des exigences du contexte. Il voit les relations sociales devenir de plus en plus impalpables dans la société actuelle. Selon lui, avec l'entrée dans l'ère de la consommation, les sociétés postmodernes ont renversé le déséquilibre moderne entre la sécurité et la liberté au profit de la liberté. Le plaisir, la consommation et la liberté individuelle forment le cœur de la société postmoderne. Il illustre ce changement en décrivant par exemple la télé-réalité comme une métaphore du monde global, où « ce qui est mis en scène, c'est la jetabilité, l'interchangeabilité et l'exclusion » dans une société ultra-concurrentielle³⁹⁹. Pour Bauman, dans une société solide, les institutions sont stables, l'individu sait qu'elles vont durer au-delà de sa propre existence : il peut s'appuyer sur elles comme elles peuvent s'appuyer sur lui. Dans une société liquide, les liens sociaux sont considérablement plus fluides :

« Ils peuvent se cristalliser par endroits ou par moments, mais ne forment que des configurations locales et temporaires et chacun sait que leur forme se modifiera bien vite, tant et si bien qu'il devient impossible d'y inscrire de véritables projets. N'ayant plus le loisir de s'implanter durablement, les formes existantes ou esquissées ne peuvent plus servir de cadre de référence aux actions humaines et aux stratégies à long terme en raison de leur faible espérance de vie.⁴⁰⁰ »

Contrairement aux corps solides, les liquides ne peuvent pas conserver leur forme lorsqu'ils sont pressés ou poussés par une force extérieure, aussi mineure soit-elle. Les

399 http://www.journaldumauss.net/IMG/article_PDF/article_79.pdf, consulté le 07.04.17.

400 *Ibid.*

liens entre leurs particules sont trop faibles pour résister, ce qui est précisément le trait le plus frappant du type de cohabitation humaine caractéristique de la « modernité liquide » selon le sociologue, d'où la métaphore. Les liens humains sont véritablement fragiles et, dans une situation de changement constant, on ne peut s'attendre à ce qu'ils demeurent longtemps indemnes.

La société liquide a des répercussions sur la ville, qui elle aussi connaît ce changement de phase : les liens entre les citoyens sont sans cesse accélérés, estompés et renouvelés. Tout est mobile, fluctuant dans un « présent liquide », axé sur le culte de l'éphémère et des projets à court terme. L'arrivée des réseaux, des technologies numériques et d'internet accélérant toujours plus notre rythme de vie et nos manières de consommer — qu'il s'agisse de nos biens ou de nos relations — nous poussent nous aussi à *liquéfier* progressivement notre vie.

La ville liquide peut être vue comme un risque : elle est construite sur des liens faibles, des interactions peu présentes, des formes éphémères, des frontières qui s'éloignent en continu, des flux trop rapides, des inégalités qui se creusent. Cependant, elle peut aussi être vue comme une opportunité, car elle est souple et se déforme pour s'adapter à son environnement et aux différents problèmes qu'elle rencontre. Elle fait fi des hiérarchies et crée constamment de nouvelles relations. Elle se recompose en permanence grâce aux multiples réseaux qui la composent. Elle est ouverte sur l'extérieur et peut mobiliser une multitude d'acteurs différents pour créer de nouvelles choses. À l'image de la « société liquide » de Zygmunt Bauman, cette nouvelle ville est changeante et mouvante, sa morphologie, tout comme son organisation, ne sont pas fixes et se transforment au fil du temps qui passe.

Mais au final, n'est-ce pas le propre d'une ville que de se modifier continuellement en s'adaptant aux différents problèmes qu'elle rencontre? Saskia Sassen, sociologue spécialiste des villes globales et de la mondialisation économique, rappelait d'ailleurs lors

de la conférence internationale Responsive Cities 2016⁴⁰¹ sur les nouvelles technologies et l'urbanisme de demain qu'historiquement, « la ville se constitue par sa complexité et son incomplétude, son caractère non fini, toujours en évolution et expansion, sans limites claires.⁴⁰² » Pour cette auteure, la ville a toujours été liquide ou aurait toujours dû l'être. La question critique est de savoir si l'urbanisme doit suivre une solidité ou une liquidité; doit-elle suivre des règles de fonctionnalités ou d'usages? Doit-elle se cristalliser ou rester sans cesse mouvante?

Comme nous l'avons vu, Lefebvre s'attaquait directement au mouvement moderne en raisonnant en terme de représentations, d'usages et de pratiques de l'espace plutôt qu'en terme de fonctions. Son approche urbanistique se rapproche plus d'un urbanisme « adaptatif », par la mise en place de dispositifs catalysant des formes d'urbanité inattendue. Lefebvre et Sassen promeuvent une ville en mouvement, lieu d'un urbanisme interventionniste, à l'opposé d'une ville « solide », figée, ou muséifiée.

Pleine de contradictions, la ville liquide présente à la fois des risques et des opportunités qui appellent à une réflexion quant à sa capacité à se réinventer, à fabriquer de nouvelles expériences, à innover dans l'action citoyenne et l'agir urbain. Elle saisit des occasions et invente des prétextes non pas pour répondre à des besoins formatés à l'avance, mais pour imaginer des usages alternatifs et révéler des situations nouvelles.

Sassen lance sous forme de questions des pistes pour construire de nouvelles formes de villes liquides à l'heure où les technologies numériques ont pollinisé nos espaces, contrebalançant ainsi les analyses de Zygmunt Bauman qui nous met en garde contre les risques liés à cette « modernité liquide ». Elle se demande :

401 La conférence Responsive Cities s'est tenue à Barcelone les 16 et 17 septembre 2016.

402 <http://www.makery.info/2016/09/20/en-finir-avec-la-smart-city/>, consulté le 07.04.17.

« Comment pourrions-nous “urbaniser” les technologies dans la ville, plutôt que de “technologiser” les villes ? Comment redonner prise aux habitants et usagers sur les technologies de la ville, en les rendant plus visibles, voire en les rendant volontairement “hackable” ? Comment fabriquer des villes agiles et adaptables, en phase avec la société “liquide”, plutôt que des “smart cities” parfaitement intelligentes et optimisées qui essaieraient de garder le contrôle ? Comment mettre en pratique un urbanisme “open source” en permettant aux personnes concernées de s’engager dans la fabrication de leur ville plutôt que de la subir ? Comment hybrider les mondes physiques et numériques de la ville tout en valorisant le caractère propre à chaque lieu ? Comment favoriser l’innovation sociale, ascendante, en concevant la ville comme une plateforme d’innovation ouverte ? Comment reconfigurer des partenariats entre acteurs publics et privés pour concevoir des services à plus forte valeur ajoutée pour les bénéficiaires finaux ?⁴⁰³ »

Les questions posées par la sociologue sont fortes d’intérêt et de sens. Elles vont nous permettre de conclure, tout en introduisant la troisième et dernière partie. De manière générale, nous pouvons déjà affirmer qu’elles questionnent toutes sans exception le champ théorique de l’ère post-média de Félix Guattari. La question sous-jacente de Sassen serait alors de savoir comment rendre les technologies numériques en milieu urbain plus écosophiques et moins technocrates : par quels moyens pourrait-on se réapproprier les technologies numériques afin de pouvoir hacker l’urbain ? Ou alors, comment se réapproprier l’espace urbain afin de rendre les technologies numériques plus collectives et politiques ?

Il est intéressant de rapprocher la métaphore liquide employée par Zygmunt Bauman au concept théorique d’espace lisse de Deleuze et Guattari : pour Bauman, le liquide évoque quelque chose d’instable et d’incertain, en perpétuel mouvement, rendant les rapports aux choses et aux personnes compliqués parce que mouvants. Pour Deleuze et Guattari ce rapport est identique, sauf qu’ils y voient une finalité autre, qui serait la possibilité et l’opportunité de création et de résistance : ici encore le liquide et le

403 <http://www.nova7.fr/reflexions/urbanisme-open-source.htm>, consulté le 07.04.17.

solide, le lisse et le strié, le mouvement et le cristallisé. La ville liquide, c'est la ville de l'expérience urbaine et des urbanités inattendues; celle qui voit émerger des TAZ et des interstices qui disparaissent aussitôt apparut; on y côtoie des machines de guerre dans un technocosme en chantier; des technologies numériques sont au service de la multitude. C'est un cyberspace urbain qui ouvre le champ des possibles; c'est un espace où l'utopie trouve un lieu pour l'expérimentation. C'est, plus globalement, un projet politique à construire en commun.

CHAPITRE III

DISCUSSION AUTOUR DE QUATRE PROJETS

Nous allons dans cette dernière partie nous concentrer sur quatre projets significatifs dont la portée touchera à tous les thèmes développés au long de ce mémoire. Ils intègrent, à différentes échelles, l'espace urbain et les technologies numériques, mais le rapport de l'un à l'autre se fera tantôt dans une optique de réappropriation de l'espace public, tantôt dans une optique de démocratie citoyenne, voire de hacking ou de résistance. Les exemples choisis sont tous des dispositifs de contre-pouvoir et de résistance, plus ou moins connus du grand public, étendus à des échelles territoriales plus ou moins grandes.

3.1 PARK(ing) DAY : le l'acte militant à la sortie familiale

« PARK(ing) DAY est un événement mondial ouvert à tous qui a lieu le 3e week-end de septembre, durant lequel citoyens, artistes et activistes collaborent pour transformer temporairement des places de parking payantes en espaces végétalisés et conviviaux.

Les espaces bétonnés deviennent des lieux d'initiatives engagées, originales et créatives. Par le biais de ces parenthèses poétiques et ludiques, PARK(ing) DAY est une réflexion globale sur l'espace urbain, sur la place qui y est faite à la nature et sur la qualité de vie en centre-ville. PARK(ing) DAY, en révélant temporairement les possibilités offertes par de tels espaces, aide à changer la façon dont les rues sont perçues et utilisées, générant des effets plus durables.

PARK(ing) Day encourage ainsi les citoyens à se réapproprier l'espace public, par la promotion de la créativité, de l'engagement critique, des interactions sociales inédites, de la générosité et du jeu : autant d'éléments qui participent à la construction d'une ville durable.

Créé en 2005 à San Francisco et relayé en France depuis 2010 par l'association Dédale dans le cadre de son programme de recherche-action Domaine Public, PARK(ing) DAY rassemble chaque année des centaines d'installations sur des places de parking. PARK(ing) DAY est maintenant

devenu un événement annuel international avec des parks organisés dans plus de 55 villes en France et plus de 180 villes dans le monde⁴⁰⁴. »

Espace urbain, espace(s) public(s), privé, commun, partagé, semi-privé/public, ville « intelligente » : les qualificatifs ne manquent pas pour essayer de décrire et de comprendre les différents concepts qui sont liés à ces espaces qui, encore de nos jours, questionnent et intriguent grand nombre de théoriciens et de praticiens. Bien que de nombreux auteurs s'accordent sur une même définition globale, la pluralité des comportements ainsi que des théories et des concepts apparentés, soulève encore bien des questions dans de très nombreuses disciplines, particulièrement pour l'espace public, espace polymorphe, virtuel et sensible, où réside le triptyque : politique, économique et symbolique.

Si la théorie questionne grandement l'espace public, la pratique n'en reste pas moins un médium favorable à la découverte de nouveaux concepts. Pour ce faire, l'urbanisme invente de nouveaux moyens d'expression, ou courants urbanistiques, pour lui-même, mais aussi pour les citoyens, afin de proposer de nouvelles manières d'être par rapport à son environnement. L'évolution de l'espace public et de sa perception par autrui a eu un impact direct sur l'urbanisme et son évolution. Nous nous intéresserons ici à l'urbanisme tactique, un courant en plein essor de nos jours, qui a pour but premier d'être une critique des projets urbains de grande ampleur au profit d'une approche plus localisée à échelle humaine.

3.1.1 L'amalgame grammatical

La notion d'espace public remonte aux premiers temps de la ville. Son Héritage a un ancrage très fort dans nos sociétés. Cependant, depuis ces dernières années, ses contours se sont quelque peu modifiés, transformés, en vue des évolutions contemporaines. Les-

404 Texte explicatif de l'événement tel qu'il est écrit sur le site internet officiel français de PARK(ing) DAY, accessible en ligne à l'adresse suivante <http://www.parkingday.fr>, consulté le 10.03.16. Site officiel de l'événement (<http://parkingday.org>).

pace public ce n'est pas les espaces publics, ni la ville, ni l'urbain, ni l'espace privé ou domestique, ni même l'espace commun. Comme nous le rappelle à juste titre Thierry Paquot :

« L'espace public est un singulier dont le pluriel – les espaces publics – ne lui correspond pas. En effet, l'espace public évoque non seulement le lieu du débat politique, de la confrontation des opinions privées que la publicité s'efforce de rendre publiques, mais aussi une pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue ; les espaces publics, quant à eux, désignent les endroits accessibles au(x) public(s), arpentés par les habitants, qu'ils résident ou non à proximité. Ce sont des rues et des places, des parvis et des boulevards, des jardins et des parcs, des plages et des sentiers forestiers, campagnards ou montagnaux, bref, le réseau viaire et ses à-côtés qui permettent le libre mouvement de chacun, dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité⁴⁰⁵. »

Il est question ici de l'espace public compris comme « un espace de légitimation de la démocratie », comme l'explique Éric Dacheux, qui en discerne cinq⁴⁰⁶, et qui le décrit comme étant :

« Un espace qui peut s'incarner de manière concrète dans des lieux physiques dédiés au débat public de questions politiques, mais possède aussi une forte dimension symbolique, puisqu'il est défini comme étant la scène d'apparition des événements et des actions politiques et la matrice d'une communauté politique.⁴⁰⁷ »

Le projet qui nous intéresse se nomme PARK(ing) DAY, projet créatif et participatif qui souhaite pousser les habitants à « une réflexion globale sur l'espace urbain⁴⁰⁸. » Il

405 Thierry Paquot, *L'espace public*, *op.cit.*, p.1

406 Éric Dacheux différencie cinq espaces publics différents : 1) l'ensemble des espaces non domestiques, 2) d'un lieu où se rencontre un public, 3) de l'élément central de l'économie solidaire, de 4) de médiateur d'un monde commun, et de 5) d'un espace de légitimation de la démocratie, celui dont nous allons nous servir dans ce mémoire.

407 Eric Dacheux, *L'espace public : la théorie confrontée aux pratiques militantes*, accessible en ligne à l'adresse suivante http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000265/document, consulté le 10.03.16.

408 <http://www.parkingday.fr>, consulté le 10.03.16.

questionne la dimension politique de l'espace public tel que défini par Éric Dacheux en raison de l'apport citoyen au projet qui se manifeste sous la forme d'événement engagé au sein de la ville.

Il est dit dans la description de l'événement que « PARK(ing) Day encourage les citoyens à se réapproprier l'espace public. » Mais de quoi parle-t-on vraiment ? Comme on l'a vu plus haut, ce projet fait un amalgame entre la vision singulière et plurielle de l'espace public. Il est question ici de mettre à disposition différents outils aux citoyens en vue d'une certaine réappropriation de la rue, autrement dit, d'utiliser les espaces publics de manière alternative, et non de mettre en place un espace politique de débats, de prise de paroles ou de décisions entre citoyens. Cette confusion mène à une perte symbolique de l'espace public, et pousse à confondre deux espaces non pas opposés, mais liés par le citoyen et l'action politique citoyenne. S'il est bel et bien question d'action citoyenne au sein de la ville, cette dernière n'a rien de politique ou d'engagé ; il serait plus juste de dire qu'elle trouve racine dans le vocabulaire de l'événementiel. Cette critique porte néanmoins sur l'événement lui-même, non pas sur la nature de la manifestation : c'est elle et non pas sa forme qui donnera ou pas à l'acte un caractère politique et questionnera ainsi l'espace public. Quel est le discours qui se cache derrière telle ou telle occupation de la rue ? Voilà le vrai positionnement politique et engagé de cet événement.

Le concept d'espace public est fragile et instable. En mélanger les acceptions singulières et plurielles mènerait à une perte symbolique, celle d'un concept hérité de nos ancêtres, un lieu démocratique et politique où il est question non pas uniquement de se mettre en scène, mais bien de prendre des décisions, de favoriser le débat public, et d'induire un positionnement politique et citoyen pour le bien de la cité.

3.1.2 Engouement créatif ou engagement critique ?

La description du site internet ne manque pas de superlatifs ni de positivisme quant à la description de l'événement. On peut y lire que :

« Les espaces bétonnés deviennent des lieux d'initiatives engagées, originales et créatives [...] PARK(ing) Day encourage ainsi les citoyens à se réapproprier l'espace public, par la promotion de la créativité, de l'engagement critique, des interactions sociales inédites, de la générosité et du jeu : autant d'éléments qui participent à la construction d'une ville durable⁴⁰⁹. »

Beaucoup de concepts sont énoncés sans définition préalable. Il nous est dit que cet événement donne « aux espaces bétonnés un caractère engagé et créatif, mettant l'accent sur l'engagement critique du citoyen. » Si l'on peut voir un certain engouement créatif lors de cet événement, il est loin d'être évident que l'on puisse parler d'engagement critique envers l'espace urbain de la part du participant. Action créative et engagement critique sont deux choses fortement différentes, d'une part par leur finalité, et d'autre part par le processus de mise en place. Transformer en espace vert une place de parking lors d'un événement annuel n'a ni le même impact ni le même message que de le faire de manière impromptue durant l'année. Lors d'un événement organisé, cette action ne sera ni inattendue ni extraordinaire pour le citoyen. Les habitants et les passants en auront connaissance de l'événement bien à l'avance, par un grand nombre de publicités en ville, sur les réseaux sociaux et par toute autre voix médiatique. L'impact sera minime, car attendu et annuel. Lors de la manifestation, les passants et habitants prendront conscience que les places de parking, tout comme les voitures, sont peut-être trop présentes et qu'une autre manière de faire la ville serait possible. Pourtant dès le lendemain, lorsque l'événement sera fini la ville bétonnée et automobile fera son retour, imposant un délai d'une année avant de retrouver des espaces plus conviviaux, partagés et agréables, tournés davantage vers l'humain que vers la voiture. PARK(ing) DAY est un événement programmé et encadré par la ville, ce qui implique que ce qui s'y déroule et organise l'est aussi. Organisée de manière sauvage, cette typologie de manifestation soulèverait bien d'autres questions et induirait d'autres comportements. Ce même événement organisé par un mouvement citoyen autonome, un collectif artistique, une association citoyenne ou tout autre organisme non institutionnalisé aurait un impact social et citoyen bien plus fort. Suite à

409 <http://www.parkingday.fr>, consulté le 10.03.16.

cette analyse, nous pouvons dire dans un premier temps que PARK(ing) DAY est passé du statut de manifestation militante à celui, nettement moins controversé socialement, de fête urbaine.

La ville festive où se développe l'inattendu et l'événement est une notion développée depuis longtemps par la psychogéographie, dont le but est d'utiliser la marche comme moyen d'expression et de découverte afin de proposer une relecture, voire une toute nouvelle lecture de la ville et de ces différents espaces. Sur ce point, nous pouvons nous référer à Elsa Vivant qui prône la sérendipité « comme une condition urbaine essentielle de la créativité⁴¹⁰ » :

« [La sérendipité décrit] le caractère et la qualité propres à la marche et à la déambulation urbaines. Le passant, au gré de son humeur, circule, ralentit, se retourne et découvre au coin d'une rue un passage couvert, un magasin inédit, un bâtiment surprenant. La qualité de la ville est de permettre ces hasards et d'offrir au promeneur des surprises et des rencontres improbables, [...] la créativité se nourrit de cette sérendipité. Un cadre formaté et planifié n'autorise pas cet espace de l'impromptu. Plutôt que de concevoir une ville créative, le défi de l'urbanisme est de créer les conditions de la sérendipité et de la créativité en laissant de l'espace à cet inconnu, en acceptant qu'apparaissent en ville des pratiques non planifiées, voire non autorisées, en rendant possibles les rencontres imprévues et improbables⁴¹¹. »

En raison de son caractère organisé, PARK(ing) DAY a perdu sa part créative, inattendue et exceptionnelle dont parle Elsa Vivant. Si nous sommes bien devant un événement qui prône la convivialité, le jeu, l'amusement et une certaine réflexion quant à l'espace urbain, nous sommes loin de l'engagement critique, tel que décrit dans la description des PARK(ing) DAY, qui semble avoir perdu de ses raisons d'être.

410 Elsa Vivant, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, La ville en débat, Presse universitaire de France, PUF, Paris, 2009, p.78.

411 *Ibid.*

3.1.3 Une évolution contraire à son origine ?

Le site internet fait une très brève référence aux origines de PARK(ing) DAY qui, bien avant d'être un événement mondial, était avant tout un mouvement militant et une critique de l'espace urbain, et plus spécifiquement de l'utilisation et de l'importance de la voiture en ville. PARK(ing) DAY tire ses origines d'une critique urbaine nommée le CarFree, un mouvement international qui réunit des organisations et des individus engagés à promouvoir des alternatives à la dépendance automobile, autant en matière de modes de déplacement que d'urbanisme. Il constitue un large réseau informel composé de personnes et d'organismes militants (citoyens et urbanistes) qui souhaitent réduire la place des véhicules motorisés dans la plupart des villes modernes, et même les éliminer, afin d'attribuer des espaces de circulation et de stationnement à d'autres usages publics. L'objectif du CarFree est de créer des lieux où l'utilisation de la voiture est fortement réduite, voire éliminée, afin d'attribuer l'espace de circulation et le stationnement à d'autres usages publics. Il souhaite par la même occasion repenser et reconstruire des environnements urbains où la plupart des destinations seraient facilement accessibles à pied, à vélo ou en transports publics. Les PARK(ing) DAY proprement dit ont commencé en 2005, lorsque REBAR, un groupe collaboratif de créateurs-designers militants basé à San Francisco, a transformé une place de stationnement automobile payante en un petit parc ombragé avec pelouse et sièges ; le tout sans la moindre autorisation de la ville.

Le CarFree a permis la profusion d'événements du même genre à travers le monde : Reclaim the Streets, mouvement créé en 1991 à Londres, qui consiste à envahir les rues, les routes ou les autoroutes dans le cadre de mises en scène festives ; World Naked Bike Tour, né en 2001 en Espagne, introduisant les premières balades de cyclistes nus à vélo, devenu en 2004 un réseau mondial : ce concept s'est propagé rapidement à travers des collaborations avec de nombreux groupes et activistes différents pour promouvoir les déplacements à vélo, les énergies renouvelables, les loisirs, les communautés propices à la marche, et des solutions durables, respectueuses de l'environnement ; les mouvements cherchant de promotion de la gratuité des transports en commun, comme le Ré-

Figure 5 : Réappropriation des places de parking lors du PARK(ing) DAY de l'édition 2016 à Montréal



seau pour l'Abolition des Transports Payants en France (jeu de mots avec le sigle RATP, Régie Autonome des Transports Parisien) ou le Collectif Sans Ticket en Belgique qui souhaite développer l'utilisation des transports publics. Ces projets questionnent tous de manière festive, pacifiste et participative l'espace public et ses usages, mais aussi la place toujours plus importante de la voiture. Si leurs intentions initiales étaient d'ordre militantes et politiques, leur évolution temporelle n'a pas suivi cette idéologie.

L'institutionnalisation des PARK(ing) DAY, et leur transformation en une fête urbaine, commerciale et marketing ont considérablement affecté leur portée critique. Cet événement est maintenant planifié (le troisième week-end de septembre), réglementé et encadré, le comble étant la marchandisation par la vente de t-shirts, de sweats et d'affiches à l'effigie du mouvement. À l'image des flashmobs si populaires il y a encore quelques années, ces manifestations se diffusaient auparavant dans l'espace public de façon spontanée. Cette même spontanéité était à la base du militantisme et de l'acte engagé. Avec PARK(ing) DAY le contexte politique et militant est tout autre : celui qui veut participer doit au préalable remplir un questionnaire expliquant le projet, le contexte, ce qui va s'y passer, où il va se trouver... Nous sommes dorénavant devant un acte de revendication vide de sens, sans valeur politique ou militante. La critique ne porte pas sur le pacifisme ou l'occupation du territoire de manière ludique, mais sur l'officialisation de ces événements. C'est cette institutionnalisation, son processus de mise en place et sa finalité qui sont remis en cause : nous sommes passés du statut de militantisme et d'activisme à celui d'événement familial.

3.1.4 Une suite logique ?

Cette critique nous aura permis de pointer du doigt un problème récurrent dans de nombreuses villes : la récupération systématique de mouvements autonomes et citoyens. Ces événements festifs servent à redorer l'image des municipalités. Elles donnent aux villes un visage jeune, neuf et dynamique, proclamant leur inspiration au changement et l'attention qu'elles portent aux événements de leurs rues.

Tant décriés il y a encore quelques années, le street-art, les gays prides, les piknic electronik et autres techno-parades, sont aujourd'hui vu comme emblématiques des villes modernes, dans l'air du temps, sachant réagir et s'adapter aux mouvements qui viennent de la population, prônant l'ouverture d'esprit et la diversité. Si à l'origine, ces mouvements soutiennent une approche plutôt *bottom-up*, leur récupération les replonge dans une approche *top-down*. La ville utilise ses propres mouvements citoyens, aux origines diverses, (artistiques, contestataires, marginales) afin de les régler, de les encadrer pour s'en servir à ses fins, montrant ainsi qu'elle aspire au changement et au renouveau urbain.

Ce même problème a été soulevé dans un autre contexte tout aussi problématique par Gabriella Coleman dans son livre *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*. Elle y soulève la « question contemporaine de la récupération⁴¹² » et dit que « les intellectuels qui écrivent sur le sujet l'abordent souvent sous l'angle de la publicité, du divertissement et de la consommation – l'exemple classique étant cette étude pionnière de Dick Hebdige sur la marchandisation de la culture punk.⁴¹³ » Elle explique que « la force critique de la contre-culture, dont le punk emblématique, a été totalement dévitalisée par son passage dans l'appareil publicitaire et son formatage par Hollywood et l'industrie de la mode.⁴¹⁴ » L'analyse faite par Coleman peut de même faire penser à la récupération commerciale de l'image de Che Guevara, de Bob Marley, des personnages hauts en couleur de l'artiste Keith Haring et des slogans de l'artiste Ben... Néanmoins, et c'est là où ces propos deviennent particulièrement instructifs, le seul contre-exemple qu'elle propose est justement Anonymous. Le collectif a su résister à ce processus, la raison principale étant le caractère hautement polémique et politique de ses actions. Il illustre le cas très particulier d'une récupération inverse : Anonymous s'est totalement « réapproprié un symbole popularisé par Hollywood et l'a rendu révolutionnaire.

412 Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*, op.cit., p.292.

413 *Ibid*, p.293.

414 *Ibid*.

Il s'agit là d'un exemple éloquent de contre-marchandisation, un phénomène rare.⁴¹⁵ » Coleman poursuit en écrivant :

« Il existe une industrie florissante et omniprésente (groupes de réflexion, organisations et spécialistes de la motivation souvent venus du monde universitaire, en particulier des experts qui aiment gonfler les promesses de la technologie), dont la mission consiste à se saisir d'idées émanant de tous les milieux et de tous les coins du monde (des gangs de rues au Printemps Arabe).⁴¹⁶ »

Elle concrétise ainsi l'idée d'une dualité, voire d'une confrontation à deux sens entre la rue d'un côté et la ville de l'autre, entre la résistance et l'institutionnalisation, et de manière plus générale, entre militantisme et récupération capitaliste.

3.2 Barcelone numérique, Barcelone démocratique ?

Poubelles connectées, transports verts, fablabs. À grand renfort de capteurs et d'applics, la capitale catalane mise sur les technologies numériques pour une reprise en main citoyenne des enjeux urbains. Une politique urbaine ambitieuse qui fait de Barcelone l'une des « pionnières des *smarts cities*⁴¹⁷ » à l'échelle mondiale⁴¹⁸.

Tout commence début mars 2015, quand Ada Colau⁴¹⁹ et son équipe, issue du mouvement des Indignés, remportent les élections municipales. Un changement politique radical assorti d'un nouveau défi : combiner innovation technologique et engagement citoyen,

415 *Ibid.*

416 *Ibid.*, p.293-294.

417 <http://www.leparisien.fr/international/le-top-10-des-smart-cities-21-07-2015-4922951.php>, consulté le 04.02.17.

418 En France, c'est Lyon qui se classe première du classement (http://www.lemonde.fr/la-france-connectee/article/2016/09/08/lyon-pionniere-de-la-smart-city_4994694_4978494.html). Montréal est très souvent citée pour son approche démocratique en rapport à toutes les questions liées aux décisions urbaines.

419 Cette militante de 41 ans est devenue la première femme maire de Barcelone.

afin de créer une « ville intelligente qui compte sur l'intelligence collective de ses habitants » comme elle l'écrit dans son programme intitulé : *Barcelone en commun*.

Développement des Fablabs, transparence des données publiques, transports verts et énergie renouvelable... La capitale de la Catalogne est actuellement en train d'étudier plus de deux cents projets destinés à la rendre plus « intelligente ».

3.2.1 Genèse du changement barcelonais : de « l'indignation » aux élections municipales

Le 15 mai 2011, un appel à manifester pacifiquement dans cinquante-huit villes espagnoles à l'approche des élections municipales, fixées au 22 mai de la même année, est lancé afin de revendiquer un changement dans la politique espagnole. Les manifestants considèrent que les partis politiques ne les représentent pas et ne prennent aucune mesure en leur faveur : c'est alors que naît le mouvement des Indignés, appelé aussi Mouvement 15-M (date de la première manifestation). S'en suit une série de manifestations pacifiques, qui s'est étendue à travers le monde, de Barcelone à New York, de Paris à Montréal, d'Israël au Brésil, rassemblant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, organisées sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter en particulier) et sur des sites Web dont ; Democracia Real Ya!⁴²⁰, site internet à caractère militant, auxquels se sont joints des organismes parmi lesquels les collectifs ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens), Anonymous, NoLesVotes et Juventud Sin Futuro.

Ces mouvements pratiquaient la désobéissance civile et la non-violence : ils voulaient éviter que leurs revendications ne soient « délégitimées » par un enchaînement d'actions violentes entre la police et les manifestants quel que soit le camp à l'origine de la première violence. C'est d'ailleurs pour cette raison que leurs manifestations se présentaient sous forme d'occupations de places, sans représentants ni porte-paroles. Si les

420 <http://www.democraciarealya.es>, consulté le 04.02.17.

revendications de départ sont locales (elles dénoncent les mesures d'austérité et le chômage massif qui frappent la jeunesse espagnole et menacent, pour se faire entendre des partis politiques, de boycotter les élections⁴²¹), elles deviennent par la suite mondiales, suite à une désillusion totale face à la politique et devant des « promesses politiques » qui ne sont jamais tenues. Ils souhaitent, à l'échelle mondiale, entamer une prise de conscience sur la nature oligarchique des systèmes politiques ; réformer le système économique et financier ; lutter contre l'austérité ; lutter contre la corruption ; réformer les systèmes politiques ; faire une révolution citoyenne ; donner une place médiatique aux citoyens ; exiger et créer de véritables démocraties.

Un an après l'arrivée des Indignés en Espagne, un nouveau parti politique s'est officiellement formé en octobre 2012 : le parti X. Il se veut alternatif, sans dirigeant visible et dit vouloir canaliser la convergence de toutes les luttes sociales éparses sur le territoire espagnol. Son programme, basé sur la démocratie participative et la désobéissance civile, propose une totale transparence de la gestion publique, un pouvoir législatif et exécutif sous contrôle citoyen. Floren Cabello, membre du Parti X, docteur en Communication et professeur de technologie de la communication à l'Université de Málaga explique les objectifs du parti :

« Redonner le pouvoir aux citoyens à travers quatre mécanismes qui permettront un contrôle citoyen des institutions, des gouvernements et du Parlement, de sorte que ce qui est en train de se passer ne se reproduise pas. Les mécanismes sont la transparence de la gestion publique, un wikigouvernement avec une wikilégislation, le droit de vote réel et permanent et le référendum obligatoire. Parmi les autres objectifs figurent également la mise en œuvre un plan d'urgence de sortie de crise bénéfique aux citoyens et non aux gouvernements, aux banques et aux grandes entreprises.⁴²² »

421 http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/10/15/la-planete-des-indignes-manifeste-dans-plus-de-700-villes_1588071_3224.html#KGR01B2KMzPF2x3f.99, consulté le 04.02.17.

422 <http://jolphpress.com/espagne-parti-x-defi-democratique-citoyens-engages-article-822311.html>, consulté le 04.02.17.

Deux ans plus tard naît « Barcelone en commun » (initialement « Guanyem Barcelona » Gagnons Barcelone), plateforme citoyenne constituée du parti politique de la gauche radicale et écologiste, en vue des élections municipales de 2015 à Barcelone, remportée par Ada Colau. Ce projet est promu par une trentaine de citoyens liés aux mouvements sociaux, aux associations de voisinage, ainsi que des personnalités du monde académique et de la culture. Dans son manifeste, les personnalités politiques se présentent sous la forme d'une plateforme citoyenne dont l'objectif est de « construire une candidature de confiance ». Ils proposent une « rébellion démocratique à Barcelone » et de « se réapproprier les institutions et les mettre au service des personnes et du bien commun », le but final étant de « montrer qu'il est possible de construire une autre ville⁴²³ », grâce au pouvoir citoyen et aux technologies numériques.

La constitution et les intentions politiques du parti X et de Barcelone en commun ne sont pas sans rappeler ce que Negri et Hardt disaient à propos de la multitude, à savoir qu'elle a besoin d'un projet politique pour exister, mais surtout qu'il est nécessaire d'appréhender ledit projet comme la convergence des luttes dans un réseau commun de révolte.

3.2.2 Retour de chantier⁴²⁴

Comme nous le disions en introduction, la ville de Barcelone a décidé, afin de mieux comprendre et de contrôler son environnement urbain, d'implanter dans l'espace urbain des puces, des capteurs et d'autres objets souvent qualifiés « d'intelligents » pour une analyse de l'espace. Les applications de ces technologies étant très diversifiées, nous prendrons trois exemples significatifs afin de bien saisir le contexte technologique et leurs utilités.

423 http://www.eldiario.es/catalunya/guanyem_barcelona-ada_colau-candidatura-municipales-barcelona_0_270873244.html, consulté le 04.02.17.

424 Nous faisons ici référence à la partie 1.2 Technocosme en chantier, de la p.70 à la p.115.

La première de ces technologies numériques pourrait être qualifiée de routière, voire de sécuritaire ou de prioritaire, puisqu'elle permet de modifier les feux de signalisation pour les véhicules d'urgence. Les feux tricolores de la ville repèrent le trajet que le véhicule doit effectuer et s'assurent que tous les feux soient au vert sur leur passage pour reprendre leurs activités normales qu'une fois le feu dépassé. Cela permet d'avoir une route dégagée et fluide pour les pompiers, les ambulances, la police, et d'arriver plus rapidement sur les lieux d'un sinistre, évitant un stress ou un mouvement de panique aux autres voitures à l'approche du signal sonore d'urgence.

La seconde application est également tournée vers la circulation automobile, mais concerne les véhicules des particuliers. Il s'agit de capteurs insérés dans les différentes zones de stationnement de la ville pour avertir les utilisateurs de la présence de places de parkings vides. Reliés à un réseau internet, ces capteurs envoient un message sur le téléphone du conducteur, lui indiquant les places libres plus ou moins proches de lui. Selon la Commission européenne :

« Le système XALOC permettra une meilleure gestion de la circulation sur le territoire urbain en décongestionnant les “zones d'affluence” vers lesquelles convergent les automobilistes à la recherche d'un emplacement de parking. Il contribuera par ailleurs à une plus grande fluidité du trafic et à une baisse significative du taux de pollution. [...] Les autorités municipales pourront quant à elles se prévaloir de cette innovation pour assurer une meilleure surveillance et une meilleure gestion des lieux de stationnement puisqu'elles recevront les informations en temps réel, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.⁴²⁵ »

Des études ont montré que les usagers, grâce à ce système, gagneraient entre cinq et sept minutes lors de la recherche d'une place de stationnement.

425 http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/spain/a-sensory-solution-to-efficient-urban-parking, consulté le 05.02.17.

Enfin, la troisième application de ces technologies concerne le mobilier urbain : elles sont directement intégrées aux lampadaires et aux poubelles. Du côté des lampadaires, des capteurs sont utilisés pour détecter la présence des personnes sur le trottoir, et pour s'allumer et s'intensifier en luminosité à l'approche du passant, calculant aussi le nombre de personnes, ce qui jouera aussi sur l'intensité lumineuse. Le dispositif permet une approche plus sensible de l'environnement, jouant à la fois sur la pollution lumineuse⁴²⁶, problème environnemental qui est de plus en plus pris en compte dans les politiques urbaines ; sur la réduction de la facture d'électricité de la ville ; mais également, et c'est un problème bien moins connu, mais pourtant tout aussi important, sur la protection de la faune et de la flore. La pollution lumineuse urbaine tue chaque année un grand nombre d'oiseaux et perturbe certaines espèces dans leurs migrations, provoquant des changements cycliques importants ; elle nuit aussi aux espèces marines et à certaines espèces de papillons. Sur le plan esthétique, en réduisant la luminosité des villes, c'est la (re —) découverte du ciel en milieu urbain qui est favorisée. Dans une optique similaire, les poubelles barcelonaises sont elles aussi connectées, permettant une gestion novatrice du ramassage des ordures. Depuis 2012, des capteurs préviennent le service concerné lorsque ces dernières sont pleines, réduisant les déplacements des camions poubelles, et réduisant de ce fait la pollution. Mais Barcelone ne s'arrête pas là : depuis 2012 encore, plus d'un quart de la capitale catalane est connecté à un système souterrain de transport des déchets, qui se compose de bornes où les habitants jettent leurs ordures, et d'un réseau de quarante kilomètres de tubes, au sein duquel elles circulent à 70 km/h jusqu'au centre de collecte. La ville envisage d'ailleurs d'étendre ce réseau, et de faire surveiller ses canaux souterrains et égouts par des drones.

La ville « intelligente » a donc la capacité nouvelle de détecter, de mesurer et d'enregistrer l'état de son environnement, à l'intérieur des réseaux de services comme dans

426 Il existe depuis 2007 un groupe d'activistes nommé le Clan du Néon, qui expliquent comment éteindre les magasins qui restent allumés la nuit, et incitent toute personne à faire de même. Ce groupe, toujours en activité, est un fervent défenseur de l'environnement ainsi qu'un mouvement anticapitaliste se battant pour ces deux causes, qui sont ici liées. Le lien de leur blog : <http://clanduneon.over-blog.com>, consulté le 05.02.17.

les rues, les immeubles, au domicile d'habitants... Parfois visibles, le plus souvent discrets, d'innombrables puces et capteurs localisent des objets et des véhicules, mesurent des températures et des niveaux de pollution, des densités de présence, enregistrent des consommations et des transactions. C'est de cette manière que Paris a équipé ses 120 000 arbres d'une puce de radio-identification qui permet aux techniciens des parcs et jardins de connaître leur histoire et de garder une trace des interventions dont ils font l'objet⁴²⁷. À Paris toujours, les consommations d'eau des immeubles sont télé-relevées par la régie municipale en charge de l'approvisionnement de la capitale. Cela permet à Eau de Paris d'identifier plus facilement les fuites dans le réseau et d'alerter ses clients en cas de surconsommation (on parle alors de « smart grid » ou réseau intelligent).

Mais cette approche technocentrée misant sur une démocratisation des capteurs connaît aussi ses dérives et ses extravagances. Grâce à la dématérialisation, rendue possible avec le numérique, certaines sociétés voient une occasion de plus d'encourager la consommation de masse. Certains murs du métro de Barcelone, qualifiés de connectés, permettent depuis 2012 aux Barcelonais de faire leurs courses de manière virtuelle sur leurs téléphones — eux aussi intelligents — en attendant le métro⁴²⁸. Ils sont recouverts d'images de produits alimentaires qu'il suffit de scanner à l'aide d'une application mobile associée à l'appareil photo du téléphone pour mettre son produit dans son panier virtuel. Si les technologies numériques permettent de libérer des populations de l'emprise de dictatures, de censures et de surveillance généralisée, elles deviennent aussi les agents insidieux de la transformation d'un espace public en lieu de consommation.

À la mi-novembre 2016 Barcelone accueille pour la sixième année consécutive l'édition d'une conférence mondiale sur les villes intelligentes : le Smart City Expo World

427 Antoine Picon, *Smart Cities, Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, op.cit., p.15.

428 <http://www.atelier.net/trends/articles/barcelone-pickbe-lance-mur-achat-metro>, consulté le 05.02.17.

Figure 6 : Exemple de ce que l'on entend par « boulevard intelligent » : le cas de Nice.



Congress⁴²⁹. Josep Ramon Ferrer, ancien directeur de Barcelone Smart City, explique comment la métropole appréhende ce terme souvent protéiforme :

« Pour nous, être une Smart City signifie trois choses. Il faut rendre la vie plus facile pour les habitants, créer plus de richesses économiques et le tout de manière durable et soutenable pour la planète. Une Smart City, c'est penser beaucoup plus loin que le simple aspect technologique.⁴³⁰ »

Ces quelques exemples espagnols et français, qui sont loin d'être uniques en leur genre, illustrent bien certaines des applications possibles des technologies numériques à l'heure actuelle. Qu'elles soient appliquées à des fins environnementales, écologiques, ou malheureusement plus capitalistes, chacun peut y trouver son compte.

Il est important de noter que dans chaque article lu à ce sujet, c'est le mot « intelligence » qui ressort : poubelles « intelligentes », lampadaires « intelligents », parking « intelligent »... Pourquoi les choses deviennent-elles si « intelligentes » dès lors qu'un capteur est mis en place ? Est-ce l'ajout du numérique qui rend tout « intelligent » ? La littérature sur la « smart city », son espace urbain et son mobilier urbain, semble assimiler « intelligence » et « autonomie ». Dans ces conditions, la ville instaure un dialogue entre l'objet et son environnement, ainsi qu'entre l'objet et l'utilisateur : « intelligente » serait également associé à « communicant »⁴³¹.

3.2.3 FabLabs barcelonais et communautés des tiers-lieux

« Les maisons font la ville, mais les citoyens font la cité », écrivait Rousseau dans son Contrat Social, une idée que la capitale espagnole essaie de mettre à l'œuvre dans son renouvellement d'action urbaine.

429 <http://www.smartcityexpo.com/en/>, consulté le 05.02.17.

430 http://www.atelier.net/trends/articles/smart-city-barcelone-toujours-un-train-avance_442606, consulté le 05.02.17.

431 On peut se poser la question de savoir s'il ne serait pas plus logique de parler de « maillage urbain intelligent » plutôt que de ville « intelligente ».

Il existe à Barcelone, et de plus en plus partout dans le monde, des lieux innovants, tant techniquement que socialement, où se mêlent toutes les tranches d'âge et de personnes. Appelés fablabs (contraction de fabrication et de laboratoire), ces lieux veulent se battre contre une certaine économie jugée trop capitaliste et l'obsolescence programmée, mais surtout, ils insistent pour créer des contacts entre leurs usagers. Les fablabs sont décrits comme des lieux d'innovation communautaires caractérisés par le mouvement *maker*. Manola Antonioli, Marie-Christine Bureau et Sylvie Rouxel expliquent :

« Loin d'être des communautés de "geek", ces lieux se structurent autour du "faire" et de lieux hétérogènes (*hackerspaces*, *makerspaces*, fablabs, ateliers de production et de réparation, cantines numériques, etc.) où s'invente une hybridation entre le monde du bricoleur et de l'artisan et celui de l'ingénieur et de l'informaticien. Ces nouveaux lieux se caractérisent par l'autofabrication numérique (à l'aide d'imprimante 3D, de fraiseuses numériques et machine à découpe laser), la constitution de savoirs collectifs et collaboratifs accessibles à tous grâce aux ressources d'internet, et prolongent dans la fabrication les mécanismes de collaboration et de partage qui ont fait le succès du mouvement du logiciel libre et de l'open source. On assiste ainsi à une redécouverte du travail artisanal, mais dans un contexte de puissance de fabrication et de diffusion fournie par les nouveaux outils numériques (certains parlent même de "nouvel artisanat numérique" ou "artisanat industriel").⁴³² »

Les fablabs forment ce qu'on appelle des tiers lieux, des environnements sociaux qui ne correspondent ni à l'espace de la maison ni à l'espace du travail. C'est Ray Oldenburg, professeur de sociologie urbaine à l'université de Pensacola en Floride qui a introduit ce terme dans son livre datant des années 1980, *The Great, Good Place*⁴³³, et explique que ces lieux sont importants pour la société civile, la démocratie et l'engagement civique. Ils se rapportent à des espaces où les individus peuvent se rencontrer, se réunir et échanger de façon informelle. Ils forment des espaces clos par leur position géographique et spatiale, mais restent ouverts sur le monde grâce à la collaboration, via internet, de toute la communauté. Movilab propose la définition suivante :

432 Manola Antonioli et al., *Tiers-lieux, communautés à l'œuvre. Bricolage et nouvelle « écologie du faire »*, Chimères 2015/3 (N° 87), p.129.

433 Ray Oldenburg, *The Great, Good Place*, Édition Da Capo Pr, Boston, 1989.

« [Les tiers lieux sont] destinés à être des espaces physiques ou virtuels de rencontres entre personnes et compétences variées qui n'ont pas forcément vocation à se croiser. Mot chapeau au premier abord pour rassembler sous une même et grande famille les espaces de coworking, les FabLab, les HackerSpace, les Repair'Café, les jardins partagés et autres habitats partagés ou entreprises ouvertes, le "Tiers Lieux" est devenu une marque collective ou l'on pense ces singularités nécessaires à condition qu'elles soient imaginées et organisées dans un écosystème global ayant son propre langage pour ne plus être focalisé sur des lieux et des services d'infrastructure, mais vers l'émergence de projets collectifs permettant de co-crée et conserver de la valeur sur les territoires.⁴³⁴ »

Les fablabs créent des lieux dans le lieu, tous hétérogènes, et qui ont pourtant la même philosophie de base : repenser l'économie et l'innovation technique et sociale, mais surtout repenser le concept de « commun », qui est à la base de ces lieux émergents. « Produire du commun à partir du "faire"⁴³⁵ », voici donc le principal défi de ce mouvement. Nous pouvons ici nous référer à la définition que donnent Pierre Dardot et Christian Laval des « communs » comme n'étant pas « nécessairement des biens au sens strict du terme, mais plutôt des systèmes de règles régissant des actions collectives, des modes d'existence et d'activité de communautés.⁴³⁶ »

De tels lieux poussent à la création de communautés locales, mêlant à la fois artisans et citoyens dans un projet bien plus large que la simple « mise en commun » de connaissance. Antonioli, Bureau et Rouxel nous invitent à penser ces espaces de la façon suivante :

« Un projet politique citoyen dédié à l'économie collaborative dans laquelle s'insère l'innovation sociale, la fabrication numérique, le design et l'artisanat croisant savoirs faire et réseaux d'acteurs. Ces expériences élargissent la

434 <http://movilab.org/index.php?title=Accueil>, consulté le 05.02.17.

435 Manola Antonioli et al., *Tiers-lieux, communautés à l'œuvre. Bricolage et nouvelle « écologie du faire »*, *op.cit.*, p.132.

436 Pierre Dardot et Christian Laval, « *Du public au commun* », *op.cit.*, p.116.

pensée du DIY (Do It Yourself - faire soi-même) qui fait la promotion d'une certaine forme d'autonomie individuelle vers le DIWO (Do It With Other — faire avec les autres) susceptible de donner une dimension beaucoup plus politique et surtout citoyenne à la fabrication du commun.⁴³⁷ »

On compte à Barcelone plus d'une cinquantaine de fablabs, tous rassemblés et hébergés sous le nom « d'athénées de fabrication⁴³⁸ » auxquels il faut rajouter une réunion annuelle internationale nommée FAB10⁴³⁹. Cette initiative est d'autant plus forte qu'elle repose sur une ancienne tradition catalane d'athénées⁴⁴⁰, dans lesquels se formaient ceux qui ne pouvaient aller à l'école et où dialoguaient les tendances ouvrières et contestataires.

Le *Smart Citizen kit*⁴⁴¹, pensé et créé au Fab Lab Barcelona⁴⁴², est un très bon exemple de l'effervescence et de la créativité qu'hébergent ces lieux. Ce dispositif permet aux Barcelonais de mesurer la qualité de l'environnement de la ville. Monté sur une carte Arduino équipée d'un capteur et d'un système électronique open source, il permet à tout citoyen de mesurer la qualité de son environnement. Taux de pollution, température, trafic automobile, fréquences des ondes électromagnétiques... Les données alimentent ensuite une carte libre d'accès sur le Web⁴⁴³. On y retrouve, quartier par quartier et en temps réel, les principales données sanitaires et environnementales de la ville. À ce jour, ce

437 Manola Antonioli et al., *Tiers-lieux, communautés à l'oeuvre. Bricolage et nouvelle « écologie du faire »*, op.cit., p.136.

438 <http://ateneusdefabricacio.barcelona.cat/es/>, consulté le 06.02.17.

439 <https://www.fab10.org/en/home>, consulté le 06.02.17.

440 Ces « ateneus » sont des clubs d'associations culturelles ouverts à tous où sont proposés des débats et ateliers qui offrent un large éventail de thèmes d'intérêt général, d'actualité ou bien d'ordre historique, écologique, philosophique, technologique... À Barcelone, chaque quartier en possède un ou plusieurs. On peut rapprocher les athénées catalanes des cafés philosophiques ou littéraires français, où il est question de rassemblement citoyen dans des lieux publics pour parler de thèmes précis.

441 <https://www.kickstarter.com/projects/acrobotic/the-smart-citizen-kit-crowdsourced-environmental-m>, consulté le 06.02.17.

442 <http://fablabbcn.org>, consulté le 06.02.17.

443 <https://smartcitizen.me>, consulté le 06.02.17.

projet a beaucoup évolué puisqu'il s'est étendu à l'échelle mondiale⁴⁴⁴. On peut, de n'importe où dans le monde, voir les statistiques environnementales de chaque endroit où un *smart citizen kit* est installé. C'est une manière de démocratiser l'accès à la qualité de l'environnement ambiant. Du fablab local à la diffusion mondiale, de telles inventions sont avant toute chose pensées dans une optique d'échange, d'amélioration de l'environnement et d'enrichissement des communs.

3.2.4 Alors : ville « intelligente », ville durable, ville en commun ..?

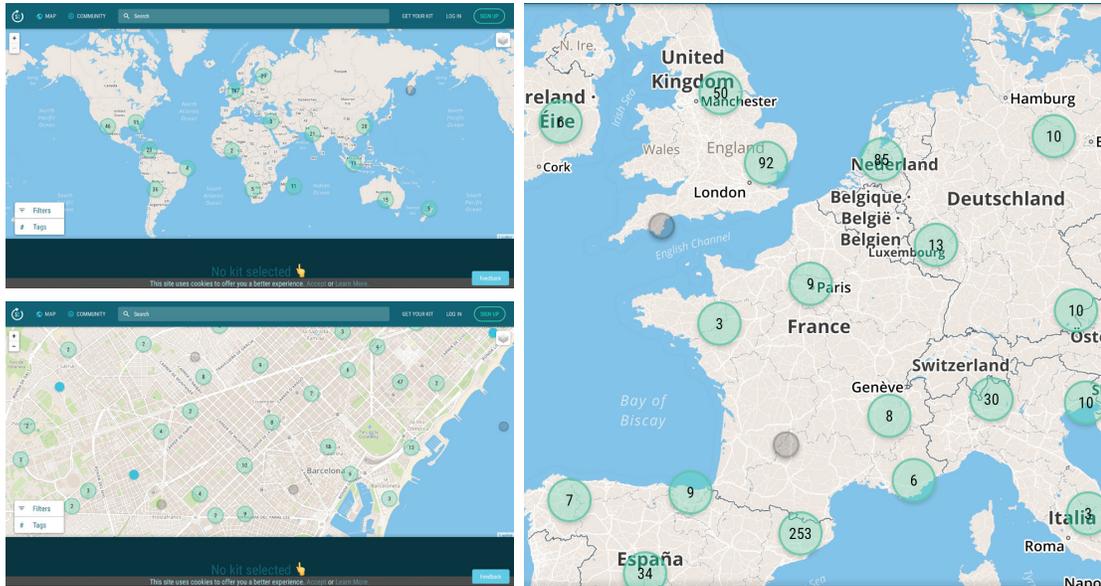
L'Espagne est souvent considérée comme « un écosystème de l'innovation en pleine éclosion⁴⁴⁵ », comme on l'a vu avec ces quelques exemples à la frontière des technologies numériques et de la participation citoyenne. Pourtant, une différence majeure est à soulever dans ce rapport aux technologies numériques : si dans le premier cas, la ville se sert de l'environnement pour rendre la vie quotidienne des Barcelonais plus facile, agréable, et sécuritaire (la technologie vient à eux), dans l'autre cas le rapport aux technologies numériques est inversé : c'est le citoyen qui va chercher des lieux ou des dispositifs technologiques afin de mieux appréhender son environnement direct (ils vont à la technologie).

Nous commençons à saisir qu'émergent deux rapports bien distincts entre utilisateurs et technologies numériques au sein de l'espace urbain : un rapport passif/service et un rapport actif/créatif. « Intelligente » ou non, la cité se doit d'être avant tout pensée pour ses citoyens, avec eux et en fonction d'eux dans une optique de développement urbain durable.

444 <https://smartcitizen.me/kits/>, consulté le 06.02.17.

445 http://www.atelier.net/trends/articles/espagne-un-ecosysteme-de-innovation-pleine-eclosion_434380, consulté le 06.02.17.

Figure 7 : Cartographie des différents « smart citizen kits » à travers le monde.



Source : <https://smartcitizen.me/>

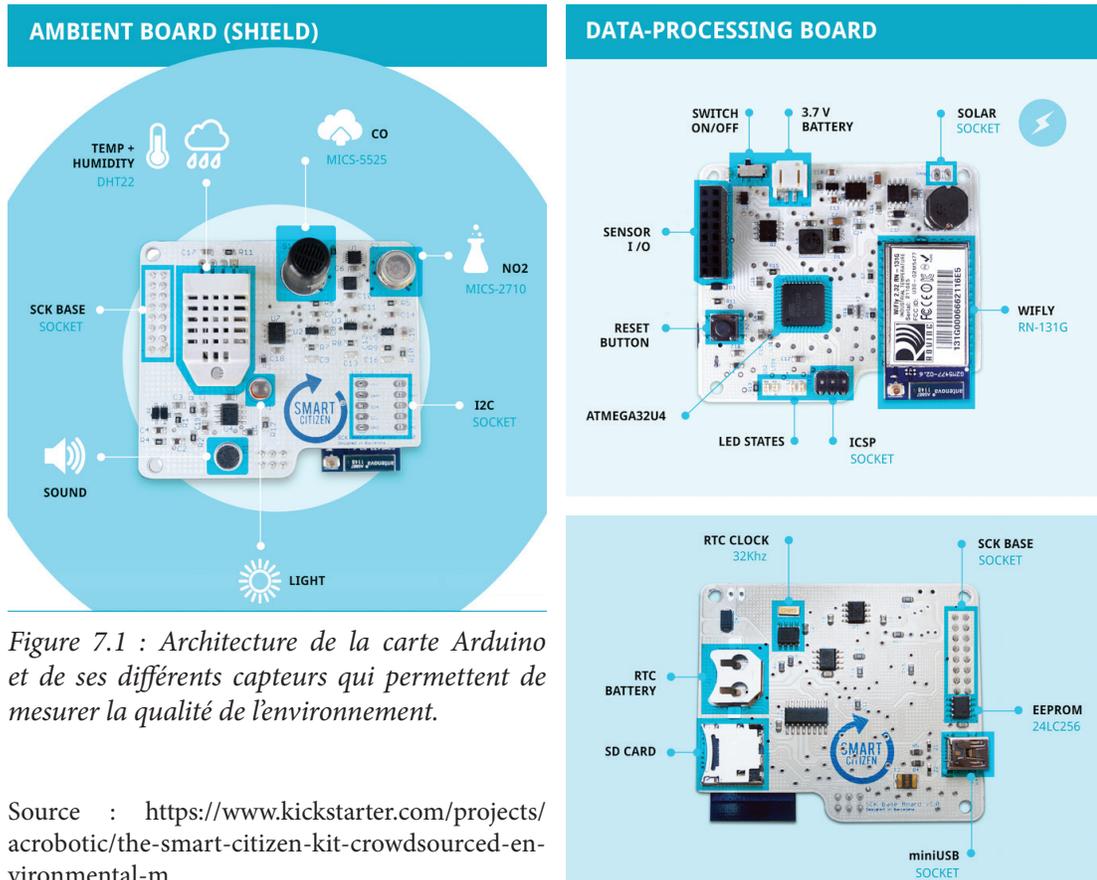


Figure 7.1 : Architecture de la carte Arduino et de ses différents capteurs qui permettent de mesurer la qualité de l'environnement.

Source : <https://www.kickstarter.com/projects/acrobotic/the-smart-citizen-kit-crowdsourced-environmental-m>

Barcelone n'est pas la seule ville à miser sur les technologies numériques dans l'optique d'une plus grande participation citoyenne et démocratique. C'est aussi le cas au Brésil avec le projet *Rio Meu*⁴⁴⁶, qui se présente comme une plateforme collaborative de nouvelles interfaces de participation civique qui réunit technologie numérique et mobilisation sociale dans le but de rapprocher les habitants de Rio de Janeiro de la politique. La mission de *Rio Meu* est de construire une nouvelle culture politique afin d'aider les citoyens à participer réellement à la construction des politiques publiques en y insufflant des changements concrets, l'objectif étant de mener des campagnes de mobilisation auprès des habitants de Rio. Le mouvement est issu des manifestations qui ont surgi au Brésil en juin 2013 contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, revendications qui se sont élargies à d'autres questions sociales : transports, éducation, santé, sécurité..., ainsi qu'aux problèmes de corruption.

À ce jour, *Rio Meu* comptabilise 200 000 membres et a à son actif quelques actions coup-de-poing comme le maintien d'une école publique vouée à la destruction, qui devait être remplacée par un gigantesque parking. Des caméras ont été installées dans les immeubles voisins, filmant l'école 24 h/24. L'image était retransmise en direct sur une plateforme Web. Des citoyens « gardiens » se relayaient pour assurer la surveillance : « qu'un bulldozer pointe son nez et des milliers de citoyens et la presse seront immédiatement mis au parfum par SMS », ont-ils prévenu⁴⁴⁷. *Rio Meu* a aussi permis la modification de la constitution de l'état pour limiter l'accès à des hauts postes publics à des personnes déjà condamnées pour corruption. L'organisation est bien sûr active dans les différents mouvements de contestation qui éclatent au Brésil : elle a mené campagne pour que les habitants ouvrent leur réseau WiFi sur le parcours des manifestations, et diffusé un « manuel des droits et devoirs du manifestant » pour tenter de limiter les violences. Remportant en 2015 le *Google Impact Challenge* au Brésil, *Rio Meu* a pu dupliquer

446 <http://www.meurio.org.br>, consulté le 06.02.17.

447 <https://consocollaborative.com/article/une-startup-citoyenne-va-faire-plier-les-mairies-du-brasil/>, consulté le 06.02.17.

son modèle en juillet de la même année à São Paulo. La start-up compte progressivement s'étendre à vingt-cinq villes brésiliennes pour former un véritable contre-pouvoir citoyen, regroupé sous le réseau « Our cities Network ». Albert Camus disait que « la démocratie ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité. » Avec ce *Rio Meu*, les Cariocas s'affirment et se battent pour mettre à l'œuvre cette maxime.

Les 29 et 30 janvier 2015 s'est tenu à l'Hôtel de Ville de Paris un colloque, *Digital Polis, la ville face au numérique : enjeux d'un projet conjugué au futur*⁴⁴⁸, qui abordait, au travers de nombreux thèmes proposés par autant d'intervenants, la ville « intelligente » en construction, tant dans ses applications les plus ingénieuses que dans ses dérives technologiques. À l'ouverture du colloque, Jean-Louis Missika, sociologue français, membre du Conseil de Paris et adjoint (apparenté au groupe PS) au maire de Paris chargé de l'urbanisme, de l'architecture, des projets du Grand Paris, du développement économique et de l'attractivité, donne une première *définition* de la ville « intelligente ». Il explique que la construction de la future cité se fera grâce à l'intelligence collective des citoyens conjuguée aux connaissances scientifiques des urbanistes, sociologues... et des technologies numériques. Il repère trois aspects fondamentaux à cette ville en construction ainsi que pour son bon fonctionnement.

Le premier est ce qu'il appelle la « ville ouverte », où le citoyen n'est plus vu comme un simple électeur, mais est considéré comme un acteur actif dans la création et dans les décisions de la ville. L'intelligence vient des habitants et de leur participation et non uniquement des technologies numériques. Il est question d'open-data et de big-data, d'utilisation des données, de plateformes numériques démocratiques... L'espace public est vu comme un territoire d'expérimentation à l'image des *Living Lab*⁴⁴⁹ phénomène initié à la fin des années 1990 au Media Lab du MIT, et qui peut se décrire ainsi :

448 <https://digitalpolis.org>, consulté le 13.02.17.

449 Les Living Lab se sont développés en Europe avec la création en 2006 d'un réseau européen des Living Labs (ENoLL). Il existe aujourd'hui plus de 340 Living Labs dans plus de quarante pays à travers le monde.

« Une méthode de recherche en innovation ouverte qui vise le développement de nouveaux produits et services. L'approche promeut un processus de cocréation avec les usagers finaux dans des conditions réelles et s'appuie sur un écosystème de partenariats public-privé-citoyen.⁴⁵⁰ »

On peut y classer le réseau citoyen Brésilien *Rio Meu* ou encore des réseaux de citoyens soucieux de la propreté de leur ville (DansMaRue, FixMyStreet...)

Le second est ce qu'il nomme « ville ingénieuse », qui est vu comme la volonté d'arriver à une ville zéro déchet et où l'agriculture urbaine et les *smart-grids* sont omniprésents : c'est la ville qui opère un changement de paradigme tant économique qu'environnemental. Le concept de *machine to machine* (M2M) se généralise : la communication de machine à machine est l'association des technologies de l'information et de la communication (TIC) avec des objets dits « intelligents » et communicants, dans le but de fournir à ces derniers les moyens d'interagir sans intervention humaine avec le système d'information. Ici, c'est l'environnement qu'il faut voir comme « intelligent ». Ce sont, par exemple, les poubelles de Barcelone qui communiquent de façon autonome avec le centre de tri, ou bien le réseau connecté de Eau de Paris.

Enfin, le troisième, qu'il qualifie de « ville connectée », n'est autre que l'offre numérique qui est vue comme un enjeu central pour le bon développement et le bon fonctionnement de la future cité. L'utilisateur est au centre du dispositif, tout comme la ville ; mais la ville connectée implique de réduire cette fracture numérique, comme à Paris où la ville a mis en place plus de quatre cents spots WiFi gratuits. Elle implique aussi, pour lier la définition de la « ville intelligente » de Rudolf Giffinger à celle de Jean-Louis Missika, de rendre « intelligent » le traitement des questions d'économie, de mobilité, d'administration et de mode de vie. La ville connectée fait le lien entre la ville ouverte (celle qui de-

450 Le livre blanc des living lab - *Qu'est-ce qu'un living lab ?*, Patrick Joëlle, Christophe Claire, Virginie Isabelle, Dubé Sarrailh, Billebaud Grillet, Zingraff Kostecki, en collaboration avec la Société des Arts Technologiques, Première édition, Montréal, Mars 2014. Pour plus d'informations, se rendre sur : <http://www.umvelt.com>, consulté le 13.02.17.

vient « intelligente » grâce à ses habitants) et la ville ingénieuse (qui devient intelligente grâce à son environnement).

Le problème de la fracture numérique requiert toutefois notre attention. Ce terme, qui est générationnel ou culturel, décrit un clivage fort dans la société sur l'acceptation d'Internet et des technologies numériques en général. La fracture a fait son apparition suite à l'arrivée de la nouvelle génération, celle des « natifs numériques » (ou « digital native » en anglais), par rapport à l'ancienne génération, celle des « immigrants numériques » qui est née avec internet. La fracture numérique générationnelle peut aussi être appelée « l'autre fracture numérique », ou « la nouvelle fracture numérique », par opposition à la fracture numérique géographique et sociale qui concerne l'accès à Internet, et non ses usages. Bien au-delà du simple gadget, les nouveaux dispositifs transforment le citoyen en un élément actif, connecté, branché, et acteur en quelque sorte de cette ubiquité prégnante à la ville numérique. Une vigilance constante doit être maintenue quant à cette prédominance de l'utilisation des technologies dans l'utilisation des différents services urbains : s'ils deviennent incontournables, certains segments de la population pourraient à bon droit se sentir déqualifiés ou défavorisés de par leur difficulté à les utiliser à leur plein potentiel.

De plus, comme souvent avec les récits vertueux, des réalités négatives et dérangeantes sont souvent omises. C'est ce que souligne Antoine Picon lorsqu'il parle des « tensions qui se font jour entre l'usage intensif des technologies de l'information et de la communication et les impératifs du développement durable.⁴⁵¹ » Il est bon de se demander si les technologies numériques sont aussi vertes que le prétendent certaines personnes :

« Il est bon de se rappeler qu'elles ne sont pas aussi immatérielles et que les serveurs, les câbles et les antennes, sans même parler des millions de puces et de capteurs de la smart city, présentent un fort impact sur l'environne-

451 Antoine Picon, *Smart Cities, Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, op.cit., p.112.

ment. Les serveurs dégagent de la chaleur, tandis que les câbles et les puces usagées soulèvent de délicats problèmes de recyclage.⁴⁵² »

Il faut savoir que les TIC consomment déjà 10 % de la production d'électricité mondiale et que certains centres de traitement des données consomment autant d'électricité que 250 000 foyers européens. Si le « cloud » était un pays, il se classerait au 5^e rang mondial pour sa demande en électricité, l'on prévoit que ses besoins seront être multipliés par trois d'ici à 2020... L'autre problème qui se pose est le coût du matériel, du logiciel, de l'entretien, de la maintenance et du renouvellement ; certains équipements sont rapidement désuets en raison du rythme soutenu des innovations dans le domaine des technologies numériques.

Numérique rime-t-il vraiment avec démocratie et participation citoyenne plus accrue ? Rien n'est moins sûr, surtout quand on apprend que « 80 % des citoyens veulent qu'elle soit possible, alors qu'à peine 2 % participent dans les faits⁴⁵³ », en ce qui concerne Barcelone. Ensuite, il est très important de clarifier les choses lorsque l'on parle de « ville intelligente » : comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, celle-ci présente de multiples facettes différentes parfois incompatibles. À ce sujet, les mots de Carlos Moreno, spécialiste des questions touchant à la ville intelligente, sont lourds de sens. Il explique :

« Une ville, quelle qu'elle soit, doit toujours relever cinq grands défis : social, économique, culturel, écologique et de résilience. Et elle a trois leviers pour agir : l'inclusion sociale, la réinvention des infrastructures urbaines et le puissant levier de la technologie, qui inclut notamment la révolution numérique, cognitive et nanotechnologique. Quand on actionne uniquement le levier techno, ça fait des villes qui ne vivent pas, qui sont de simples vitrines, comme Songdo en Corée du Sud ou Masdar, à Abou Dabi. Si on appuie seulement sur le social, ça mène à des dérives démagogiques populistes, comme au Venezuela. Et quand on se concentre seulement sur les infrastructures, ça donne des grands travaux déconnectés de la réalité,

452 *Ibid*, p.113.

453 http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/11/13/barcelone-ou-la-reinvention-permanente_4809189_3244.html, consulté le 06.02.17.

comme dans certaines villes asiatiques et africaines. Il faut toujours actionner ces trois leviers en se projetant à moyen et à long terme.⁴⁵⁴ »

La ville intelligente serait alors celle qui sait actionner ces trois leviers en même temps ; celle qui n'en fait pas trop aux yeux du monde ; celle qui sait écouter ses citoyens ; celle qui sait aussi se *technologiser* sans pour autant être technocentrée. Une piste de solution se trouverait peut-être, comme le propose C. Moreno, de remplacer le terme « smart cities » par « human smart cities », car au final, la nouvelle problématique urbaine ne peut se limiter au technologique, sans prendre en compte les êtres humains dans leur contexte social et environnemental.

3.3 Dead drops : de l'espionnage au peer to peer

3.3.1 Les Dead drops : des origines peu communes

L'expression « Dead drops » provient directement d'une méthode d'espionnage utilisée depuis la fin des années 1960. Appelé aussi « boîtes aux lettres mortes », ce système permettait aux espions d'échanger des fichiers secrets sans avoir à se rencontrer, pour des raisons de confidentialités ou de sécurité, au sein de la ville. Afin d'assurer une discrétion parfaite, les messages ou les colis étaient cachés dans des trous entre les briques des murs, dans des troncs d'arbres, dans un livre de bibliothèque, toujours dans des endroits du quotidien ouverts au public, pour éviter d'éveiller les soupçons. Le dispositif était signalé de différentes façons : un morceau de chewing-gum sur un lampadaire, un signe à la craie sur un mur, un journal disposé sur un banc public, un tissu coloré ou un pot de fleurs significatif sur un balcon... Cette technique est toujours utilisée par les services d'espionnage. Le 23 janvier 2006, le FSB (Service Fédéral de la Sécurité en Russie) a accusé la Grande-Bretagne d'utiliser des Dead Drops (DD) à l'intérieur de roches vidées afin de faire passer des messages secrets à d'autres espions situés en Russie.

⁴⁵⁴ <http://www.demainlaville.com/carlos-moreno-la-problematique-urbaine-nest-pas-simplement-technologique/>, consulté le 13.02.17.

3.3.2 Une évolution tournée vers le partage communautaire

En 2010 cette technique d'espionnage a connu une évolution ainsi qu'un changement radical dans sa représentation physique, pratique et symbolique. Récupéré et remanié par l'artiste Berlinoise Aram Bartholl⁴⁵⁵, le DD s'est transformé en un mode de communication technologique simple et connu de tous. Il reprend le concept en le déclinant sous forme de clés USB qui sont dorénavant murées et cimentées dans les murs des villes du monde entier, ne laissant apparaître que leur connecteur. Si leur apparence a changé leur utilité elle, est restée la même : l'échange de fichiers au sein de l'espace public de manière discrète et confidentielle.

Bien que la clé USB soit devenue un objet ordinaire dont on se sert quotidiennement, Bartholl a réussi à se la *réapproprier* en lui donnant une utilité nouvelle. Se servant de la ville comme espace d'insertion, l'artiste a réussi à modifier le sens de la méthode et du dispositif : il n'est plus question d'échanger des messages secrets comme le faisaient les espions, mais plutôt des fichiers de toutes sortes (photos, textes, musiques, films...) avec toute personne ayant connaissance du projet. Ce détournement intègre trois qualités qui en font la force : confidentialité des utilisateurs, gratuité par contournement des copyrights et bien sûr la collaboration comme condition *sine qua non* du réseau. La clé USB garde son utilité première, qui est de contenir des fichiers, mais change la manière de le faire. Il n'est plus question de la déplacer et de l'échanger de main en main ou d'ordinateur en ordinateur : l'objet perd son nomadisme pour dorénavant se fixer dans les murs des villes. C'est dorénavant à l'utilisateur de se déplacer, avec son ordinateur portable, pour avoir accès à l'information. Grâce à ce détournement, l'artiste équipe la ville de mémoire de stockage en augmentant son autonomie et sa capacité à emmagasiner des informations. Les DD deviennent des réserves secrètes et uniques où

⁴⁵⁵ Membre du Free Art and Technology Lab à New York, collectif réunissant artistes, informaticiens, ingénieurs, musiciens et avocats, il est surtout connu pour expérimenter des installations jouant à la fois sur les codes du numérique et sur ceux de l'espace public.

Figure 8 : Dead Drops utilisés pour de l'espionnage en milieu urbain.



Source : <https://redgreenalliance.com/2016/07/06/dead-drop-hillary/>

les *DeadDroppers* peuvent mettre à disposition de tous ce qu'ils souhaitent partager, en une sorte de mémoire urbaine collective.

3.3.3 Un réseau « hors réseau »

Ce projet libre et participatif, comme le voulait l'artiste qui explique sur le site comment créer son propre DD⁴⁵⁶, « encourage le monde entier à limiter afin d'élargir le réseau.⁴⁵⁷ » Il est devenu en quelques années un projet engagé, de portée mondiale. Les cinq premières clés USB ont été installées par l'artiste lui-même à New York, vidéo à l'appui. On en recense, à la date du 13 février 2017, 1720 dans le monde (chiffre en constante hausse), ce qui représente approximativement 12 620 gigabits de stockage. On en retrouve dans les plus grandes villes du monde comme à Paris, Los Angeles, San Francisco, Tokyo, Montréal, Londres, mais aussi dans des villes de petite taille comme Besançon (France), La Réunion, Dakar, Honolulu...

C'est un véritable réseau hors réseau qui s'est ainsi créé : plus que des participants isolés, c'est une vraie communauté de hackers urbains qui s'est formée. Comme nous le disions plus haut, tous les DD sont localisés sur un site Internet dédié. Celui qui le met en place donne soit l'adresse exacte avec photos à l'appui, soit une brève description de l'endroit avec le nom de la rue. Les DD peuvent vite se transformer en une sorte de chasse au trésor dans l'espace public. À l'image du célèbre jeu alliant numérique et espace tangible, *Géocaching*, les DD ont derrière eux toute une communauté d'utilisateurs actifs. Cette communauté et ce réseau sont d'ailleurs obligatoires pour le bon fonctionnement du projet, car Aram Bartholl n'est responsable que des cinq DD originaux, les 1715 autres DD ont été installés par des personnes désireuses de participer à ce projet dorénavant mondial.

456 <http://deaddrops.com/fr/dead-drops-3/comment-faire-votre-dead-drop/>, consulté le 13.02.17.

457 www.deaddrops.com.

Pour les assister, l'artiste a d'une part écrit un manifeste consacré à la philosophie des DD, et d'autre part montré en vidéo comment créer son propre DD. Le manifeste se lit ainsi :

« Dead Drops est un réseau d'échange de fichiers anonyme, hors-ligne, de pair à pair (P2P) dans les lieux publics. Tout le monde peut accéder aux Dead Drops et tout le monde peut installer un Dead Drop dans sa région ou dans sa ville. Un Dead Drop doit être accessible au public. Un Dead Drop à l'intérieur d'un bâtiment fermé ou dans un lieu privé avec accès limité ou temporaire n'est pas un Dead Drop. Un vrai Dead Drop est un périphérique de stockage en lecture/écriture sans logiciel spécifique. Les Dead Drops n'ont pas besoin d'être synchronisés ou connectés entre eux. Chaque Dead Drop possède son existence autonome. Un beau Dead Drop est cimenté dans un mur et ne laisse apparaître que son connecteur métallique USB Type-A ; il doit difficilement se remarquer. Les Dead Drops n'ont pas besoin de câble et n'utilisent pas de technologie sans fil. Vous n'avez besoin que de vous agenouiller ou tendre votre veste contre un mur pour partager vos fichiers hors ligne. Un Dead Drop est un support USB nu, auto-alimenté, intégré dans votre ville, le seul véritable espace public. À une époque de dématérialisation massive des échanges sur la Toile et de multiplication de gadgets sans accès aux fichiers locaux, nous avons besoin de repenser la liberté des échanges de données au niveau local.

Le mouvement des Dead Drops est sur la voie de ce changement !

Libérez vos données dans le domaine public avec du ciment !

Faites votre propre Dead Drop maintenant !

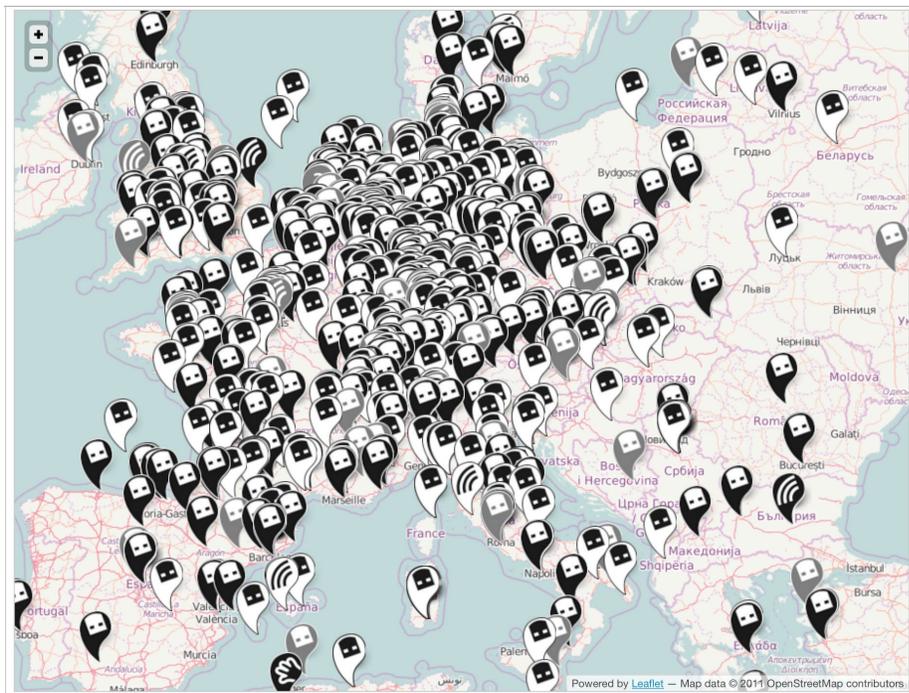
Re-matérialisez vos fichiers aujourd'hui !

Aram Bartholl 2010⁴⁵⁸ »

Chaque DD est installé vide : il contient seulement un fichier « readme.txt » qui explique le concept aux personnes désireuses de participer. Une fois installé, il est autonome. C'est la communauté qui décidera de le documenter et de le laisser mourir.

458 <http://deaddrops.com/fr/dead-drops-3/le-manifeste/>, consulté le 13.02.17.

Figure 9 : Cartographie des Dead Drops à travers le monde.



Source : <http://deaddrops.com/dead-drops/db-map/>

3.3.4 Le Dead Drop : aux frontières de l'interstice et de la tactique

Si nous partons du postulat que le DD est un espace d'expression libre dans l'espace public, nous pouvons alors le rapprocher du concept d'interstice théorisé par Pascal-Nicolas Le Strat. Ce type de lieu autre, cet ailleurs est nommé *altérotopie*⁴⁵⁹, et met en avant la figure de l'espace partagé avec l'autre : ce sont autant les espaces autres, et de l'autre, que les espaces construits et partagés avec les autres ou par les autres⁴⁶⁰. Bien qu'il soit question ici d'un espace numérique, il n'en reste pas moins un espace de l'autre, une sorte « d'altérotopie numérique ». Chaque personne qui installe un DD le fait dans un premier temps pour lui, puis très rapidement pour les autres, car si la clé reste inconnue de la communauté, elle n'a pour ainsi dire aucun intérêt.

En raison de son intrusion intempestive dans l'espace public, le DD peut aussi être qualifié de tactique, dans le sens où il utilise « les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire.⁴⁶¹ » Ceci n'est pas sans rappeler les médias tactiques élaborés autour des conférences *Next 5 Minutes*, qui se sont tenues à Amsterdam tous les trois ans de 1993 à 2002. Geert Lovink et David Garcia les définissent de cette façon :

« Les médias tactiques, c'est ce qui se passe quand les médias bon marché pour amateurs, issus de la révolution de l'électronique domestique et des circuits élargis de diffusion (que ce soit les chaînes d'accès public ou l'Internet), sont exploités par des groupes ou des individus qui se sentent lésés ou même rejetés par leur environnement socioculturel.⁴⁶² »

459 Constantin Petcou et Doina Petrescu, *Agir l'espace, notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous*, p.106, in Revue Multitudes N°31 (2007) : Une micropolitique de la ville, l'agir urbain.

460 *Ibid.*

461 Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, T.1 : Arts de faire, op.cit.*, p.60-61.

462 <http://www.nettime.org/Lists-Archives/nettime-l-9705/msg00096.html>, consulté le 29/03/17.

À la lumière de cette définition, le DD peut bel et bien être qualifié d'objet tactique. La clé USB, produit par la puissante industrie informatique, devient un outil symbolique, militant et politique. Le DD permet de mettre en place un espace d'échange et de partage autonome, libre d'accès à une communauté de *DeadDroppers* de plus en plus grande. D'un côté, il est accessible par tous, et de l'autre il est caché à tous. Cette double étiquette lui permet de garder ce rôle mystérieux, à l'instar des DD utilisés par les espions.

Mais sa particularité la plus importante reste le moyen par lequel il est rendu possible, à savoir le réseau, et plus particulièrement la géolocalisation, sans laquelle il ne peut fonctionner. Le numérique (ici Internet) se combine avec son double physique (l'espace public) afin de révéler des choses qui sont là sans que nous puissions les voir directement. Le DD fait interstice, on pourrait même dire qu'il se glisse et crée l'interstice entre le numérique et l'espace public.

Un espace public dans l'espace public

Un Dead Drop doit être accessible au public. Un Dead Drop à l'intérieur d'un bâtiment fermé ou dans un lieu privé avec accès limité ou temporaire n'est pas un Dead Drop. [...] Chaque Dead Drop possède son existence autonome. Un Dead Drop est [...] intégré dans votre ville, le seul véritable espace public.

Ce rappel de quelques lignes tirées du manifeste des DD sont extrêmement importantes, car elles montrent toutes l'importance du statut public des DD. À la lumière de la définition de l'espace public, au singulier de Paquot, nous pouvons dire qu'un DD et les fichiers qui s'y retrouvent peuvent être comparés à un espace public, c'est-à-dire un espace autonome et libre d'accès où l'on peut s'exprimer librement et sans censure. À la différence d'Internet, qui lui aussi peut-être comparé à un espace d'expression libre, mais où les notions de censure et de contrôle sont pourtant présents, personne ne peut vérifier ou valider les fichiers déposés à l'intérieur d'un DD. Le seul problème bien réel, est la possibilité de l'effacement du contenu par une seule personne, auquel cas, la construction d'un nouvel espace public devra s'amorcer.

Figure 10 : Différentes Dead Drop numériques installées par des DeadDropeur dehors.

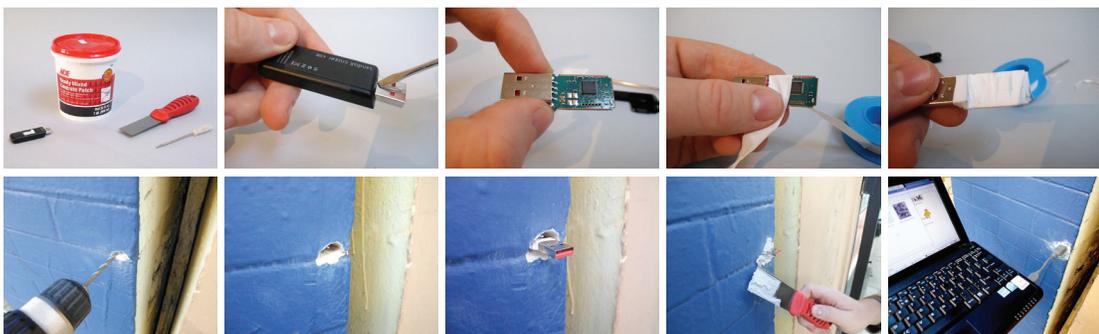


Source : <https://deaddrops.com/fr/>



Source : <http://www.deaddrops.com/db/?page=view&id=2027>

Figure 10.1 : L'artiste Aram Bartholl nous explique comment créer notre propre Dead Drop.



Source : <http://www.instructables.com/id/USB-Dead-Drops/>

Il est difficile ici de ne pas faire de lien avec les débats autour de la surveillance. Avec les DD, la solution est radicale : pas d'Internet, donc pas de contrôle. Pour cette raison, tester un DD est une aventure périlleuse. Personne n'est à l'abri d'un virus ou d'un contenu à caractère violent, sexuel... C'est ce qui est arrivé à ce journaliste allemand qui, en février 2015, a découvert dans l'un des DD de Cologne un plan pour faire une bombe, des notices pour fabriquer de la meth, ou encore quelques recettes de poisons mortels⁴⁶³. De la même manière, un *DeadDropper* s'est amusé à remplir certains DD de Toronto de vidéos à caractère pornographiques.

Cela pose de façon impérative la question de l'éthique et de la liberté d'expression : à quel moment ma liberté d'expression s'arrête-t-elle ? Jusqu'où peut-on aller dans le partage de fichier sans censure, ni surveillance ou contrôle ? Le cas du *DeadDropper* de Toronto est intéressant : il était tout à fait dans son droit en remplissant un DD, par nature autonome et libre d'accès, de vidéos à caractère pornographique. Néanmoins, ce nouveau dispositif de discussion et de partage est par définition public : comment alors instaurer une sorte de contrôle sur quelque chose qui ne peut en avoir ? Doit-on laisser libre accès total à ces dispositifs et ne compter que sur la morale et la bienveillance personnelle de chaque utilisateur ? Que ce passerait-il si des fichiers à caractères homophobes, négationnistes, racistes, pédopornographiques se retrouvent dans un DD ? En France, l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, punit notamment, entre autres comportements, tous « cris et chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics, quelles qu'en soient les formes, l'apologie des meurtres, pillages, incendies, viols, crimes de guerre.⁴⁶⁴ » Le problème ici, et on le voit très clairement suite à cette définition, c'est qu'il n'y a pas à proprement parler de public. C'est bien tout le problème du numérique, et d'internet plus généralement dès que les questions d'éthiques entrent en jeu. Car si un DD peut être un formidable projet communautaire susceptible d'aborder différents

463 <https://www.theguardian.com/artanddesign/shortcuts/2015/mar/08/dead-drops-what-to-do-if-you-see-a-usb-stick-sticking-out-of-a-wall>, consulté le 21.06.16.

464 <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9665921r/f122.item.r=%22décret%20du%2014%20juin%201791%22.zoom>, consulté le 08.02.17

statuts (citoyen, politique, social...), des personnes mal intentionnées peuvent s'en servir pour faire circuler et partager des idées extrémistes. Potentiellement visible aux yeux de tous, ce détournement conceptuel de la clé USB joue sur la peur de l'informatique : est-ce que je dois tester ce DD ? Que va-t-il se passer ? Un pirate informatique est-il passé par là ? Que vais-je trouver comme fichier ? Ces questions, toutes singulières, se posent devant chacun des DD installés dans l'espace public.

3.3.5 Vers des espaces plus ludiques ?

Pour conclure, nous pouvons dire que ce projet joue sur ce qu'on appelle la *ludicisation* de la ville, un terme qu'il convient de ne pas confondre avec celui de *gamification*. Stéphane Vial décrit la gamification comme l'ensemble des « dispositifs connectés qui permettent de transposer les mécaniques du jeu à l'ensemble de la vie quotidienne.⁴⁶⁵ » Elle intervient lorsque le jeu vidéo exporte ses codes singuliers et sa culture au sein de la ville. La ludicisation désigne quant à elle « non pas les techniques à la mode de gamification, mais le fait que les dispositifs numériques toujours plus nombreux stimulent notre “attitude ludique” alors même qu'ils n'en sont pas.⁴⁶⁶ » Il poursuit en expliquant :

« L'utilisateur adopte un comportement de *player*, au sens où, en anglais — non sans une heureuse homonymie avec le terme français de “plaisir” —, le *play* désigne l'activité plaisante du jeu (en tant qu'expérience vécue), par opposition au *game*, qui se rapporte au système formel du jeu (en tant qu'ensemble de règles et de mécanismes).⁴⁶⁷ »

Si à l'origine une clé USB n'est pas un objet ludique, sa transformation en DD lui confère un nouveau statut différent qui va aiguïser notre curiosité. Comme nous l'avons mentionné plus haut, leur caractère autonome et singulier peut pousser certains *DeadDropper* à vouloir savoir ce que chaque DD contient, en une sorte de chasse au trésor visant

465 Stéphane Vial, *L'être et l'écran, comment le numérique change la perception*, op.cit., p.242-243.

466 *Ibid.*

467 *Ibid.*, p.244.

Figure 11 : Différents tweets concernant la mise en place de Dead Drop dans l'espace public.



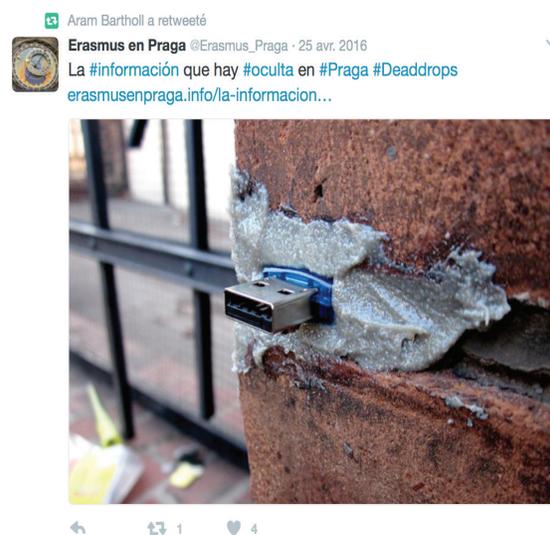
https://twitter.com/Dead_Drops/status/808413428545191940



https://twitter.com/Dead_Drops/status/801294058287198208



<https://twitter.com/decibyte/status/673489634849128448>



https://twitter.com/Erasmus_Praga/status/724553259856203776

à trouver des fichiers rares et surprenants. En ce sens nous pouvons dire que les DD jouent sur la ludicisation de la ville car ils poussent à l'activité plaisante du jeu, le *play*, comme l'a décrit Vial.

Sur ce plan, on peut rapprocher les DD des *Space-Invaders*⁴⁶⁸, ces mosaïques à l'effigie du célèbre jeu vidéo du même nom. Bien qu'il ne soit pas question ici d'installation numérique (même s'ils en reprennent les codes grâce aux mosaïques qui jouent le rôle de pixels), les *Space-Invaders* sont rares et recherchés par de nombreuses personnes⁴⁶⁹. Comme les DD, ils jouent sur la ludicisation : la ville devient un jeu de piste géant où se cachent de nombreuses interventions artistiques ou engagées. La ville créative est aussi récréative.

Finissons en disant que ces technologies numériques, utilisées dans cette optique, permettent de créer des petites urbanités locales, déployées au sein de l'espace urbain, dans les espaces interstitiels de la ville, à des fins inattendues. Qu'elles servent pour ludifier la ville ou pour créer des interstices numériques, qu'elles soient (ré) créatives, sociales, politiques, poétiques, communautaires, esthétiques, subjectives ou fonctionnelles, les technologies numériques permettent d'amplifier les possibles au sein de la ville.

3.4 Sous-surveillance : de la surveillance à l'autosurveillance

Le site Internet « Sous-surveillance » est un projet communautaire et participatif qui mérite qu'on y porte attention tant il questionne nos villes, nos déplacements et nos comportements. Il a pour ambition de cartographier les caméras, tant publiques que privées, qui prolifèrent dans les zones urbaines.

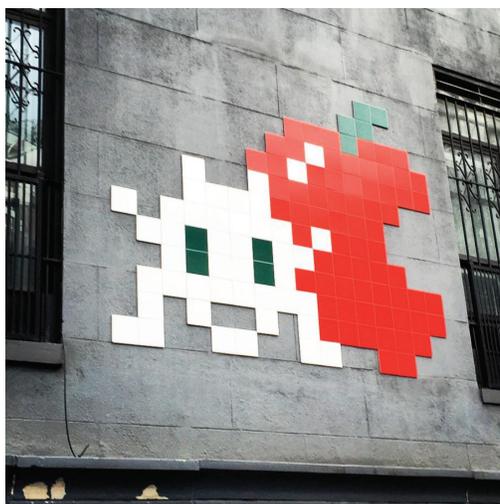
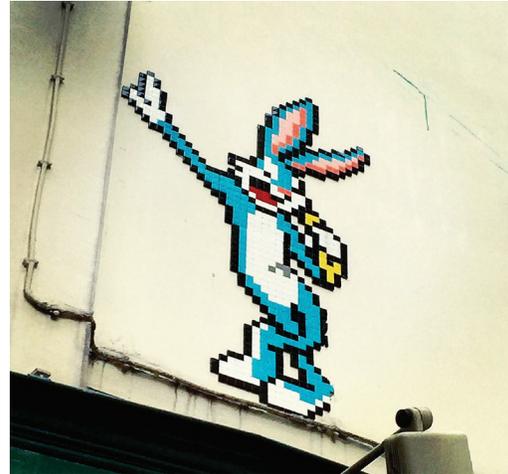
Le projet se décrit ainsi :

« Dans les rues, dans les transports en commun, devant les commerces et les écoles... Les caméras se multiplient ! La vidéosurveillance enregistre nos faits et gestes au quotidien, alors que les dispositifs de contrôle ne cessent

468 <http://www.space-invaders.com/home/>, consulté le 21.06.16.

469 <http://www.space-invaders.com/world/>, consulté le 21.06.16.

Figure 12 : Photos de différents Invaders prises à Paris et à New York.



de s'intensifier et de se perfectionner. Dans ce contexte, "Sous-surveillance.net" propose un outil de lutte. Ce projet permet à chaque ville de se doter facilement d'un site local de cartographie des caméras, publiques comme privées, qui filment l'espace public.

Cette cartographie est participative, collaborative et accessible au plus grand nombre. Elle permet de rendre visible la prolifération des caméras tout en collectant un maximum d'informations les concernant. Dès maintenant, chacun et chacune peuvent s'approprier le site, lutter, agir, participer, partager ses idées, informer, consulter la revue de presse et se réapproprier l'espace urbain!

Lyon, Bourges, Marseille, Paris, Toulouse, Angers, Clermont-Ferrand, Rennes, Dijon, Luxembourg, Bruxelles... ont déjà lancé leur site ou préparent son lancement. Si un site existe déjà dans votre ville, participez à la cartographie ou, mieux, rejoignez son collectif! Sinon, pour ouvrir un site dans votre ville, contactez-nous! À vous de jouer pour déjouer la surveillance! ⁴⁷⁰»

3.4.1 Historique et mise en place

Il convient pour commencer, de regarder ce qu'on entend derrière le terme de vidéo-surveillance urbaine. Le premier dispositif fut installé pour des raisons de sûreté par Siemens AG⁴⁷¹ en 1942, lors de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne, pour observer le lancement des fusées V-2. Dans les années 1980, suite aux attentats de l'IRA⁴⁷², Le Royaume-Uni a été le premier pays au monde à généraliser ce système, et il reste d'ailleurs le pays d'Europe le plus « télé-surveillé », Londres étant réputée comme la ville où la vidéosurveillance, tant publique que privée, est la plus importante : on avance des nombres approximatifs évoquant entre 65 000 et 500 000 caméras à Londres, et plus de 4 millions au Royaume-Uni. Chiffre éloquent, chaque Britannique est filmé en moyenne 300 fois par jour dans les lieux publics.

470 <https://www.sous-surveillance.net>, consulté le 26.06.16.

471 Siemens est un groupe international d'origine allemande spécialisé dans les hautes technologies.

472 Armée républicaine irlandaise (Irish Republican Army).

La France n'est pas en reste : depuis l'initiative de Patrick Balkany⁴⁷³ dans les années 1990 à Levallois-Perret, la vidéosurveillance s'est généralisée : les professionnels reconnaissent installer chaque année entre 25 et 30 000 nouveaux systèmes de vidéosurveillance⁴⁷⁴ ; il est à noter que l'installation de caméras dans les lieux publics est légale en France depuis le 17 octobre 1996. En 2007, le nombre de caméras « autorisées » dans l'espace public était estimé à 340 000, mais pourrait atteindre un million d'ici peu. Elles sont présentes dans les aéroports et les gares, à proximité des routes, dans les transports publics. Dans la circulaire réglementaire de février 2009 « relative aux objectifs en matière de sécurité intérieure », Michèle Alliot-Marie fixait comme objectif de parvenir à 60 000 caméras sur la voie publique d'ici 2010.

Cependant, tous les pays ne suivent pas ce modèle. En Allemagne, la législation ne permet la vidéosurveillance que pour des lieux publics dans lesquels a été constaté un taux de délinquance élevé⁴⁷⁵. Dans la ville de Mannheim, en Allemagne, sur huit caméras en place, seulement trois fonctionnent toujours⁴⁷⁶.

La vidéosurveillance urbaine est utilisée pour la protection des biens et des personnes dans les lieux particulièrement exposés à la délinquance (vols, agressions) ; pour la défense nationale et la prévention d'actes terroristes ; pour le contrôle du trafic routier et la constatation d'infractions au code de la route. Elle s'appliquera à la sécurité des parkings, des stations de transport en commun, des rues (« aussi bien les rues commerçantes que les rues souvent désertes⁴⁷⁷»), des routes, etc., le but étant de « spécifier la surveillance et la rendre fonctionnelle.⁴⁷⁸ »

473 Maire de Levallois-Perret de 1983 à 1995 et depuis 2001, il est député de la 5e circonscription des Hauts-de-Seine de 1988 à 1997 et depuis 2002.

474 http://www1.rfi.fr/actufr/articles/067/article_37700.asp, consulté le 26.06.16.

475 <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.station-capitole.info%2Fspip.php%3Farticle289>, consulté le 26.06.16.

476 Propos recueilli par Thomas Köber, Directeur de la Police Fédérale de Mannheim, en Allemagne.

477 <https://videosurveillance.ooreka.fr/comprendre/videosurveillance-urbaine>, consulté le 26.06.16.

478 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, op.cit., p.205.

Il est intéressant de noter qu'a été fait en France, en 2007, un choix sémantique très important et non anodin quant à l'appellation de ce système. Il a été question de remplacer le terme de « vidéo-surveillance » par celui de « vidéo-protection », le premier renvoyant à la « société de surveillance » dénoncée par les « anti-caméras » alors que le second renvoie à un aspect plus positif. La France, où près d'un million de caméras étaient installées en 2012, distingue depuis la vidéosurveillance par caméras installées dans les lieux non accessibles au public de la vidéoprotection, qui s'applique aux lieux publics. Pourtant, on retrouve en France un grand nombre de panneaux où l'expression « espace public sous vidéosurveillance » reste clairement écrite.

3.4.2 De l'inefficacité à la dérive d'un système qualifié de sécuritaire

Une vingtaine d'années après la mise en place de la vidéosurveillance urbaine, quel est l'état des lieux? Faute d'études statistiques indépendantes, l'efficacité des politiques de vidéo-surveillance a longtemps fait débat. Depuis le début des années 2000 cependant, la plupart des rapports concluent à leur inefficacité⁴⁷⁹. L'exemple de la Grande-Bretagne est sans appel : lors de la Security Document World Conference (les 22-23 avril 2008 à Londres), un représentant de Scotland Yard parlait ainsi de « utter fiasco » (échec complet). Alors que la Grande-Bretagne a investi des millions pour s'équiper du plus vaste système de surveillance d'Europe, seulement 3 % des délits sont résolus à l'aide des caméras de surveillance urbaine. Bruce Schneier, spécialiste anglo-saxon en sécurité et également responsable de la sécurité pour British Telecom pose un regard particulièrement critique sur la politique de vidéosurveillance : selon lui, elle ne réduit aucunement la criminalité, mais la déplace vers des zones non surveillées.

« Lentement, au cours de l'âge classique, on voit se construire ces “observatoires” de la multiplicité humaine. [...] Il y a eu les petites techniques des surveillances multiples et

479 <http://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/La-videosurveillance-tres-efficace-politiquement-2016-07-26-1200778332>, consulté le 26.06.16.

entrecroisées, des regards qui doivent voir sans être vus,⁴⁸⁰ » disait Foucault en 1975, ce que la Grande-Bretagne a très bien intégré dans sa politique de lutte contre la criminalité et de contrôle des foules. Du nom d'*Internet Eyes* (littéralement Les Yeux d'Internet) au slogan des plus *prometteur* (« Gagner de l'argent, participer à la réduction du nombre de crimes et éventuellement devenir un héros et sauver des vies »⁴⁸¹), ce site internet propose à des citoyens de visionner, de chez eux, les flux d'images des caméras de vidéosurveillance urbaine⁴⁸². Mais le projet ne s'arrête pas là : une récompense de 1 000 livres sterling (soit environ 1710 \$ CAN ou 1190 €) sera versée chaque mois à la personne qui dénoncera le plus de crimes. « Les gens ont des tendances voyeuristes », comme nous dit Tony Morgan, directeur d'Internet Eyes. « Notre initiative est utile et nécessaire, la criminalité augmente, les cambriolages se multiplient. Nous allons stopper de nombreux crimes⁴⁸³ », affirme-t-il. D'après Max Patey, le co-créateur du site Internet, on dénombrait en 2010 déjà 1300 personnes inscrites sur Internet Eyes dont 60 habitent en France⁴⁸⁴. Le site connaît ses adeptes, comme Chay, qui voit dans ce service une véritable révolution : « Je suis fier de pouvoir aider et contribuer à ce qu'il n'y ait pas de vol dans les boutiques que je surveille », explique ce jeune Britannique connecté cinq heures par jour. Mais l'initiative connaît des adversaires, comme Charles Farrier de l'association No CCTV, pour qui Internet Eyes est au contraire un danger : « ce site porte atteinte à la vie privée et c'est un instrument d'espionnage⁴⁸⁵ », raconte-t-il. C'est d'ailleurs le voyeurisme et l'encouragement de la délation par récompense financière de ce projet qui a fortement été critiqué comme étant une pratique « malsaine » et « attentatoire » par certains défenseurs des libertés individuelles.

480 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, op.cit., p.201.

481 <http://www.lefigaro.fr/international/2009/10/07/01003-20091007ARTFIG00541-demasquez-les-delinquants-derriere-votre-ordinateur-.php>, consulté le 26.06.16.

482 <https://www.interneteyes.com.br/ie/>, consulté le 26.06.16.

483 http://www.lemonde.fr/international/article/2009/10/06/le-voyeurisme-recompense-en-grande-bretagne_1250197_3210.html, consulté le 26.06.16.

484 <http://www.lepetitjournal.com/londres/societe/70129-surveillance-internet-eyes-is-watching-you->, consulté le 26.06.16.

485 *Ibid.*

Comme pour beaucoup des dispositifs technologiques évoqués dans ce mémoire, la vidéosurveillance urbaine connaît actuellement une évolution rapide. On parle dorénavant de « vidéoprotection intelligente », concept qui se marie très bien avec la ville « intelligente » et ses nombreuses dérives technologiques. Il désigne un dispositif qui permettra la détection automatique des « comportements suspects » à partir des images de caméras de surveillance, ainsi que la reconnaissance faciale. Imaginons qu'une personne ait déjà commis un vol dans un magasin : son visage sera associé à une « personne à risque ». La caméra le détectera automatiquement à l'entrée des magasins, renforçant la vigilance sur cette personne et envoyant instantanément un message d'alerte au gérant. C'est en suivant ce concept qu'une société de sécurité, spécialisée dans la « reconnaissance comportementale », BRS Labs (Behavioral Recognition Systems), commercialise un logiciel destiné à détecter automatiquement les comportements suspects : AISight. Se basant sur des algorithmes complexes, AISight utilise un algorithme d'intelligence artificielle qui voit, apprend, et devient plus intelligente avec le temps, affinant les alertes et la détection de comportements suspects. Ce logiciel aura la capacité d'apprendre à partir de ce qu'il observe, et de s'améliorer sans intervention humaine. Un tel système n'est plus dédié à la protection, mais uniquement à la surveillance. Du moment où le logiciel capte et analyse chacun de nos gestes, chaque personne devient instantanément un suspect potentiel et une personne à risque.

Avec ce projet de vidéosurveillance urbaine intelligente se pose la question d'une nouvelle forme de discrimination que nous pourrions qualifier d'algorithmique. Comme l'explique Rosamunde Van Brakel, spécialiste des relations entre technologies de surveillance intelligente et société et chercheuse au Law Science Technology & Society (LSTS) de l'Université libre de Bruxelles :

« L'un des principaux problèmes avec ce type de système est le risque très élevé d'erreurs, et la possibilité de voir des personnes se faire accuser à tort. Cela peut conduire à une culture de la peur, une société où le principe démocratique de la présomption d'innocence serait perdu, ce qui pourrait conduire à la perte de la cohésion sociale et à la méfiance généralisée. [...] La façon dont le logiciel est conçu peut avoir un impact sur qui est considéré comme suspect et ce qui ne l'est pas : certains

indicateurs de la suspicion pourraient être fondés sur des hypothèses erronées et sur des préjugés indirects. [...] Il convient de souligner que certaines fonctionnalités de la vidéosurveillance intelligente peuvent avoir un effet positif, par exemple en réponse à d'éventuels accidents, ou par exemple en permettant de lancer une alerte lors d'une tentative de suicide. Cependant, comment fonctionne le système de distinction entre quelqu'un qui envisage le suicide, quelqu'un qui est juste très nerveux (par exemple, qui a un entretien d'embauche), quelqu'un avec un trouble psychiatrique, et un terroriste potentiel ? Le système ne tient pas compte des facteurs contextuels.⁴⁸⁶ »

Cela pose de façon critique la question de l'efficacité de la nécessité de la vidéosurveillance intelligente urbaine généralisée à l'ensemble de l'espace urbain. Ce système sécuritaire n'est pas sans rappeler le célèbre film de science-fiction *Minority Report*, qui se passe dans un futur proche cyberpunk, une dystopie dont le cadre est à Washington en 2054, où des êtres humains mutants, les *précogs*, peuvent prédire les crimes à venir grâce à leur don de précognition.

Les avancées technologiques actuelles se rapprochent de plus en plus de cette typologie de film, en particulier au niveau du concept de ville « intelligente ». Dans de telles fictions, la ville est gouvernée par des technologies et les flux numériques omniprésents permettant un contrôle accru et une surveillance totale. Ils s'infiltrent dans chacune des couches de la ville et de nos vies, porteurs de risques réels, importants et perceptibles dont on ne mesure pas encore toute la prégnance.

Une Big-Brotherisation en cours ?

En 1949, George Orwell écrit *1984*, un roman d'anticipation décrivant une autre dystopie, située en Grande-Bretagne trente ans après une guerre nucléaire entre l'Est et l'Ouest censée avoir eu lieu dans les années 1950. Un régime de type totalitaire forte-

486 <http://www.cnetfrance.fr/news/indect-et-la-discrimination-algorithmique-39789751.htm>, consulté le 27.06.16.

ment inspiré à la fois du stalinisme et de certains éléments du nazisme a été instauré⁴⁸⁷. La liberté d'expression existe plus. Toutes les pensées sont minutieusement surveillées, et d'immenses affiches sont placardées dans les rues, indiquant à toutes et à tous que *Big Brother is watching you* (Big Brother vous regarde). Ce personnage est l'objet d'un culte de la personnalité. Il n'apparaît jamais en personne. Il est représenté par le visage d'un homme d'environ 45 ans, moustachu, fixant les gens dans les yeux, avec une expression qui se veut à la fois rassurante et sévère.

À la suite du succès du roman, Big Brother est devenu une représentation de l'état policier, caractérisé par la perte des droits individuels de la population. *Big Brother is watching you* est devenu un leitmotiv pour dénoncer les systèmes de surveillance (vidéo, voyeurisme...). Ce slogan est même employé aujourd'hui pour désigner certains sites Internet et réseaux sociaux. Depuis les années 2000, les Big Brother Awards (Prix Big Brother) sont remis lors d'une cérémonie destinée « [aux] gouvernements et [aux] entreprises... qui font le plus pour menacer la vie privée ». La cérémonie est organisée par l'association Privacy International, et le prix existe dans une dizaine de pays. Lors de la cérémonie, un prix Voltaire est également décerné à une personne ou une organisation qui s'est illustrée dans la défense de la vie privée.⁴⁸⁸

Paradoxalement, l'objet le plus vulnérable au niveau de la vie privée est celui avec lequel nous entretenons souvent la relation la plus intime : il s'agit du « téléphone intelligent ». Les menaces qui pèsent sur lui sont liées à la fois au big-data et à l'open-data. Ces deux termes désignent l'accumulation et la diffusion des données utilisateurs. Le premier terme englobe les données qui proviennent de toutes les sources possibles : capteurs utilisés pour collecter les informations climatiques, messages sur les sites de médias sociaux, images numériques et vidéos publiées en ligne, transactionnels d'achats en ligne et signaux GPS de téléphones mobiles... Le second désigne une donnée numé-

487 http://www.lexpress.fr/culture/livre/george-orwell_809684.html, consulté le 27.06.16.

488 <http://bigbrotherawards.eu.org>, consulté le 27.06.16.

rique ouverte, d'origine publique ou privée. Elle peut être notamment produite par une collectivité, un service public ou une entreprise. Elle est diffusée selon une méthodologie et une licence ouverte garantissant son libre accès et sa réutilisation par tous, sans restriction technique, juridique ou financière. L'open data représente un mouvement d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans un courant de pensée qui considère l'information publique comme un bien commun, dont la diffusion est d'intérêt public et général. Ces deux termes englobent donc le stockage, le libre accès, mais aussi l'utilisation de données aussi bien privées que publiques, utilisables à des fins commerciales, artistiques, citoyennes, créatives, politiques, économiques... C'est de cette manière que des pubs très ciblées arrivent lors de nos recherches Google, grâce à une méthode appelée le ciblage comportemental; que notre boîte courriel se retrouve remplie de spams; que des applications se servent de notre position géographique et de toutes les données utilisateurs concernant les différentes applications sur lesquels les téléphones intelligents sont connectés... Si nos trajets sont dorénavant indiqués en unité de temps et non plus en unité de mesure, c'est aussi grâce à ces deux services.

De surcroît, deux nouvelles fonctions sont venues augmenter le nombre de services rendus possibles grâce aux technologies numériques : la géolocalisation et la réalité augmentée. Ces deux outils sont très utilisés tant pour des services ou des jeux basés sur des applications mobiles (*Uber*, *Google Maps*, *Métro Paris* ou encore le jeu qui a fait fureur durant l'été 2016, *Pokémon Go*). La géolocalisation est un procédé permettant de positionner un objet, une personne, un lieu, sur un plan ou une carte à l'aide de ses coordonnées géographiques. Cette opération est réalisée à l'aide d'un terminal capable d'être localisé grâce à un système de positionnement par satellites et un récepteur GPS, et de publier en temps réel ses coordonnées géographiques (latitude/longitude). La réalité augmentée désigne quant à elle les systèmes informatiques qui rendent possible la superposition d'un modèle virtuel 2D ou 3D à la perception que nous avons naturellement de la réalité, et ceci en temps réel, grâce ici aussi à la géolocalisation. Elle désigne les différentes méthodes qui permettent d'incruster de façon réaliste des objets virtuels

dans une séquence d'images. Elle s'applique aussi bien à la perception visuelle (superposition d'images virtuelles aux images réelles) qu'aux perceptions proprioceptives, comme les perceptions tactiles ou auditives.

Avec la réalité augmentée et la géolocalisation, il est impossible de passer inaperçu dans l'espace, tant physique que numérique. Nos objets produisent sans cesse des signaux envoyés aux satellites qui savent à tout moment où nous sommes. Par l'intermédiaire des techniques biométriques, le numérique permet d'identifier des individus avec précision et de lutter contre les menaces qui vont du vol d'identité au terrorisme. Solidaires de tout un ensemble de moyens de détection et de surveillance, les technologies de l'information et de la communication permettent de savoir ce que font les gens à la fois dans l'espace physique et en ligne. Ces deux outils, additionnés à la vidéosurveillance urbaine, font de la ville et de ses différents espaces un lieu qui sait à tout moment où nous sommes et ce que nous faisons. Se pose alors la question d'une cybersécurité et de la protection des données dites « à risques », mais aussi de l'espionnage de la ville et des citoyens. Pourtant, comme nous allons le voir, le pire reste à venir.

Le jeudi 17 novembre 2016, le gouvernement britannique a bel et bien remonté le temps jusqu'en 1984 en adoptant ce qui est décrit comme « la loi de surveillance la plus extrême jamais votée dans une démocratie.⁴⁸⁹ » Le projet de loi avait été présenté pour la première fois en 2012 par Theresa May, alors ministre de l'Intérieur. Il aura fallu deux tentatives à la nouvelle première ministre britannique pour faire passer *l'Investigatory Powers Bill* (la Loi sur les pouvoirs d'investigation), surnommée immédiatement *Snooper's Charter* (la charte des fouineurs) par les citoyens. Selon le magazine en ligne Zdnet⁴⁹⁰, le texte prévoit que tous les mouvements sur Internet soient désormais docu-

489 D'après le tweet posté par Edward Snowden, suite à l'annonce de la mise en place de cette loi : « Le Royaume-Uni vient d'adopter la loi de surveillance la plus extrême jamais adoptée dans une démocratie occidentale. Elle va plus loin que celles de beaucoup d'autocraties. », https://twitter.com/Snowden/status/799371508808302596?ref_src=twsrc%5Etfw, consulté le 09.02.17.

490 <http://www.zdnet.com/article/snoopers-charter-round-two-privacy-campaigners-gear-up-for-next-web-surveillance-battle/>, consulté le 09.02.17.

mentés. Les fournisseurs d'accès seront obligés de garder une trace de l'historique Web de tous leurs clients pendant un an et de le rendre accessible aux services d'état. La loi autorise également les agences de renseignement à hacker les ordinateurs et autres appareils connectés.

Amnesty International a publié un communiqué qui avertit les Britanniques sur les dangers de l'Investigatory Powers Bill : « Votre historique Internet sera classé et conservé. Vos e-mails et vos messages seront traités, parfois lus, et stockés. Et les services secrets ne seront pas les seuls autorisés à fouiner, la police et les appareils d'État le seront aussi.⁴⁹¹ » L'organisme a lancé une campagne et une pétition pour encourager les citoyens britanniques à contacter leurs députés via Twitter; Joe Cannataci, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la vie privée, a laissé entendre que le pouvoir devrait rendre la surveillance de masse illégale plutôt que de la légitimer, affirmant que cette loi allait à l'encontre des droits de l'homme.

En dépit de ces critiques, le gouvernement britannique persiste, affirmant qu'il ne fait que renforcer une loi qui existait déjà pour l'adapter aux technologies actuelles. Le Royaume-Uni n'est d'ailleurs pas le seul à avoir adopté une loi de ce type, c'est aussi le cas de l'Allemagne et de la France, principalement à cause de la peur des attaques terroristes. Donald Trump a également fait part de son intérêt pour une collaboration étroite avec les services secrets.

Il est important de noter, pour finir sur ce sujet, qu'il existe deux positionnements très distincts par rapport à la surveillance citoyenne : d'un côté les *innocents*, pour qui la surveillance n'a pas de conséquences au niveau de leur vie privée, et de l'autre les *non coupables*, pour qui la surveillance est vue comme une atteinte inacceptable à la vie privée.

491 <https://www.amnesty.org.uk/blogs/yes-minister-it-human-rights-issue/urgent-stop-ipb-investigatory-powers-bill-snoopers-charter-human-rights>, consulté le 09.02.17.

3.4.3 Vers une société panoptique horizontale : la surveillance comme demande sociale

Dans *Surveiller et punir*, Michel Foucault consacre tout un chapitre au panoptique, cette invention de Jeremy Bentham, philosophe et réformateur britannique, dont le principe, transposé en architecture, mène à la configuration suivante :

« À la périphérie un bâtiment en anneau ; au centre, une tour ; celle-ci est percée de larges fenêtres qui ouvrent sur la face intérieure de l'anneau : le bâtiment périphérique est divisé en cellules, dont chacune traverse toute l'épaisseur du bâtiment ; elles ont deux fenêtres, l'une vers l'intérieur, correspondant aux fenêtres de la tour ; l'autre, donnant sur l'extérieur, permet à la lumière de traverser la cellule de part en part. Il suffit alors de placer un surveillant dans la tour centrale, et dans chaque cellule d'enfermer un fou, un malade, un condamné, un ouvrier, un écolier. Par l'effet du contre-jour, on peut saisir de la tour, se découpant exactement sur la lumière, les petites silhouettes captives dans les cellules de la périphérie. Autant de cages, autant de petits théâtres, où chaque acteur est seul, parfaitement individualisé et constamment visible. Le dispositif panoptique aménage des unités spatiales qui permettent de voir sans arrêt et de reconnaître aussitôt⁴⁹². »

Si le philosophe consacre tant de place à ce système, c'est parce qu'il a parfaitement compris qu'il symbolise à merveille les nouveaux dispositifs de surveillance d'un pouvoir d'autant plus efficace et contrôlant qu'il sait se rendre discret :

« L'appareil disciplinaire parfait permettrait à un seul regard de tout voir en permanence. Un point central serait à la fois source de lumière éclairant toute chose, et lieu de convergence pour tout ce qui doit être su : œil parfait auquel rien n'échappe et centre vers lequel tous les regards sont tournés.⁴⁹³ »

Cette phrase, qui date de plus d'une quarantaine d'années, résonne comme une prémonition du projet *Internet Eyes*. Applications mobiles, téléphones *intelligents*, technologies de l'information et de la communication, big-data, open-data, géolocalisation, puces et capteurs en tout genre : les dispositifs de contrôle et de surveillance sont dorénavant

492 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison, op.cit.*, p.233.

493 *Ibid*, p.204.

omniprésents et qui plus est omniscients. Un capteur qui peut prévenir l'automobiliste lorsqu'une place de parking se libère peut tout aussi bien prévenir le service de la ville lorsqu'il a dépassé sa limite de temps; une loi qui permet aux autorités de hacker une conversation afin de lire certains messages peut mener à d'énormes quiproquos quant au sujet réel de la discussion... Les technologies numériques omniprésentes tant dans l'espace public que dans l'espace privé induisent de nombreuses fuites entre ces deux espaces auparavant bien plus étanche l'un à l'autre.

Ces dispositifs posent également et plus que jamais la question du statut des citoyens : si nous sommes tous surveillés en tout temps, cela reviendrait-il à dire que nous sommes tous de potentiels suspects? Le vieil adage qui dit que « pour vivre heureux, vivons cachés » est de plus en plus difficile à mettre en œuvre.

Entre le besoin de liberté et le besoin de sécurité, le second a supplanté le premier. Le contrôle généralisé a créé une prison sans murs dans laquelle nous sommes tous « libres », mais pourtant continuellement surveillés. Michel Foucault va encore plus loin dans ses explications : il y a un certain plaisir à subir le pouvoir, entre autres parce que la déresponsabilisation a quelque chose de rassurant. Le pouvoir est à la fois globalisant car il s'exerce sur toute la population, et individualisant. Foucault explique :

« Le corps est directement plongé dans un champ politique. [...] Les rapports de pouvoir opèrent sur lui une prise immédiate; ils l'investissent, le marquent, le dressent, le supplicient, l'astreignent à des travaux, l'obligent à des cérémonies, exigent de lui des signes.⁴⁹⁴ »

Ce type de pouvoir est qualifié par le philosophe de « technologie politique du corps ». L'effet premier du dispositif panoptique est d'« induire chez le détenu un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir. Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinuée dans

494 *Ibid*, p.34.

son action.⁴⁹⁵ » Savoir qu'à tout moment nous pouvons être vus, mais sans jamais savoir quand, voilà la politique de la surveillance contemporaine. Il nous dit plus loin que « les manifestations nécessairement spectaculaires du pouvoir se sont éteintes une à une dans l'exercice quotidien de la surveillance, dans un panoptisme où la vigilance des regards entrecroisés va bientôt rendre inutile l'aigle comme le soleil.⁴⁹⁶ »

L'arrivée des caméras de sécurité et des moyens de surveillance, qui reprennent le principe du panoptique, a instauré, et ceci à grande échelle, l'autodiscipline évoquée par Foucault. Ce n'est plus Big Brother, ou plus seulement lui, mais aussi « Big Mother » : un pouvoir maternant, couvant, presque rassurant qui anticipe et répond aux *besoins* de la population. Devant la peur toujours plus accrue de l'autre et de l'inconnu, les technologies numériques sont là, cachées et pourtant visibles, discrètes, mais bel et bien présentes, minuscules, mais connectées à l'échelle mondiale. Ce que Foucault n'a pu anticiper c'est l'importance des technologies, leur développement et ce qu'elles impliquent sur la pratique de la surveillance panoptique. Internet, les téléphones intelligents et les réseaux induisent une nouvelle forme de contrôle, beaucoup plus horizontale. Ce n'est plus un pouvoir vertical qui observe la population : chacun peut potentiellement observer son voisin. Le système panoptique est devenu portable et le réseau est intrinsèquement panoptique.

3.4.4 Un contre mouvement qui prend de l'ampleur

Comme le disait Félix Guattari, l'ère post-média sera caractérisée par une réappropriation des médias pour des utilisations nouvelles. C'est le cas avec le projet Sous-Surveillance, où la géolocalisation n'est pas utilisée à des fins commerciales, ludiques ou sociales, mais militantes, voire politiques.

495 *Ibid*, p.234.

496 *Ibid*, p.253.

Ce site local et participatif vise à montrer la prolifération toujours plus accrue des caméras de vidéosurveillance dans l'espace urbain grâce à la participation et à la contribution citoyenne. Le site prend chaque jour de l'ampleur, avec de nouvelles caméras géolocalisées et de nouvelles villes listées. Il propose de classer les caméras selon trois types : privées (pour les commerces) ; municipales (pour les lieux publics) ; publiques (pour les bâtiments). Il permet également de prendre conscience du nombre important de caméras de vidéosurveillance dans l'espace public : dans certaines villes, on réalise qu'il est impossible de ne pas être filmé. Mais toutes les villes ne sont pas égales face au nombre de caméras. Si nous prenons par exemple Paris et Montréal, deux villes à la renommée mondiale et très touristiques, on réalise que la ville française est bien loin de sa jumelle canadienne : on compte 1309 caméras à Paris⁴⁹⁷ (105,40 km², 2 229 621 habitants, 21 154 hab./km²), et une petite vingtaine de caméras à Montréal (363,97 km², 1 999 795 habitants, 5 494 hab./km²). Ces chiffres ne comptabilisent pas les caméras présentes dans les services publics : la Société des Transports de Montréal et l'Office municipal d'habitation ont respectivement 1200 caméras⁴⁹⁸. De manière générale, si Montréal délaisse de plus en plus la vidéosurveillance en ville et préfère miser sur la présence des forces de l'ordre, ce n'est pas le cas en Europe.

Le site *Insecam*⁴⁹⁹ permet de mettre en lumière d'importants problèmes de confidentialités au niveau des caméras de vidéosurveillance, autant publiques que privées (celles qui se trouvent chez des particuliers). Il montre la facilité par laquelle certaines personnes, hackers ou non, peuvent avoir accès aux caméras. Il propose une grande liste de pays, dans lesquels des caméras facilement accessibles sont recensées. Sur les quelques caméras consultées pour la rédaction de ce mémoire, force a été de constater que plusieurs d'entre elles ne respectaient pas les dispositions relatives aux appareils de vidéosurveil-

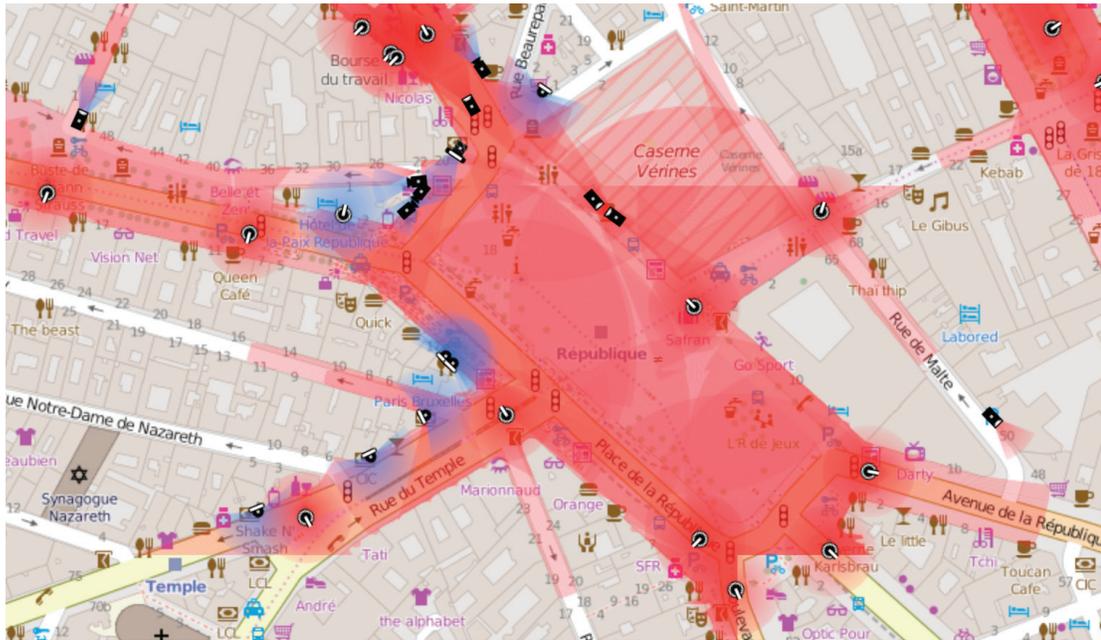
497 http://www.click2map.com/v2/click2map/cameras_videosurveillance_paris, consulté le 10.04.17.

498 <http://ici.radio-canada.ca/regions/montreal/2016/05/12/001-cameras-spvm-montreal-surveillance-police.shtml>, consulté le 27.06.16.

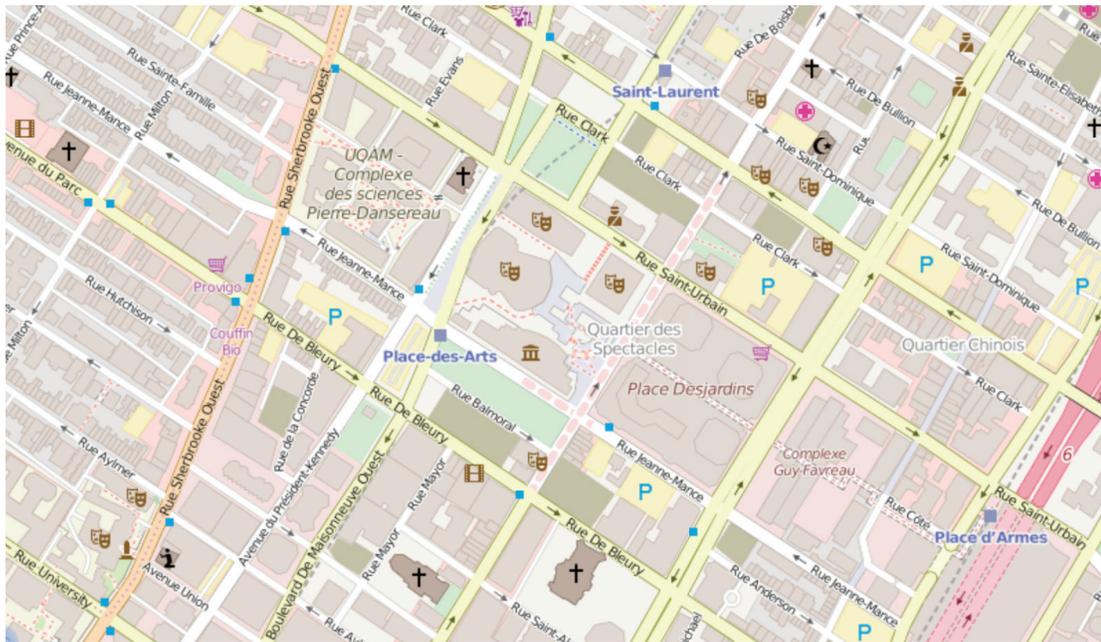
499 <http://insecam.com>, consulté le 27.06.16.

Figure 13 : Cartographie des caméras de vidéosurveillance sur deux grandes places, l'un à Paris, et l'autre à Montréal.

Place de la République à Paris



Place des Arts à Montréal



Source : <https://www.sous-surveillance.net/-la-carte-.html>

lance mises en place par la CNIL⁵⁰⁰, entre autres, l'interdiction pour un particulier de filmer la voie publique. On peut même avoir accès à certaines caméras filmant l'intérieur d'appartements privés, des salons, des jardins... Même si Insecam agit de manière totalement illégale, le site a le mérite de soulever à nouveau la question de la bonne utilisation des dispositifs de surveillance de plus en plus nombreux dans le monde.

De plus, il existe en France de nombreuses associations qui se battent contre la présence des vidéosurveillances urbaines et la publicité. Parmi les plus connues, on peut citer Résistance à l'Agression Publicitaire⁵⁰¹ (R.A.P), Souriez vous êtes filmés⁵⁰², Robin des toits⁵⁰³ et Le Publiphobe⁵⁰⁴. Le 26 avril 2014, lors du Festiv'halte aux écrans pu-

500 <https://www.cnil.fr/fr/videosurveillance-videoprotection-les-bonnes-pratiques-pour-des-systemes-plus-respectueux-de-la-vie>, consulté le 27.06.16.

501 Résistance à l'Agression Publicitaire (sigle R.A.P.) est une association française de loi de 1901 créée le 20 juin 1992. Elle a une portée nationale et son objectif est de lutter contre les effets négatifs, directs et indirects, des activités publicitaires sur l'environnement et les citoyens. En dénonçant les procédés publicitaires destinés à la mise en condition de la personne, elle se propose de combattre les nuisances qui en résultent pour l'environnement (gaspillage des ressources, pollution paysagère et du cadre de vie, déchets, bruit...) et la société (développement de la surconsommation, inégalités, obésité, violence...), <http://antipub.org>, consulté le 27.06.16.

502 « Souriez vous êtes filmés est depuis 1995 un collectif de personnes désireuses de ne pas sombrer dans une société de technologie répressive et de proposer des alternatives militantes festives. L'association s'est donnée comme but le retrait des caméras de vidéo-surveillance, elle entend être un lieu de regroupement humain pour débattre de la société dans laquelle nous souhaitons vivre. Son combat politique et culturel est pluriel, elle oeuvre avec des associations comme AC ou comme le RATP (réseau pour l'abolition des transports payants) <http://ratp.samizdat.net> et organise des actions (masquage de caméras) parfois à l'échelle internationale avec des groupes comme le SCP newyork <http://www.notbored.org>. », <https://souriez.info>, consulté le 27.06.16.

503 Robin des Toits est une association française, spécialisée dans la lutte contre les aspects qu'elle juge dangereux du rayonnement électromagnétique et les implantations d'antennes-relais. Pour plus d'information se rendre à l'adresse suivante : <http://www.robindestoits.org>, consulté le 27.06.16.

504 « La Brigade Antipub est un site internet donc la vocation est d'informer de l'actualité antipub francophone et d'encourager la poursuite des actions dans ce domaine. Il a été créé en automne 2003, suite au premier barbouillage d'envergure dans le métro parisien. D'ailleurs pour info, le nom «Brigade AntiPub» est un pied de nez aux «Brigades Anti Criminalité» parisienne, qui ont arrêté pas mal d'anti-pubs. Le contenu du site n'appartient à personne et est donc libre de droit. On vous encourage d'ailleurs vivement à utiliser et à faire circuler tout ce que vous y trouverez ! » <http://www.bap.propagande.org/index.php>, consulté le 27.06.16.

blicitaires⁵⁰⁵, ces quatre associations se sont battues contre la prolifération des écrans publicitaires qui prolifèrent à Paris, et dans le monde entier. En plus de constituer une pollution visuelle (luminescence aux limites légales de l'inconfort visuel), mentale et énergétique, ils étaient pressentis pour être équipés d'émetteurs Bluetooth destiné à envoyer des publicités ciblées aux passants ainsi que de deux caméras traquant en temps réel le comportement de ces derniers.

Le problème est devenu suffisamment invasif pour influencer la qualité de vie en milieu urbain. Dans son « palmarès des villes à fuir », le journal régional de PACA, *le Ravi*⁵⁰⁶, utilise parmi ses indicateurs le nombre de caméras de vidéosurveillance par habitant. La construction du discours sur la vidéosurveillance, incluant l'évaluation comparée de son potentiel et de ses risques, est encore embryonnaire. Pourtant, les avancées technologiques dans ce domaine s'accroissent constamment, proposant des outils de détection et d'analyse de plus en plus performants. Parallèlement aux caméras intelligentes, un autre outil commence à prendre de l'ampleur, à savoir la biométrie. Ce terme se rapporte à l'usage de techniques de reconnaissance, d'authentification et d'identification : analyse morphologique, empreintes digitales, reconnaissance de l'iris ou des visages. C'est de cette façon que fonctionnent les nouveaux iPhones, certaines clés USB, ou encore le déverrouillage de certaines portes de sécurité. Le traçage électronique à travers le développement de la biométrie est un bouleversement supplémentaire à la sphère des droits et libertés fondamentaux et au régime juridique de leur protection. L'individu contemporain est ainsi plongé dans un « monde de capteurs et de puces qui tracent quotidiennement les faits et gestes de sa vie sociale et personnelle⁵⁰⁷ ». La biométrie commence même à trouver des applications dans le domaine civil. C'est le cas en Inde avec l'ambitieux projet Aadhaar⁵⁰⁸, dont l'objectif est de fournir un numéro unique à douze

505 <http://antipub.org/festivhalte-aux-ecrans-publicitaires-26-avril-2014-a-paris/>, consulté le 27.06.16.

506 Le Ravi est un journal mensuel satirique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur fondé en 2003.

507 Frédéric Ocqueteau et Daniel Ventre, *Contrôle et surveillances dans le cyberspace, Problèmes politiques et sociaux*, Éd. Documentation française, N° 988/ Sept. 2011, trouvé sur Wikipédia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Biométrie#cite_note-7, consulté le 27.06.16.

508 <http://www.morpho.com/references/identite-125/a-unique-id-program-in-india>, consulté le 27.06.16.

chiffres à chaque citoyen indien après l'enregistrement de ses données biométriques (iris, empreintes digitales, portrait pour 1,4 milliard de personnes).

La Chine, pour prendre un autre exemple, n'est pas en reste. Le Parti communiste du pays veut donner une « note de confiance » à ses citoyens, basée sur la collecte de leurs données personnelles regroupées au sein du big-data. *Black Mirror*, le divertissement en moins... Cette note de confiance sera donnée à chaque citoyen du pays en fonction de son comportement légal, social, commercial et – évidemment – politique, ce qui conditionnera leur accès à certains services comme l'obtention d'un prêt, la possibilité de voyager à l'étranger ou celle d'envoyer ses enfants dans les meilleures écoles du pays. La réalité a dépassé la fiction : imaginons un citoyen chinois qui critiquerait le parti communiste par message privé, qui paierait son loyer ou une autre facture en retard, qui traverserait au feu rouge et de façon plus générale, adopterait des comportements qui seraient un tant soit peu marginaux pour les autorités : la diminution de sa note personnelle influencera tous les aspects de sa vie, même ceux qui, en regard de ces mêmes autorités, ne sont pas problématiques.

Ces outils en vogue et en pleine expansion se taillent une place à grande vitesse dans notre quotidien. Les nombreuses dérives que de telles technologies pourraient avoir sur nos vies, comme l'implantation de puces électroniques sous la peau⁵⁰⁹, sont encore plus inquiétantes. À ce titre, Sous-Surveillance se présente comme un outil essentiel de mise en garde pour la protection de la vie privée.

509 <https://www.opnminded.com/2017/02/08/oublie-cles-utilise-puce-electronique-nouvelles-technologies-implants.html>, consulté le 10.02.17.

CONCLUSION

Ce mémoire construit en trois parties nous aura permis de présenter différentes facettes de la ville « intelligente ». Nous avons commencé cette recherche en avançant l'idée, suite aux écrits de Negri et Hardt, que la guerre n'était plus un instrument de la politique utilisé en dernier recours, mais la fondation même du politique, la base de la discipline et du contrôle. Ce point fondamental révèle le rôle crucial que tient dorénavant la sécurité, « comme production de biopouvoir, au sens où elle implique un travail de production et de transformation de la vie sociale dans son ensemble⁵¹⁰. » La notion de sécurité est présente quotidiennement, comme nous avons pu le voir avec l'utilisation de technologies telles que la biométrie, la reconnaissance faciale, l'utilisation de caméras de vidéosurveillance en milieu urbain, mais aussi par la présence toujours plus accrue des forces de l'ordre et de l'armée au sein de l'espace public et dans certains lieux publics, gares, aéroport, grands magasins...

Effectivement, le cadre théorique du mémoire nous aura permis, dans un premier temps, d'introduire le caractère rigide et autoritaire de la ville et des différents espaces qui la composent. Nous avons traité de la société de contrôle selon Gilles Deleuze, faisant suite à la société disciplinaire et de surveillance décrite par Michel Foucault. Ce changement théorique introduit par le philosophe revient à penser l'articulation de nouveaux dispositifs de pouvoir destiné à réguler et sécuriser les individus dans leur vie quotidienne, ainsi que leur cadre de vie. Les analyses deleuziennes de la société sont d'autant plus importantes qu'elles font suite à la technologisation de la ville : il ne faut pas comprendre ces dispositifs de pouvoir comme nouveaux en soi, mais comme le résultat d'une évolution interne. Ils sont « historiquement constitués, mais tactiquement transformés et mis au service des technologies de sécurité. » Si l'espace urbain était et

510 Antonio Negri et Michaël Hardt, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, op.cit., p.37.

reste quadrillé, permettant ainsi de répartir les individus dans l'espace selon un principe de localisation, comme l'a démontré Foucault, il s'est de nos jours technologisé, ce qui lui permet de contrôler, de surveiller et de réguler les flux matériels et immatériels. C'est là le point central, voire névralgique, du changement de paradigme urbain, qui marque la fin de la société moderne pour l'avènement de la société postmoderne. Les technologies numériques étant omniprésentes, la ville devient omnisciente et s'automatise, capteurs et puces en tout genre font leur arrivée dans l'espace urbain, dotant la ville d'une « intelligence » qui n'est autre que celle des machines.

La société postmoderne dont il question ici fait référence à la société liquide théorisée par Zygmunt Bauman, qui décrit les obsessions sécuritaires actuelles comme le résultat d'une l'instabilité permanente. Cette instabilité est selon lui la conséquence directe d'une économie fragile, d'une politique corrompue, d'une crise certaine du social et d'une peur toujours plus forte de l'autre, d'une condition écologique et environnementale désastreuse : la confiance dans le progrès s'estompe, la science inquiète, le doux rêve d'un avenir meilleur se ternit pour laisser place à un futur aux contours sombres et incertains. La société liquide pointe du doigt les liens faibles et mouvants entre les particules, trop fragiles pour résister lorsqu'une force extérieure les frappe. Passer du solide au liquide, c'est dire que la société postmoderne s'est déjà profondément transformée, c'est avouer que l'individualité a gagné sur la collectivité. C'est penser qu'il est déjà trop tard et dire implicitement que la partie est jouée et perdue.

Il semble pourtant, à la suite des nombreux exemples théoriques et pratiques que nous avons utilisés et analysés pour ce mémoire (et de tous ceux dont nous aurions pu parler), qu'il existe une alternative vivante qui croît au sein de la société. Loin d'être un rêve chimérique ou utopiste, des mouvements de résistance prennent de l'ampleur chaque jour, dans chaque lutte et dans chaque geste du quotidien qui s'oppose à cet état de délabrement social. Le mouvement dont il est question ici est un projet écosophique global qui pense et construit le futur de façon alternative et en commun. Car si la ville « intelligente » a augmenté de façon considérable les dispositifs de pouvoir, de surveillance et

de contrôle, elle a aussi, comme on l'a vu, permis de multiplier et de faciliter les actes de résistance, de désobéissance civile et de contre-pouvoir.

Nous allons pour conclure ce mémoire nous servir de la métaphore de Zygmunt Bauman, en essayant de l'étendre pour l'appliquer au concept théorique qui sert de fil conducteur à cette recherche, celui de la guérilla numérique.

Si nous nous référons, comme l'a fait le sociologue, aux trois premiers états de la matière, nous pouvons voir qu'un solide est par définition caractérisé par l'absence de liberté entre ses molécules. Sa position est fixe ; et est difficilement modifiable en forme et en volume propre. Les liquides quant à eux peuvent se déformer très facilement en raison de leur forme variable. Très facilement modifiables, ils gardent pourtant leur volume propre. Contrairement à l'état solide, leurs particules peuvent se déplacer les unes par rapport aux autres tout en restant indépendantes les unes des autres. Les gaz enfin ne possèdent ni forme propre ni volume propre et tendent à occuper tout le volume disponible. À l'état gazeux, leurs particules sont très faiblement liées et quasiment indépendantes les unes des autres. Bauman considère la société postmoderniste comme étant à l'état liquide, par opposition à l'état solide. Notre hypothèse consiste à avancer que naît, au sein de cette même société liquide, une phase gazeuse. La métaphore du gaz paraît mieux adaptée pour décrire cette alternative grandissante, et plus apte à rendre compte de cette réalité numérique. Lorsque Bauman parle de liquide, et bien que son analyse soit fort convaincante, la limitation à la phase liquide revient à passer sous silence tous les mouvements et les agencements révolutionnaires collectifs dont nous avons parlé dans ce mémoire. L'état gazeux dont il est question ici va nous permettre de mieux rendre compte du caractère invisible, mais pourtant bien présent, de ces innombrables réseaux citoyens.

L'hypothèse que nous soutenons considère que dans cette société liquide, un certain nombre de particules se sont gazéifiées, c'est-à-dire, si nous continuons d'employer le vocabulaire physique propre à l'état de la matière, qu'il y a eu un effet de vaporisation. Si

comme Bauman l'affirme, l'unique référence de la société liquide est l'individu intégré par son acte de consommation, alors les mouvements d'occupation temporaire de places publiques et les styles de vie plus ou moins alternatifs ne font pas, selon moi, partie de cette même société, ou du moins pas de la même manière. Comme nous l'avons vu tout au long de ce mémoire, ces mouvements se battent contre un état trop globalisant et hiérarchisant, et pour une démocratie plus représentative et affirmée; ils veulent entamer une prise de conscience sur la nature oligarchique des systèmes politiques; réformer le système économique et financier; lutter contre l'austérité; lutter contre la corruption; réformer les systèmes politiques; faire une révolution citoyenne; donner une place médiatique aux citoyens. Cette vaporisation de certaines des molécules liquides peut ainsi être comparée au concept de multitude, notion de philosophie politique à comprendre comme un projet politique commun, comme l'alternative qui croît au sein de l'Empire.

La première conséquence de notre hypothèse consiste à dire que si la société liquide est focalisée sur l'individu, le détachement gazeux se concentre sur un projet commun. Negri et Hardt disaient du peuple qu'il est un, à la différence de la multitude qui est par définition multiple : « la multitude se compose d'innombrables différences internes qui ne sauraient être réduites à une unité ou à une identité singulière. » Il est intéressant, si nous revenons à la matière, de comparer leurs volumes propres : si le volume de la matière liquide est clairement défini, le volume de la matière gazeuse est quant à lui indéterminé. Si nous poussons encore un peu plus loin la métaphore, nous pourrions dire que le peuple, visible et défini, serait ce qui composait la multitude avant l'évaporation de certaines de ses molécules, et affirmer que c'est par l'évaporation de ces molécules que se forme la multitude gazeuse. Nous pouvons donc, toujours par comparaison, dire que suite à une prise de conscience, à un événement ou tout autre fait marquant, certaines des molécules liquides se sont échappées de cette liquidité permanente. Elles se sont évaporées afin de rentrer dans un autre état, un état plus libre et léger, comme si le facteur déclencheur leur avait insufflé le surcroît d'énergie requis pour le changement de phase.

Ceci étant posé, nous pouvons à présent développer le second point qui est lui aussi inhérent au gaz et permet une analogie avec certains mouvements de révolte et de luttes

que nous avons évoqués. Il est question ici de l'invisibilité des molécules gazeuses, invisibilité que l'on retrouve bien évidemment chez le collectif Anonymous et les hackers et hacktivistes, ainsi que dans d'autres réseaux citoyens. Cette analogie porte sur le caractère volatile, invisible, mais pourtant présent des technologies numériques ainsi que de l'action numérique des hackers. Comme nous l'avons démontré par plusieurs exemples, la ville s'est dotée d'une *digital skin* : partout autour de nous circulent des flux qui émanent des technologies numériques sans que nous puissions les voir. Ces bulles et ces flux de gaz technologiques, même imperceptibles, sont pourtant indispensables au bon fonctionnement de la cité. De plus, grâce à leur caractère hautement volatil, ils ont aussi la faculté d'être facilement réappropriables par quiconque en connaît l'existence, par le biais du cyberspace urbain.

Pour poursuivre sur cette analogie, nous pouvons rapprocher l'impact des techniques de guérilla numérique à l'impact que peuvent produire certaines explosions de gaz. De la même manière que certains gaz s'enflamment instantanément par la présence d'une étincelle, certains hackers et hacktivistes (et en particulier les membres d'Anonymous) peuvent très vite monter en tension. À l'image de ces explosions, le collectif Anonymous, très silencieux et invisible, peut en temps de crise faire exploser ou imploser ce contre quoi il dirige ses attaques. On sait qu'une explosion se produit lorsque le mélange carburant-comburant se situe dans les limites d'explosivité dans l'air et que le mélange est mis à feu de manière fortuite ou intentionnelle. Le collectif Anonymous fonctionne en quelque sorte de la même manière : si une personne, une marque, un gouvernement s'en prend à un peuple, à une minorité, à une loi, suite à un discours jugé anti-libertaire et anti-démocratique, alors Anonymous peut lancer une cyber-attaque, donc une explosion intentionnelle, mais il peut aussi le faire pour l'amusement, dans le cadre du *lulz*⁵¹¹, dans lequel cas l'explosion sera fortuite. La pratique du *lulz* montre toute l'aisance

511 « Le *Lulz* est une altération de *lol*, acronyme de *laugh out loud* [en français : mort de rire, mdr], et désigne le fait de rire au dépens de quelqu'un. Ce qui le rend intrinsèquement supérieur aux formes inférieures d'humour. Anonymous se gave de *lulz* en faisant des sales coups au hasard. Ces derniers sont toujours rendus publics sur le net. De la même façon qu'un élément de surprise fait de l'acte d'amour

et la désinvolture avec laquelle les *trolls*⁵¹² peuvent ébranler notre sentiment de sécurité en envahissant des espaces numériques « privés » et en divulguant des données confidentielles. Le *lulz* a d'abord été conçu pour désigner une attitude cruelle, et le fait de rire d'une personne en vue de lui nuire.

Cette métaphore du gaz s'inscrit dans l'état de guerre global que nous avons décrit, et prolonge la société liquide décrite par Bauman : dans l'un ou l'autre cas, la société actuelle est instable et nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle explosion qui causerait des dégâts plus ou moins importants sur l'économie, le social, le politique, l'écologie et de manière plus générale sur notre culture et la perception que nous avons du monde. La guerre n'est plus uniquement physique et matérielle, elle s'est dématérialisée, elle prend forme et vie sur les réseaux, sous forme de cyber-guerre, de cyber-attaque et de cyber-terrorisme. Une partie de la société liquide s'est gazéifiée, et l'eau et le gaz ne font pas bon ménage, comme nous le rappelle une métaphore qui date du début du XX^e siècle : « Il y a de l'eau dans le gaz⁵¹³ », dit-on quand l'atmosphère ambiante se tend et laisse prévoir une détérioration de la situation. Ces bulles de gaz ont donc pris d'assaut la société liquide, s'immisçant, à l'instar des technologies numériques, dans chacun de ses interstices, de ses brèches et de ses failles.

physique un moment merveilleux, l'angoisse d'une victime dont on se moque transforme le *lol* en *lulz* en rendant celui-ci plus long et plus intense. Le *lulz* est pratiqué par des internautes qui ont été victimes de trop de catastrophes économiques, environnementales et politiques, et qui, vu l'état apocalyptique de monde actuel, jugent qu'il vaut mieux entretenir un état de sociopathie volontaire et joyeuse que d'être continuellement *emo*. » Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchar, lanceur d'alerte*, Lux Éditeur Québec, Collection Futur Proche, 2016, p.41.

512 En argot Internet, un *troll* caractérise ce qui vise à générer des polémiques. Il peut s'agir d'un message (par exemple sur un forum), d'un débat conflictuel dans son ensemble ou de la personne qui en est à l'origine. Ainsi, « troller », c'est créer artificiellement une controverse qui focalise l'attention aux dépens des échanges et de l'équilibre habituel de la communauté. Un *troll* intervient dans le seul but de nuire en soulevant des polémiques, souvent en insultant des groupes ou des individus, pour le simple plaisir de la chose.

513 De l'eau qui déborde d'une casserole posée sur une cuisinière à gaz commence d'abord par produire de la vapeur d'eau qui va éteindre la flamme. Pourtant le gaz qui continue de s'échapper risque de provoquer une explosion si le brûleur n'est pas éteint rapidement.

Cette remarque nous amènera au dernier volet de cette métaphore gazeuse de la société, qui n'est autre que la capacité d'un gaz à se compresser et à se diffuser. La capacité d'un solide à se compresser est faible ; celle d'un liquide est nulle ; celle d'un gaz est très grande. En ce qui concerne la diffusion, le schéma est semblable : elle est nulle pour un solide, lente pour un liquide et rapide pour un gaz. Ces deux points importants vont nous permettre, dans un premier temps, de pointer du doigt tous les espaces autres, inutilisés et délaissés de l'espace urbain, et dans un deuxième temps de rapprocher notre métaphore de l'image du réseau. Effectivement, les mouvements chaotiques des molécules qui composent un gaz le rendent informe et lui permettent d'occuper entièrement l'espace qui le contient. Nous pouvons associer ces particules de gaz aux pratiques collectives et créatrices qui prennent vie et corps dans les interstices urbains, qui créent des TAZ et déploient des machines de guerre afin de recréer des espaces autres, avec des temporalités différentes, qui contrastent avec le reste de la ville et de la société, et qui commencent à affirmer un certain droit à la ville, comme l'a théorisé Lefebvre.

Ce sont tous ces mouvements d'agencement collectif qui se servent des creux urbains pour s'épanouir et proposer des modes de vie alternatifs, révolutionnaires, politiques, hétérotopiques et citoyens. Ce sont aussi les bugs informatiques dont se servent les hackers et hacktivistes, à l'image du Printemps Arabe, ces *hobos signs* numériques, certaines cartographies, les Dead Drops, ou encore les hackers qui ont déclenché pendant 1 h 30, dans la nuit du 7 au 8 avril 2017, les 156 sirènes d'alarme de la ville de Dallas aux États-Unis, plongeant la capitale texane dans un état de stress et de peur, montrant une fois de plus que les technologies numériques sont facilement hackable. Le *lulz* montre les faiblesses du système : un acte gratuit faisant preuve d'humour noir qui ne sert à rien si ce n'est révéler par l'absurde la vulnérabilité d'un système urbain.

Le second point, la capacité de diffusion du gaz, reflète le comportement des technologies numériques et des hackers qui se sont greffés et diffusés dans une société de plus en plus dématérialisée et volatile. La société physique diffuse sur les multiples réseaux numériques qui constituent la ville « intelligente » et le cyberspace urbain. Tout comme

les particules de gaz, l'information s'est dématérialisée et glisse entre chacun des éléments du réseau et de l'espace de la ville.

Afin de conclure sur cette métaphore, nous allons nous intéresser à la théorie cinétique des gaz, qui correspond à l'étude microscopique du comportement des molécules composant un gaz pour expliquer le comportement macroscopique de ce même gaz. À l'échelle microscopique, l'état du gaz est essentiellement défini en fonction de l'agitation ou du mouvement des molécules. Rappelons qu'une propriété macroscopique est une caractéristique d'un corps qui peut être constatée en l'observant dans son ensemble, par opposition aux « propriétés microscopiques » qui caractérisent les plus petits constituants du corps et s'intéressent à leurs propriétés individuelles. Supposons maintenant que dans un récipient, toutes les molécules aient la même vitesse et la même direction. Un tel système est instable, parce que la moindre modification de trajectoire d'une seule molécule provoquera le heurt sur une autre molécule, en heurtera une autre en une réaction en chaîne qui conduira au désordre. Si nous transposons cette image à notre sujet d'étude, alors cette théorie traduit dans une large mesure les différentes études de cas et exemples que nous avons pris tout au long de cette recherche. Supposons que le récipient soit la société et que les molécules soient la multitude : en temps normal, il n'y a pas d'agitation. La multitude adopte un mouvement stable. Cependant, si le moindre choc ou conflit externe vient frapper la société il déstabilisera au moins une des molécules et provoquera une discrète modification de sa trajectoire. Ce bouleversement microscopique aura, à plus ou moins long terme, des conséquences sur l'échelle macroscopique, provoquant une progressive effervescence des autres molécules. Un exemple concret fait appel à une bouteille de soda fermée. En la compressant, on sent que le récipient en plastique est flexible. À l'inverse, si on secoue ou fait tomber cette même bouteille, le gaz dissout dans l'eau se diffuse dans l'air résiduel en haut de la bouteille et en augmente considérablement la pression. Cette pression et cette agitation moléculaires, toujours amorcées par le mouvement de quelques molécules, traduisent la gazéification d'une certaine tranche de la société liquide.

Cette métaphore du gaz nous amène à repenser le rapport entre ville, technologie numérique, agencements collectifs et mouvements révolutionnaires. Elle devient encore plus évocatrice si l'on retrace l'origine du mot et de son étymologie. C'est Jean-Baptiste Van Helmont, un médecin flamand qui utilisa au début du XVIIe siècle, le mot « gas » par rapprochement avec le mot « chaos » (en néerlandais « ch » et « g » se prononcent de la même façon), venant du grec et qui désigne l'espace immense et ténébreux qui existait avant l'origine des choses dans la mythologie.

Cette notion de chaos peut être riche d'enseignements, surtout si, comme le rappelle Gabrielle Coleman, nous la considérons comme potentiellement créatrice :

« Ces moments de chaos ne sont pas nécessairement vecteurs d'échec ou de paralysie, ils jouent plutôt le rôle de déclencheur, lequel est essentiel à la vitalité de la société dans son ensemble, voire à sa régénération. La juxtaposition des deux citations suivantes, l'une du philosophe hispano-américain George Santayana et l'autre de Henry Brooks Adams, met cet enseignement en évidence : "La notion de chaos désigne tout ordre qui trouble l'esprit, mais celui-ci cesse d'être chaos aussitôt qu'on le perçoit comme tel." "Souvent, le chaos engendre la vie, tandis que l'ordre engendre l'habitude."⁵¹⁴ »

En rapprochant ces notions de chaos et de désordre avec celle de la ville « intelligente » on est amené à se demander si au final, l'impression de chaos et de désordre ambiant ne constituerait pas les prémices d'une nouvelle ère urbaine, où l'intelligence émanerait directement des initiatives citoyennes qui voient le jour lors des tactiques de guérilla numérique, et où infrastructures physiques, technologies numériques et actions citoyennes seraient à la base d'un réel renouveau pour la vie citoyenne, sociale, politique, économique, symbolique, esthétique et démocratique. Ces changements en sont encore au stade de l'expérimentation, comme l'a démontré Pascal Nicolas-le-Strat. Pourtant, nous avons pu voir tout au long de ce mémoire qu'il existe une réelle envie citoyenne de

514 Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte, op.cit.*, p.130.

questionner autant l'urbain et l'expérience urbaine au travers de l'utilisation des technologies numériques.

Nous pouvons, en guise de conclusion, affirmer que si l'arrivée des technologies numériques au sein de la ville a permis une certaine automatisation d'elle-même, ainsi qu'une surveillance et un contrôle plus intense et permanent de ses espaces, elle a également permis de libérer une armée de guérilleros qui se sont réapproprié ces mêmes armes technologiques et les ont retourné contre le pouvoir en place. Ces actes de désobéissance civile et de contre-pouvoir ont catalysé un grand nombre d'initiatives citoyennes toutes entières tournées vers la création, un pouvoir plus horizontal, une certaine résistance capitaliste, un renouveau démocratique, un réel projet écosophique et révolutionnaire, potentiellement porté par une machine de guerre s'inscrivant dans l'ère post-média et le cyberspace urbain.

ANNEXE A

« HE WILL NOT DIVIDE US »

20 janvier 2017 : investiture de Donald Trump, 45^e président des États-Unis.

À l'annonce des résultats, beaucoup d'Américains et de personnes dans le monde sont sidérés : Donald Trump a battu Hillary Clinton aux élections présidentielles américaines. Dès cette annonce, de nombreuses réactions se sont fait entendre, en particulier sur Twitter et Instagram. Suite à cela, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu un peu partout dans le monde. Certaines célébrités ont exprimé leur mécontentement aux *Grammy awards* ou au *Super Bowl* (grâce à certains messages cachés), d'autre ont montré leur réaction de façon plus subtile comme à la *fashion week* de New York : bref, de multiples réactions, dans différents coins du monde et de manières très diverses.

Mais il y en a pourtant une qui a retenu toute mon attention en vue du sujet de ce mémoire : il s'agit de la réaction contestataire de l'Américain Shia LaBœuf. « He will not divide us » est le nom du projet protestataire et *anti-Trump* mis en place par le collectif dont il fait partie avec Luke Turner et Nastja Säde Rönkkö, dans le Queens à New York, sur un pan de mur extérieur du musée de l'image animée. Le projet était décrit de la façon suivant⁵¹⁵ :

« Depuis 9 heures [heure américaine] le 20 janvier 2017, le jour de l'investiture du 45^e président des États-Unis, le public est invité à prononcer les mots "He will not divide us" devant une caméra installée sur un mur à l'extérieur du Museum of the Moving Image, New York, en répétant la phrase autant de fois et aussi longtemps que souhaité.

Ouverte à tous, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, la performance participative sera diffusée en direct et en continu pendant quatre ans,

515 <http://hewillnotdivide.us>, consulté le 06.02.17.

soit la durée de la présidence. De cette façon, le mantra “Il ne va pas nous diviser” agit comme une démonstration de résistance ou d’insistance, d’opposition ou d’optimisme, guidée par l’esprit de chaque participant et de la communauté. »

Le concept : inviter qui veut à se positionner à ses côtés devant l’objectif et répéter « he will not divide us » (« il ne nous divisera pas ») autant de fois qu’il le veut, pendant autant de temps qu’il le souhaite. Le *livestream* a été inauguré par Jaden Smith, présent pendant plusieurs heures au lancement, avant de laisser la place à l’artiste, vite rejoint par de nombreux New Yorkais, qui voulaient eux aussi exprimer leur mécontentement et leurs craintes par rapport à la future politique du président et à ses idéaux. La performance a rapidement pris des allures politiques et militantes, et a surtout connu des débordements, dont une en particulier : le 25 janvier, l’action a été perturbée par la provocation d’un néonazi venu affirmer devant les participants du projet, « qu’Hitler n’avait rien fait de mal ». Le ton est monté entre cet homme et Shia LaBeouf ce qui a mené à l’intervention de la police et à l’arrestation de l’artiste⁵¹⁶ peu de temps après (toujours en direct sur le site internet)⁵¹⁷.

Suite à cet événement, le projet a pris fin prématurément, le 10 février 2017, trois semaines après sa mise en place, car « l’installation a créé un risque de sécurité publique sérieux pour le musée, ses visiteurs, son équipe, les résidents et les commerces locaux. Si l’installation a démarré de manière constructive, elle s’est progressivement détériorée après l’arrestation de l’un des artistes sur le site. Une décision était nécessaire⁵¹⁸ », a déclaré le musée. Il poursuit en disant que « l’installation est devenue une poudrière

516 Suite aux différentes altercations, Shia LaBeouf fait face à une accusation de voies de fait et devra se présenter en cour le 4 avril 2017 suite à ces différentes altercations qui se sont produites à New York.

517 Pour plus d’information (et voir la vidéo du direct de l’arrestation) se rendre à l’adresse : <http://www.konbini.com/fr/tendances-2/shia-labeouf-arrete-flics-neonazi-pendant-livestream-anti-trump/>, consulté le 06.02.17.

518 <http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/livestream-antitrump-shia-labeouf-est-terme/>, consulté le 21.02.17.

de violence et a été détournée de son but originel, il y a eu des dizaines de menaces de violences et de nombreuses interpellations, à tel point que la police a estimé nécessaire de maintenir une présence sur site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7⁵¹⁹ ». Suite à cela nous pouvions lire sur le site internet « the museum has abandoned us » (le musée nous a abandonnés), toujours en direct, mais plusieurs enregistrements de dix heures étaient encore disponibles.

18 février 2017 : le projet « He will not divide us » reprend de l'activité au Nouveau-Mexique et plus précisément devant le théâtre El Rey d'Albuquerque. Les trois artistes ont publié un communiqué sur leur site⁵²⁰ expliquant les causes de l'arrêt soudain de leur installation à New York, ainsi que d'autres problèmes rencontrés à l'égard du musée qui accueillait le premier dispositif.

23 février 2017 : l'installation a connu de nouveaux tourments, à tel point que LaBœuf, Turner et Rönkkö ont avisé leurs abonnés sur les réseaux sociaux que la diffusion en ligne avait été interrompue après qu'on eut entendu des coups de feu dans le secteur.

08 mars 2017 : L'œuvre a été adaptée pour être accessible uniquement via le streaming. Le dispositif a finalement été placé dans un lieu tenu secret, au milieu de nulle part, avec un plan fixe de la caméra sur un drapeau blanc flottant dans le vent avec le texte écrit en noir : « He will not divide us ». Pourtant, le site Vice⁵²¹ nous apprend que des trolls du forum 4chan⁵²² ont décidé de mener la vie dure aux trois artistes ainsi qu'au

519 *Ibid.*

520 <http://thecampaignbook.com/statement-feb-18-2017>, consulté le 21.02.17.

521 <https://motherboard.vice.com/fr/article/9amqjd/comment-4chan-a-retrouve-le-livestream-de-shia-labeouf-au-milieu-de-nulle-part-et-la-ruine>, consulté le 16.04.17.

522 « Depuis son lancement en 2003, 4chan est devenu un *imageboard* emblématique. Immensément populaire, les contenus choquants n'y manquent pas. Constitué d'une soixante de forums dont les thèmes vont des *anime* à la santé, il est la source d'objet culturel parmi les plus chéris d'internet (tels les *lolcats*) autant que de certaines de ses obscénités les plus infestes. Le forum Random (aléatoire), aussi appelé /b/, regorge de pornographie, d'injures racistes et d'une forme particulière d'humour irrévérencieux.

dispositif anti-Trump. Suite à une apparition de Shia LaBeouf dans un restaurant de Greenville, dans le Tennessee, ils ont commencé à enquêter sur la possible localisation du drapeau. En utilisant l'heure du coucher du soleil, la position des étoiles, les avions qui apparaissaient dans le champ de la caméra, la triangulation et Google Maps, ils ont réussi à obtenir une localisation assez précise. Un 4chaner s'est ensuite rendu sur place en voiture et a klaxonné jusqu'à ce qu'on puisse l'entendre sur le livestream. Le fameux drapeau a été découvert... et décroché⁵²³. Emporté comme un trophée, il a été remplacé par une casquette « make America great again », célèbre depuis qu'elle a coiffé régulièrement la tête de Donald Trump durant la course à la présidentielle, et un t-shirt Pepe the Frog, grenouille de cartoon qui s'est muée en véritable porte-étendard de la cause du Républicain sur le net.

22 mars 2017 : Le trio d'artistes a dû faire migrer son œuvre à nouveau, mais cette fois-ci, hors des États-Unis, c'est la raison de son arrivée à Liverpool au Royaume-Uni. Il sera exposé à la galerie FACT⁵²⁴ (Fondation for Art and Creative Technology) de Liverpool, où le trio avait déjà présenté son installation #TOUCHMYSOUL. Ils expliquent que : « les événements récents nous ont montré que notre œuvre n'était plus en sécurité aux États-Unis.⁵²⁵ »

Après plusieurs visionnages du livestream, on peut très vite se rendre compte qu'il y a plusieurs typologies d'action face au dispositif : il y a ceux qui passent devant sans même le regarder ; ceux qui passent devant et participent en prononçant les mots « He will not divide us » ; ceux qui s'y arrêtent pour manger ou boire, jouer de la guitare, lire

Les trolls y ont longtemps prospéré. [...] Tout le monde devrait savoir que /b/ est un foutoir pratiquement sans filtre où on peut voir tout ce qui est imaginable et plein de trucs qu'on oserait même pas imaginer. » Gabriella Coleman, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte, op.cit.*, p.53.

523 <https://www.youtube.com/watch?v=TrMj6PkG2qE>, consulté le 16.04.17.

524 <http://www.fact.co.uk/news-articles/2017/03/hewillnotdivideus.aspx>, consulté le 16.04.17.

525 <http://www.konbini.com/fr/inspiration-2/hewillnotdivide-us-le-live-stream-anti-trump-de-shia-labeouf-debarque-bientot-a-liverpool/>, consulté le 16.04.17.

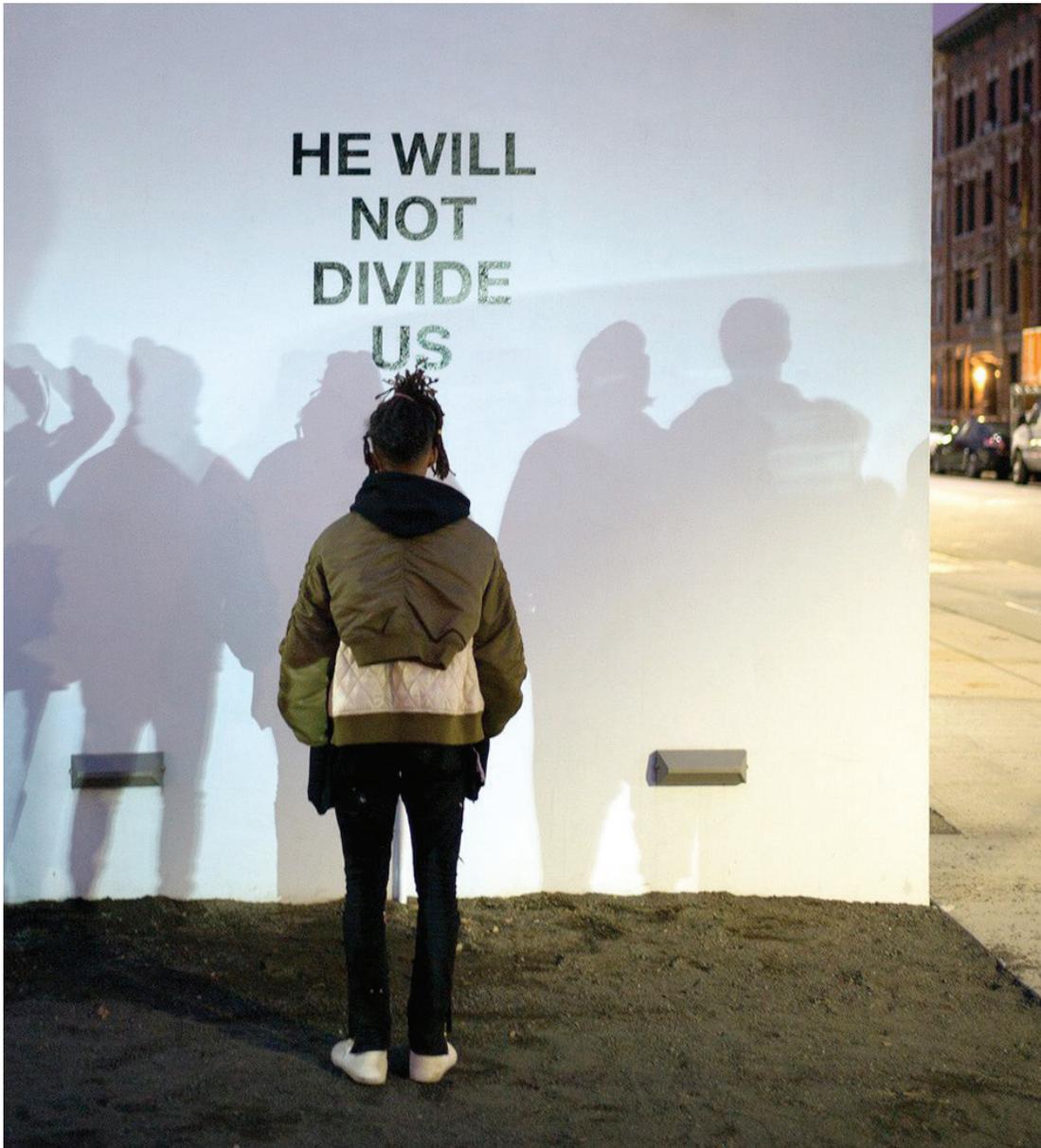
des poèmes, afficher à la caméra des citations (le plus souvent de Martin Luther King), chanter, prendre l'installation en photo (le plus souvent avec eux devant, en mode *selfie*); ceux qui laissent des messages personnels sur des morceaux de papier; ceux qui parlent avec d'autres personnes; et ceux, qui sont le plus nombreux, à parler tout seul devant l'objectif (à parler tout aussi bien du projet et du futur des États-Unis que de parler d'eux et de problèmes des fois très personnels...). Une vraie télé-réalité de la rue visionnable aux quatre coins du monde, 24 h/24 et 7 jours/7...

Si l'idée de départ semblait bonne et innovante, elle a vite pris des allures politiques faisant perdre totalement le message militant qui accompagnait l'installation. Bien que la tournure des événements ait été assez facile à prévoir, il faut tout de même noter le très grand nombre de trolls (certains sont venus manger du poulet devant la caméra pour « dénoncer le végétalisme », on a pu voir des rassemblements nazis, une orgie de lait...⁵²⁶) mettant à mal l'installation et les différents regroupements de personnes (anti-Trump ou non), poussant les gens à se diviser, à s'insulter, voire à se battre en direct, devant qui voulait bien regarder.

Cependant, et c'est important de le noter pour ce projet, l'espace environnant l'installation était des plus symboliques. Si avant et après la mise en place de la caméra, il n'était qu'un morceau de parcelle avoisinant le musée, son statut s'est transformé en profondeur lorsque des gens s'y sont rassemblés pour échanger, discuter et débattre de leurs idées. De par la simple présence de cette caméra, c'est tout un morceau d'espace urbain qui a été redéfini. Quand bien même quelqu'un venait seul (un militant ou tout simplement un curieux), du fait de la retransmission en direct sur internet, cette personne ne pouvait être neutre et prenait directement part à cette œuvre artistico-politique. Ce dispositif urbain, qui normalement sert de moyen de contrôle et de surveillance, s'est vu

526 Le site du Nouvel Observateur s'est amusé à compiler les meilleurs et les pires dérapages / happenings qu'a filmé la caméra lorsqu'elle était à New York - <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/l-amerique-selon-trump/20170209.OBS5117/neonazis-happenings-ce-qu-a-diffuse-la-webcam-anti-trump-de-shia-labeouf.html>, consulté le 20.02.17.

Figure 14 : Militant devant le projet « He will not divide us » au musée de l'image animée à New York.



Source : <https://twitter.com/thecampaignbook/status/822443598771785732>

détourné de façon plutôt subtile, inversant en quelque sorte notre rapport à la caméra de vidéosurveillance urbaine : il n'était plus question de se servir de lui pour s'assurer qu'il n'y ait pas de débordements, mais bien au contraire de regarder en temps réel, et pour quatre ans, des gens mécontents, des militants, des contestataires en pleine action au sein de l'espace public. Bien sûr, sa mise en place ne s'est pas faite dans le même contexte (sécurité urbaine vs acte militant), et c'est bien là toute l'importance de nos propos : nous sommes face à un acte de réappropriation technologique qui vise non pas à renverser le pouvoir en place, mais à essayer de le déstabiliser. Il était question, dans cet espace face à la caméra, de créer une zone citoyenne, libre d'accès et de paroles, permettant de penser de nouveaux agencements collectifs citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

ARENDDT Hannah, *De la révolution*, Éditions Gallimard, Paris, 1964, 2012.

ARENDDT Hannah, *La condition de l'homme moderne*, Édition Agora, Paris, 1961.

ASCHER François, *Les nouveaux principes de l'urbanisme suivi de Lexique de la ville plurielle*, édition de l'aube, 2010.

BARLOW John Perry, *Déclaration d'indépendance du Cyberspace*, Davos, Suisse, 8 février 1996.

BEY Hakim, *TAZ - Zone autonome temporaire*, Édition de l'Éclat, Paris, 1997.

BONNAUD Xavier, *De la ville au technocosme*, Nantes, Librairie L'Atalante, 2008.

BOULEZ Pierre, *Penser la musique aujourd'hui*, Édition Gauthier, Paris, 1963.

CERTEAU de Michel, *L'invention du quotidien, T.1 : Arts de faire*, Édition Galimard, Paris, 1990.

CHAROLLES Vallérie, *Philosophie de l'écran. Dans le monde de la caverne*, Paris, Fayard, 2013.

CLASTRES Pierre, *La société contre l'État*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1974.

COLEMAN Gabriella, *Anonymous, hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*, Lux Éditeur Québec, Collection Futur Proche, 2016.

DARDOT Pierre et Laval Christian, *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. La Découverte, 2015.

DELEUZE Gilles et Guattari Félix, *Mille Plateaux*, Paris, Minuit, 1980.

ÉCOLE Nationale Supérieure d'Art de Dijon et l'ÉNSA-V - La Maréchalerie, centre d'art contemporain, *Machines de guerre urbaines*, Ouvrage dirigé par Manola Antonioli, Édition Loco, Paris, 2015.

- FOUCAULT Michel, *Les Hétérotopies*, France-Culture, 7 décembre 1966.
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Édition Gallimard, Paris, 1975.
- GUATTARI Félix, *Qu'est-ce-que l'écosophie ?*, Édition lignes / imec, Paris, 2013.
- GUATTARI Félix,, *Les trois écologies*, Éditions Galilée, Paris, 1989.
- GUITON Amaelle, *Hackers, au cœur de la résistance numérique*, Édition Au diable vert, La Laune 30600 Vauvert, 2013.
- HABERMAS Jürgen, *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Édition Payot, Paris, 1998.
- HARVEY David, *Villes rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Édition Libella, Paris, 2015.
- HÉNAFF Marcel, *La ville qui vient*, Édition de L'Herne, Paris, 2008.
- JACOBS Jane, *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Édition Parenthèses, Paris, 1961.
- KAZAZIAN Thierry, *Optimum*, in Design et développement durable, 2003.
- LEFEBVRE Henri, *La production de l'espace*, 4e édition, Anthropos, Paris, 2000.
- LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Édition Anthropos, 1968, 3ème édition, Paris, 2009.
- MCKENZIE WARK, *Un manifeste hacker*, Version longue francophone imprimée, Édition Criticalsecret, Paris, 2006.
- MONGIN Olivier, *La ville des flux*, Édition Fayard, Paris, 2013.
- MORE Thomas, *Utopia*, Édition Libro, [1516], Paris, 2016.
- MUMFORD Lewis, *Le mythe de la machine II : le pentagone de la puissance*, Paris, Fayard, 1974.
- NEGRI Antonio et Hardt Michael, *Empire, le manifeste de l'altermondialisation*, Édition 10/18, Paris, 2000.

NEGRI Antonio et Hardt Michael, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2004.

NICOLAS-le-Strat Pascal, *Expérimentations politiques*, Fulenn, Paris, 2007.

NICOLAS-le-Strat Pascal, *Moments de l'expérimentation*, Fulenn, Paris, 2007.

OLDENBURG Ray, *The Great, Good Place*, Édition Da Capo Pr, Boston, 1989.

PAQUOT Thierry, *L'espace public*, Éditions La Découverte, Paris, 2009.

PICON Antoine, *La ville des réseaux, un imaginaire politique*, Éditions Manucius, Paris, 2014.

PICON Antoine, *Smart Cities, Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, Quetigny, éditions B2, collection, 2013.

SLOTEDIJK Peter, *Sphères I. Bulles. Microsphérologie*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Pauvert, 2002.

SLOTEDIJK Peter, *Sphères II. Globes*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, M. Sell, 2010.

SLOTEDIJK Peter, *Sphères III. Écumes. Sphérologie plurielle*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, M. Sell, 2005.

TRICLOT Mathieu, *Philosophie des jeux vidéo*, Éditions Zones, Paris, 2011.

VIAL Stéphane, *L'être et l'écran, comment le numérique change la perception*, Édition PUF, Presses Universitaires de France, 2013.

VIVANT Elsa, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, La ville en débat, Presse universitaire de France, PUF, Paris, 2009.

Revues

ANTONIOLI Manola, *Les deux écosophies*, Chimères 2015/3 (N° 87).

ANTONIOLI Manola et al., *Tiers-lieux, communautés à l'œuvre. Bricolage et nouvelle « écologie du faire »*, Chimères 2015/3 (N° 87).

BLONDIAUX Loïc, *La démocratie participative, sous condition et malgré tout, un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique*, in *Où est passée la gauche ? 1997 - 2007*, Revue Mouvements, Édition La Découverte, Paris, 2007/2 (n° 50).

BUSQUET Grégory, *L'espace politique chez Henri Lefebvre : l'idéologie et l'utopie*, Justice spatiale, n°5 déc. 2012-déc. 2013.

CITTON Yves, *Foules, nombres, multitudes : qu'est-ce qu'agir ensemble ?*, Revue Internationale des Livres et des Idées n° 17, mai 2010.

DACHEUX Eric, *L'espace public : la théorie confrontée aux pratiques militantes*, Vaincre l'indifférence, le rôle des associations dans l'espace public européen, 2000.

DARDOT Pierre et Laval Christian, *Du public au commun*, Revue du MAUSS 2010/1, (n° 35).

DUARTE André, *Michel Foucault : autour des nouvelles communautés politiques*, Chimères 2015/3 (n°87).

DUARTE Andre, *Pensée de la communauté et action politique : vers le concept de communautés plurielles*, Rue Descartes 2012/4 (n° 76).

GUATTARI Félix, *Chaosmose* [1992], Paris, Galilée, coll. «L'Espace critique», 2005.

MARZLOFF Bruno, *Le 5ème écran, Les médias urbains dans la ville 2.0*, La Fabrique des possibles, Fing #05 ; Fyp éditions, 2009.

NEGT Oskar, *L'espace public oppositionnel aujourd'hui*, Multitudes 2009/4 (n°39).

NEUMANN Alexander, *L'expérience, le concept, l'imprévu. La sociologie de l'École de Francfort*, Multitudes 2009/4 (n° 39).

NICOLAS-le-Strat Pascal, *Le commun oppositionnel*, Variations [En ligne], 19 | 2016.

NICOLAS-le-Strat Pascal, *Multiplicité interstitielle*, Multitudes 2007/4 (n°31), p.119.

OCQUETEAU Frédéric et Ventre Daniel, *Contrôle et surveillances dans le cyberspace, Problèmes politiques et sociaux*, Éd. Documentation française, N° 988/ Sept. 2011.

PETRESCU Doina, Querrien Anne et Petcou Constantin, *Agir urbain*, Multitudes 2007/4 (n°31).

PETRESCU Doina et Petcou Constantin, *Agir l'espace. Notes transversales, observations de terrain et questions concrètes pour chacun de nous*, Multitudes 2007/4 (n°31).

REEVES Nicolas, *Quelque chose change : Villes intégrales, cités différentielles*, Inter 72 (1999): 2-7.

Reportage

ARTE : *Hannah Arendt : du devoir de la désobéissance civile*, diffusion le 02 février 2017, <http://www.arte.tv/guide/fr/053331-000-A/hannah-arendt-du-devoir-de-la-desobeissance-civile>, durée 1:29:57, ajouté sur Youtube le 13 janvier 2017, visionnable à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=F_w5bzl-12c.

Sites Web (tous les liens ont été revérifiés le 10 septembre 2017)

Aadhaar program achieves a milestone - 1 billion digital identities created, © 2017, Morpho, Récupéré de : <http://www.morpho.com/references/identite-125/a-unique-id-program-in-india>

Adapter le concept de smart city pour évoluer, Carlos Moreno : « La problématique urbaine n'est pas simplement technologique », 03 novembre 2015, Demain la ville, Récupéré de : <http://www.demainlaville.com/carlos-moreno-la-problematique-urbaine-nest-pas-simplement-technologique/>

Agora africaine, 27 février 2017, État de guerre global, Récupéré de : <http://agoraafri-caine.info/2017/02/27/etat-de-guerre-global/>

ALIX Christophe, Rifkin: «Le modèle collaboratif va marginaliser le capitalisme», 19 octobre 2014, Libération, Récupéré de : http://www.liberation.fr/futurs/2014/10/19/le-modele-collaboratif-va-marginaliser-le-capitalisme_1125202

ANNA, Urgent: Stop the new Snooper's Charter annihilating our rights, 11 mars 2016, Amnesty International UK, Récupéré de : <https://www.amnesty.org.uk/blogs/yes-minister-it-human-rights-issue/urgent-stop-ipb-investigatory-powers-bill-snoopers-charter-human-rights>

Association Étienne boulangier, 17 mars 2009, Récupéré de : <http://www.etienneboulangier.com/fr/>

Ateneus de fabricació, [s.d], Récupéré de : <http://ateneusdefabricacio.barcelona.cat/es/>

BASTIN Come, Meu rio : comment une startup citoyenne va faire plier les mairies du Brésil, 23 septembre 2015, ConsoCollaboratif, reprendre le pouvoir par le collaboratif, Récupéré de : <https://consocollaborative.com/article/une-startup-citoyenne-va-faire-plier-les-mairies-du-bresil/>

BAUMAN Zygmunt, Le présent liquide - peurs sociales et obsessions sécuritaires, 03 mai 2007, Revue du Mauss, Récupéré de : http://www.journaldumauss.net/IMG/article_PDF/article_79.pdf

Beecitiz, Copyleft © 2017, Les citoyens participent au service public, Récupéré de : <http://www.beecitiz.com/presentation.html>

Big Brother Awards France - Qui surveillera les surveillants ?, 2000-2017, Privacy France, Récupéré de : <http://bigbrotherawards.eu.org>

BONABEAU Éric et THÉRAULAZ Guy, L'intelligence en essaim, mai 2010, Pour la science, Récupéré de : http://www.pourlascience.fr/ewb_pages/a/article-l-intelligence-en-essaim-27702.php

BOUIN Jérôme, Démasquez les délinquants derrière votre ordinateur, 07 octobre 2009, Le Figaro, Récupéré de : <http://www.lefigaro.fr/international/2009/10/07/01003-20091007ARTFIG00541-demasquez-les-delinquants-derriere-votre-ordinateur-.php>

BROUZE Emilie, #NuitDebout : bientôt une bibliothèque et une « PirateBox », 08 avril 2016, L'OBS Rue89, Récupéré de : <http://rue89.nouvelobs.com/2016/04/08/nuitdebout-bientot-bibliotheque-piratebox-263704>

CANTENEUR Pauline, L'Espagne, un écosystème de l'innovation en pleine éclosion, 13 mars 2015, L'atelier BNP Paribas, Récupéré de : http://www.atelier.net/trends/articles/espagne-un-ecosysteme-de-innovation-pleine-eclosion_434380

Carte des caméras de vidéosurveillance à Paris, [s.d], Click2Map, Récupéré de : http://www.click2map.com/v2/click2map/cameras_videosurveillance_paris

CASSEVILLE Laurène, SURVEILLANCE - Internet Eyes is watching you !, 10 octobre 2010, Le petit journal - le média des Français et francophones à l'étranger, Récupéré de : <http://www.lepetitjournal.com/londres/societe/70129-surveillance-internet-eyes-is-watching-you->

CHAVIGNER Sébastien, Comment 4chan a retrouvé le livestream de Shia LaBeouf au milieu de nulle part - et l'a ruiné, 13 mars 2017, Vice, Récupéré de : <https://motherboard.vice.com/fr/article/9amqjd/comment-4chan-a-retrouve-le-livestream-de-shia-labeouf-au-milieu-de-nulle-part-et-la-ruine>

CHARDRONNET Ewen, En finir avec la Smart City, 20 septembre 2016, Makery - le média de tous les labs, Récupéré de : <http://www.makery.info/2016/09/20/en-finir-avec-la-smart-city/>

CHARVIN Elyse, A Barcelone, PickBe lance le mur d'achat dans le métro, 8 novembre 2012, L'atelier BNP Paribas, Récupéré de : <http://www.atelier.net/trends/articles/barcelone-pickbe-lance-mur-achat-metro>

Clan du néon, 2007, Récupéré de : <http://clanduneon.over-blog.com>

Code judiciaire, ou Recueil des décrets de l'Assemblée nationale constituante, sur l'ordre judiciaire, [s.d], BNF Gallica, Récupéré de : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bp-t6k9665921r/f122.item.r=%22décret%20du%2014%20juin%201791%22.zoom>

COLLARD Nathalie, Gabriella Coleman: dans les méandres d'Anonymous, 23 janvier 2016, Lapresse.ca, Récupéré de : <http://www.lapresse.ca/arts/livres/entre-prises/201601/22/01-4942632-gabriella-coleman-dans-les-meandres-danonymous.php>

CurrentCity, [s.d], MIT senseable city lab, Récupéré de : <http://senseable.mit.edu/currentcity/>

Current City Amsterdam, 2013, International digital art exhibition, Récupéré de : http://digitalartfestival.tw/daf13/national4_en.php

Cyberthreat real-time map, 2017, Récupéré de : <https://cybermap.kaspersky.com/#>

DACHEUX Éric, L'espace public : la théorie confrontée aux pratiques militantes, 22 novembre 2002, HAL - Archives ouvertes, Récupéré de : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000265/document

David Darts - Faculty Bio, © 2017, NYU Steinhardt, Récupéré de : http://steinhardt.nyu.edu/faculty/David_Darts

Dead drop, 2010, Récupéré de : www.deaddrops.com

Définition - centralité, Novembre 2005, La Toupie, Récupéré de : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Centralite.htm>

Définition - guérilla, Novembre 2005, La Toupie, Récupéré de : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Guerilla.htm>

Définitions : guerilla, [s.d], Larousse - dictionnaire de langue française, Récupéré de : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/guerilla/38508>

¡Democracia real YA!, [s.d], Récupéré de : <http://www.democraciarealya.es>
Dédordres publics, [s.d], RaspouTeam, Récupéré de : <https://raspou.team/QR/>

Digital Polis. La ville face au numérique : enjeux d'un projet conjugué au futur, [s.d], Laa, Récupéré de : <http://www.laa.archi.fr/Digital-Polis-La-ville-face-au>

DUCHARME Francis, [s.d], La traversée - Atelier québécois de géopoétique, Récupéré de : http://latraversee.uqam.ca/sites/latraversee.uqam.ca/files/fducharme_foucault_espaces_autres.pdf

DUCHARME Jean-François, Qui sont les hacktivistes ?, 19 janvier 2015, Actualité UQÀM, Récupéré de : <http://www.actualites.uqam.ca/2015/qui-sont-les-hacktivistes>

Encyclopédie de Diderot, © 2017, Récupéré de : <http://encyclopédie.eu/index.php/963405202>

FAB 10, [s.d], Récupéré de : <https://www.fab10.org/en/home>

FabLab Barcelona, 2015, Récupéré de : <http://fablabbcn.org>

Falling fruit – Map the urban harvest!, Copyleft © 2017, Récupéré de : <http://falling-fruit.org/?c=forager%2Cfreegan&locale=en>

FOUCAULT Michel, [s.d], Récupéré de : Les Hétérotopies <http://oiselet.philo.2010.pagesperso-orange.fr/OC/Foucault.%20Conference.pdf>

Free Food For Free People Montréal, 29 septembre 2015, Facebook, Récupéré de : <https://www.facebook.com/groups/102893013383382/?fref=ts>

Frenzy, USB Dead Drops, © 2016, Instructables, <http://www.instructables.com/id/USB-Dead-Drops/>

GARGOV Philippe, Allô maman bobo : et si on réparait la ville ?, 30 mars 2011, Pop-up Urbain, Récupéré de : <http://www.pop-up-urbain.com/contributions/urban-after-all-s01e10-allo-maman-bobo-et-si-on-reparait-la-ville/>

GERBET Thomas, La police de Montréal délaisse les caméras de surveillance, 12 mai 2016, Radio Canada, Récupéré de : <http://ici.radio-canada.ca/regions/montreal/2016/05/12/001-cameras-spvm-montreal-surveillance-police.shtml>

Guérilla : définition simple et facile du dictionnaire, © 2017, Linternaute, Récupéré de : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/guerilla/>

GUYON Constance, Smart City : pourquoi Barcelone a toujours un train d'avance, 21 juillet 2016, L'atelier BNP Paribas, Récupéré de : http://www.atelier.net/trends/articles/smart-city-barcelone-toujours-un-train-avance_442606

HERN Alex, Dead Drops: what to do if you see a USB stick sticking out of a wall, 08 mars 2015, The Guardian, Récupéré de : <https://www.theguardian.com/artanddesign/shortcuts/2015/mar/08/dead-drops-what-to-do-if-you-see-a-usb-stick-sticking-out-of-a-wall>

HOOGE Emile, Vers un urbanisme open-source pour une ville liquide, 2015, Nova 7, Récupéré de : <http://www.nova7.fr/reflexions/urbanisme-open-source.htm>

Internet eyes - Fighting Crime Together !, © 2016, Récupéré de : <https://www.interneteyes.com.br/ie/>

Insecam - World biggest cameras online directory, [s.d], Insecam, Récupéré de : <http://insecam.com>

KÖBER Thomas, 03 août 2010, Station Capitoile, Récupéré de : <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.station-capitoile.info%2Fspip.php%3Farticle289>

L'usager, accélérateur d'innovation, [s.d], Umvelt, Récupéré de : <http://www.umvelt.com>

LACÔTE Thomas, Carnet de recherche et création en musique, Temps lisse, temps strié: clap de fin?, 4 mars 2017, PHTOGGOS, Récupéré de : <https://phtoggos.wordpress.com/2017/03/04/temps-lisse-temps-strie-clap-de-fin/>

LANDE : Cartographe. Accompagner. Transformer., Données cartographiques © 2017, Récupéré de : <http://www.landemtl.com/>

LANDE, Réglementation sur les terrains vacants publics à Montréal, avril 2016, Calameo, Récupéré de : <http://fr.calameo.com/read/004755440017424712f00>

Le manifeste du hacker de Loyd Blankenship, 22 août 2013, La revue des ressources, Récupéré de : <http://www.larevuedesressources.org/le-manifeste-du-hacker,2298.html>

Le Monde Société, La planète des Indignés manifeste dans plus de 700 villes, 28 décembre 2012, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/10/15/la-planete-des-indignes-manifeste-dans-plus-de-700-villes_1588071_3224.html#KGR01B2KMzPF2x3f.99

Le Nouvel Observateur, Pourquoi avons-nous peur ? par Zygmunt Bauman, 29 mai 2007, Palimpsestes, Récupéré de : http://palimpsestes.fr/quinquennat/2014/janvier/bauman_peur.pdf

Le site des piratesbox françaises, © 2001, Piratesbox, Récupéré de : <https://pirateboxfr.com>

Le voyeurisme récompensé en Grande-Bretagne, 06 novembre 2006, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/international/article/2009/10/06/le-voyeurisme-recompense-en-grande-bretagne_1250197_3210.html

LEDÉSSERT Soline, Halls d'immeuble : les députés veulent ressusciter un délit oublié, 28 janvier 2010, L'OBS Rue89, Récupéré de : <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20100128.RUE4670/halls-d-immeuble-les-deputes-veulent-ressusciter-un-delit-oublie.html>

LEGROS Claire, Une carte collaborative de la corruption en France, 11 février 2017, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/chronique-des-communs/article/2017/02/11/une-carte-collaborative-de-la-corruption-en-france_5078252_5049504.html

Les caractéristiques d'une ville intelligente, [s.d], Smart Grids - CRE, Récupéré de : <http://www.smartgrids-cre.fr/index.php?p=smartcities-caracteristiques>

Les dents creuses, [s.d], Faire Montréal - Ville de Montréal, Récupéré de : <https://fairemtl.ca/fr/dents-creuses>

Les experts Ooreka, Vidéosurveillance urbaine - info sur la vidéosurveillance en ville, © 2007-2016, Ooreka, Récupéré de : <https://videosurveillance.ooreka.fr/comprendre/videosurveillance-urbaine>

LOVINK Geert, The ABC of Tactical Media, 16 May 1997, Nettime mailing list archives, Récupéré de : <http://www.nettime.org/Lists-Archives/nettime-l-9705/msg00096.html>

Lumières de la ville - Le Lab, La ville intelligente selon Thierry Paquot, le 08 avril 2016, Lumières de la ville, Récupéré de : http://lumieresdelaville.net/paroles_urbs/la-ville-intelligente-selon-thierry-paquot/

MALONE Lisa, Le Top 10 des « smart cities », 21 juillet 2015, Le Parisien, Récupéré de : <http://www.leparisien.fr/international/le-top-10-des-smart-cities-21-07-2015-4922951.php>

MANVILLE Catriona, COCHRANE Gavin, CAVE Jonathan, MILLARD Jeremy, PEDERSON Jimmy Kevin, THAARUP Rasmus Kåre, LIEBE Andrea, WISSNER Matthias, MASSINK WiK Roel, KOTTERINK Bas, Janvier 2014, Mapping Smart Cities in the EU, Récupéré de : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET\(2014\)507480_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/507480/IPOL-ITRE_ET(2014)507480_EN.pdf)

Mérignac, Map data © 2017, Beecitiz - Léon, Récupéré de : <http://leon.merignac.com>

Meu Rio, [s.d], Récupéré de : <http://www.meurio.org.br>

MICHEL D. Louise, Espagne: le Parti X ou le défi démocratique de citoyens engagés, 15 octobre 2013, JOL Press, Récupéré de : <http://jolpress.com/espagne-parti-x-defi-democratique-citoyens-engages-article-822311.html>

MONTENOT Jean, George Orwell, 01 décembre 2004, L'express, Récupéré de : http://www.lexpress.fr/culture/livre/george-orwell_809684.html

NEGRI Toni, Le devenir révolutionnaire et les créations politiques par Gilles Deleuze, [s.d], Vadeker, Récupéré de : http://vadeker.net/humanite/philosophie/devenir_revolutionnaire_creation_politique.html.html

NODÉ-LANGLOIS Fabrice, EGLOFF Emmanuel et Service infographie du Figaro, Nice inaugure son «boulevard connecté», 18 juin 2013, Le Figaro, Récupéré de : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/06/17/20002-20130617ARTFIG00709-nice-inaugure-son-boulevard-connecte.php>

Norse attack map, 2016, Norse, Récupéré de : <http://map.norsecorp.com/#/>

Occupy everywhere, Données cartographiques © 2017, Google my maps, Récupéré de : <https://www.google.com/maps/d/viewer?msa=0&mid=17rBYgsCGWlfbBaOMyt-vOyds9-Ipc>

OccupyWallStreet - La révolution se poursuit dans le monde entier!, Septembre 2011, Récupéré de : <http://occupywallst.org>

Offensive grafitti, 12 avril 2017, FixMyStreet, Récupéré de : <https://www.fixmystreet.com/report/1003463>

Openminded, L'implant de puce électronique, la fin de la vie privée ?, 8 février 2017, Openminded, Récupéré de : <https://www.openminded.com/2017/02/08/oublie-cles-utilise-puce-electronique-nouvelles-technologies-implants.html>

Open source technology for citizens political participation in smarter cities, [s.d], Smart Citizen, Récupéré de : <https://smartcitizen.me>

PARK(ing)DAY, [s.d], Récupéré de : <http://www.parkingday.fr>

PAUMARD Mathieu, 12 septembre 2011, L'atelier BNP Paribas, Récupéré de : <http://www.atelier.net/trends/articles/concept-de-ville-intelligente-saffine-se-concretise>

PEUGEOT Valérie, Brève histoire de l'empowerment : à la reconquête du sens politique, 13 novembre 2015, VECAM : citoyenneté dans la société numérique, Récupéré de : <http://vecam.org/Breve-histoire-de-l-empowerment-a-la-reconquete-du-sens-politique>

Piratemap, 1999, La carte des piratebox dans le monde, Récupéré de : <http://arthur.pattee.free.fr/carte.html>

PISANI Francis, Barcelone veut réinventer la participation citoyenne, 18 novembre 2015, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/11/13/barcelone-ou-la-reinvention-permanente_4809189_3244.html

PUENTE Arturo et FRANÇA João, 15 juin 2014, eldiario.es, Récupéré de : http://www.eldiario.es/catalunya/guanyem_barcelona-ada_colau-candidatura-municipales-barcelona_0_270873244.html

Population mondiale actuelle, [s.d], Worldometers, Récupéré de : <http://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/>

QR stenciler and QR hobo codes, 19 juillet 2011, The Free Art and Technology Lab - Fat, Récupéré de : <http://fffff.at/qr-stenciler-and-qr-hobo-codes/>

RANGER Steve, Snoopers' Charter, round two: Privacy campaigners gear up for next web surveillance battle, 09 février 2017, ZDNET, Récupéré de : <http://www.zdnet.com/article/snoopers-charter-round-two-privacy-campaigners-gear-up-for-next-web-surveillance-battle/>

RAP, Festiv'halte aux écrans publicitaires, 11 avril 2014, R.A.P - Résistance à l'Aggression Publicitaire, Récupéré de : <http://antipub.org/festivhalte-aux-ecrans-publicitaires-26-avril-2014-a-paris/>

Red green alliance, Dead Drop Hillary, 06 juillet 2016, RGA, Récupéré de : <https://redgreenalliance.com/2016/07/06/dead-drop-hillary/>

ROCHA Roberto, Montréal a 375 ans, mais quel âge ont ses bâtiments?, 2017, Radio Canada, Récupéré de : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/age-batiments-fondation-ville-montreal-375e/index.html>

SEELow Soren, 17 octobre 1961 : «Ce massacre a été occulté de la mémoire collective», 17 octobre 2016, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/10/17/17-octobre-1961-ce-massacre-a-ete-occulte-de-la-memoire-collective_1586418_3224.html#O2MVHObQFTq3C04i.99

SEMPELS Christophe, NGHIEM Thanh, DURIAUX Yoann, RÉCHATIN David et DUFOUR Antoine, Le patrimoine informationnel commun des Tiers Lieux Libres et Open Source, 5 mai 2017, MoviLab, Récupéré de : <http://movilab.org/index.php?title=Accueil>
Smart city expo world congress, © 2017, Récupéré de : <http://www.smartcityexpo.com/en/>

SNOWDEN Edward, 17 novembre 2016, Twitter, Récupéré de : https://twitter.com/Snowden/status/799371508808302596?ref_src=twsrc%5Etfw

Sous surveillance, [s.d], Revue de presse contre la surveillance, Récupéré de : <https://www.sous-surveillance.net>

SOYEZ Fabien, INDECT et la «discrimination algorithmique», 09 juillet 2015, CNET France, Récupéré de : <http://www.cnetfrance.fr/news/indect-et-la-discrimination-algorithmique-39789751.htm>

Space Invaders, 2014, Récupéré de : <http://www.space-invaders.com/home/>

STALLMAN Richard, En quoi l'open source perd de vue l'éthique du logiciel libre, Dernière mise à jour : 18 novembre 2016, Système d'exploitation GNU, Récupéré de : <http://www.gnu.org/philosophy/open-source-misses-the-point.fr.html>

Suivi des vols en temps réel, © 2017, FlighAware, Récupéré de : <https://fr.flightaware.com/live/>

The Dead Drops Manifesto, 2010, Dead Drop, Récupéré de : <http://deaddrops.com/fr/dead-drops-3/le-manifeste/>

The Montreal Map 3.0, Données cartographiques © 2017, Google my maps, Récupéré de : <https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1Mrqn74LBNi7TELf7D4bukTgxMrs&ll=45.53302282848058%2C-73.59178619121684&z=12>

The Smart Citizen Kit: Crowdsourced Environmental Monitoring, © 2017, KickStarter, Récupéré de : <https://www.kickstarter.com/projects/acrobotic/the-smart-citizen-kit-crowdsourced-environmental-m>

THOMAS Colette, Paris et Londres coopèrent dans la lutte contre le terrorisme, 26 juillet 2005, RFI, Récupéré de : http://www1.rfi.fr/actufr/articles/067/article_37700.asp

TURCAN Marie, “J’ai infiltré les Anonymous” : enquête chez les trolls les plus puissants du XXI^e siècle, 12 février 2016, Les Inrocks, Récupéré de : <http://www.lesinrocks.com/2016/02/12/actualite/jai-infiltre-les-anonymous-enquete-chez-les-trolls-les-plus-puissants-du-21eme-siecle-11804953/>

Un manifeste de Guérilla jardinière !, 22 août 2013, Guerrilla gardening France, Récupéré de : <http://guerilla-gardening-france.fr/wordpress/guerilla/des-manifestes/>

Un système de capteurs pour un stationnement urbain efficace, 05 août 2015, Commission Européenne, Récupéré de : http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/spain/a-sensory-solution-to-efficient-urban-parking

Unpleasant Design & Hostile Urban Architecture, 07 mai 2016, 99% invisible, Récupéré de : <http://99percentinvisible.org/episode/unpleasant-design-hostile-urban-architecture/>

Vidéosurveillance / vidéoprotection : les bonnes pratiques pour des systèmes plus respectueux de la vie privée, 21 juin 2012, CNIL, Récupéré de : <https://www.cnil.fr/fr/videosurveillance-vidioprotection-les-bonnes-pratiques-pour-des-systemes-plus-respectueux-de-la-vie>

VIRNO Paolo, Grammaire de la multitude, [s.d], L'éclat, Récupéré de : <http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno4/grammaire02.html>

Visualiser la corruption en France : cartographie des condamnations prononcées par la justice française, Données cartographiques © 2017, Transparency International France, Récupéré de : <https://www.visualiserlacorruption.fr/home>

Wikileaks, 2006, Récupéré de : <https://wikileaks.org>

YOUNES Fouad, Smart City : la ville intelligente, la ville « communicante », 2013, DigitalCorner, le digital au service de l'innovation, Récupéré de : https://www.digitalcorner-wavestone.com/wp-content/cache/wp-rocket/www.digitalcorner-solucom.fr/2013/03/smart-city-la-ville-intelligente-la-ville-communicante/index.html_gzip

ZAPPI Sylvia, L'«empowerment», nouvel horizon de la politique de la ville, 07 février 2013, Le Monde, Récupéré de : http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/02/07/l-empowerment-nouvel-horizon-de-la-politique-de-la-ville_1827820_3224.html

Vidéo

PATÉ Gilles, The fakir's rest, Mise en ligne le 20 décembre 2009, Youtube, Récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=Qv3M7FxJqtM>